

**L'Action
NATIONALE**
volume CI numéros 9-10
NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2011
envoi de publication
PAP N° 09113
N° de la convention 0040012293

L'ACTION NATIONALE volume CI numéros 9-10 – Novembre-Décembre 2011

Novembre-Décembre
2011
vol. CI nos 9-10

**L'Action
NATIONALE**



Dossier
Conjonctures 2011

En couverture

RENÉ DEROUIN

Le petit territoire baroque No 1, 2011, bois relief polychrome, 183 cm x 122 cm

(crédit photo Lucien Lisabelle)

La galerie Michel Guimont présente, du 20 novembre au 11 décembre 2011, une exposition exceptionnelle des oeuvres récentes de René Derouin, créateur hors norme qui continue de nous surprendre en présentant des bois relief polychromes et des papiers découpés tels des vitraux.

Artiste émérite, René Derouin œuvre en arts visuels depuis plus de 50 ans, parcourant les Amériques, du nord au sud, pour fouiller dans le passé, à la recherche des traces culturelles. Son exploration artistique progresse avec les voyages qu'il entreprend pour sonder l'identité continentale. En quête de ses racines, il creuse ainsi l'idée d'américanité. Sa démarche va de la gravure au dessin, passant par la sculpture, l'installation et l'écriture. Par l'essor de ses recherches pionnières, il contribue au rayonnement de la gravure; il n'a de cesse d'expérimenter la puissance et la portée de la gravure sur bois – toujours au cœur de son processus –, que ce soient le bois en relief, la céramique ou le travail sur papier.

En 1994, René Derouin largue dans le fleuve 19 000 figurines en céramique qu'il a créées à cette fin: «Le largage, c'est un geste qui m'a donné naissance, me permettant de me larguer moi-même. C'est aussi un geste d'enracinement à l'intérieur du Québec. C'est l'œuvre la plus publique, la plus permanente, désormais rien ni personne ne peut la contrôler.»

En 1995, il met sur pied chez lui, à Val-David, une fondation vouée aux échanges Nord-Sud et à l'art d'intégration, ainsi qu'un centre d'exposition en plein air, Les Jardins du précambrien. En 1998, il reçoit la Bourse de carrière du Conseil des arts et des lettres du Québec. En 1999, le prix du Québec Paul-Émile-Borduas lui est remis ainsi que la médaille du Palacio de Bellas Artes du consulat du Mexique pour son apport aux échanges culturels. En 2006, le gouvernement mexicain lui décerne l'Ordre de l'Aigle aztèque, la plus haute distinction octroyée à un citoyen étranger. En 2007, il est nommé chevalier de l'Ordre de la Pléiade, section du Québec, par l'Assemblée parlementaire de la Francophonie et il est fait chevalier de l'Ordre national du Québec en 2008.

«Je suis arrivé dans ma carrière à l'âge du legs et mes oeuvres en parlent abondamment.»

Source: *Galerie Michel Dumont et site de l'Ordre national du Québec*
www.ordre-national.gouv.qc.ca

Galerie Michel Guimont
273, rue St-Paul, Québec (Québec) G1K 3W6

418 692 1188 | galeriemichelguimont.com

Heures d'ouverture : Mardi au samedi, de 11h à 17h
Dimanche, 12h à 17h

Pour joindre l'artiste

Atelier Derouin-Molleur, 1303, montée Gagnon, Val-David, Québec JoT 1No
819-322-6899 | www.renederouin.com

Location d'outils **SIMPLEX**

*Une entreprise québécoise
en affaires depuis 1907*



*Heureuse de participer à la construction
de la référence québécoise*

40 succursales pour mieux vous servir

simplex.ca

- Montréal : 1.800.361.1486
- Québec : 1.800.284.7571
- Ottawa : 1.888.408.8807

L'Action NATIONALE

82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X3
Téléphone: 514-845-8533
Numéro sans frais: 1-866-845-8533
Télécopieur: 514-845-8529
revue@action-nationale.qc.ca
www.action-nationale.qc.ca

Directeur: Robert Laplante

Directeur adjoint: Sylvain Deschênes

Comité de rédaction: Mathieu Bock-Côté, doctorant en sociologie (UQAM); Sylvain Deschênes; Lucia Ferretti, professeure (UQTR); Pierre Graveline, directeur général de la Fondation Lionel-Groulx; Lise Lebrun, animatrice communautaire; Sylvie Ménard, Centre d'histoire des régulations sociales (UQAM); Denis Monière, professeur (Université de Montréal); Michel Rioux, journaliste; Pierre Serré, chercheur. **Comité de lecture:** Lucia Ferretti; Alain Laramée, professeur (TÉLUQ); Chrystiane Pelchat, enseignante; Marc Urbain Proulx, économiste, UQAC; Pierre-Paul Proulx, économiste, Université de Montréal; Paul-Émile Roy, écrivain. **Membres du jury du prix André-Laurendeau:** Martin Pâquet (Université Laval), Christian Rioux (correspondant du *Devoir* à Paris); **Membres du jury du prix Richard-Arès:** Robert Comeau (Chaire Hector-Fabre UQAM); Simon Langlois (Université Laval); Michel Seymour (Université de Montréal). **Comptes rendus:** Paul-Émile Roy; Mathieu Bock-Côté.

**CURIEUX UN JOUR.
CURIEUX TOUS LES JOURS.**



ABONNEZ-VOUS



◆ On n'est jamais trop curieux ◆

SOMMAIRE

Éditorial

- Regarder loin, viser haut,
trimer dur
-Robert Laplante 4

Articles

- La gratuité universitaire est possible
et socialement productive
-Denis Monière 16

Dossier

CONJONCTURES 2011

- Bilan... prospectif
-André Poupart 24
- Qu'il est difficile...
qu'il est difficile
-Pierre-Paul Sénéchal 31
- Les chantres du ratatinement
-Pierre Serré 47
- La restructuration politique au
Québec et la question nationale
-Michel Roche 68
- Que faut-il faire maintenant?
-Michel Seymour 79
- Revisiter la démocratie de
représentation au Québec
-Denis Monière 95
- Changer la conjoncture!
Changer de cap!
-Gilbert Paquette 107
- Retrouver le chemin de la
souveraineté
-Anne Legaré 120
- Demain l'indépendance
-Richard Le Hir 136
- Un monde qui se défait, un monde
à reconstruire
-Benoît Lévesque 157
- Penser la politique spectrale
-Dominic Desroches 185

Lire

Débats

- Réflexion à partir du document
intitulé L'histoire nationale négligée
Histoire politique et histoire
nationale au Québec
-Jean-Marie Fecteau 210
- Lire les essais 241
- Index des auteurs 2011 260

Robert Laplante

**REGARDER LOIN,
VISER HAUT, TRIMER DUR**

L'ordre du monde vacille. Les puissances de l'argent se crispent avec la détermination du désespoir. Voilà longtemps que les choses n'étaient pas apparues aussi crûment : les nations se rebiffent, les peuples refusent de se soumettre à un ordre de paupérisation. Cela se préparait depuis longtemps, mais les convulsions désormais se font plus intenses, les secousses plus fortes. Les trois décennies de néolibéralisme débridé sont derrière nous. La bête n'est pas morte, mais elle est mortellement atteinte. Il ne faut pas se laisser abuser par la véhémence de ses réactions, un ordre s'épuise.

Les Québécois soumis depuis toujours à d'intenses manœuvres de propagande visant à les faire renoncer à ce qu'ils sont ne l'ont pas encore réalisé, mais ce sont les nations qui sont en train de porter le coup fatal à la bête cupide. La crise en cours le révèle avec une évidence et une assurance inédites depuis des années : c'est la nation qui constitue la force créatrice, qui définit le cadre politique et donne les orientations aux recherches des voies de sortie. Aux adversaires du Québec qui tentent toujours de la faire voir comme dépassée et sans pertinence pour notre développement et le façonnement de notre avenir, les spasmes de la crise financière apportent un démenti formel. L'Europe qui craque est celle des abstractions technocratiques et de la rationalité désincarnée. La raison du capital, la puissance

cupide plaident en faveur du primat de la raison financière sur la volonté démocratique? Les peuples se rebiffent. L'indignation n'est que le moment premier. Il n'est pas encore certain qu'il soit inaugural. Mais, pour la première fois depuis longtemps, le fatalisme induit par la propagande et les dogmes des lois naturelles du marché sont en panne: d'autres voies apparaissent possibles, les masses commencent non plus seulement à les espérer, mais bien à les entrapercevoir. La solidarité nationale peut ouvrir d'autres chemins, faire voir d'autres possibles.

Rien n'est joué cependant. Il n'est pas acquis que ces voies ne se refermeront pas, que l'horizon ne lèvera pas. Le monde qui naît ne s'installe jamais que dans le monde qui meurt. Entre la recomposition et la décomposition se joue une indétermination que nulle science ne peut abolir. Ce sont les forces de l'espérance bien canalisées dans la solidarité et l'invention qui peuvent faire basculer les choses d'un côté comme de l'autre. L'Histoire n'avance pas en ligne droite et les échecs y ont englouti des nations entières. Cela pourrait arriver. Comme il pourrait se faire qu'une autre logique soit en train de s'incarner sans que la conscience d'elle-même n'en soit encore affleurée dans les perceptions des contemporains. Les choses vont ainsi que les constructions les plus durables naissent parfois d'un bricolage de génie. Et les peuples bien souvent en ont le secret.

Les Québécois en doutent aujourd'hui peut-être plus que jamais depuis le gouvernement de l'Union, mais leur lutte est accordée aux grands mouvements du siècle. Nous sommes à ce point contaminés par la propagande adverse, blessés par les échecs et troublés par la démission des élites velléitaires, que nous avons du mal à faire la part des choses. Pourtant, tout dans la conjoncture mondiale nous renvoie les signes et les confirmations de la pertinence et de la légi-

limité du combat national. C'est la nation qui peut et doit définir les finalités de son développement. C'est un cadre essentiel et nous aurons à le reconstruire. Pas à le rénover. À ceux-là qui voudraient nous faire croire que le consentement au statut de minoritaire serait une voie de développement, il faut retourner le miroir *canadian*.

Ce que Stephen Harper a compris et ce qu'il est en train de faire, c'est de donner à la nation *canadian* le cadre qu'il lui faut pour se développer dans le siècle. Son *nation building*, même s'il est toxique pour nous, n'est pas d'abord défensif. Le Canada se cherche la forme nationale qu'il estime requise pour jouer son rôle dans le monde, un rôle accordé à ce qu'il est et souhaite devenir. Il se trouve, évidemment, que cela passe par la réduction à néant de notre propre existence nationale. Et il s'avère que cela provoque une espèce de télescopage fort malsain des raisons historiques de parachever la Conquête et des logiques de l'adaptation à un ordre en mutation. Cela donne à la fois une politique du ressentiment et une programmation de l'oblitération qui se déploient avec une violence feutrée certes, mais d'une intensité féroce. La normalisation du Québec ne renvoie pas seulement à une volonté d'en finir une fois pour toutes, elle est requise pour que le Canada nouveau s'accomplisse.

La guerre psychologique conduite contre notre existence nationale avec des moyens faramineux déployés depuis la montée en puissance de l'indépendantisme est entrée dans une nouvelle phase depuis l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement conservateur majoritaire. La conduite de cette guerre, l'ouvrage récent de Bouthillier et Cloutier (*Trudeau et ses mesures de guerre*, Septentrion, 2011) l'a bien montré est une composante essentielle de la raison d'État *canadian*. Les élites québécoises velléitaires ne demandaient pas mieux que de se laisser bernier par les leurres de la propagande bonne-

ententiste et elles ont tout fait pour se (nous) convaincre non seulement qu'elle n'avait pas lieu, mais qu'elle n'était pas même de l'ordre du réel. Il aura fallu qu'un voyou se réclame d'elle devant la commission Gomery pour qu'elle affleure à la conscience publique pour qu'elle puisse être pensable. Mais le moment fut vite perdu, l'occasion abolie de la penser à l'occasion du scandale des commandites par toute une batterie de bonimenteurs à gages qui voulaient ne voir dans l'emploi du mot qu'une figure de style dans la bouche d'un grossier personnage. Les mémoires du sinistre Jean Pelletier les détrompent. La logique d'occupation est au cœur de la raison d'État *canadian*, elle fixe le cadre et donne ses paramètres politiques à la relation du Canada à sa province récalcitrante.

C'est pour avoir été incapable et dans le refus de penser cette adversité programmée que le mouvement indépendantiste a pu se laisser ravir l'initiative politique de sa propre cause. Le vol du référendum, les manœuvres de propagande, la politique de déstabilisation financière et d'asphyxie budgétaire, tout cela a pu se réaliser aisément et pour ainsi dire sans riposte parce que les élites politiques n'avaient même pas les mots pour nommer les choses correctement. Candides, obsédés par l'idée de se faire reconnaître plus vertueux que la vertu et, surtout, incapables de se définir dans l'adversité et la rupture, les politiciens souverainistes ont tout fait pour déporter l'objectif de l'émancipation nationale dans l'ordre du rêve pour mieux le réduire à un changement de statut constitutionnel. Ils ont ainsi désarmé leurs propres troupes à force de se répandre en bons sentiments sur l'amitié entre les peuples et sur l'attachement *canadian* à la démocratie. Nous étions trop attachés au *fair-play* pour qu'on nous veuille du mal. Et c'est ainsi que la réduction de la province au rang de grande agence de livraison de services a pu se faire.

La conduite de cette guerre psychologique menée sans relâche est facilitée par la mission constitutive de Radio-Canada qui donne un levier formidable d'instrumentalisation des médias de masse et de façonnement du récit médiatique en vue d'imposer la référence minoritaire et le dédoublement identitaire. Une mission à laquelle concourt avec opiniâtreté la nébuleuse Power Corporation qui ne se contente pas de l'empoisonnement de la pensée nationale, mais qui mène aussi une offensive de contrôle et de façonnement des circuits de production et de circulation des élites par la création de *think tanks*, par des nominations aux conseils d'administration et par un mécénat spectacle bien dirigé. L'État Power n'est pas qu'une affaire d'argent, c'est d'abord l'alliance des intérêts pour le soutien d'un régime. On peut rire des doctorats *honoris causa* et des médailles que se font décerner les Desmarais par des institutions vassales – et c'est vrai qu'il y a du Ceauescu là-dedans –, mais il s'agit d'une expression symbolique qui dévoile une emprise et une volonté. Et qui donne le spectacle de son efficacité en nous faisant savoir que l'employé de Talisman se déplace même à Paris pour prendre son rang parmi les courtisans...

La cinquième colonne est d'autant plus efficace que le conflit n'est pas nommé dans les termes appropriés. L'objectif de minorisation et de normalisation de la bourgade est aussi poursuivi et encastré dans la rénovation du cadre national à laquelle se livre le gouvernement Harper enfin délesté des nécessités que lui imposait une arithmétique électorale désormais révolue. Non seulement le Canada a-t-il neutralisé la plus grande partie des élites québécoises en se jouant de tous les raisonnements qui les ont amenés à considérer la minorisation comme une voie de développement, mais encore a-t-il entrepris de passer de l'oblitération culturelle et politique à l'assujettissement économique. Le financement du projet du Bas-Churchill, le chantage au financement des

infrastructures et des ponts, la mise à l'écart des marchés publics pour les projets de construction navale, les contrats militaires, etc., ces mesures visent deux objectifs : la neutralisation et la marginalisation des élites économiques québécoises dans les circuits *canadian* et la réorganisation de l'espace économique en fonction d'une logique de développement basée sur l'exploitation pétrolière et l'extraction des ressources naturelles. Il y a là des occasions pour rémunérer la cinquième colonne, certes, mais il y a surtout la mise en place d'un ordre de priorité qui ne laisse aucune place aux intérêts du Québec.

L'enthousiasme des libéraux provinciaux pour la signature entre le Canada et l'Europe de l'Accord économique et commercial global, la grande braderie du Plan Nord, l'alignement de la Caisse de dépôt sur les circuits *canadian*, tout cela relève d'une même cohérence. Le Canada s'installe, il prend position et le Québec s'inscrit comme exécutant. On peut bien s'indigner de la nomination d'un juge et d'un vérificateur unilingues anglais, tout cela n'est que conséquence. Non seulement la réaction d'indignation des inconditionnels du Canada ne fait-elle pas peur, elle indiffère. Ottawa sait que sur l'essentiel, ils ont déjà cédé et c'est pourquoi il ne s'embarrasse même plus de compromis cosmétiques.

Il faut nommer les choses correctement. Le sort du Québec dans le Canada est réglé. Pis encore, il va s'accomplir en ruinant ce qui subsiste d'inachevé. La province va finir en lambeaux parce qu'elle n'est plus que matériau pour un ordre qui se construit sans nous. Et sur des simulacres pour mieux habiller démission, braderie et trahison chez ceux qui s'engraissent à en tentant de nous rendre étrangers dans notre propre maison. Pour les indépendantistes, cela doit être vu, interprété et assumé froidement. Nous ne nous battons pas pour ça. Nous visons la liberté, le pouvoir de

définir nous-mêmes les finalités du développement, nous voulons agir par et pour nous-mêmes pour être à la hauteur de nos aspirations et dignes des héritages de ceux qui nous ont conduits jusqu'ici.

Il n'y a donc aucune raison de céder à la morosité et de désespérer des reculs que subit la province. Ils sont aussi prévisibles que dans l'ordre des choses. Il faut s'y attendre, les agressions vont se multiplier et leur rythme s'accélérer. Car Ottawa et ceux qui le servent savent bien lire les choses : le Canada n'inspire plus grand monde au Québec, les Québécois qui ne s'identifient plus qu'au Québec sont plus nombreux que jamais – et c'est vrai dans toutes les composantes de notre société. Cela ne peut conduire qu'à une fragilisation des loyautés qui pourrait menacer la *National Policy* dont Harper se fait l'artisan. Le temps joue aussi contre lui. Il faut donc s'attendre à une intensification de la guerre psychologique, à la multiplication des charges frontales contre le Québec et à une formidable offensive de la cinquième colonne. Les *pea soup* de service vont s'agiter comme jamais. Parce que tel est leur rôle et leur vocation. Et tel est leur intérêt. Ils vont se payer sur la bête à dépecer, c'est dans l'ordre des choses.

Tant que les Québécois ne saisiront pas les termes de la logique de prédation qui façonne les discours de renoncement au combat national, ils seront à la merci des pseudo-pragmatiques qui servent d'ores et déjà d'agent de minorisation. Ils sont déjà fort actifs sur la scène politique provinciale et tout le complexe médiatique les soutiendra pour donner à la bourgade le pathétique spectacle d'elle-même. Nous, les indépendantistes, nous savons que cette logique produit de la pensée molle, de la restriction mentale coupable et des élites velléitaires disposées à tous les compromis, voire les compromissions. C'est une donnée fondamentale de notre

combat. Nous savons que c'est cela qu'il faut vaincre et que c'est là la composante la plus sournoise du rapport d'adversité dans lequel nous avons à penser notre émancipation.

La province se défait. Pour certains, cela provoque de l'effarement. Il faut les rassurer, il n'y a pas lieu de céder à la panique, car l'indépendance ne sera pas la continuation de la logique provinciale. Ce qui se perd de la province ne manquera pas nécessairement dans le combat indépendantiste dont le matériau n'a rien à voir avec l'espace hétéronome de la politique provinciale. Ce matériau c'est l'intérêt national. Et il est incompatible avec le statut et les institutions de la province. Le souverainisme officiel a trop divagué, il s'est perdu dans le clientélisme et le marketing politique d'amateur. Il faudra qu'il se recentre et se recompose dans le paradigme de la rupture. Cela peut prendre un certain temps. Et cela va nécessiter bien des débats que le présent numéro veut alimenter. Les turpitudes politiciennes ne sont pas toujours des mouvements de la pensée. Il faut agir froidement et sans précipitation. Les agités nous ont déjà fait perdre trop de temps et d'occasions.

Nous avons toujours situé notre combat à l'échelle historique. Et c'est en le recentrant sur les exigences d'une action menée à cette échelle que nous serons mieux à même de saisir les occasions que l'Histoire ne manquera pas de nous offrir. Et il y en aura, car elle s'accélère et partout, ceux qui alimentent les courants qui la poussent redécouvrent la puissance de la cohésion nationale et la force de la fidélité à ses appartenances. Notre société bouillonne, mais l'écran de propagande et la médiocrité médiatique qu'elle instille nous en rendent la perception confuse. Le Québec est mal accordé à ses dynamismes et à sa créativité. La pensée molle et une politique systématique de brouillage des repères créent des distorsions qui rendent vulnérable à la morosité et au décou-

ragement. Il n'y a pas pourtant aucune raison d'y céder. Les choses changent quand le présent devient intolérable et que le visage de l'avenir est imprécis.

Nous ne sommes pas seuls. L'alliance partout meurtrière du néolibéralisme et des régimes qui s'y complaisent a fait son temps. Dans notre cas, la cinquième colonne et ceux-là qu'elle séduit ne peuvent que se cramponner à un ordre qui ne trouve nulle part ailleurs d'échos vivifiants. Nous allons devoir refaçonner notre économie pour réaliser notre ambition nationale. Et nous ne réussirons à la réaliser qu'en refusant d'y jouer le rôle que le Canada nous dessine.

Il faudra trimer dur. □

Dix journées qui ont fait le Québec



3^e CONFÉRENCE:

Le 4 août 1701. «La grande paix de Montréal : les Français et les Amérindiens concluent une alliance décisive»

Date: Le 11 janvier 2012 à 19h30

Lieu: À l'auditorium de la Grande Bibliothèque (BAnQ)
475, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal
(Métro Berri-UQAM)

Conférencier: **Denis Delâge**, sociologue

Animation: Sébastien Ricard, acteur et membre
du groupe Loco Locass



© Sophie Imbeault

4^e CONFÉRENCE

Le 10 février 1763. «Le traité de Paris: La France peut être heureuse sans Québec»

Date: Le 23 février 2012 à 19h30

Lieu: À l'auditorium de la Grande Bibliothèque BAnQ)
475, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal
(Métro Berri-UQAM)

Conférencier: **Denis Vaugeois**, historien émérite

Animation: Sébastien Ricard, acteur et membre
du groupe Loco Locass

RSVP en ligne à www.banq.qc.ca dans la section « Activités – Billetterie »

A blurred, high-angle photograph of a large crowd of people walking in various directions, creating a sense of movement and activity. The image is in grayscale and serves as the background for the advertisement.

**Une épargne entrepreneuriale
Une finance socialement responsable**

FONDATION
CSN POUR LA COOPÉRATION
ET L'EMPLOI

www.fondaction.com • www.REERvert.com

Située à New Richmond, en Gaspésie, Serres Jardins-Nature est le plus important producteur de tomate biologiques dans l'est de l'Amérique.



Contient des antioxydants et des investissements des 571 000 propriétaires du Fonds de solidarité FTQ.

Toutes les régions du Québec tirent profit des 6,4 milliards de dollars que les milliers de Québécois confient au Fonds de solidarité FTQ avec un double objectif : créer des emplois

ET FAIRE TOURNER L'ÉCONOMIE D'ICI.

www.fondsftq.com

LA GRATUITÉ UNIVERSITAIRE EST POSSIBLE ET SOCIALEMENT PRODUCTIVE

Le débat sur l'augmentation des frais de scolarité est toujours d'actualité puisque les étudiants ont annoncé la poursuite de la contestation de la hausse décrétée par le gouvernement libéral. Depuis des années, dans une belle unanimité, le gouvernement, le milieu des affaires et les dirigeants universitaires soutiennent que cette hausse est une condition *sine qua non* pour assurer la compétitivité des universités québécoises et donner une formation de qualité aux étudiants. Ces hérauts de la loi du marché et de l'individualisme forcené fondent leur argumentation sur des comparaisons avec les frais de scolarité dans le reste du Canada et leur but avoué est de rejoindre la moyenne canadienne. Après tout, comme nous sommes au Canada, il faut s'ajuster aux normes canadiennes. Être Canadiens n'a pas que des avantages et en matière d'éducation, il n'y a pas de raison, semble-t-il, de préserver la spécificité québécoise.

Pour se draper des vertus de l'équité, les partisans de l'augmentation des frais tiennent un discours mystificateur en soutenant qu'il s'agit d'une mesure de justice sociale prétextant que ce sont les biens nantis qui en profitent du faible coût des études. En vertu de cette logique tordue, plus les études coûtent cher, plus on se rapprocherait de l'équité

* Département de science politique, Université de Montréal

sociale. Ce raisonnement démagogique occulte tout simplement le principe de l'égalité des chances qui est le fondement même de la justice sociale. Il camoufle aussi le fait que ceux qui exerceront grâce à leurs études universitaires des emplois très rémunérateurs rembourseront au centuple par leurs impôts l'investissement que la société a fait dans l'éducation supérieure.

Pour mieux saisir le caractère fallacieux du discours dominant, il faut sortir de l'univers restreint du Canada ou du monde anglo-saxon, pour se rendre compte que dans d'autres pays la qualité de la formation ne dépend pas de la contribution financière des étudiants et que la gratuité universitaire n'est pas considérée comme régressive socialement.

Cet été, dans le cadre de mes activités académiques, j'ai visité le campus de l'Université de Cologne. J'ai eu la surprise de constater que le campus situé en plein centre-ville était en pleine expansion, qu'on y construisait des édifices modernes pour loger les différentes facultés, que les amphithéâtres et les laboratoires étaient à la fine pointe de la technologie, etc. À ce que je sache la formation scientifique en Allemagne est d'un niveau aussi élevé qu'en Amérique du Nord ce qui explique sans doute l'attractivité internationale des universités de Rhénanie-Nord-Westphalie qui recrutent 12 % de «leur clientèle» à l'étranger ce qui est une performance remarquable compte tenu de la barrière linguistique.

Mais j'ai aussi appris qu'au moment où les étudiants québécois assumeront cet automne une hausse de 325 \$ par année de leurs frais de scolarité, les étudiants de Rhénanie du Nord en seront complètement exemptés. Les étudiants de ce land ont réussi par une forte mobilisation à contester la commercialisation de l'éducation supérieure et ont obtenu du gouvernement du land de rendre la formation universi-

taire accessible à tous en instaurant la gratuité universitaire. Comme l'économie allemande est tributaire du savoir et de la haute technologie, les dirigeants politiques de la Rhénanie ont fait de l'éducation supérieure une priorité et projettent de créer ce qu'ils appellent un « Wissenland ».

Pourquoi la société québécoise ne peut-elle pas offrir à nos universitaires les mêmes conditions de formation qu'en Allemagne ? Ces différences s'expliquent-elles par le niveau de développement économique ou dépendent-elles de la volonté des dirigeants politiques ? Pour répondre à ces questions, on peut comparer certains indicateurs socio-économiques provenant des statistiques officielles de ces deux États. La richesse n'est pas le facteur explicatif puisqu'il n'y a pas de différence de PIB par habitant entre le Québec et la Rhénanie-Nord-Westphalie, celui-ci se situant à environ 38 000 \$. La proportion d'étudiants universitaires est toutefois plus élevée en Rhénanie qu'au Québec avec 2,7 % comparativement à 2,3 % ce qui représente un fardeau plus lourd pour ce land. Les investissements dans l'éducation supérieure sont aussi plus élevés dans ce land qu'au Québec puisqu'en 2007, les dépenses moyennes par habitant étaient de 390 \$ ((Statistisches Bundesamt) comparativement à 333 \$ au Québec (données CREPUQ). Enfin selon les données de l'OCDE la part des investissements publics dans le financement de l'éducation supérieure représente 84,7 % en Allemagne comparativement à seulement 56,6 % au Canada.

Ce land ne fait pas cavalier seul en Europe, car il y a de nombreux pays où les étudiants ne paient pas de frais de scolarité et qui jouissent de niveaux de vie élevés comme le Danemark, l'Islande, la Finlande, la Norvège, la Suède, la République tchèque, l'Irlande, etc. L'Écosse vient aussi d'abolir les droits de scolarité.

Tout cela démontre que le discours dominant sur l'éducation supérieure au Québec est mystificateur et qu'il y a une autre façon plus démocratique de concevoir le développement universitaire. L'idéologie élitiste qui prédomine au Québec n'est pas universelle. Il est possible d'accéder à une formation de très haut niveau dans le cadre d'infrastructures ultramodernes, sans payer de frais de scolarité. C'est un choix de valeurs et d'allocation de ressources. La logique de la marchandisation des services publics mise en route avec l'accroissement des frais de scolarité s'étendra sans doute plus tard à d'autres biens collectifs.

Au-delà des raisons intellectuelles, j'ai aussi des motifs personnels pour être favorable à la gratuité des études, car sans elle je ne serais pas devenu ce que je suis. Lorsqu'en 1960, j'ai commencé le cours classique qui était la seule voie pour accéder à l'université, mes parents m'ont fait comprendre qu'ils ne pourraient pas payer plus d'une année d'étude. À mon grand soulagement, le gouvernement libéral décréta en 1961 la gratuité des études secondaires ce qui incluait les premières années du cours classique. Cette décision dégageait l'avenir de nombreux jeunes québécois. C'est ainsi que j'ai pu faire gratuitement mon cours classique jusqu'en rhétorique, poursuivre ensuite des études universitaires et devenir professeur d'université. J'ose penser que le modeste investissement que le Québec a fait lui a été profitable sur le plan du développement des connaissances. S'instruire ne signifiait pas seulement qu'on pouvait accéder à la mobilité sociale, mais aussi qu'on acquérait les compétences pour servir le Québec.

Je ne suis sans doute pas le seul dont le destin a été infléchi par l'action de l'État du Québec puisqu'à la suite des réformes de l'éducation dans les années soixante, la croissance des effectifs du secondaire fut de 101% et ceux des uni-

versités de 169 %. J'ai donc découvert à l'âge de 14 ans les bienfaits de la solidarité sociale et de l'égalité des chances que procure l'action collective et cette expérience a aussi déterminé mes choix politiques. Mon appartenance et mon identité au Québec ont été fortement amplifiées. La question de la gratuité dépasse les considérations économiques et statistiques et met en jeu la conception du développement de la société et de la conscience collective. Le soutien collectif à la réussite individuelle ne peut que stimuler en retour l'engagement civique alors que le chacun-pour-soi qui anime implicitement la marchandisation des services publics atrophie le lien social et mène à l'indifférence sociale. □



Martine Ouellet

Députée de Vachon

Tél.: 450 676-5086

www.martineouellet.org



Sansregret, Taillefer & Associés inc.

Cabinet en assurance collective de personnes

178, rue Sainte-Marie
Terrebonne (Québec)
J6W 3E1

Téléphone: **(450) 471-2662**
(514) 355-7869
(800) 782-5799

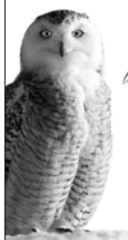
Télocopieur:
(450) 471-0026
(514) 355-7923

info@sta-conseil.com
www.sta-conseil.com

Pierre Allard CA

Comptable agréé
Chartered accountant
8175, boul. Saint-Laurent, 3^e étage
Montréal (Québec) H2P 2M1
T. 514 385-6601, F. 514 385-6177
allard.pierre@videotron.ca

ALLARD CA INC.



 **Société**
Saint-Jean-Baptiste
de la MAURICIE

Souveraineté du Québec
Langue française
Fête nationale
Assurance-vie

www.ssjbmauricie.qc.ca
819-375-4881 - 1-800-821-4881

agir pour notre monde

**Ensemble, nos actions
nous inscrivent
dans un développement
durable et solidaire.**

**Près de 10 000 membres
dont 2536 entreprises collectives,
organisations et associations.**



Desjardins
Caisse d'économie solidaire

Montréal	514 598-2122	1 877 598-2122
Québec	418 647-1527	1 877 647-1527
Joliette	450 753-7055	1 866 753-7055

www.cecosol.coop

DOSSIER
CONJONCTURES
2011

Dossier

CONJONCTURES
2011

Bilan... prospectif -André Poupart	24
De hisser nos voiles Qu'il est difficile... qu'il est difficile -Pierre-Paul Sénéchal	31
De Morin à Marois à Legault-Sirois Les chantres du ratatinement -Pierre Serré	47
Brefessai sur la conjoncture La restructuration politique au Québec et la question nationale -Michel Roche	68
Que faut-il faire maintenant? -Michel Seymour	79
Revisiter la démocratie de représentation au Québec -Denis Monière	95
Changer la conjoncture! Changer de cap! -Gilbert Paquette	107
Retrouver le chemin de la souveraineté -Anne Legaré	120
Demain l'indépendance -Richard Le Hir	136
Réflexions sur la conjoncture économique et politique Un monde qui se défait, un monde à reconstruire -Benoît Lévesque	157
Le Québec confronté au retour de ses fantômes Penser la politique spectrale -Dominic Desroches	185

André Poupart*

BILAN... PROSPECTIF

Gérard Chaliand, fin connaisseur des peuples émergents, écrit dans ses mémoires, parlant du nationalisme québécois, qu'il lui manquait: «une élite éclairée et politiquement avisée et une population décidée à prendre des risques.» (*La pointe du couteau*, Robert Laffont, 2011, p. 318)

Ce jugement a été porté avant la déconfiture électorale du Bloc, quelques mois après la triomphale célébration de son vingtième anniversaire et avant l'effondrement éthique du PQ pour de basses considérations électorales avérées au surplus sans fondement suite à l'élection du NPD dans la région de Québec.

Faut-il se résigner à l'asphyxie d'un mouvement lancé en 1960 par un cri aussi audacieux que volontariste: «Maître chez nous». Cinquante ans plus tard, le projet national a été dévoyé en simple enjeux électoral sans autre perspective que la prise du pouvoir. Depuis 1960 et 1976, le monde s'est transformé en profondeur (passage d'un monde bipolaire, chute du mur de Berlin, à un monde multipolaire; développement d'internet; affirmation de l'Asie et notamment de la Chine; floraison des printemps arabes et musulmans) alors que, en comparaison, le discours québécois semble

* Professeur honoraire, Faculté de droit, Université de Montréal

fossilisé; nous vivons un retour en arrière de type Union nationale: le libéralisme et les privatisations, la magouille érigée en mode de gestion, une impuissance congénitale à prendre des décisions éclairées dans les grands dossiers structurants, confusion du public et du privé.

Les Québécois de toutes allégeances n'aspirent qu'à un Québec moderne, prospère et ouvert sur un monde en mutation. Que faire pour donner sens aux aspirations et au travail de deux générations de Québécois qui ont voulu ériger enfin le « Maitre chez nous »?

Il n'est pas possible de changer de peuple mais les élites politiques peuvent être remplacées par de mieux avisées sur les intérêts et l'évolution de la société québécoise dans un monde où s'opèrent des mutations qui remettent en cause les intérêts et les valeurs jusqu'à maintenant dominants. Il ne suffit pas de changer, il faut se développer plus rapidement et mieux que les concurrents pour améliorer sa situation dans tous les domaines. Le peuple peut accepter de prendre des risques et ne pas se laisser aller à vau-l'eau quand il sent une direction éclairée, transparente et résolue. Les élites n'ont pas à élaborer les politiques et à développer des projets uniquement en suivant les résultats de sondages auprès d'une population formée par des médias qui favorisent le statu quo.

Dans cette période charnière de l'histoire, les qualités nécessaires de leadership ne se retrouvent pas chez un gouvernement que nous avons réélu et qui est aujourd'hui disqualifié par une gestion opaque et calamiteuse, une corruption dénoncée par tous (sauf ceux qui en profitent) et une perte du sens de l'intérêt collectif. Comble de malheur, l'opposition divisée et déboussolée n'offre pas de perspectives plus encourageantes si ce n'est celle, bêtement mécanique, de l'alternance.

Comment sortir de cette situation de blocage collectif qui fait écrire :

J'ai pleuré sans trop comprendre. J'ai pleuré sans trop comprendre ce qui se passe chez nous [...] J'ai pleuré et je pleure, ne pouvant comprendre que l'on soit rendu à ce point d'injustice et de corruption, à ce point d'inconscience et de mépris. J'ai pleuré devant notre désespoir. J'ai pleuré de savoir qu'aucun de nous n'a eu, jusqu'à ce jour, le courage de se lever et de dire c'est assez. C'est assez [...] J'en appelle à la vie, à cette vie qui en chacun de nous souffle, pousse et aime (Jeanne-Mance Dubé, *Le Devoir*, le 16 septembre 2011).

Comment nos dirigeants politiques peuvent-ils ne pas être sensibles à ce cri de désespérance individuelle avant qu'il ne devienne collectif et peut-être violent ? Quand la société civile exprime avec autant de force son découragement, les politiques doivent être attentifs, surtout l'opposition, si elle prétend constituer une alternative crédible. Si les autorités en place demeurent sourdes et insensibles à cette révolte voilée mais bouillonnante contre le politique, la responsabilité de l'opposition officielle devient prépondérante et le seul espoir démocratique pour dénouer une situation intenable. Comment retrouver confiance et enthousiasme ?

Il faut avant tout renouer avec une parole vraie, avec un discours qui transpire d'authenticité et de transparence. Finies les phrases creuses qui n'ont pour but que d'occuper le petit écran sans faire avancer le débat public. Un peu de silence donnerait du poids à la parole.

Il faut en finir avec cette soi-disant « politique de pays » qui ne veut rien dire. Nous avons déjà les Pays-d'en-Haut, le Pays de Menaud, et même le Royaume du Saguenay. Nous avons trop de pays qui dépendent pour la moindre initiative d'un plan conjoint financé à 50 % par Ottawa qui s'arroge ainsi un droit de veto. C'est un État qu'il nous faut. Nous avons un pays, nous avons un peuple, nous avons une identité qui

peuvent s'incarner dans un État. Un parti peut s'assigner cette fin et y travailler. Mais le mot État serait compliqué et ferait peur ; si on a peur des mots qu'en sera-t-il de la réalité, du dur combat à mener ? Ce projet d'un État québécois n'est rien moins que révolutionnaire. Il ne faut pas avoir peur de la dire en laissant croire que tout sera facile. Ce n'est pas une façon de motiver les troupes que de leur dire que tout sera facile et qu'il suffit d'attendre que les planètes s'enlignent pour créer les conditions gagnantes.

Nous avons aussi des voisins. Le premier, le Canada, n'acceptera jamais de bon cœur d'être coupé en deux, d'être « pakistanisé ». La lutte ne peut qu'être âpre, difficile, et il faut oublier le soi-disant *fair-play* britannique qui ne se manifeste qu'une fois que l'adversaire est vaincu. La lutte sera d'autant plus difficile qu'en adoptant une stratégie strictement légaliste, le mouvement souverainiste s'est mis dans la gueule du loup : Ottawa contrôle toutes les institutions juridiques du Canada. Bien avant la « loi sur la clarté », (telle que définie par Ottawa) le gouvernement central a doté le pays d'une charte des droits qui a priorité sur toutes les lois adoptées par le Québec et qui est interprétée par des juges qui sont tous nommés par Ottawa. Ainsi, l'État canadien s'est donné un pouvoir constitutionnel et législatif absolu (dans une soi-disant confédération d'États) et, d'autre part, d'une légitimité éthique par les décisions de la Cour suprême qui donne un contenu aux grands concepts de liberté et d'égalité dans la perspective de la construction d'un Canada fort et uni.

Nous avons d'autres voisins : les États-Unis, voisin surtout géographique et économique ; la France, voisin surtout culturel et politique. Qui n'a pas compris (ou plutôt, voulu comprendre) que le « Québec est otage de ses alliés » (Anne Legaré) après l'abandon du « Non ingérence, non indifférence » par le président Sarkozy pour s'aligner sur ses

mentors américains? Qui peut raisonnablement penser que les États-Unis puissent être favorables au démantèlement politique de leur principal allié? Qui, surtout après le « 11 septembre », peut imaginer que les États-Unis acceptent facilement l'apparition d'un nouveau voisin dont l'existence peut remettre en cause leur sécurité?

Laminé de l'extérieur par le pouvoir fédéral de dépenser dans tous les domaines y compris ceux qui sont de juridiction exclusive du Québec; laminé par des chaires fédérales qui subvertissent le système d'éducation par la tête (voir le poisson de Mao); laminé par les plans dits conjoints qui permettent à Ottawa d'envahir tous les secteurs d'activité et d'imposer ses normes et objectifs à des gouvernements locaux affamés; laminé par le multiculturalisme qui vise moins au respect des cultures minoritaires (y compris québécoise), mais à leur intégration/assimilation progressive et sans douleur dans la seule vraie culture canadienne, le Québec n'a plus de marge autonome de manœuvre. Il gère des politiques fédérales.

Le Québec est aussi laminé de l'intérieur par une immigration (que nous avons rendue nécessaire) qui n'est pas insensible aux chantres de la mondialisation et de la mobilité nord-américaine, du multiculturalisme canadien et de la culture qui se veut dominante même au Québec: dire aux immigrants qu'ils arrivent dans une société francophone dont ils doivent apprendre la langue et qu'ils doivent envoyer leurs enfants dans les écoles publiques francophones relèverait maintenant non seulement de la discrimination mais même du nazisme.

Que les Québécois, que la société civile, soient désarmés par tant d'agressions, qu'ils perdent leurs repères sans en trouver de nouveaux, qu'ils sentent le sol se dérober sous leurs pieds, personne ne peut s'en surprendre. Le Québec n'est pas seul à tra-

verser des moments difficiles: les États-Unis sont en «faillite» financière et sociale; l'Angleterre est livrée aux émeutes; la France s'enfonce dans une dérive éthique et politique. Ce qui surprend et est inadmissible, c'est l'absence de réaction du gouvernement du Québec. Les politiques, au mieux, laissent les choses se dégrader et, au pire, favorise la poursuite de la déconstruction du lien social et du bien vivre ensemble.

Le Québec et les Québécois ne peuvent régler tous ces problèmes internes et externes même s'ils affectent leur vie quotidienne. Cependant, leurs élites politiques et autres peuvent leur offrir une compréhension du monde et de ses tensions, une perspective de la place et des intérêts du Québec dans ce monde en mutation. Le minerai du Plan nord sera-t-il vendu aux Chinois, le même prix que Duplessis vendait le minerai de fer aux Américains?

La direction de Pauline Marois, dont l'autorité surtout morale a été mise à mal par la gaffe du projet de loi 204, exige un sursaut d'humilité et de clairvoyance. Le rôle de l'opposition pour la protection du système démocratique au Québec a rarement été aussi fondamental. Madame Marois, par ses choix pour la gouvernance de son propre parti et du Québec, peut jouer un rôle déterminant pour la sauvegarde des institutions démocratiques. S'il fallait une commission d'enquête pour protéger l'intégrité du système judiciaire, a fortiori il faut créer une commission d'enquête sur le fonctionnement de l'État (et incidemment sur l'industrie de la construction) quand il existe des assertions sérieuses d'infiltration de celui-ci par le crime organisé et la mafia. Ce n'est pas le fonctionnement de l'industrie de la construction qui est en jeu mais le fonctionnement même des institutions démocratiques. Dans l'état de la situation, il n'y a pas de différence de nature entre les administrations Moubarak et Charest, seulement une différence de degré.

Si le premier ministre Jean Charest devait s'obstiner dans son entêtement à chercher des preuves contre quelques individus isolés sans prendre les moyens pour démanteler le système de corruption qui gangrène le fonctionnement de l'État, madame Marois fera face à un défi historique : soit, elle s'obstine à poursuivre, forte de son mandat de 93 %, dans la voie qui la mène droit à l'échec et au titre peu enviable de fossoyeuse du PQ (juste après la disparition du Bloc) ; soit, elle se resaisit, s'entoure de nouveaux conseillers d'envergure, acquiert la stature d'une femme d'État et devient première ministre.

Quand le long terme n'offre qu'une perspective atre ans, quand les principaux partis sont financés par les mêmes bourses, quand réflexion se conjugue avec élection, quand la confusion de la pensée entraîne l'impuissance de l'action, quand la nouvelle génération ne réussit même pas à entretenir les infrastructures léguées par les générations antérieures (moins instruites et plus pauvres), les générations montantes peuvent s'inquiéter de leur avenir.

Quand l'opposition est divisée et discréditée, quand il n'y a plus d'alternative crédible à un gouvernement déconsidéré, c'est le fonctionnement du système démocratique qui est remis en question.

Le Québec doit sortir du magma d'impuissance et de corruption qui le fragilise et l'étouffe. Le peuple, la société civile, qui a fait la Révolution tranquille veut retrouver la fierté et l'enthousiasme qui l'ont porté pendant de nombreuses années. Qui aura la clairvoyance et perspicacité pour donner sens au XXI^e siècle à une nouvelle phase de ce défi permanent : « Maître chez nous. »

Septembre 2011

Pierre-Paul Sénéchal*

De hisser nos voiles

QU'IL EST DIFFICILE...**QU'IL EST DIFFICILE**

Impensable au lendemain du référendum de 1995, alors qu'un sondage indiquait qu'une majorité de Québécois prévoyait la souveraineté au terme d'une période de cinq ans, la longue marche du Québec semble brusquement interrompue. En mode offensif depuis plus de quarante ans et croyant avoir réalisé une avancée irréversible, le mouvement souverainiste se retrouve maintenant sur la défensive avec un soutien populaire oscillant entre 30 % et 35 %.

On entend la voix des sinistrés de 1837-1838 nous raconter combien amère et difficile est la défaite quand la fierté retrouvée d'un peuple se trouve à nouveau piétinée. Elle est de désertion, de compromissions, puis de collaboration quand ce n'est pas pure trahison de la part de ses anciens chefs. Elle est aussi de désarroi, de recherche de coupables, de dénonciations, puis de déchirements internes particulièrement difficiles à endiguer.

Jadis capable de faire trembler le Canada, le Québec de 2011 ne semble plus aspirer à quoi que ce soit de grand, ni de stimulant. N'exerçant plus son rôle d'État national, sa métropole est sur le point de basculer dans un univers qui n'a plus rien à voir avec une communauté nationale de lan-

* MA science politique, ex-conseiller socio-économique au gouvernement du Québec et membre de la Ligue d'action nationale.

gue française, ses plus belles institutions sont en proie aux exactions des équarrisseurs libéraux, ses ressources qui font son patrimoine et sa richesse sont livrées aux prédateurs et aux spéculateurs selon l'ancien modèle colonial. La situation est dégradée à un point tel que les scénarios les plus pessimistes quant à son avenir sont maintenant évoqués par les observateurs les plus complaisants.

Réaliser l'éviction totale des partis souverainistes à Québec et à Ottawa, fruit de plusieurs années de déconstruction de l'âme du Québec, telle est la cible ultime du clan fédéraliste. Ceux qui s'imaginent que le marasme dans laquelle baigne actuellement l'option souverainiste dans l'opinion publique est une stricte affaire de direction doivent analyser l'œuvre de déconstruction habilement menée par le clan adverse au cours des quinze dernières années. C'est une tendance plutôt lourde qui nous confronte. Elle est davantage de nature structurelle que conjoncturelle.

« Normalisation » du Québec : l'étape de l'assaut final

Un survol historique des quinze années post-référendaires démontre jusqu'où le plan de riposte préventive mis en oeuvre par le gouvernement fédéral est allé pour casser l'élan du peuple québécois et pour écarter tout autre scénario de consultation sur son avenir. Comme au lendemain de l'échec du mouvement patriote, c'est l'âme du Québec et son vouloir-vivre collectif qu'on a principalement visés en attaquant son identité, ses institutions politiques et économiques ainsi que sa capacité de mobilisation politique.

Pendant toute cette période, la communication fédérale s'est largement déployée à contaminer les réseaux sociaux, éducatifs et économiques aux vertus et valeurs canadiennes, étant conscient que l'univers des groupes d'intérêts et des associa-

tions professionnelles représente depuis des décennies un formidable outil de médiation entre citoyens et pouvoirs publics.

Pour affaiblir le sentiment de confiance des Québécois, on a abondamment puisé dans les méthodes classiques de la propagande d'État: la peur d'abord (Loi sur la clarté, partition du Québec), puis la diabolisation de l'adversaire (fomenteurs de chicane et de conflits ethniques, ringards); on a fragilisé les finances publiques du Québec, brisé ses alliances internationales, l'axe Québec-Paris notamment, afin de miner le sentiment de confiance collective. Tout pour induire un profond discrédit de l'option de la souveraineté dans l'opinion publique.

Le plan s'achève sur une opération de révisionnisme historique et de prise de contrôle de la définition identitaire. Après que Québec ait été consacrée lieu de fondation du Canada en 2008 (70 M\$), voilà qu'on s'apprête à transformer la vaine bataille de Châteauguay (1812) en véritable «épopée» salvatrice du «fait français» en terre d'Amérique (28 M\$).

Digne émule de Machiavel et maintenant majoritaire à Ottawa avec pour seule interface une opposition officielle désormais inapte à défendre les intérêts du Québec, Stephen Harper s'avère bien plus habile stratège que ceux qui l'ont précédé. Il sait admirablement utiliser à ses fins la machine d'État. Finaliser le processus de re-provincialisation du Québec, tel est son ultime objectif. En dix-huit années de pouvoir à Québec, nos élus du Parti québécois n'auront jamais réalisé autant que lui, à quel point les symboles nationaux constituent de puissants moyens de communication politique et pourquoi ils sont à la base de tout processus de constitution et de consolidation des identités. Le *bill* C-288 que le nouveau Prince va faire voter avec l'appui de ses acolytes du NPD et du PLC n'est pas un innocent petit projet

privé amené par un obscur député ontarien. Il fait partie d'un plan organisé pour afficher enfin les couleurs canadiennes sur toutes les institutions nationales du Québec: ministères, établissements et organismes publics, sociétés d'État et ultimement, l'Assemblée nationale du Québec.

Humiliations et sevrage économique: le Québec ne répond plus

Pour assoir sa domination, le clan fédéraliste sous la conduite du triumvirat Harper/Charest/Desmarais, s'affaire sans relâche à fabriquer des consentements dans le but de construire en sa faveur une opinion publique imaginaire qui, à l'évidence, s'avère en complète déconnexion des vrais problèmes du Québec. Une opinion contraire à ses intérêts politiques, sociaux et économiques et qui se situe en trahison de sa réalité historique. Sur ce terrain, le clan est présentement le maître incontesté du jeu.

Les actuelles opérations de sevrage et de pillages économiques perpétrées par le clan devraient normalement suffire pour être source de révoltes légitimes dans la population, à l'instar de ce qui se produit partout. Évaporation de 45 milliards \$ à la CDP; viles concessions de droits d'exploitation minière, gazière et pétrolière; cadeau de 500 MW au consortium Alouette (valeur de 5 milliards \$ sur 30 ans à éponger par les contribuables); transfert du centre de la sécurité maritime du Saint-Laurent à Halifax (comté du ministre de la Défense); nonaccès du Québec à la cagnotte de 33 milliards \$ dédiée à la construction navale; modernisation de tout le matériel roulant de l'armée en Ontario; subvention de 700 M\$ à Terre-Neuve pour concurrencer Hydro-Québec; mise à genoux du Québec dans le dossier de l'harmonisation de la taxe de vente; dépeçage de la Charte de la langue française; réduction du poids du Québec au Parlement fédéral, nomination de juges unilingues à la Cour suprême, refus

d'assumer ses pleines responsabilités dans les dossiers du pont Champlain, du pont de Québec ou du manège militaire; gavage de symboles royaux britanniques dans la gorge des Québécois. Et la liste nous semble désespérément intarissable. Pour ajouter à l'offense, CIBC et Power Corporation veille au grain: une virginité politique est attribuée aux artisans de l'humiliation collective: prix Woodrow Wilson et Légion d'honneur pour Jean Charest, doctorats honorifiques pour les Jean Chrétien et Brian Mulroney.

Tel le célèbre paquebot de Hergé, arraisonné par une bande de pirates, puis laissé à la dérive, silencieux, paralysé au milieu d'un océan, incapable de capter et décoder les signaux pourtant si nombreux, «le Québec ne répond plus». Voilà le Québec que le Canada aime, voilà celui qu'il s'affaire à façonner avec la constance du jardinier.

L'effet «spam filter» pour la fabrication des consentements

Cette opération de fabrication des consentements et la construction d'une opinion publique imaginaire ne pouvaient que déboucher sur un discours dominant, celui de la «désuétude» du combat national (Jocelyn Létourneau), celui de la «futilité des vieilles batailles» (Mario Dumont) ou de façon plus efficace encore, celui de la «maudite chicane» (Charest-Legault). Place aux «vraies affaires». Le tout amplement relayé par les chroniqueurs de la SRC, de Quebecor et de Télé-Québec. Le but: créer un irrésistible sentiment de lassitude, de faux besoin de répit, puis finalement de repli. De guerre lasse, se dit-on, après une trop longue résistance et sous l'effet d'un tel martelage, le citoyen ne pourra que finalement lâcher prise.

Surgit un scandale, pas moyen de mener l'analyse jusqu'à ses racines politiques. «Ce sont tous des pareils». Comme si, malgré qu'on soit parfaitement conscient qu'on est en

train de se faire voler, le système de traitement des questions politiques ou économiques avait été mis en veilleuse. Comme si, par réflexe installé, toute réflexion sur un enjeu mettant en cause les fondements du régime fédéral se voyait automatiquement bloquée avant que la chose soit acheminée vers la boîte « courriers indésirables ».

L'« effet Legault » en guise de police d'assurance

Les régimes politiques qui durent sont ceux qui disposent d'une bonne « couverture de risques contre les événements incertains ». À partir de 2010, comme plus rien n'arrive à freiner la décrépitude et le déclin politique du « grand bâtisseur », alors que l'alternative ADQ a échoué, le clan fédéraliste de Montréal et de Bay Street n'a d'autre choix que de se procurer un autre parti politique de rechange pour contrer l'adversaire souverainiste. Dans la plus pure tradition des faiseurs d'image et de construction d'opinion, une opération « effet moutonnier » est lancée à partir de 2010.

La technique consiste à tenter de persuader le public d'adopter un parti, un courant d'idée, en faisant croire qu'un mouvement de masse irrésistible est déjà engagé en sa faveur et qu'il est avantageux de s'y joindre. Le concept est basé sur un principe relativement connu : les individus, particulièrement dans un contexte d'insécurité sociale et politique, préfèrent généralement se retrouver dans le camp des vainqueurs. L'outil par excellence pour créer un « effet moutonnier » est le sondage d'opinion. C'est un secret de Polichinelle qu'un grand nombre de sondages traitant de façon directe ou indirecte de la question nationale sont utilisés par les commanditaires corporatifs davantage comme des outils de construction que d'expression de l'opinion publique.

Avant l'offensive « sondagière » du début 2010, François Legault (pas spécialement crédité d'un charisme irrésistible)

n'était encore qu'une «pointure» plutôt marginale dans l'imaginaire québécois. Il n'aura suffi qu'une demi-douzaine de sondages (dont plusieurs s'apparentent à des «panels Web»), tous admirablement relayés par des publiereportages Gesca, Quebecor et Rogers (Maclean), pour faire de sa «coalition» la nouvelle phalange capable d'envoyer le Parti québécois dans les câbles en 2012 ou 2013.

N'a-t-il pas suffi d'un seul sondage en ligne, mais lancé à un moment très propice en avril 2011, pour amorcer dans l'opinion publique une vague en faveur d'un parti de rechange au Bloc québécois? Dès sa publication, tous les projecteurs, tous les médias ont été dirigés sur Jack Layton, les candidats locaux étant dès lors dépouillés de toute signification. Jamais auparavant n'avait-on observé un renversement d'opinion publique aussi brusque et d'une aussi forte ampleur. Pour réaliser une telle opération, plus besoin de construire un échantillonnage traditionnel. Les sondeurs disposent maintenant de banques d'internautes volontaires recrutés sur le Web. Souvent, le taux de réponse avoisine à peine 50%. Afin de constituer ces banques d'internautes, les firmes font chaque mois appel à des panélistes pour qu'ils participent à quelques sondages. Chez SOM, un prix de 500 \$ est attribué parmi toutes les personnes qui auront participé aux sondages du mois. Souvent, la firme offre aux volontaires la chance de gagner un voyage à Paris. Ces pratiques ne sont pas cachées, elles sont annoncées sur le site de la firme. Très sérieux comme pratique scientifique.

Même si les dés sont généralement pipés, on aurait toutefois tort de croire que le sort d'une option politique puisse être à jamais scellé sur l'effet de sondages. De façon générale, les analyses de comportements électoraux laissent à penser que dans plusieurs scrutins, plus de 20% des électeurs se décident au cours des deux derniers jours. La proportion

élevée des indécis et des «refus de répondre» dans les récents sondages est également un indice d'une volatilité certaine. En matière de comportement politique, on a pu même observer une certaine similitude avec le phénomène du «trend following» de l'univers boursier : quand un «effet moutonnier» créé artificiellement se prolonge, les joueurs poussent souvent les cours à la hausse de façon exagérée jusqu'au moment où la tendance se renverse. C'est aussi ce qui pourrait éventuellement se produire avec «l'effet Legault». Demeurons optimistes.

Limites du scénario coalition électorale souverainiste.

Face aux sondages annonciateurs de catastrophes, la panique s'est à l'évidence installée dans le camp souverainiste. On est tantôt à la recherche d'un «libérateur de peuple» (encore faudra-t-il qu'il ait un jour accès à un micro), tantôt on appelle de ses vœux la fameuse «Union des forces souverainistes». Alors qu'on peut facilement anticiper qu'au début de 2012, les députés de l'ADQ et ceux qui l'avaient désertée, auront déjà fusionné avec la Coalition Legault, le camp souverainiste risque quant à lui de se présenter très divisé devant l'électorat, ce qui le met dans une situation de grande vulnérabilité. Une coalition électorale telle qu'évoquée par certains députés du Parti québécois est-elle possible? Elle est éminemment souhaitable, car notre système majoritaire uninominal (généralement bipartisan dans ses résultats) a ceci de particulier qu'il est fort peu probable qu'il envoie un jour à l'Assemblée nationale du Québec deux cohortes de députés souverainistes aux appartenances partisans distinctes et pouvant se partager des fonctions ministérielles, à moins en effet qu'une telle coalition ait été réalisée en amont.

Cette idée que le PQ et Québec solidaire pourraient avantageusement se partager certains comtés bien identifiés au

préalable afin d'éviter les luttes fratricides oublie toutefois deux réalités fondamentales qui, à elles seules, la rendent impraticable. Il y a ce fossé idéologique entre les deux formations, il y a aussi cette réalité que chacun des partis voudra protéger ses meilleurs fiefs. Le concept n'est pas non plus d'inspiration très démocratique ni respectueux des citoyens-électeurs, le choix du candidat local étant en définitive celui des apparatchiks des partis.

L'hypothèse la plus souhaitable aurait été que, faisant table rase du passé, on puisse faire en sorte que les candidats (PQ, QS ou autre) d'une telle coalition (dont le nom peut être enregistré moyennant 100 signatures) soient issus d'une assemblée d'investiture commune, laquelle aurait aussi pour fonction d'élire le chef de la coalition. Une telle approche aurait l'immense avantage de recréer les bases d'un véritable mouvement tout en conservant l'identité des partis politiques. Elle amène aussi une participation accrue des citoyens, à la façon des récentes « primaires » du PS français. Une telle hypothèse ne résiste toutefois pas aux dispositions de l'actuelle loi électorale du Québec.

Il est donc fort peu probable que le mouvement souverainiste se présente en front uni lors du prochain scrutin. Il reste toutefois à souhaiter qu'une entente de non-agression mutuelle soit négociée. On a suffisamment d'adversaires devant soi.

Prudence quand se répand le chant des sirènes

Les sondeurs interrogent de plus en plus sur des questions, des situations, des hypothèses que les publics ne se sont souvent pas même posées. Ils s'octroient ainsi cette capacité de mettre sur le marché un nouveau produit, qu'il soit pour consommation commerciale ou politique. Après avoir fait émerger des adhésions à son endroit, il leur suffit ensuite

d'enluminer à répétition ledit produit pour qu'éventuellement il entre dans le réel. Cette pratique est dénoncée par plusieurs spécialistes des comportements sociaux.

Le sondage Léger Marketing du 4 novembre se fait manifestement séducteur pour l'ex-leader du Bloc québécois. Mais aussi réconfortant soit-il pour sa personne et pour tous les souverainistes en attente d'un sauveur, il doit être manié avec grande prudence. En 2005, les sondeurs faisaient de Gilles Duceppe le meilleur choix des Québécois, mais deux ans plus tard, face à la candidature Marois, sa popularité tombait à 21 %. Si les commanditaires de sondages ont cette dangereuse capacité de faire entrer sur le marché des nouveaux produits, ils ont aussi le pouvoir de les en sortir au moment jugé opportun. Les exemples sont légion. Qu'il suffise de rappeler qu'en juin 2002, Léger Marketing annonçait qu'une moitié des Québécois était prête pour un gouvernement adéquiste. Le nouveau produit a dès lors été enluminé à profusion puis abandonné en cours de route en raison de son faible potentiel.

L'autre déterminant qui échappe au camp souverainiste jusqu'à le desservir, c'est la couverture médiatique. Les analyses démontrent qu'à chacune des élections récentes, le chef du Parti québécois est d'office défavorisé au chapitre du « poids médias » (ou attention médiatique). Or, les analyses d'Influence Communication estiment qu'il y aurait lien direct entre les résultats d'un scrutin et l'attention médiatique accordée à chaque parti. « Si on faisait une moyenne de l'attention médiatique en pourcentage jusqu'à la toute fin du scrutin, on pourrait prédire les résultats du vote avec une marge d'erreur de 3,5 % à 6 % », affirme son président Jean-François Dumas. (*La Presse*, 20 février 2007).

«Vivre debout»... ou se laisser mourir

Face à cette conjoncture pas particulièrement «jojo», on peut collectivement se laisser couler dans un sentiment de désespérance collective en adoptant l'attitude du paumé de Luc Plamondon qui, las de la défaite, n'a «plus envie de se battre», mais uniquement de «se laisser mourir». C'est le sentiment de la démission, du refus d'agir, celui de la «tentation minoritaire» (décrite par Robert Laplante dans le numéro de mai 2011, au lendemain de l'éviction sans détour du Bloc québécois), la «tentation de se fondre dans les courants d'une majorité douillette, de se laisser porter par le cours des choses, délesté enfin de soi-même». Mais nous n'en sommes pas rendus là.

Parsemée d'hivers souvent jugés infranchissables, l'histoire du Québec est aussi ponctuée de victoires sur l'adversité. Les peuples sont eux aussi capables de résilience. Le rêve souverainiste est loin d'être éteint, le sens de l'honneur le sentiment de liberté et le «goût du Québec» habitent encore largement toutes les couches de la société. Notre grand poète national Gilles Vigneault complète cette année une grande tournée du Québec, baptisée pour les circonstances «Vivre debout». Les Québécois n'ont d'autre choix que de répondre «présent».

À partir du sentiment d'indignation qui court, faire émerger une résistance qui soit inclusive de l'enjeu national.

«Quousque tandem abutere [Stephen] patientia nostra»?

Des humiliations infligées au fil des ans, il peut bien sûr résulter une dégradation dans les capacités de réaction ou de défense du citoyen. Mais vient un moment où le malaise social et le ras-le-bol politique se rencontrent, puis se conjuguent jusqu'à l'atteinte d'un seuil critique, pour ensuite

produire une sorte de capital pour la riposte. La «foule anonyme» qui, au cours des derniers scrutins, s'est laissée séduire par les professionnels de la politique et par les spécialistes en manipulation prend alors conscience de la désastreuse destination vers laquelle on était en train de l'entraîner. C'est alors le début du réveil et l'amorce du changement. En prévision de ce moment, tout doit déjà être mis en œuvre en termes de concertation des forces progressistes pour éviter que ce mouvement ne prenne le chemin de droite comme c'est souvent le cas en pareille conjoncture. Délaissant les vaines promesses électorales, le mouvement souverainiste devra, quant à lui, se montrer à nouveau capable de susciter le rêve. Il devra trouver les mots pour le formuler, l'énergie pour le propager, le souffle pour le rendre irrésistible. Seul ce rêve peut bouleverser de façon positive la prochaine configuration de notre Assemblée nationale.

Mais la population prend les choses une séquence à la fois. Les éternels débats sur les virgules de programmes politiques ne l'intéressent guère. Mieux que les politologues, elle sait que ce sont les conjonctures qui font les programmes de gouvernement et aussi les leaders. A-t-on oublié que c'est sur un modeste programme de quelques pages, mais associé à un grand rêve de changement qu'une équipe a été portée au pouvoir en 1960 et a pu réaliser la Révolution tranquille?

Il faut aussi garder à l'esprit qu'un changement draconien des règles du jeu politique ne peut reposer que sur la seule formation d'un gouvernement souverainiste. Il faut reconstruire une solide conscience politique au Québec. Il faut qu'elle soit prolongée et soutenue par un militantisme actif au sein des partis et organisations souverainistes, de même qu'au sein de l'ensemble des réseaux sociaux, économiques et éducatifs.

Réconciliation des jeunes avec le projet national québécois

Selon la plupart des analyses réalisées sur les valeurs et aspirations des jeunes, les institutions politiques, dont les partis politiques, sont généralement classées en bas de l'échelle de confiance (un taux oscillant autour de 10 %, explicatif du haut niveau d'abstention observé lors des dernières élections au Québec). Cette perte de confiance s'expliquerait en grande partie par les promesses non tenues, les discours de plus en plus abstraits des politiciens, enfin, par les scandales politiques et financiers. Oui, les jeunes se disent prêts à agir pour défendre leurs idées, mais ils refusent les étiquettes et les affiliations politiques, préférant les actions sectorielles, la démocratie directe, les lieux où ils se reconnaissent.

Autre phénomène à retenir absolument à propos de cet apparent désintéressement ou désertion des jeunes de la politique traditionnelle, les études concluent que seule une cause perçue comme un enjeu majeur va permettre de rallier leur participation sur le plan électoral. C'est effectivement ce qui s'est produit en octobre 1995. Le jour donc où les leaders du mouvement souverainiste et des partis politiques pourront rétablir la confiance, qu'ils auront réappris à évoquer «le pays» avec moins de mollesse et plus de fermeté, le jour où ils pourront en parler avec l'émotion de Fred Pellerin et les mots de Biz, il y a fort à parier alors que «tout deviendra possible». Une participation active des jeunes pourra dès lors représenter pour le mouvement souverainiste une force de frappe redoutable.

Les jeunes sont en effet les seuls à posséder l'énergie et l'instinct de «l'insurrection pacifique» contre les situations jugées intolérables qui confrontent notre communauté nationale. La jeunesse du Québec des années de la Révolution tranquille a réussi à faire en sorte que se réalisent conjointe-

ment sous un même drapeau les deux forces les plus vigoureuses de cette époque, l'identité nationale et la révolution sociale. Le prochain défi du mouvement souverainiste sera de démontrer qu'il représente le seul véritable «camp du changement» apte à soutenir l'important courant écologique au sein duquel évoluent aujourd'hui nos futurs grands leaders d'opinion. Il faut faire la démonstration que l'adversaire est commun, qu'il utilise les mêmes réseaux d'influence, qu'il fait appel aux mêmes méthodes pour dominer.

Les jeunes sont aussi ceux qui maîtrisent le mieux les «nouveaux médias». L'impact de ces nouvelles technologies de la communication sur les réalités politiques ne relève maintenant plus de la politique-fiction; leur rôle dans les mobilisations populaires se révèle au contraire d'une importance capitale. Ces nouveaux médias sociaux permettent aux jeunes de se soustraire du discours dominant, échappant ainsi aux castes politiques qui contrôlent l'information au Québec.

Mobilisation des intellectuels, artistes et écrivains

Vigneault, y m'a dit : «On veut un drapeau, mais on n'a pas encore de mât». Y faut se faire un mât [...] Chante encore. Je te promets qu'on va répondre en cœur.

– Fred Pellerin, Gala de l'ADISQ 2011

Les «printemps» sont d'abord fomentés par les artistes, les écrivains, les intellectuels. Pour Victor Hugo, la mission de l'art était de «réveiller le peuple», c'est-à-dire de l'aider à sortir de sa torpeur où le maintiennent le mensonge, la propagande, la peur, la compromission, la facilité. À la genèse de notre révolution tranquille, il y a eu les changements structurels au plan social, mais aussi «le goût du Québec» répandu partout par nos artistes. Lors d'une récente entrevue, Jacques Parizeau leur lançait un vibrant appel en faveur

d'une reprise de service. La cause prioritaire et immédiate doit être celle du rétablissement de la fierté pour notre langue nationale, pas seulement dans la métropole du Québec (bilinguisation et affichage), mais aussi dans sa capitale (Festival d'été) et partout en régions (enseignement de la musique dans les cégeps).

Jeter les bases d'un ralliement des forces progressistes au camp souverainiste

Les printemps contemporains ont aussi pris naissance lorsqu'on a réussi à associer plus d'un motif de refus dans le mouvement d'indignation. Le réveil polonais, par exemple, a été mu par un idéal à la fois social et national. Il faut, c'est un impératif, qu'au cours des prochains mois, les forces progressistes du Québec (syndicats, organismes communautaires, de l'environnement, du développement social, associations étudiantes), puissent canaliser l'actuel sentiment d'indignation et de réprobation populaire autour d'un pôle de trois refus : le refus du sevrage économique par Ottawa, le refus de la dépossession de nos richesses collectives, le refus du rabaissement de notre langue nationale au rang de dialecte folklorique. Menés sous un même chapeau, voilà trois chantiers pouvant créer une synergie nouvelle auprès d'une majorité de Québécois. Si on s'y met vraiment, il est possible d'y faire naître un nouveau courant d'opinion suffisamment puissant pour sortir de la conjoncture dans laquelle on baigne généreusement depuis quinze ans et ainsi paver la voie à un renouveau au chapitre du sentiment national. Pour ce, il faut que la base militante se décrispes, qu'elle sorte de sa torpeur, s'investisse dans ces organismes.

Par ailleurs, il faut souhaiter, sous la conduite du Conseil de la souveraineté du Québec, le démarrage dès cet automne du projet d'États généraux. Ce chantier devra, le cas échéant,

susciter la confiance, recueillir l'adhésion des organisations souverainistes et, espérons-le, mener à une participation active des organismes de la société civile sollicités au central et en région. S'il donne les fruits attendus, il pourrait s'avérer, à sa façon, un important point de départ pour la création d'une nouvelle convergence des forces vives du Québec, jadis à l'origine des printemps québécois. □

De Morin à Marois à Legault-Sirois

LES CHANTRES DU RATATINEMENT

Dans *Le Devoir* du 13 septembre dernier (« Embardées suicidaires »), Claude Morin, père de l'étapisme (la stratégie d'accès à l'indépendance adoptée par René Lévesque), aussi père des échecs référendaire et post-référendaire de 1980, a qualifié d'« affirmation nationale » la voie d'action qu'il proposait, laquelle ressemblait à la « gouverne souverainiste » défendue par Pauline Marois, chef du Parti québécois (PQ). La lecture commune de ces derniers de l'évolution politique du Québec repose sur une interprétation inadéquate des rapports de force au Québec. Celle-ci en ignore notamment les acteurs principaux, les deux groupes linguistiques, pour aboutir à une série de propositions interprétatives aussi décalées les unes que les autres, couvrant autant le début des années soixante (dont le sens de la Révolution tranquille) que les décennies suivantes jusqu'à aujourd'hui. Il en ressort une impression de ratatinement des horizons politiques québécois, l'absence de perspectives tant du côté de l'indépendance que d'ouverture du côté du Canada anglais. Or l'origine du cul-de-sac tient essentiellement de la politique interne du Québec.

* Ph.D. sc. politique
pspedrito9@gmail.com

Une économie de propriétaires: le « nouveau Québec inc. »!

M. Morin et Mme Marois n'en critiquent pas moins sévèrement les opposants aux options qu'ils défendent, ramenant sans cesse l'avenir politique québécois à celui d'une république de bananes prête à se donner aux investisseurs étrangers pour une poignée de dollars sans que le moindre vent de révolte n'en agite la population. Leur approche vaut bien l'approche néolibérale des troupes de Jean Charest ou celle, affairiste, des François Legault et Charles Sirois et de leur Coalition pour l'avenir du Québec¹. L'approche de ces derniers mise en effet à fond sur l'exploitation des ressources naturelles et humaines du territoire sans égard aux populations locales, prétextant le faire au profit d'un « nouveau Québec inc. » plutôt qu'au profit de la mafia (le Parti libéral) ou du Trésor consolidé (le PQ). MM. Legault et Sirois sont, ici, aussi disposés que l'ancien Québec inc. à engranger les profits et à socialiser les pertes²!

Pour tout ce beau monde, la solution serait de continuer le travail de gestion de la province entrepris aux débuts du PQ, quitte à renoncer ou, au mieux, à ne pas trop froisser le Canada anglais par de minuscules revendications nationales, celles-ci suffisamment réduites pour espérer en tirer quelque succès mineurs. Ce faisant, les Morin, Marois et Legault montrent qu'il y a crise politique au Québec: aucune de ces factions ne dispose d'un projet politique stimulant, capable de répondre aux assauts du gouvernement fédéral et du Canada anglais depuis 1995, aux pressions de la mon-

1 Voir « Mon approche du nationalisme », billet de F. Legault en date du 27 février 2011; en ligne: <http://www.coalitionavenir.org/2011/02/27/general/34-legault2.php>

2 Voir « Une économie de propriétaires et non de succursales », billet de F. Legault en date du 1^{er} juin 2011; en ligne: <http://www.coalitionavenir.org/2011/06/01/economie/55-economie-proprietaires-non-succursales.php>

dialisation et, surtout, capable de répondre aux pressions de plus en plus puissantes et pressantes du peuple pour plus de démocratie et plus de justice. Pourquoi un tel cul-de-sac ?

L'unicité de la nation : un mythe fondateur

L'élément clé de l'analyse des acteurs précédemment mentionnés est l'interprétation particulière qu'ils font de la volonté « exprimée » par le peuple québécois. En effet, à l'instar du Parti libéral du Québec (PLQ) et des médias, les péquistes d'hier et d'aujourd'hui, y compris René Lévesque, se sont appuyés sur une poignée de postulats qui n'ont jamais cessé de rapetisser l'horizon de la nation québécoise. Au premier chef, le postulat de l'unicité de la nation. Chacun considère en effet qu'il n'existe qu'une seule et unique « communauté politique » sur le territoire québécois et que les élections en reflètent par conséquent l'expression naturelle. Ce faisant, si chacun connaît les forteresses libérales, chacun ignore néanmoins les effets déformants du mode de scrutin majoritaire, ses conséquences sur la dynamique électorale et, surtout, confond la définition sociologique de la nation avec sa définition juridique. Il est vrai que tous les citoyens canadiens habitant le territoire du Québec depuis au moins six mois sont considérés juridiquement citoyens québécois. Il n'en reste pas moins vrai que, sur le plan du comportement électoral comme des valeurs et des attitudes, le Québec compte deux communautés politiques d'allégeance nationale différente, des Québécois et des Canadiens.

S'il est possible de considérer, d'analyser et d'interpréter l'histoire du Québec du point de vue des générations, des classes sociales, des régions, des autochtones ou des minorités visibles, etc., il n'y a aucune raison pour ne pas interpréter l'histoire sur la base du plus important déterminant du comportement électoral, celui qui explique 90 % du vote lors

de chaque consultation tenue depuis 1970, soit la langue parlée à la maison (plus efficacement encore que la langue maternelle ou l'origine ethnique). On peut donc, de manière légitime, interpréter l'histoire du Québec en fonction des deux principaux groupes qui l'habitent, l'un francophone d'allégeance québécoise (incluant souverainistes et fédéralistes), et l'autre, anglophone (et allophone) d'allégeance canadienne (massivement fédéraliste). Chez les allophones, c'est l'expérience migratoire et le rapprochement avec le groupe anglophone canadien d'une part, ou encore l'expérience migratoire et l'éloignement du groupe francophone qui les amènent à opter pour le maintien du lien fédéral (par contre, les comportements électoraux et les attitudes des immigrants francophones ou francisés ressemblent à ceux des francophones).

La médiation du mode de scrutin majoritaire: la diminution du poids électoral des francophones

Dès lors que l'on s'intéresse aux relations entre Québécois et Canadiens présents sur le territoire québécois, il n'y a d'autre choix que d'en revenir à leur interaction électorale telle que médiatisée par le mode de scrutin majoritaire. Des recherches, qui auraient dû être réalisées historiquement beaucoup plus tôt, ont démontré que notre mode de scrutin majoritaire diminue le poids électoral des francophones par un facteur de six, comme si les francophones, comptant pourtant pour 85 % des électeurs inscrits et votants, étaient six fois moins nombreux à voter, ou, en d'autres termes, comme si les électeurs non francophones, qui comptent pour 15 % de l'électorat inscrit et votant, étaient six fois plus nombreux à voter. Le résultat de cette transformation des voix en sièges du mode de scrutin majoritaire est de produire une quasi-égalité démographique entre les deux groupes, légèrement à l'avantage des non-francophones et

du parti qu'ils favorisent massivement, le PLQ. Non seulement ce dernier en ressort sous le contrôle de la minorité non francophone, il va jusqu'à permettre l'introduction du paradigme fédéraliste centralisateur comme ligne d'action principale à l'Assemblée nationale.

Les deux sections suivantes montrent comment ces mythes se sont conjugués pour construire des interprétations erronées et déterminer l'orientation des partis depuis 1966 jusqu'à aujourd'hui.

Les interprétations erronées de l'histoire, 1966-1994

En ayant tenu compte des effets déformants du mode de scrutin majoritaire, les spécialistes auraient d'abord pu considérer que les acteurs politiques étaient des fabrications artificielles par rapport aux réels mouvements politiques. On aurait ainsi pu voir qu'aux élections provinciales de 1966, le vote du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) n'avait rien d'un épiphénomène, mais traduisait déjà une large adhésion chez les francophones du centre de la région métropolitaine de Montréal, et notamment au sein de l'élite intellectuelle et sociale, chez qui le RIN dominait. L'appel à la liberté du général de Gaulle répondait dès avant 1970 à un courant de plus en plus dominant chez les francophones. Aux élections provinciales de 1970, le Parti québécois, pourtant à ses premières armes électorales, était premier chez les francophones de la région de Montréal (devant le PLQ). Il s'y est néanmoins trouvé marginalisé par le vote bloc des non-francophones, n'obtenant que six des 36 sièges (17 %), et la forte sous-représentation de la région métropolitaine (45 % de la population totale contre seulement 31 % des sièges).

À partir des élections provinciales de 1973, le PQ obtenait une majorité absolue chez les francophones de la région

montréalaise, titre qui, à toutes fins utiles, a caractérisé l'ensemble du territoire québécois à partir des élections de 1976 (soit sept élections générales et deux référendums, à l'exception donc des élections de 1985 et du référendum de 1980). Précisons qu'un mode d'élection proportionnel n'aurait accordé le pouvoir qu'à seulement deux des gouvernements élus à la majorité des sièges sous le mode de scrutin majoritaire si l'on ne considère que les votes valides, soit les gouvernements libéraux de 1973 et de 1985, chaque fois accompagnés de forts taux d'abstention et du recul – sinon de l'effacement – des tiers partis. Les tendances au fractionnement du Parlement ne sont pas le propre du mode de scrutin proportionnel, mais bien celui des sociétés démocratiques. Historiquement, sous notre mode de scrutin majoritaire, le PLQ s'est fractionné à quatre reprises durant la période 1968-1993, produisant trois partis (le PQ en 1968, les Equality et Unity Parties en 1989, l'Action démocratique du Québec en 1993) et renforçant subitement l'Union nationale en 1976. Sous une proportionnelle, l'histoire aurait effectivement été toute autre que celle à laquelle se réfèrent M. Morin et consorts, qui affirment pourtant connaître la nature profondément ambiguë des Québécois à l'égard de leur statut politique.

L'histoire eut été différente si les partis et les médias avaient reflété la prédominance des souverainistes chez les francophones depuis 1966 jusqu'aux heures difficiles des années 2000. L'élection du PQ en 1976 ne relevait pas d'un accident de parcours, ainsi que le croyait lui-même le futur premier ministre René Lévesque, mais elle était une élection de libération nationale, révélant l'arrivée au pouvoir d'un premier gouvernement massivement francophone et nationaliste promettant de remédier aux injustices auxquelles les francophones faisaient face (ce qui ne fut fait, outre la loi 101, que superficiellement). Misant sur une solide

majorité chez les francophones, on aurait reconsidéré l'évacuation des mesures de nature nationaliste des politiques gouvernementales et recentré le dossier constitutionnel autour du caractère conflictuel des relations entre le Québec et le Canada, en lieu et place de la célébration d'une indépendance purement théorique et sans lien avec le Canada anglais et sans lien avec l'idée de justice eu égard à la division culturelle du travail au Québec. On aurait repensé la stratégie référendaire de 1980, inspirée de la segmentation du marché électoral et axée sur la «rassurance» *ad nauseam* du «segment-clé» donnant accès à la victoire, soit celui des électeurs «frileux», ce qui a par conséquent amené le report de l'objectif d'indépendance au profit d'un statut particulier.

L'adoption de la proportionnelle aurait d'autre part amené au rejet de l'adage «bleu à Québec, rouge à Ottawa» en tant que reflet primordial de la culture politique ambiguë des Québécois. Un mode de scrutin proportionnel au provincial aurait amené l'attention des analyses non pas sur le nombre de sièges reportés par chaque parti, mais sur la proportion des voix de chacun; en cela, il serait ressorti avec force que les libéraux fédéraux sont toujours demeurés loin en deçà d'une majorité chez les francophones québécois de même que dans le reste du Canada anglais. En effet, la «trudeau-manie» aurait été tuée dans l'œuf puisque Pierre E. Trudeau n'a disposé d'une majorité de sièges au Canada anglais qu'en 1968 et que son parti n'a été élu à Ottawa en 1972, 1974 et 1980 que grâce aux sièges québécois, eux-mêmes remportés grâce à l'absence d'opposition représentant les nationalistes. Ce à quoi les conservateurs de Brian Mulroney ont mis un terme en 1984 et en 1988 et ce qu'a réalisé le Bloc québécois à partir de 1993. La prétendue nature ambiguë des Québécois, qui ne serait autre qu'un attachement sentimental aux deux communautés politiques, n'était que poudre aux yeux d'autant plus qu'elle ne mettait pas en

cause les relations conflictuelles entretenues avec l'Autre, le Canada anglais et son représentant, gouvernement fédéral.

Toujours sous l'angle de la comparaison entre les résultats électoraux du mode de scrutin majoritaire et ceux issus d'un mode de scrutin proportionnel, on aurait compris que le gouvernement québécois s'était lui-même menotté lors de la campagne électorale de 1981 avec sa promesse de ne pas tenir un nouveau référendum dans son nouveau mandat. Un gouvernement de coalition, qui aurait été formé de partis nationalistes représentant une majorité des électeurs, aurait eu la capacité de réagir, jusqu'à légitimement adopter une Déclaration unilatérale d'indépendance (DUI) face au rapatriement unilatéral de la Constitution et à la trahison des promesses référendaires faites par le gouvernement Trudeau aux Québécois. Au lieu de quoi, l'action gouvernementale s'est réduite à la résistance symbolique, à l'adoption d'une rhétorique protestataire, puis à l'enlisement dans la gestion des affaires courantes lorsqu'éclatât la grave crise économique de 1981-1982.

Ce dérapage du PQ a pavé la voie à l'avènement au pouvoir en 1985 du PLQ de Robert Bourassa, premier ministre pourtant rejeté avec véhémence par les Québécois lors des élections provinciales de 1976. L'infime majorité dont disposa M. Bourassa chez les francophones en 1985 s'évanouit d'ailleurs aux élections provinciales de 1989. Sous un mode de scrutin proportionnel, le pouvoir serait revenu en 1989 entre les mains d'une coalition de partis nationalistes. La loi sur l'affichage de Claude Ryan n'aurait pas amené le PLQ à trancher la poire en deux entre les pressions des Unity et Equality Parties, en campagne pour l'élargissement des privilèges des anglophones, et l'affirmation banale et normale des francophones. Le PLQ aurait plutôt permis aux francophones d'imposer leurs choix, rejoignant ainsi le camp des

majorités de partout à travers le monde, celles qui adoptent des politiques publiques qui reflètent les intérêts de la communauté politique majoritaire, fragile en la matière par ailleurs, dans le respect des droits individuels.

Un gouvernement reflétant une volonté collective plus ferme aurait engagé des négociations entre lui et le gouvernement fédéral dans le but de réparer les promesses trahies à la suite de la campagne référendaire de 1980 et qui ont abouti à l'Accord du lac Meech (1987-1990). Ces négociations se seraient terminées par un accord acceptable pour le Québec et non un accord volontairement ambigu – comportant le risque d'érosion des pouvoirs de l'Assemblée nationale. L'ultime tournée du printemps 1990 destinée à sauver l'accord, réalisée par Jean Charest sur mandat du premier ministre fédéral Brian Mulroney, n'aurait pas dénaturé l'accord sans risquer de mettre en colère l'Assemblée nationale et de la projeter dans une DUI. Au lendemain du rejet de l'Accord, le 24 juin 1990, le premier ministre Bourassa ayant des comptes à rendre à une Assemblée nationale élue à la proportionnelle n'aurait pas hésité une seconde à faire adopter une DUI au lieu d'opter pour des mesures dilatoires et de lancer son gouvernement en direction de nouvelles négociations.

Celles-ci ont abouti, en 1992, à l'Accord de Charlottetown, d'une faiblesse impensable quant aux intérêts fondamentaux du Québec: «[Robert Bourassa] pouvait même pas imaginer que ça [le contenu de l'Accord de Charlottetown] se pouvait par rapport aux intérêts supérieurs du Québec». Pour deux des principaux conseillers constitutionnels représentant le premier ministre Robert Bourassa lors des négociations, M^e André Tremblay, expert en droit constitutionnel, bras droit du ministre Gil Rémillard, et Diane Wilhelmy, secrétaire générale associée aux affaires intergouvernement-

tales canadiennes, on ne peut que conclure des négociations que «le Québec s'est écrasé» (transcription de la conversation Wilhelmy-Tremblay publiée dans *La Presse*, 1^{er} octobre 1992). Sous un mode de scrutin proportionnel, aucun chef de parti politique provincial n'aurait pu penser s'en tirer en bradant de la sorte l'avenir du Québec: «C'est pas pour les dix prochaines années qu'on fait ça, là, c'est pour les cinquante puis soixante-quinze à venir», analysait Diane Wilhelmy. Au contraire, le chef libéral se serait délesté des fédéralistes radicaux pour regrouper sous sa direction les fédéralistes nationalistes et les indépendantistes et lancer le Québec vers son indépendance. Par une décision courageuse, et simplement conforme aux rapports de force entre factions politiques sur le terrain, en un curieux retournement de l'histoire, M. Bourassa aurait été considéré le «père de l'indépendance».

En quête du pouvoir en 1994, celui qui allait devenir premier ministre, Jacques Parizeau, désireux de tenir un référendum, n'aurait pas choisi, sous une proportionnelle, de répéter la stratégie référendaire de 1980 en faisant rejeter par son gouvernement les mesures d'inspiration nationaliste susceptibles de faire déraiper le projet référendaire qu'il entendait réaliser en 1995. En matière de langue, par exemple, M. Parizeau avait à l'époque déclaré «équilibrée» la situation linguistique. Ce qualificatif, sous la tentation d'un troisième référendum, a servi de base à son successeur, Lucien Bouchard, pour refuser les constats soulignant la précarité du français au Québec. Conséquemment, au lieu de protéger les droits des francophones, M. Bouchard a choisi de protéger et même de faire avancer les privilèges de la minorité anglophone – une situation que n'a pas renversée son successeur, Bernard Landry. Un gouvernement formé d'une coalition de partis élus à la proportionnelle aurait été libre de l'obligation référendaire. Il aurait fait enquête sur

la situation des francophones, notamment dans les milieux à forte minorité ou à majorité non francophone. Il aurait souligné au passage le poids extrêmement limité de la minorité historique anglo-québécoise, constituée des effectifs d'origine britannique de langue maternelle anglaise nés au Québec, lesquels représentent environ 3 % de la population totale (à cette proportion, les proanglophones ajoutent à dessein tous les autres effectifs de langue maternelle nés au Québec, ce qui inclut les francophones et les immigrants anglicisés, pour un total de 5,6 %, puis les autres effectifs de langue maternelle nés ailleurs au Canada ou à l'étranger, pour un total d'environ 8 %, auxquels d'autres ajoutent les effectifs de langue parlée à la maison, pour un nouveau total de 10 %, puis ceux de première langue officielle parlée anglaise, gonflant la proportion des anglophones à 13 %, et finalement ceux affirmant connaître au moins l'anglais, ce qui hausse le poids des Anglo-Québécois à 24 % de la population totale).

Les interprétations erronées de l'histoire, 1995-...

Comprenant les rapports de force entre francophones et non-francophones, le référendum de 1995 aurait été analysé de manière conséquente. En effet, bien que les forces fédéralistes l'aient clairement emporté lors du référendum de 1980, elles ont cette fois carrément perdu la majorité francophone par environ 60 % contre 40 %. Ce fait était d'une extrême importance pour le Canada anglais. Il signifiait que la crise d'unité nationale était profonde et que le Canada anglais avait une côte abrupte à remonter pour retrouver la faveur des Québécois et assurer la pérennité de l'État canadien. Cette domination claire du projet d'indépendance chez les francophones signifiait également que le référendum n'avait pas été perdu en vertu du vote « trop » fédéraliste d'une clientèle quelconque (les aînés, les femmes, la

région de Québec, l'Outaouais, les régions frontalières, les abstentionnistes jeunes), mais bien en raison du vote bloc des non-francophones, incluant les immigrés anglophones ou allophones (mais non les immigrés francophones ou francisés, dont on sait qu'ils ont à peu près voté comme les francophones).

Poussés par plusieurs partis désireux de comprendre la vérité du vote, une coalition gouvernementale se serait lancée dans un examen minutieux des résultats, de l'improbable taux de participation jusqu'à la tricherie évoquée çà et là. Les résultats de cette enquête auraient à tout le moins entraîné une révision des règles référendaires et l'imposition d'une carte de citoyenneté accordant le droit de vote aux élections et aux référendums provinciaux ainsi que l'accès aux services gouvernementaux. Que les analyses aient d'autre part conclu au renversement du vote légal par le vote illégal, cette conclusion aurait été trop forte pour tout premier ministre seul à décider de la suite des choses, préférant une indépendance volée à une indépendance obtenue dans la controverse. Au contraire d'un gouvernement de coalition, qui aurait pu prendre acte et poser des gestes politiques conséquents.

Entrevoyant des suites post-référendaires semblables à celles de 1980, M. Parizeau aurait pu considérer qu'il n'était pas fatal que «son» échec référendaire soit suivi d'une offensive fédérale contre l'identité québécoise. Cette offensive allait d'ailleurs être d'autant plus féroce que l'option indépendantiste l'avait largement emporté chez les francophones et que la victoire du NON était essentiellement attribuable au vote bloc des non-francophones. Compte tenu de leur gravité, ces attaques fédérales auraient mobilisé n'importe quel gouvernement de coalition en faveur d'une DUI. C'est ce que redoutaient d'ailleurs les autorités fédérales, incluant Jean Chrétien.

Au lieu de réaliser l'annonce de sa démission (François Legault avait évoqué la sienne dans le cas d'une autre défaite référendaire), M. Parizeau aurait pu constater la fin de la stratégie référendaire et lancer son parti dans une réorientation donnant la réplique du gouvernement québécois aux attaques du gouvernement fédéral. Cette crise toujours d'actualité nécessite un dénouement commandant à la fois savoir et lucidité, courage et sacrifice politiques. Au lieu de quoi les attaques fédérales furent banalisées et intégrées par les acteurs politiques québécois, puis par les analystes, par l'ensemble des organisations publiques comme les organisations sans but lucratif et, enfin, par les citoyens eux-mêmes. L'ambiguïté politique des Québécois ne doit rien à une quelconque nature profonde de la culture politique québécoise. Elle naît des distorsions accompagnant notre mode de représentation de la volonté du peuple (le mode de scrutin majoritaire), de celles accompagnant l'exercice du pouvoir par un seul (le premier ministre) et son équipe rapprochée (éléments-clés du régime de concentration des pouvoirs, le régime parlementaire), des conclusions déformées relayées par les partis et les autres acteurs politiques, par les spécialistes et par les médias.

Un contexte post-référendaire de gouvernement de coalition et de représentation proportionnelle juste et équitable aurait permis de dépasser le cul-de-sac référendaire. Il aurait permis de faire progresser le Québec en revenant vers la démocratisation et la soif de justice des Québécois, palpable autant sur le plan individuel (les programmes sociaux) que sur le plan collectif (la juste protection et promotion des intérêts des francophones, conformément à leur poids démographique, ainsi que l'intervention de l'État au nom du bien commun dans la sphère économique). Une révision de la répartition du fardeau fiscal et des politiques de redistribution sociale aurait permis de préserver la coalition

de démocratisation qui a porté le PQ depuis sa fondation. La réforme du mode de scrutin et la redéfinition des institutions démocratiques, au palier fédéral comme aux paliers municipal et régional, auraient permis de donner pour la première fois aux forces de démocratisation une place conforme à leur poids démographique, chose valable pour leurs opposants. Une réforme du régime médiatique, actuellement défini par les institutions fédérales (Radio-Canada télévision et radio) et des intérêts privés (Gesca) qui ne se sont jamais gênés pour promouvoir des intérêts canadiens et particuliers, aurait garanti une aire de liberté d'expression telle que le Québec n'en a jamais connue. Subissant ces réformes démocratiques, les forces de résistance au changement, celles qui profitent depuis toujours d'une répartition inique du pouvoir, se seraient naturellement opposées à toute forme de changement véritable; de toute évidence, aucun soutien de leur part n'est requis pour la suite de l'histoire.

Désorganisées après la démission du premier ministre Parizeau, retournées sous la direction d'un conservateur (Lucien Bouchard) en rupture avec les forces de démocratisation, celles-ci ont fini, à coup de purges successives, par être chassées du PQ. Cet écartement du PQ de ses racines a ouvert la voie à la venue d'un nouveau parti, un large gouffre qu'occupât avec plus ou moins de lucidité et de succès l'Action démocratique du Québec en 2007 tout comme l'a fait, aux dépens du Bloc québécois, le Nouveau Parti démocratique sur la scène fédérale en 2011. Malgré ces déconfitures, l'histoire devrait d'abord retenir que les trois gouvernements libéraux élus lors des élections provinciales de 2003, 2007 et 2008 l'ont été grâce à l'appui massif des non-francophones et malgré l'appui majoritaire accordé par les francophones au PQ, reléguant parfois, en certaines époques et certains lieux, le PLQ au statut de tiers parti.

Une telle relégation des nationalistes dans l'opposition – indépendantistes comme fédéralistes – aurait été impossible dans un parlement élu à la proportionnelle. Tout comme l'établissement d'un pouvoir exécutif concentré entre les mains d'un seul, marionnette d'une élite rapace désireuse d'accaparer le bien commun. Valeur d'exemple, la décision de ne pas tenir une commission d'enquête publique sur la collusion et la corruption dans l'industrie de la construction ne tient qu'à l'obstination d'un décideur préférant à l'homme d'affaires respectable l'homme d'affaires mafieux, mais membre de la famille libérale, les miettes générées par des patrons peu scrupuleux contre les difficultés associées au travail honnête, les flots d'argent promis par les intérêts étrangers contre les efforts plus patients des intérêts des gens d'ici.

Si la popularité du premier ministre Jean Charest est bien relative, sa réélection demeure présentement possible tant qu'une unité suffisante pour battre le vote non francophone ne sera pas refaite chez les francophones. Or cette unité, dans le contexte de la crise d'orientation actuelle, risque de ne pas survenir rapidement. La crise de 2011, qui dure en réalité depuis 1995, nécessite pour sa résolution le réinvestissement de la sphère partisane par des forces de démocratisation disparates et vertement critiquées pour les divisions qu'elles engendrent par leur simple expression critique. Pour ce faire, il leur faut se regrouper autour d'un programme politique bien ancré dans le quotidien des citoyens, où l'indépendance n'est pas une fin, mais un moyen d'établir une société plus juste et plus démocratique. L'« Union sacrée » était une réalité incontournable dans la stratégie référendaire. Compte tenu de l'abnégation qu'elle exige aux partenaires du PQ, compte tenu de sa portée nécessairement limitée dans le temps, elle portait en elle les germes de son propre éclatement. Après 30 ans de prédo-

minance référendaire, le balancier est retourné du côté de la multitude des enjeux politiques. L'union des forces démocratiques reste nécessaire pour l'accession au pouvoir, mais le programme du parti ne pourra, cette fois-ci, être centré autour de la tenue d'un référendum dont la probabilité est, aujourd'hui, faible. Le cœur du programme est désormais passé à la démocratisation.

La petitesse des horizons québécois

On comprend mieux l'écart entre la réalité et la culture politique québécoises. Faute d'analyser en tenant compte de la présence sur le territoire de deux groupes d'allégeance nationale différente et des effets déformants du mode de scrutin majoritaire sur l'évolution du Québec, les affairistes des Legault-Sirois, les partisans de la «gouverne souverainiste» comme ceux de l'«affirmation nationale» croient que : «les Québécois n'ont à aucune époque été en majorité portés vers l'indépendance. Aujourd'hui encore, tout porte à croire qu'ils persistent dans les mêmes dispositions (Claude Morin)». Les échecs de 1980 et de 1995 (et même la défaite humiliante du Bloc québécois plus tôt cette année) seraient attribuables non pas «au manque de courage ou de vision des dirigeants du PQ», mais au fait que les Québécois n'ont jamais suivi le PQ dans son rêve d'indépendance, simplement parce qu'ils n'ont jamais voulu de «brisure définitive Québec-Canada». Les acteurs politiques ne sont pas seuls à partager ce point de vue : d'éminents chercheurs de toutes les disciplines sociales, engagés ou non dans la lutte nationale ou en faveur de l'unité canadienne, le font également.

Par conséquent, au nom du réalisme politique le plus élémentaire, après deux échecs référendaires confirmant le prétendu attachement atavique des Québécois au lien canadien, l'affirmation de la nation à l'intérieur de ses champs

de compétence provinciale, la présentation de quelques revendications au gouvernement fédéral, éventuellement appuyées par un (ou des) référendum(s) populaire(s), apparaissent dorénavant être les voies les plus prometteuses pour «faire progresser» le Québec dans les circonstances actuelles, les voies les plus «en phase avec les aspirations naturelles des Québécois» – et celles des Canadiens! Plus qu'éliminer l'option indépendantiste, ces démarches dissocient et protègent une gouverne résolument provincialiste de tout projet de récupération massive de pouvoirs ou de ressources auprès du gouvernement fédéral, ce qui limite les risques pour les élus.

Mme Marois, M. Morin et le tandem Legault-Sirois croient, à l'opposé, que les partisans «jusqu'au-boutistes» de l'indépendance, c'est-à-dire les radicaux purs et durs, courent à la catastrophe quand ils préconisent un troisième référendum, à l'encontre d'une réalité décidément têtue: l'attachement maintes fois répété des Québécois envers le Canada. Cette démarche, croient-ils, ne mènera qu'à l'échec, à la différence que ce dernier serait, cette fois-ci, définitif, à la fois pour l'indépendance et pour le parti, et même pour des projets bien plus modestes nés de l'affirmation nationale. Cet inévitable troisième échec référendaire, reprenait M. Morin, offrirait des «conditions gagnantes» aux partisans de la Répression à Ottawa, «en lui verrouillant [au Québec] une fois pour toutes les voies de l'avenir».

Pas d'indépendance, pas de renouvellement du fédéralisme

La crise actuelle au sein du PQ tient au fait qu'il n'existe depuis 1995 pas plus de marge de manœuvre pour un nouveau référendum que d'horizon pour l'avancement du Québec au sein du Canada. La lecture des événements qui ont mené au deuxième référendum (de 1995) montre

combien les réticences dans le camp souverainiste étaient fortes, combien Jacques Parizeau était isolé de ses propres ministres et de nombreux intellectuels (compte tenu d'un 42 % à 43 % d'appuis à l'indépendance au début de la campagne référendaire) et combien l'« Union sacrée » de 1995 ne résultait pas de l'action du PQ, mais dérivait de la révolte des libéraux nationalistes face au rejet par le Canada anglais des Accords du lac Meech (1990) et de Charlottetown (1992). Or celle-ci a peu de chances de se reproduire compte tenu de la décision du PLQ de collaborer et d'accepter en bloc ce que décide dorénavant le gouvernement fédéral. *A fortiori* compte tenu de ce que la tenue d'un troisième référendum ne sera pas facilitée par d'éventuels engagements constitutionnels ou même par quelques provocations du gouvernement fédéral. Rappelons que la Loi sur la clarté a promis de multiplier les embûches tandis que l'État fédéral n'a rien ménagé pour anéantir l'idée même d'une communauté politique québécoise autonome. Enfin, l'immigration québécoise effrénée depuis 1995 constitue un mur encore plus infranchissable qu'en 1995. Ce faisant, elle a rendu encore plus improbable une victoire des forces indépendantistes. Bref, puisqu'un troisième référendum n'a aucun autre choix que de surpasser le résultat du deuxième (49,4 % en 1995) et que la responsabilité historique qui y est rattachée est encore plus grande qu'en 1995, il est plus que vraisemblable d'affirmer qu'il n'y en aura pas de troisième dans un avenir prévisible – peut-être même que le deuxième référendum était le dernier. Aucun chef péquiste ne courra désormais le risque d'une défaite historique.

Quant au renouvellement du fédéralisme canadien depuis 1995, quoi que les Québécois puissent faire, rien ne semble être en mesure de faire bouger le gouvernement fédéral. La formation de gouvernements majoritaires, avec l'élection des premiers contingents de députés du Bloc québécois en

1993, a montré au Canada anglais qu'il lui était possible de se gouverner en se passant de l'appui des Québécois. Dans toutes les voies d'action consistant à affirmer la volonté québécoise de « Continuer autrement » – le nom de l'option de M. Morin –, les choses aboutiraient à demander à un train (le gouvernement fédéral) de reculer, ce qu'il n'a aucunement l'intention de faire. Pour éviter l'échec, un gouvernement souverainiste serait contraint de s'en tenir à quelques réformettes internes n'impliquant aucun réaménagement des pouvoirs ni des ressources au Canada. Toujours pressé de tenir un référendum sur la souveraineté, un tel gouvernement souverainiste, comme lors des quatre mandats péquistes antérieurs, éviterait les législations susceptibles de redresser la situation des francophones au Québec. Bref, l'horizon canadien d'aujourd'hui reste celui fabriqué dans la foulée de la défaite référendaire : de l'intimidation (Loi sur la clarté référendaire), de la propagande pour influencer les esprits faibles et de la corruption pour acheter les consciences, des politiques ultranationalistes battant en brèche le nationalisme et l'identité des Québécois, un étouffement fiscal et des normes canadiennes renforcées, avec pour résultat le refoulement à la marge les citoyens qui ont le malheur de croire en leur communauté minoritaire.

La crise dans la politique interne du Québec

L'action du gouvernement fédéral n'est pas la seule à considérer pour expliquer la crise. Les partis politiques provinciaux ont éminemment contribué à l'établissement d'une « nouvelle grande noirceur » en écartant les mouvements politiques et les citoyens qui se réclament du nationalisme pour mettre en lumière les injustices auxquelles font face les francophones sur leur propre territoire. Le PLQ n'a rien de nationaliste, cela est connu. Mais le PQ ne l'est pas davantage dans l'exercice du pouvoir. La perspective de tenir

un référendum l'oblige à courtiser un électorat fédéraliste votant pourtant pour des partis fédéralistes. Au lieu de se battre pour redresser la situation des francophones, le parti fait taire et purge plutôt ses propres militants à intervalles réguliers. De même, alors que le PLQ est peu suspect de sympathies démocratiques, ses liens incestueux avec l'élite économique et financière n'étant plus à démontrer, quand ce n'est pas la mafia, les gouvernements péquistes s'égareront au fil de la gouverne et finissent eux aussi par épouser les intérêts de l'État et des entreprises privées contre les citoyens québécois et contre l'intérêt commun. Implorant devant les classes dominantes, les gouvernements péquistes en viennent à favoriser le maintien des privilèges et l'exploitation à rabais des ressources naturelles et humaines dont ils espèrent faire profiter l'État. Dans l'espoir d'entrer dans le club sélect des privilégiés, ils vont jusqu'à réduire les lourdes missions sociales comme les politiques interventionnistes inspirées de l'intérêt commun et de la protection des ressources. Comme le ferait tout bon gouvernement libéral de droite.

Il reste étonnant que des intellectuels et des militants puissent encore tenter, après plus de 40 ans d'efforts acharnés, de surmonter le cul-de-sac actuel en créant l'homme nouveau par la rééducation politique, quitte à ce que cela soit par le biais du succès des gens d'affaires chez Legault-Sirois! Chez M. Morin et Mme Marois, cette action des militants n'est au fond que *de l'occupationnel* offert aux éléments désireux d'action que quelques représentations de l'État provincial auprès du gouvernement fédéral suffisent à faire avancer. Dans un cas comme dans l'autre, l'indépendance n'est qu'un projet éthéré ne répondant pas aux nécessités de la vie courante. Sans liens avec l'idée maîtresse de démocratisation, de justice individuelle et collective, les propositions des uns et des autres évacuent l'idée de relations conflictuelles

avec le Canada anglais et celle de redistribution des pouvoirs et des ressources au Canada et au Québec. Leur vision de l'avenir du Québec, indépendant ou non, offre comme projet politique la reproduction de l'ordre politique actuel. Elle dépouille ainsi l'indépendance de sa pertinence et la réduit au rang d'un rêve lointain qui jamais ne franchira la marge des 50 %+1. Rien d'étonnant à ce qu'un Québec débarrassé de la question nationale puisse ressembler à une grosse municipalité qui s'offre tout de go à des aventuriers sans compétences qui la courtisent et qui y obtiennent sans opposition la totalité des pouvoirs. Les républiques de bananes n'en sont pas très différentes!

Les pressions populaires pour davantage de démocratie, de transparence et de justice n'ont pourtant jamais été aussi pressantes sur l'appareil politique, et le Québec n'est pas, à ce chapitre, une exception parmi les pays développés. En réalité, depuis plusieurs décennies, les citoyens québécois se trouvent loin devant leurs propres élus, loin devant les partis qui se trouvent représentés à l'Assemblée nationale grâce au mode de scrutin majoritaire. Celui qui, pour épauler un régime conformiste et inique de concentration des pouvoirs, usurpe la démocratie au profit des fédéralistes et d'une droite d'abord soucieuse de ses privilèges. □

Michel Roche*

Bref essai sur la conjoncture

LA RESTRUCTURATION POLITIQUE AU QUÉBEC ET LA QUESTION NATIONALE

Depuis le début des années 2000, le Québec se trouve en pleine restructuration politique. Les partis traditionnels s'érodent, de nouveaux partis apparaissent, l'électorat devient plus imprévisible. Historiquement, le système politique québécois a été caractérisé par le bipartisme, qui se traduit par l'alternance de deux partis et des gouvernements majoritaires¹. Le bipartisme a vu les libéraux affronter les conservateurs pendant plusieurs décennies, puis les libéraux et les unionistes, enfin, les libéraux et les péquistes. Les tiers partis réussissaient parfois à faire élire quelques députés, mais sans réellement menacer la majorité ministérielle.

Aujourd'hui, le système des partis présente un visage éclaté. De nouvelles organisations politiques ont fait leur apparition. Les deux partis jusqu'alors dominants font face à des tiers partis de plus en plus menaçants pour le monopole qu'ils exercent sur la vie politique depuis 1973. Cette situation s'explique tant par des facteurs sociaux communs à la plupart des pays capitalistes développés que par des facteurs propres à la situation québécoise et liés à la question nationale.

* Professeur, Université du Québec à Chicoutimi

¹ Avant 2007, seules les élections de 1878 avaient donné un gouvernement minoritaire.

Crise et rejet du néolibéralisme

Le virage néolibéral entrepris dans les années 1980 par les gouvernements des pays capitalistes développés a pris la forme d'une tentative de remise en question du keynésianisme et de l'État-providence même chez les partis de la gauche social-démocrate et travailliste. L'amplification des inégalités sociales, la multiplication du nombre d'exclus et de travailleurs vivant dans la précarité, l'appropriation quasi-totale des gains de productivité par la minorité, le dégonflement du coussin social acquis de haute lutte, ont fini par se répercuter sur la scène politique. La droite libérale traditionnelle s'est fragmentée au profit d'une droite populiste, phénomène particulièrement visible en Europe. Au Canada, cette fragmentation s'est réalisée au détriment du Parti progressiste-conservateur avec la formation de l'Alliance canadienne de Preston Manning et la refondation d'un Parti conservateur, plus à droite que le précédent, dirigé par Stephen Harper. Au Québec, l'ADQ de Mario Dumont a émergé des entrailles du PLQ d'abord pour des raisons liées à la question nationale, pour ensuite atteindre son apogée en 2007, puisant une part importante de ses appuis dans l'électorat péquiste, sur la base d'un programme populiste sans référence au statut du Québec.

La gauche traditionnelle a elle aussi payé le prix de son adhésion tacite au néolibéralisme. À titre d'exemple, les socialistes français ont été érodés sur leur flanc gauche par des partis plus radicaux, au point où leur candidat à la présidentielle de 2002 subissait l'élimination dès le premier tour. Au Québec, le Parti québécois, qu'on pourrait difficilement considérer comme un parti de gauche, bénéficiait depuis sa fondation de l'appui de nombreux syndicalistes, artistes, intellectuels progressistes et militants des organisations communautaires. Cet appui s'expliquait par son programme

axé sur son projet de souveraineté et des politiques plus interventionnistes que celles du Parti libéral, instrument politique principal du patronat québécois. Depuis que l'ancien ministre conservateur Lucien Bouchard en a pris la direction, en 1996, il a fait fuir bon nombre de ses militants identifiés à la gauche. Ses successeurs André Boisclair et Pauline Marois n'ont pas réussi à les faire revenir. Le nouveau parti Québec solidaire gruge une partie – encore modeste – de ses appuis.

Les politiques néolibérales et leurs conséquences ont également eu pour effet chez les générations ayant accédé au marché du travail à partir du milieu des années 1980 de générer une mentalité plus individualiste, davantage tournée vers soi. Ces mentalités reflètent, au moins en partie, l'échec des organisations syndicales et des partis politiques à trouver des solutions durables à la précarité, à la dégradation des conditions de travail des jeunes arrivant sur le marché du travail. Avec la dette des États, les « clauses orphelins » des conventions collectives sont rapidement devenues l'un des principaux griefs adressés à la génération des « baby-boomers ». Gagnant leur vie comme travailleurs autonomes, pigistes, dans le secteur tertiaire non syndiqué, dans les petites entreprises de haute technologie, matraqués sans cesse par un discours purement comptable sur l'économie et les finances publiques, ces nouvelles générations se sont repliées sur des stratégies individuelles pour améliorer leurs conditions de vie. Les partisans de l'action collective en ont été affaiblis.

Selon les données de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, de 1945 à 1988, le taux de participation aux élections parlementaires fédérales canadiennes a oscillé entre 64 et 75 %. Depuis 1997, il varie entre 53 et 58 %². La même tendance affecte l'Europe occidentale

2 http://www.idea.int/vt/country_view.cfm?country=CA

(Grande-Bretagne, Irlande, France, Allemagne, Pays-Bas, etc.) et le Japon où, là aussi, le tournant des années 1990 apparaît comme une période charnière. Les chiffres révèlent que c'est bel et bien chez les moins de 40 ans qu'on constate le taux de participation le plus faible. Il s'est maintenu chez les plus de 48 ans. On retrouve là, de toute évidence, un effet de génération. Les moins de 45 ans ont en commun d'avoir accédé au marché du travail dans la période où le néolibéralisme battait son plein et auquel adhéraient les gouvernements et les principaux partis politiques.

Une baisse marquée du membership des partis politiques a été constatée autant chez les grands partis traditionnels de la gauche³ que de la droite⁴. Les partis politiques québécois ne sont pas en reste. À la fin des années 1970, on comptait environ 400 000 adhérents (300 000 au PQ) pour les deux principaux partis politiques, ce qui correspondait à près de 10 % de l'électorat. En 2010, il n'en reste qu'autour de 100 000, en incluant les tiers partis et alors que l'électorat compte 1,5 million d'électeurs de plus, ce qui représente quelque 1,8 % des électeurs inscrits. Le même phénomène caractérise les autres sociétés occidentales, à de rares exceptions près⁵. Il en résulte un électorat beaucoup plus fluide qu'autrefois, lorsque les gouvernements étaient élus ou défaits par les quelque 20 % d'électeurs ne s'identifiant à aucune famille politique. Cette fluidité s'exprime par de rapides changements d'allégeance. Le Québec s'inscrit

3 Pascal Delwit, « La social-démocratie européenne et le monde des adhérents. La fin du parti communauté? » in Pascal Delwit (sous la direction de) *Où va la social-démocratie européenne?: débats, enjeux, perspectives*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2004, p. 229-252.

4 Peter Mair and Ingrid van Biezen, « Party Membership in Twenty European Democracies, 1980-2000, » *Party Politics*, Vol 7, no. 1 (January 2001), 5-21.

5 Voir Susan E. Scarrow et Burcu Gezgor, « Declining memberships, changing members? European political party members in a new era », *Party Politics*, Vol. 16, no. 6 (novembre 2010), p. 825.

donc dans une évolution plus globale qui affecte l'ensemble des pays capitalistes développés. L'électorat se reconnaît de moins en moins dans les partis politiques traditionnels et leurs programmes. Les politiques néolibérales et leurs effets ont dressé un mur entre un nombre croissant de citoyens et les grands partis politiques. Examinons maintenant ce qui est plus spécifique au Québec.

La question nationale

Si les politiques mises de l'avant par les partis politiques traditionnels ont joué un rôle démobilisateur, la question nationale, lorsqu'elle se trouve au-devant de la scène, suscite les passions et démontre avec force que l'électorat s'intéresse à la chose politique lorsqu'un véritable choix lui est offert. Le référendum d'octobre 1995 s'est conclu par un taux de participation de 93,5 %. L'option du OUI, que les sondages du mois précédent situaient à environ 38-41 %, a gagné en popularité au fur et à mesure que les organisations patronales et leurs partis politiques se mobilisaient dans le camp du NON. La stratégie des souverainistes, axée sur l'aspiration au changement, a porté fruit⁶. Après la quasi victoire du 30 octobre, les sondages de l'année 1996 indiquèrent que le OUI atteignait désormais les 56 %.

L'appui à l'indépendance ne devient fort que lorsque cette dernière incarne le changement. C'était manifestement le cas en 1995. Mais par la suite, la gestion provincialiste et néolibérale du PQ, dirigé par Lucien Bouchard, a démobilisé les forces du changement, du progrès social, qui sont allées voir ailleurs.

⁶ De façon ironique, la campagne du NON cherchait également à convaincre qu'un OUI entraînerait beaucoup de changements. Sans le vouloir, le patronat réussissait à accréditer l'idée que la souveraineté porterait atteinte à ses intérêts, laissant apparaître la bataille au sujet du statut du Québec comme une lutte de classes.

Il reste que la question nationale a pris beaucoup d'importance dans les années 1990 au point de contrecarrer l'apathie de l'électorat. En ne figurant plus comme option immédiate, la question nationale a cédé le pas aux autres enjeux, par ailleurs fort importants, mais pour lesquels les grands partis politiques se révèlent incapables de prendre une position progressiste, mobilisatrice. Cette situation a permis aux libéraux de Jean Charest d'accéder au pouvoir en 2003 avec une minorité des voix, pouvoir qu'ils ont su conserver en 2007 et 2008, sur fond d'abstention record et grâce à la division des forces d'opposition. Refusant de mobiliser la population derrière le projet de souveraineté et ayant déçu ses appuis traditionnels par sa gestion provincialiste et néolibérale, le PQ plonge à des niveaux d'impopularité jamais vus depuis les élections de 1970. Il n'arrive plus à stopper le processus de déliquescence marqué par la démission de députés, la remise en cause du leadership de Pauline Marois, la formation de tiers partis indépendantistes (Québec solidaire, Parti indépendantiste et Option nationale), etc.

Aujourd'hui, d'après les sondages publiés depuis juin 2011, les deux partis combinés obtiennent moins de 60 % des appuis – 51 % lors du sondage Léger-Marketing d'octobre 2011 : une telle situation est sans précédent, sauf en 2007, avec la montée de l'ADQ. Le reste revient aux tiers partis, qui se partagent 49 % des intentions de vote⁷. Auparavant, les deux grands partis traditionnels obtenaient entre 80 % et 90 % des appuis. Non seulement aucun parti n'est en voie de rallier une majorité, mais même la barre des 35 % apparaît difficile à franchir. Si on ajoute le parti de François Legault, l'appui combiné au PQ et au PLQ se situe à 40 %,

7 Il faut insister ici sur le mot *intention*. Les sondages peuvent surestimer les appuis aux tiers partis lorsque les élections à venir sont relativement éloignées. L'inverse est toutefois possible : l'appui au NPD (au Québec, il s'agissait bien d'un tiers parti) en 2011 a été sous-estimé, à plusieurs mois de la campagne électorale.

contre 36 % pour la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ). Par ailleurs, jamais n'a-t-on observé un tel niveau d'insatisfaction, et sur une aussi longue période, envers un gouvernement (entre 64 et 79 %).

En l'absence d'une résolution de la question nationale dans un avenir rapproché, force est de constater le rejet de la classe politique traditionnelle. Ce rejet s'est exprimé de diverses façons au cours des huit dernières années.

En 2003, le Parti libéral de Jean Charest a remporté les élections alors qu'il obtenait moins de votes qu'à celles de 1998, qu'il a pourtant perdues.

En 2007, la colère envers le gouvernement Charest et le scepticisme envers le Parti québécois résolument à droite d'André Boisclair ont profité à l'ADQ.

L'ADQ ayant montré son vrai visage dans le cadre du gouvernement minoritaire de Jean Charest, elle est presque disparue de la carte électorale en 2008. Cependant, le PQ n'a pratiquement pas amélioré ses résultats en termes de suffrages exprimés et les libéraux de Charest sont redevenus majoritaires avec seulement 53 000 votes de plus qu'en 2007, alors que l'électorat comptait 108 000 électeurs supplémentaires. Le Parti québécois de Pauline Marois, ne pouvant résister à la tentation de récupérer les votes perdus au profit de l'ADQ, n'a gagné que 16 000 votes de plus qu'en 2007. Le rejet s'est exprimé dans le très faible taux de participation qui est passé de 71 % en 2007 à 57 % en 2008. Il faut remonter à 1927 pour retrouver un taux de participation aussi bas⁸.

8 À cette époque, il n'était pas rare que des candidats soient élus par acclamation. Néanmoins, le calcul du taux de participation incluait les électeurs des circonscriptions à candidat unique, ce qui le faisait diminuer considérablement.

En mai 2011, les électeurs québécois ont rejeté le parti qu'ils appuyaient depuis 1993, le Bloc québécois. Rejetant résolument les Conservateurs et les Libéraux, ils ont opté pour le NPD, allant jusqu'à voter en toute connaissance de cause pour des candidats inconnus résidant loin de leur circonscription.

Enfin, les sondages actuels laissent penser qu'un tiers de l'électorat s'apprête à appuyer la CAQ de François Legault, désormais reconnue officiellement comme parti politique.

Il s'avère difficile de déceler quelque cohérence à travers tout cela dans une optique gauche/droite. D'ailleurs, le sondage Léger Marketing d'octobre 2011 révèle que 46 % des électeurs de l'ADQ voteraient pour le NPD si ce parti existait sur la scène provinciale. Le comportement de l'électorat ne peut s'expliquer, à mon avis, que par un rejet des deux principaux partis qui exercent le pouvoir depuis plusieurs décennies. Le Bloc québécois était lui-même devenu une sorte de symbole de l'immobilisme du pouvoir, en plus d'avoir payé le prix de ses liens trop serrés avec le PQ.

Mais ce qui demeure remarquable réside dans le maintien de l'option souverainiste à des niveaux relativement élevés. D'après Léger-Marketing, l'appui varie entre 36 et 47 % depuis mai 2009⁹. En 2011, il oscille entre 36 et 43 %. Il vaut la peine de rappeler qu'un sondage Créatec+ réalisé du 11 au 15 septembre accordait 38 % à l'option du OUI¹⁰,

⁹ La firme Léger-Marketing se base sur la seule question de la souveraineté, sans offre de partenariat. La question de 1995 offre invariablement des réponses plus favorables.

¹⁰ Il s'agit du résultat obtenu en posant la question suivante: «Voulez-vous que le Québec devienne un pays souverain, peu importe que les négociations d'association économique et politique avec le reste du Canada réussissent ou échouent? Voteriez-vous pour le OUI ou voteriez-vous pour le NON?». En posant la question prévue pour le référendum, le résultat était de 41 %.

six semaines avant la consultation populaire que les souverainistes ont failli gagner. Les autres maisons de sondages donnaient des résultats variant autour de 43 % entre avril et septembre 1995¹¹.

De toute évidence, le PQ se révèle de plus en plus incapable de mobiliser l'électorat souverainiste. En mettant en rapport l'appui au PQ et à son option, on obtient des résultats intéressants. En 1980, le rapport PQ/souveraineté se situait à près de 100 %. Cela signifie que le vote péquiste et l'appui à la souveraineté s'équivalaient. En 1995, il était d'environ 76 %, si on se fie aux résultats électoraux de 1994 et de 1998. La suite ne peut se baser que sur les sondages, ce qui pose des limites à la comparaison. Cependant, on peut affirmer sans grand risque de se tromper qu'il se situe à un niveau inférieur à 70 %. Pour le seul exemple du sondage Léger-Marketing d'août 2011, le soutien au PQ s'élève à moins du quart de l'électorat (24 %), alors que l'appui à la souveraineté atteint 36 %, d'où un rapport de 67 %. Si la CAQ présente des candidats, il descendra vraisemblablement à 50 % (18/36).

Le rejet de la classe politique traditionnelle affecte sans nul doute l'intérêt porté à la question nationale dans la conjoncture actuelle. Néanmoins, deux facteurs fondamentaux seraient susceptibles de relancer l'idée de l'indépendance : 1- la crise économique ; 2- le renforcement de l'identité québécoise. Le mouvement indépendantiste moderne a pris son élan avec le virage keynésien et providentialiste de 1960. Le partage des pouvoirs hérité de l'AANB est apparu aux yeux de plusieurs comme un obstacle au développement de l'État québécois. Or, la crise actuelle et sa gestion par le gouverne-

11 Édouard Cloutier et Anne-Marie Braconier, « L'opinion publique. Les hauts et les bas de l'option souverainiste » in Denis Monière et Roch Côté, *L'année politique au Québec 1994-1995*, Montréal, Fides, 1995, disponible sur le site suivant : http://www.pum.umontreal.ca/apqc/94_95/cloutier/cloutier.htm

ment Harper, en place pour au moins quatre ans, risque fort de générer des tensions, dans un contexte de plus grande rareté des ressources, et de contrarier les attentes du gouvernement du Québec, quel qu'il soit. Par ailleurs, au cours des dernières décennies, l'identité québécoise s'est élargie et renforcée, y compris chez une part significative des minorités. La génération qui s'identifiait comme « canadienne-française » ne représente plus qu'une minorité de la population. Tout cela se produit dans un contexte où le Canada anglais arrive maintenant à se donner un gouvernement majoritaire sans le Québec. Les mesures adoptées par le gouvernement Harper depuis son élection transforment l'image du Canada anglais au Québec, qu'il s'agisse du projet de loi C-10 sur la loi et l'ordre, des nominations d'unilingues anglophones à des postes importants (juge de la Cour suprême, vérificateur général du Canada et autres), des questions environnementales, etc. Manifestement, deux grandes nations s'affrontent, même si cet affrontement a revêtu une nouvelle forme depuis mai 2011. Il m'apparaît prématuré de signer l'acte de décès du mouvement indépendantiste.

Conclusion

Il faut retenir deux choses de ce qui précède : 1- le néolibéralisme n'a aucun avenir politique du côté des segments les plus progressistes et les plus politisés de l'électorat ; 2- la question du statut politique du Québec demeure un puissant levier de mobilisation, dans la mesure où elle est associée à une rupture avec le néolibéralisme, ce qui implique également qu'elle doit figurer à l'ordre du jour des priorités. Moins elle apparaît comme une échéance proche, plus elle devient théorique, abstraite, dans l'esprit de l'électorat.

Le pire scénario consiste à demeurer plus ou moins soumis aux dictats du néolibéralisme et à laisser la question nationale à l'arrière-plan. Il en résultera fatalement une faible

participation politique et une fragmentation plus forte du système des partis. À l'inverse, la lutte contre le néolibéralisme et pour résoudre la question nationale dans les plus brefs délais constitue le meilleur des scénarios parce qu'il mobilise les forces vives de la nation. La question nationale québécoise ne pourra se résoudre sans une forte mobilisation. La mobilisation dépend elle-même d'enjeux de société qui dépassent la seule question nationale. À l'inverse, la question nationale constitue un formidable moyen pour sortir de l'impasse où nous ont conduits les politiques néolibérales. Quand les questions nationales et sociales se conjuguent, elles peuvent mener à des transformations historiques. Dans le cas du Québec, quand l'une et l'autre sont isolées, elles conduisent à l'échec.

Compte tenu de la crise que vit le Parti québécois, de son impuissance à résoudre la question nationale, du caractère désormais anachronique de sa stratégie pour y arriver, il faut espérer que l'ensemble des forces indépendantistes – et non les seules instances contrôlées par le PQ – s'unissent pour trouver le moyen de conjuguer projet de pays et projet de société. À ce titre, l'élection d'une assemblée constituante pourrait constituer l'outil démocratique par excellence pour atteindre cet objectif. D'éventuels états généraux devraient se pencher là-dessus, de toute urgence. □

Michel Seymour*

QUE FAUT-IL FAIRE MAINTENANT?

Le peuple québécois cherche depuis la conquête de 1759 à obtenir la reconnaissance dans le Canada. Cette démarche a tout d'abord abouti à la révolte des Patriotes. On a cru ensuite l'avoir obtenue avec le pacte fédératif canadien de 1867 consacrant le fédéralisme canadien. Le journal *La Minerve* faisait alors état d'une union entre « nos deux races ». C'était la doctrine des deux peuples fondateurs. Mais il s'est progressivement avéré que le Canada n'y adhérerait pas.

Dans la deuxième partie du XX^e siècle, alors que le Québec se modernisait de plus en plus, les demandes de reconnaissance ont réapparues. Le Parti libéral demanda dans les années soixante un statut particulier pour la province de Québec. La commission sur le bilinguisme et le biculturalisme, mieux connue sous le nom Laurendeau-Dunton, proposa que soit consacré le caractère biculturel de la société canadienne. L'Union nationale exigea l'égalité ou l'indépendance. Robert Bourassa demanda la souveraineté culturelle. La commission Pepin-Robarts statua à la fin des années 1970 qu'un régime de fédéralisme asymétrique devait être accordé au Québec.

* Département de philosophie, Université de Montréal

En réponse à ces demandes répétées du Québec, les neuf provinces et le gouvernement fédéral ont imposé en 1982 un nouvel ordre constitutionnel que l'Assemblée nationale du Québec a rejeté en bloc.

Les fédéralistes purs et durs reprochent souvent aux souverainistes de «démoniser» l'ordre constitutionnel de 1982. Les sondeurs d'opinion politiquement engagés comme Jack Jedwab nous rappellent constamment que la population du Québec considère favorablement le rapatriement de la constitution et la charte des droits et libertés qu'elle contient. Les politiciens québécois insistent pour leur part sur le fait qu'elle nous a été imposée contre notre gré et qu'elle limite les pouvoirs du Québec en matière de langue et d'éducation.

On oublie cependant souvent de rappeler aussi que, dans ce nouvel ordre constitutionnel, le Canada reconnaît l'existence des peuples autochtones, des minorités linguistiques anglo-québécoise et franco-canadienne ainsi que des minorités issues de l'immigration, grâce à la politique de multiculturalisme, mais pas le peuple québécois. Le peuple québécois est absent du texte constitutionnel de 1982. Je me rappelle aussi avoir entendu un collègue politologue, Alan Patten pour ne pas le nommer, dire que le peuple canadien n'est pas non plus mentionné dans le texte constitutionnel de 1982. Cette remarque frise toutefois la mauvaise foi, car le peuple canadien profite de la reconnaissance internationale en tant qu'État souverain, alors que le peuple québécois n'est pas reconnu du tout, à l'interne ou à l'externe.

On oublie aussi de dire que le Québec s'était montré favorable au rapatriement de la constitution, à la condition que le Canada tienne compte des demandes traditionnelles du Québec. Or, dans la constitution de 1982, le Canada refuse aussi d'accéder aux demandes traditionnelles du Québec:

pas de statut particulier pour le Québec, pas de caractère biculturel du Canada, pas de souveraineté culturelle ou de fédéralisme asymétrique.

Et qui plus est, la constitution de 1982 impose une formule d'amendement qui rend tout changement constitutionnel difficile, voire impossible. Pour qu'un changement constitutionnel d'envergure ait lieu, il faut l'unanimité des provinces. Les premiers ministres des provinces doivent accepter unanimement le changement et ils ont ensuite trois ans pour faire ratifier l'accord dans chacune des législatures provinciales.

Pour réparer l'injustice commise à l'endroit du Québec en 1982, le premier ministre Bourassa demanda que le Québec soit reconnu comme société distincte. L'Accord du lac Meech de 1987 reconnaissait ce fait. Les neuf autres premiers ministres et le gouvernement fédéral acceptèrent le principe. Mais on ne se rendit jamais à la ratification par les dix législatures provinciales.

La crise des accommodements raisonnables

Est-ce que le besoin de reconnaissance du Québec est de l'histoire ancienne? La crise des accommodements raisonnables, qui a donné lieu à la mise sur pied de la commission Bouchard-Taylor, est un autre épisode sur la voie de la lutte pour la reconnaissance du peuple québécois. Il faut comprendre, en effet, que les réactions viscérales de la population à l'endroit des différents cas d'accommodements raisonnables traduisaient une demande de reconnaissance.

Les problèmes d'accommodement sont des problèmes sérieux qui doivent être résolus. Qu'il s'agisse du port du kirpan à l'école par un étudiant sikh, du débat entourant les fenêtres givrées du YMCA suscité par des membres de

la communauté juive, du temps réservé à des filles musulmanes dans les piscines publiques, de la prière chrétienne avant la tenue des conseils municipaux, de l'homme musulman qui exige de subir son cours de conduite automobile sous la supervision d'une personne de sexe masculin, ou du mari qui veut que sa femme soit soignée par une femme médecin, il faut se pencher sur ces questions. Mais chaque fois, ces enjeux ont fait la nouvelle. Les tribunes radiophoniques débordaient. Les articles de journaux ne parlaient que de ça. Comment peut-on expliquer le fait que ces problèmes ont pris une ampleur démesurée ?

Le problème essentiel concerne le besoin de reconnaissance du peuple québécois. Ce dernier a renoncé à deux reprises à une démarche de souveraineté et donc à rechercher la reconnaissance par la communauté internationale. Et il n'a pu obtenir non plus la reconnaissance à l'intérieur du Canada. Or, voici que les groupes minoritaires demandent à être reconnus dans leur religion, leurs pratiques et leurs coutumes au sein même du Québec. Les problèmes d'accommodement des minorités ont également soulevé des passions identitaires dans les sociétés qui forment des États souverains, comme en Grande-Bretagne, en France et dans les Pays-Bas. Alors comment peut-on imaginer un instant qu'ils puissent ne pas se poser au Québec, où les problèmes identitaires sont encore plus criants ?

Des cris du cœur se firent donc entendre. C'est un peu comme si les citoyens clamaient haut et fort : « Et nous les Québécois, quelqu'un va-t-il nous reconnaître ? ». Les citoyens sentaient le besoin que soient réaffirmées les règles du vivre ensemble au Québec. C'est ce qu'il fallait comprendre dans la démarche maladroite des citoyens d'Hérouxville. Ils voulaient formuler des principes semblables à ceux que l'on peut trouver dans une constitution.

Bien sûr, lors des audiences, on entendit des propos xénophobes, antisémites et islamophobes. Mais on entendit aussi les Québécois réclamer le renforcement de la Charte de la langue française, la réaffirmation de l'égalité entre les hommes et les femmes dans notre charte des droits et libertés et la volonté de voir apparaître une charte de la laïcité. Ce sont là des principes qui pourraient apparaître dans une constitution interne pour le Québec.

Gérard Bouchard et Charles Taylor auraient pu s'entendre pour recommander que le Québec rédige une constitution interne dans laquelle ces principes seraient inscrits. Ils auraient de cette manière tenu compte des besoins du peuple québécois et non seulement des groupes minoritaires que notre peuple contient en son sein. Mais ils ne l'ont pas fait. Cela ne se situait pourtant pas à l'extérieur de leur mandat, car celui-ci incluait la nécessité de penser la problématique des accommodements raisonnables en la mettant en rapport avec les valeurs du Québec. Or, ces valeurs pouvaient être celles que l'on souhaite inscrire dans une constitution interne.

Mais ils se refusèrent d'aller dans cette direction. Pourquoi? Il ne s'agit pas d'une simple omission. On peut lire dans l'introduction à leur ouvrage que la problématique des accommodements est l'expression d'une crise identitaire. En quoi consiste cette crise? Elle est à leur avis fondée sur une perception erronée concernant l'intégration des citoyens issus de l'immigration à la société québécoise. Autrement dit, la crise existe bel et bien, mais elle n'a pas sa raison d'être.

Or, la crise identitaire du peuple québécois n'est pas réductible à une perception portant sur l'intégration des immigrants. Elle est l'expression d'un besoin de reconnaissance.

Malheureusement, les commissaires n'ont pas entendu cet appel. Ils se sont employés à défendre l'interculturalisme,

la laïcité ouverte et les accommodements raisonnables. Or, ce sont là essentiellement des mesures visant à reconnaître les minorités. Il n'y a pas dans le rapport Bouchard Taylor la nécessité affirmée d'une reconnaissance du peuple québécois et la recommandation que soit en ce sens rédigée une constitution interne pour le Québec. On recommande plutôt la rédaction d'un livre blanc sur la laïcité en insistant sur le caractère ouvert de cette laïcité. On défend aussi bien sûr l'intégration linguistique des citoyens issus de l'immigration, mais il s'agit d'une intégration sociale, et non de la reconnaissance des droits collectifs linguistiques du peuple québécois inscrits dans un texte constitutionnel.

La population a très mal reçu le rapport Bouchard Taylor. Les citoyens du Québec ont eu l'impression de devoir subir les remontrances de la part des deux commissaires au lieu d'être compris dans leur besoin de reconnaissance. C'est pourquoi les sondages de *La Presse* révèlent depuis cette époque une fin de non-recevoir à peu près complète à l'égard de toutes les formes d'accommodements raisonnables, d'interculturalisme et de la laïcité ouverte.

Il est d'ailleurs étonnant de voir Charles Taylor, en particulier, ne pas se gêner pour faire des reproches au peuple québécois, alors qu'il confiait récemment à Jocelyn Maclure que le peuple québécois doit pour sa part faire son deuil d'une reconnaissance complète à l'intérieur du Canada. Je suis pour ma part favorable à l'interculturalisme, à la laïcité ouverte et aux accommodements raisonnables, mais la reconnaissance, comme le tango, se danse à deux. Il faut que la reconnaissance soit réciproque. Doit-on être nationalistes ou pluralistes? Dans *Le Devoir* du 9 février 2010 («Nationalistes ou pluralistes? Faut-il vraiment choisir?»), j'ai posé la question, et j'ai répondu qu'on pouvait et devait être les deux à la fois.

Les véritables enjeux sont-ils ailleurs ?

Certains estiment toutefois que les demandes historiques du Québec sont dépassées, que les enjeux internationaux sont plus importants, et que les préoccupations citoyennes sont ailleurs. Vraiment ? Si notre regard se tourne vers la scène internationale, on voit partout présente la question nationale. Qu'il s'agisse du Tibet, de la Tchétchénie, de la Palestine, de Chypre, du Cachemire, du Kosovo, du Sud Soudan, de l'Érythrée, du Sahara occidental, du Timor oriental, de la Belgique, de la Catalogne, du Pays basque, de l'Écosse ou de l'Irlande, le nationalisme est partout présent. Alors, pourquoi exclure la question nationale québécoise ?

Mais, dira-t-on, la question environnementale doit être l'enjeu numéro un et passer bien avant la question nationale. Mais même si ceci était exact, n'est-il pas possible de marcher et manger de la gomme en même temps ? Après tout, doit-on exclure les problèmes liés à la collusion et à la corruption dans le milieu de l'industrie de la construction sous prétexte que la question environnementale est la plus importante ? Doit-on aussi oublier la crise financière qui secoue la planète ? Si on répond par la négative, il faudrait alors se préoccuper de cet autre enjeu qui secoue aussi la planète et qui concerne la question nationale.

Être ancré dans l'histoire du Québec

En un sens, il est juste de faire remarquer qu'une certaine démarche pour la souveraineté est dépassée. Il s'agit de l'approche faisant de la souveraineté une fin en soi. Au contraire, la position historique des Québécois peut être décrite dans une formule : pas nécessairement la souveraineté, mais la souveraineté si nécessaire. Cette position a été reflétée dans le slogan « Égalité ou indépendance », de l'Union nationale dans les années soixante. On l'a vu réappa-

raître en 1991 dans la loi 150 du gouvernement libéral, suite aux travaux de la commission Bélanger-Campeau. Cette loi accordait un an au Canada pour accoucher d'une réforme, car sinon un référendum sur la souveraineté aurait lieu. Elle s'est aussi reflétée dans le rapport Allaire qui a inspiré l'ADQ: 22 pouvoirs pour le Québec, sinon un référendum sur la souveraineté. On a malencontreusement appelé ça la «stratégie du couteau sur la gorge», mais elle manifestait en fait une certaine flexibilité politique à l'égard des options fédéraliste et souverainiste (une flexibilité hypocrite, il est vrai, chez Robert Bourassa). On peut être fédéraliste, mais à certaines conditions. Sinon, il faut envisager la souveraineté comme solution alternative.

Depuis l'échec de l'Accord du lac Meech en 1990, les partis fédéralistes n'ont plus rien tenté pour réinsérer le Québec dans l'ordre constitutionnel canadien. Voyant qu'un échec risquait de créer des conditions favorables à la souveraineté, ils se sont cantonnés dans le statu quo constitutionnel. L'idée fédérale est devenue une idée fixe. Même trente ans après l'imposition d'un ordre constitutionnel illégitime, ils soutiennent encore que le fruit n'est pas mûr et le terreau pas encore fertile pour une réforme. Depuis l'échec référendaire de 1995, les souverainistes ont aussi durci leur position et ils ont attendu les conditions gagnantes. Ils n'ont pas voulu admettre que l'appui populaire à la souveraineté provenait du sentiment de rejet par le Canada. Ils se sont réfugiés dans le déni. Le Canada a disparu de leurs écrans radars. Une telle ignorance de l'autre est-elle fondée sur autre chose que sur le ressentiment?

Une opposition tranchée qui dessert notre cause

Désormais, dans les milieux politiques et médiatiques, il semble qu'il faille être souverainiste ou fédéraliste. Il semble

que l'on ne puisse pas être ouvert en principe et sous certaines conditions à ces deux options. Or, ce durcissement des positions est tout à l'avantage des fédéralistes purs et durs. Car si l'on ne fait pas ressortir les contradictions inhérentes de ce pays, qui incitent les Canadiens à vouloir nous inclure, mais à ne pas vouloir nous reconnaître formellement comme peuple, les citoyens n'expérimenteront pas le rejet et ne verront plus de raison pour appuyer les souverainistes dans leur démarche.

En plus de la motivation essentielle visant à larguer le régime Harper, la perte progressive d'un sentiment de rejet au sein de la population québécoise constitue l'autre raison profonde expliquant la quasi-disparition du Bloc québécois lors des élections fédérales du 2 mai 2011.

Les souverainistes ont sans doute eu raison à l'époque de ne pas s'embarquer dans le beau risque de René Lévesque et l'affirmation nationale de Pierre-Marc Johnson, car ces options mettaient en veilleuse le projet souverainiste. Mais la conjoncture est différente. Il ne faut certes pas mettre la souveraineté en veilleuse, mais ne faut-il pas occuper tout l'espace du changement ?

Une vision stéréotypée du nationalisme québécois

Il est dans l'intérêt des fédéralistes purs et durs de faire du souverainisme québécois une position qui, pour être « respectable », doit être présentée de manière caricaturale. Il suffit pour s'en convaincre de lire Jocelyn Coulon (« Un coup d'épée dans l'eau », *Le Devoir*, jeudi le 18 août 2011), qui vient tout juste de rejoindre Stéphane Dion au panthéon des fédéralistes purs et durs. Il faut au fond selon lui choisir entre le « souverainisme » et le statu quo fédéral. Le souverainisme est une position politique parfaitement « respectable » à ses yeux, pourvu qu'il prenne une forme qui est facile à réfuter.

Le souverainisme ne doit pas, selon Coulon, résulter du constat sobre, clinique et lucide de l'incapacité des Canadiens à reconnaître le Québec dans la constitution du Canada. Car ce serait alors, selon lui, un souverainisme fondé sur l'amertume, le dépit et le ressentiment. Le souverainisme doit pour être «respectable» considérer la souveraineté comme une fin en soi, sans qu'il faille pour la justifier condamner l'intransigeance canadienne à l'égard du Québec. On ne doit pas en expliquer l'émergence par le nationalisme canadien et le rapport de domination que le Canada exerce sur le Québec. Selon Coulon, si l'on argumente de cette façon, on verse alors dans le ressentiment. Bref, pour être «respectable», le souverainisme ne doit pas critiquer le statu quo. Il doit en quelque sorte reposer sur un état d'âme plus ou moins irrationnel.

Pour être «respectable», la démarche souverainiste ne doit pas non plus inclure le principe d'une union économique avec le Canada. Car c'est là, selon Coulon, une position ambiguë, nébuleuse, qui entretient le flou artistique sur le plan politique. Ce ne serait pas jouer franc jeu. Le souverainisme «respectable» est celui qui appelle ouvertement les Québécois à casser le Canada en deux sans préserver de lien économique, et sans partenariat. Il existe pourtant de nombreux exemples d'États souverains inscrits dans une union économique et politique. Les pays de l'union européenne, par exemple, sont à la fois souverains et unis économiquement, en plus d'être chapeautés par des institutions politiques. Mais Coulon a besoin de se trouver un homme de paille pour faire fonctionner plus facilement sa rhétorique politicienne.

Une erreur historique

C'est une erreur historique pour le mouvement souverainiste que de s'être laissé enfermer dans une position carica-

turale de ce genre. Car les citoyens du Québec n'accompagneront jamais les souverainistes s'ils n'ont pas le sentiment d'être rejetés par le Canada, et ils ne souscriront jamais à notre option si nous ne proposons pas aux Canadiens une union économique et un partenariat politique confédéral.

La population québécoise préférerait grandement un arrangement à l'intérieur de l'État fédéral. C'est ce que les sondages révèlent depuis quinze ans. C'est seulement si on la rejette qu'elle montrera sa capacité à se rebiffer et à changer d'idée. C'est que, pour la population dans son ensemble, la souveraineté est un moyen pour être reconnu comme peuple. En effet, suite à l'échec de l'Accord du lac Meech, le vote pour la souveraineté atteignait plus de 60 %. Cet appui a pu par la suite en partie être préservé parce que la démarche souverainiste était aussi accompagnée d'une politique de la main tendue visant à maintenir une union politique et économique. Coulon le sait et c'est la raison pour laquelle il cherche à forcer les souverainistes dans une position qui est indéfendable aux yeux de l'opinion publique québécoise.

On n'avance pas à reculons et par dépit vers la souveraineté. Il faut un projet positif et emballant. Mais ce serait une illusion de croire que les raisons négatives sont sans importance. Il faut démontrer par des actions et non seulement par le discours que le Québec est de plus en plus incapable de faire entendre sa voie à l'intérieur du Canada.

L'intérêt supérieur du Québec

Plusieurs souverainistes ne semblent pas vulnérables à l'accusation de considérer la souveraineté comme une fin en soi. Ils soutiennent plutôt que tout a été essayé et que le fédéralisme est irréformable. Mais il est faux de prétendre que tout a été essayé. Et même si j'estime pour ma part que le fédéralisme canadien est devenu irréformable, ce n'est

pas l'opinion de la population québécoise. Que peut-on alors essayer d'autre ? Je considère comme étant fort révélateur le fait que le Parti québécois n'ait jamais présenté une offre formelle de modification à la constitution. Il n'a jamais posé un geste visant à réaliser un grand compromis historique pour dénouer l'impasse dans laquelle nous nous trouvons. Comment peut-on alors prétendre que tout a été essayé ?

Une telle démarche de déblocage a été mainte fois envisagée au sein du mouvement souverainiste. Jules-Pascal Venne, le GROUPE, Jean-François Lisée, Claude Morin, Gilbert Paquette, André Binette et moi-même l'avons tour à tour considérée. Cette stratégie a pu parfois être proposée seulement dans le but d'obtenir le rejet de la part du Canada, et donc, seulement comme un moyen pour relancer le mouvement souverainiste, mais ce n'est pas ainsi que je l'ai pour ma part envisagée.

Je crois dans la possibilité des États multinationaux. Il faut être ouvert à cette possibilité, et ce même si on est pour la souveraineté du Québec, car, il ne faut pas l'oublier, le Québec souverain serait lui-même un État multinational comprenant onze peuples autochtones. Le Canada est aussi un tel État multinational, alors je ne suis pas fermé à trouver un arrangement à l'intérieur du Canada. Je garde toujours la porte ouverte même si je crois que le Canada la gardera fermée. Je peux aussi être ouvert à une réforme de la fédération malgré la fermeture du Canada, car je suis démocrate et je veux accompagner la population québécoise dans sa démarche de reconnaissance.

Pourquoi est-ce que j'accepte d'envisager un Canada réformé ? 1.- Parce que j'aurais accepté le compromis historique du fédéralisme renouvelé. 2.- Parce que la population croit encore au fédéralisme renouvelé, comme le révèlent les sondages depuis 15 ans. 3.- Parce qu'il faut de toute façon faire

comprendre à la population québécoise que le souverainisme n'est pas doctrinaire. 4.- Parce que le souverainisme de conclusion n'est pas fondé sur le ressentiment. 5.- Parce qu'aucune tentative de réforme n'a été tentée depuis 1987. L'accord de Charlottetown de 1992 n'était qu'un rafistolage de ce qui avait été tenté avec l'Accord du lac Meech et ce dernier date de 1987.

Cela fait donc 25 ans. Les fédéralistes n'ont rien tenté depuis parce qu'ils savent qu'un autre échec donnerait des ailes au mouvement souverainiste. Il est donc du devoir des souverainistes d'occuper tout l'espace du changement. Il faudrait porter un grand coup et annoncer notre volonté ferme de dénouer l'impasse historique: ou bien un fédéralisme multinational avec un statut particulier pour la province de Québec et un régime de fédéralisme asymétrique comprenant un droit de retrait avec pleine compensation financière, ou alors un mandat à organiser en temps opportun l'indépendance du Québec accompagnée d'une offre d'union économique et d'union politique confédérale.

Mais les souverainistes ont jusqu'ici maintenu une position doctrinaire qui à long terme favorise le camp des fédéralistes purs et durs. Les fédéralistes ont bien compris que la polarisation fédéralisme/souveraineté serait à leur avantage. Ils ont vu que si la population doit choisir entre la souveraineté et le statu quo, elle choisira le statu quo. Les souverainistes sont tombés dans le piège.

Pour dénouer l'impasse

Si la souveraineté a besoin du carburant que constitue le sentiment de rejet, si les fédéralistes ne tentent plus rien pour réformer la fédération canadienne et si on est VRAIMENT ouvert à un compromis historique (le fédéralisme multinational), la solution apparaît simple.

C'est ainsi que j'ai proposé que l'on adopte une loi qui reprendrait l'esprit de la loi 150 en proposant cette fois-ci une réforme détaillée appuyée sur des principes comme un statut particulier, le fédéralisme asymétrique, des pouvoirs accrus pour le Québec, un droit de retrait avec pleine compensation financière, le droit de participer à la nomination de trois des neuf juges à la Cour suprême et la doctrine Gérin-Lajoie en matière de relations internationales. Le Canada aurait un an pour souscrire à ces principes, sans quoi un référendum sur la souveraineté pourrait avoir lieu.

Je reconnais toutefois que cette proposition se heurte à des obstacles de taille. Tout d'abord, une telle proposition fait face à un problème de crédibilité. Comment le PQ pourrait-il soumettre pour la première fois de son histoire une proposition de réforme du fédéralisme? Cette proposition serait reçue avec sarcasme de la part des commentateurs et politiciens fédéralistes. J'ai longtemps pensé que ce problème de crédibilité pouvait être résolu par la promulgation d'une loi à l'Assemblée nationale. Je crois maintenant que la proposition de réforme doit être entérinée par la population du Québec à l'occasion d'un référendum. Même si les commentateurs et politiciens fédéralistes doutent de la sincérité des souverainistes, ils ne pourront pas douter de la sincérité des citoyens.

L'autre problème qui se pose concerne justement l'attitude des Québécois à l'égard des enjeux constitutionnels. Les citoyens du Québec sont naturellement enclins à considérer ces enjeux comme lointains et sans impact sur leur vie quotidienne. Ils n'aperçoivent pas que des enjeux constitutionnels sous-jacents servent notamment à expliquer (i) le déséquilibre fiscal, (ii) le refus du gouvernement fédéral de reconduire les transferts aux provinces en éducation postsecondaire à la hauteur de 1994-1995, (iii) la volonté du gouvernement fédéral de créer une commission des

valeurs mobilières pancanadienne, (iv) l'Entente-cadre sur l'union sociale, (v) ainsi que le jugement de la Cour suprême concernant les écoles passereles.

Pour résoudre ce second problème, on peut s'appuyer sur le fait que les Québécois semblent ne pas être indifférents (i) à la reconnaissance du peuple québécois et (ii) à son droit à l'autodétermination. Ils ne sont pas indifférents non plus (iii) à se doter d'une constitution de leur choix, incluant (a) la charte québécoise des droits et libertés, incluant les droits socio-économiques et l'égalité des hommes et des femmes, (b) la Charte de la langue française et (c) une charte de la laïcité. Les trois chartes devraient être explicitement reconnues dans la constitution canadienne. Il faudrait inclure aussi les demandes québécoises concernant (iv) un statut particulier pour la province de Québec, (v) le fédéralisme asymétrique, (vi) le droit de retrait avec pleine compensation financière, (vii) un droit de veto sur toute réforme constitutionnelle ainsi (viii) qu'un droit de contribuer à la nomination de trois des neuf juges à la Cour suprême. Un référendum portant sur ces questions pourrait être soumis à la population.

Le gouvernement du Québec réclamerait un mandat visant à faire approuver ces huit principes par le reste du Canada. Le gouvernement fédéral et les neuf autres provinces auraient un an pour approuver la proposition de modifier la constitution canadienne afin d'inclure ces principes. Autrement dit, le gouvernement du Québec demanderait à la population québécoise d'appuyer une proposition d'amendement constitutionnel, en conformité avec la démarche décrite par la Cour suprême dans le Renvoi de 1998. Si les premiers ministres des autres provinces acceptaient cet amendement, des négociations pourraient s'engager concernant des pouvoirs spécifiques pour le Québec: pleine maîtrise d'œuvre en matière de langue, culture, télécommunications, immi-

gration, assurance-emploi, etc. Si l'amendement était rejeté, le gouvernement du Québec disposerait d'un mandat pour faire un référendum portant sur la souveraineté du Québec.

Vaincre la peur

La souveraineté ne doit pas être une religion, mais une conclusion. Notre seule religion doit être l'intérêt supérieur du Québec. Même si l'on a soi-même déjà tiré les conclusions de ses convictions, il faut, pour être au diapason de la population, l'accompagner dans sa démarche, et chercher un équilibre entre la reconnaissance du Québec et le besoin d'unité des Canadiens.

On peut placer le Canada en face de deux options fondamentales : ou bien un véritable fédéralisme multinational impliquant notamment un statut particulier, le fédéralisme asymétrique et un droit de retrait avec pleine compensation financière, ou bien une union économique chapeautée d'une union politique confédérale entre États souverains. Il s'agit de deux propositions raisonnables qui sont moralement irréprochables. En faisant des propositions moralement irréprochables de ce genre, qui tiennent compte de la reconnaissance du Québec et du besoin d'unité des Canadiens, les souverainistes contribueraient à guérir le sentiment de peur qui anime les Québécois. Les deux propositions cherchent à éviter à la fois un Canada cassé en deux et un Québec que l'on ne reconnaît pas. Si les Canadiens disent non à ces deux options et refusent de reconnaître le Québec, les Québécois pourront aller de l'avant et rechercher la reconnaissance de notre souveraineté auprès de la communauté internationale, en se disant qu'ils auront tout fait pour tenir compte du besoin d'unité des Canadiens. □

Denis Monière*

REVISITER LA DÉMOCRATIE DE REPRÉSENTATION AU QUÉBEC

Les institutions politiques diffèrent d'un pays à l'autre, ces différences reflétant l'expérience historique et les traits culturels de chaque communauté politique. Régimes parlementaires ou présidentiels, confusion ou séparation des pouvoirs, mode de délégation de l'autorité et de la légitimité, système de partis se sont institués en fonction de conjonctures historiques particulières afin de répondre aux besoins d'efficacité et de stabilité des peuples.

Ces institutions ne sont pas figées dans le temps et s'adaptent aux changements qui se produisent dans les rapports sociaux lorsqu'il y a des déséquilibres qui nuisent à la cohésion sociale. Pensons, entre autres à l'extension du droit de vote aux ouvriers au XIX^e siècle et plus tard aux femmes, à l'invention des partis et à leur multiplication répondant à la diversification de la société moderne, aux mutations dans les systèmes électoraux pour mieux refléter cette diversité dans la représentation nationale. Ces changements institutionnels surviennent le plus souvent à la suite de crises profondes occasionnées par une révolution, une guerre ou une transformation sociale rapide qui montrent l'obsolescence des institutions traditionnelles.

* Département de science politique, Université de Montréal

Dans les pays caractérisés par une forte stabilité économique et sociale comme le Canada, les États-Unis, l'Australie, les changements institutionnels sont plus rares et se font par voie de consensus. Il s'agit alors d'ajustements qui ne modifient pas substantiellement les règles du jeu politique comme ce fut le cas au Québec avec l'abolition des comtés protégés, celle du Conseil législatif, les réformes successives de la carte électorale, l'adoption des lois sur le financement des partis politiques. Mais la nature du régime politique, le mode de scrutin et le système de représentation sont restés inchangés depuis deux siècles.

Aujourd'hui, le Québec vit une crise de son système de représentation. De nombreuses voix dénoncent les travers de la démocratie parlementaire et appellent des transformations radicales de nos institutions politiques. Ils veulent une révision en profondeur des règles du jeu démocratique en invoquant deux motifs principaux : le déficit démocratique et le cynisme politique des citoyens qui ne font plus confiance à leurs représentants. On justifie souvent la nécessité de cette révision par l'argument de la baisse du taux de participation qui serait révélatrice de la désaffection des citoyens envers la démocratie de représentation et qui nécessiterait des correctifs majeurs. Pour combler le fossé qui sépare la classe politique des citoyens et revitaliser la démocratie, les changements les plus souvent proposés sont : la réforme du mode de scrutin et l'adoption d'une forme de proportionnelle, l'assouplissement de la discipline de parti, l'adoption de formes de démocratie directe comme le référendum d'initiative populaire.

La démocratie est appelée à évoluer parce qu'elle est perfectible et qu'elle repose sur la volonté du peuple. Mais lorsqu'on touche aux arrangements institutionnels qui résultent de longs processus de maturation politique, il faut être prudent

et évaluer les impacts éventuels qu'ils peuvent avoir sur le fragile équilibre qui s'est maintenu depuis des siècles. Il faut aussi se demander si les changements souhaités sont la réponse adéquate aux problèmes qu'on se propose de résoudre. Il faut enfin examiner les effets pervers possibles de ces changements.

Les effets du mode de scrutin

Y a-t-il un lien de causalité entre le phénomène de l'abstention politique et le mode de scrutin uninominal à un tour ?

Il est vrai que depuis une vingtaine d'années le taux de participation aux élections québécoises est en déclin ce qui est aussi le cas au Canada et dans d'autres démocraties avancées. Il est toutefois douteux que cette abstention massive qui oscille autour de 40 % soit un effet du mode de scrutin puisque le même mode de scrutin a produit une forte participation électorale dans les années soixante-dix et quatre-vingt. La même cause ne peut pas engendrer des effets aussi contrastés. Il faut donc pour expliquer ce phénomène faire appel à d'autres variables. On pourrait à cet égard avancer l'hypothèse selon laquelle la nature des enjeux et des programmes proposés comme offre politique aurait affecté le niveau de la participation électorale. Cette hypothèse trouve une confirmation dans les élections présidentielles françaises et américaines de 2007 et de 2008, car sans changer de mode de scrutin, en France et aux États-Unis, les taux de participation ont connu un sursaut de vitalité parce que les options en présence étaient fortement contrastées. On peut aussi valider cette hypothèse d'une autre façon en examinant le taux de participation dans un pays qui a adopté la représentation proportionnelle depuis longtemps et qui pourtant connaît depuis les années soixante-dix des taux de participation inférieurs à 50 % ce qui est le cas de la Suisse.

On peut difficilement soutenir que c'est le mode de scrutin qui est la cause de la croissance de l'abstention et qu'il suffirait de changer le mode de scrutin pour rehausser l'intérêt des citoyens pour la vie politique. Les offres de politique sur le marché électoral nous semblent une explication plus pertinente. Si les principaux partis en compétition offrent à peu près la même chose, on peut comprendre que les électeurs ne se sentent pas motivés à aller voter pour blanc bonnet ou bonnet blanc.

Les électeurs sont aussi désabusés et ne croient plus que le choix du parti qui gouvernera aura une incidence sur leur vie parce que les médias et l'idéologie néo-libérale leur expliquent quotidiennement que les décisions qui comptent se prennent à l'échelle mondiale et que les États doivent réduire leur voilure et leurs champs d'intervention. Si les États deviennent impuissants à assurer la prospérité et la croissance et sont confinés à des rôles secondaires, pourquoi le citoyen ordinaire devrait-il se mobiliser? La dépolitisation est plus le produit de facteurs idéologiques que de variables institutionnelles.

Un affaiblissement absolu du Québec

Les partisans du scrutin proportionnel soutiennent que l'adoption de ce mode de scrutin inciterait les électeurs à plus aller voter parce qu'ils ne perdraient plus leur vote comme c'est le cas pour ceux qui appuient des partis d'opposition dans le système uninominal à un tour. Il est indéniable que notre système électoral sous-représente les partis d'opposition en terme de sièges et qu'il nuit à la représentation des nouvelles forces politiques en leur imposant un coût d'entrée considérable dans l'arène politique. Il limite le nombre de partis en compétition et agit comme facteur de modération idéologique et de stabilité politique en obligeant les diverses

tendances à mettre de l'eau dans leur vin et à se regrouper pour accéder au pouvoir. Ceci explique aussi que ces partis pour amalgamer des courants d'opinion divergents développent une idéologie fondée sur le compromis et l'ambiguïté.

La principale conséquence d'un changement dans le mode de scrutin serait donc d'accroître le nombre de partis représentés à l'Assemblée nationale puisque chaque parti qui obtient un minimum de votes (souvent 5 %) peut espérer faire élire des députés et négocier son appartenance à un gouvernement de coalition. Qui dit gouvernement de coalition, dit négociation sur le programme commun de gouvernement et sur le partage des prébendes électorales. Les partis coalisés sont en compétition et chacun cherche alors à mettre au programme législatif ses propres objectifs politiques pour satisfaire sa clientèle électorale ce qui peut entraîner une plus faible cohérence des politiques publiques et un plus grand risque d'instabilité gouvernementale. Cette logique pousse aussi à l'accroissement de la part des dépenses publiques dans le PIB et à l'augmentation des déficits parce que les gouvernements doivent donner satisfaction à toutes les composantes de la coalition gouvernementale. (Voir T. Persson et G. Tabellini, *The Economic Effects of Constitutions*, MIT Press, 2003, p. 185)

On pourra rétorquer qu'il y a de nombreux pays qui sont gouvernés par des coalitions et qui fonctionnent bien. Certes, mais ces gouvernements sont aussi plus souvent à la merci de conflits internes et ont une longévité plus courte que dans le cas des gouvernements dirigés par un seul parti. Elihu Katz a montré dans une étude portant sur 70 pays que les gouvernements de coalitions formés dans le cadre des systèmes proportionnels durent deux fois moins longtemps que ceux élus à la pluralité (voir *Democracy and Elections*). Son étude de 571 gouvernements établit que le

mode de scrutin de majorité simple assurait des gouvernements monopartistes dans 90 % des cas alors que les autres modes de scrutin incluant une forme de proportionnalité produisent des gouvernements multipartistes dans 70 % des cas (p. 162). On ne peut faire abstraction de cette réalité et il faut s'interroger sur les effets délétères d'un gouvernement de coalition dans le contexte d'une société comme la nôtre où il y a des conflits constitutionnels.

Il est fort probable que dans le contexte du fédéralisme canadien, un gouvernement de coalition affaiblirait le Québec dans toute négociation de nouvelles ententes fédérales-provinciales ou dans une éventuelle négociation constitutionnelle. Règle générale, dans toutes les fédérations, il y a homogénéité du mode de scrutin des entités fédérées ce qui évite les déséquilibres dans les rapports de force.

Si le Québec passait à la proportionnelle, il y aurait des différences avec les modes de scrutin des autres provinces et du palier fédéral de sorte que les gouvernements élus ne disposeraient pas de la même marge de manœuvre dans les rencontres fédérales-provinciales ou du moins, les gouvernements majoritaires disposeraient d'un avantage stratégique.

Dans toute négociation, celui qui parle d'une seule voix et qui a une position cohérente est avantagé, car sa capacité de résister aux concessions est plus forte. Lorsqu'il y a coalition, les partis doivent diluer leurs exigences pour s'entendre sur une position commune et celle-ci risque d'être fragilisée lorsqu'il y a conflit avec les autres provinces. Un gouvernement de coalition qui doit affronter des gouvernements majoritaires est nécessairement en position de faiblesse, car en cas d'impasse, il peut être désavoué par un des partis de la coalition. Pour minimiser les risques de conflits, il

préférera être passif plutôt qu'offensif dans le processus de négociation. Il ne faut pas perdre de vue que les membres d'une coalition sont des partenaires-adversaires et que la logique de chaque acteur est de faire des gains aux dépens de l'autre sur le marché des électeurs. Paradoxalement, plus il y a corrélation entre le nombre de votes et le nombre de sièges, plus cette logique de concurrence est exacerbée entre les partis qui sont rapprochés sur le plan idéologique et qui participent à un gouvernement de coalition.

Le scrutin proportionnel n'est pas une panacée parce que les inconvénients qu'il engendre ne sont pas compensés par une plus grande démocratisation de la vie politique. En plus de l'instabilité politique, ce mode de scrutin ne confère pas plus d'influence aux militants et aux citoyens dans l'élaboration des politiques publiques et dans le choix des candidats. Il a plutôt pour effet de concentrer le pouvoir au sommet des directions partisans et de favoriser l'emprise des experts et des stratèges. De ce point de vue, son adoption ne changerait pas grand-chose à la situation actuelle et ne donnerait pas plus de pouvoir aux militants de la base.

Si une réforme du mode de scrutin était essentielle à la vie démocratique, ne devrait-elle pas s'imposer surtout au niveau de l'État fédéral où se prennent les décisions les plus significatives? Or, il ne semble pas y avoir un fort engouement des grands partis canadiens à cet égard, car ils ne sont pas candides et savent qu'une telle réforme affaiblirait la capacité décisionnelle de l'État central et pourrait menacer l'unité nationale en pérennisant les clivages régionaux.

Cette analyse n'implique pas qu'il faille conserver absolument le mode de scrutin actuel, mais cela suppose que, dans ce débat, il faille tenir compte de l'architecture globale du système politique québécois et qu'on fasse primer les inté-

rêts de la nation sur les intérêts des partis. Si l'objectif est d'améliorer la représentativité de l'Assemblée nationale tout en préservant les avantages de stabilité et de cohérence que procure le mode de scrutin de majorité simple, on pourrait envisager l'adoption du vote unique transférable aussi appelé vote préférentiel qui assure une proportionnalité élevée entre les votes et les sièges obtenus par les grands et les petits partis tout en favorisant la stabilité et l'efficacité gouvernementale. Dans ce système, chaque électeur peut panacher ses préférences en votant pour les candidats de plusieurs partis. Il peut même y avoir concurrence entre les candidats du même parti. Le candidat qui est élu est celui qui recueille le plus de premiers, de deuxième ou de troisième choix. L'Australie et l'Irlande ont adopté ce système électoral. Il n'est pas à l'abri des critiques, car il impose une forte discipline de parti en chambre. Comme il pousse à la concurrence entre les partis et entre les candidats du même parti, il oblige les députés à consacrer beaucoup de temps à leurs électeurs ce qui les éloigne des grands enjeux nationaux.

On pourrait aussi modifier le système politique en introduisant une deuxième chambre représentant les régions et dont les représentants seraient élus au scrutin proportionnel. Une telle chambre aurait deux avantages : d'abord elle pourrait relativiser le sentiment d'aliénation que ressentent les régions vis-à-vis les grands centres urbains comme Montréal et Québec et ensuite elle amoindrirait le poids du vote bloqué que pratique la communauté anglophone en donnant une certaine représentation aux francophones qui habitent en particulier l'ouest de Montréal.

Plus de démocratie directe

On a aussi avancé l'idée que pour remotiver les citoyens, il fallait introduire des éléments de démocratie directe comme

des référendums d'initiative populaire. Cette idée peut sembler séduisante à première vue, mais quel a été son impact dans les pays qui la pratiquent depuis des générations ? La Suisse est probablement le pays qui a la plus longue expérience de la démocratie directe puisque cette pratique fut introduite en 1848. Au XX^e siècle, dans les référendums fédéraux, le taux de participation oscille autour de 40 %. En Californie où ce type de référendum d'initiatives populaires existe, le taux de participation depuis la fin des années quatre-vingt-dix tourne autour de 30 %. On ne peut donc pas parler d'engouement des citoyens lorsqu'ils peuvent eux-mêmes décider des politiques publiques. Paradoxalement, les spécialistes expliquent ce désintérêt par le trop grand nombre de consultations populaires, comme si les citoyens préféreraient en fin de compte s'en remettre à leurs représentants pour faire le travail politique.

Cette logique voulant mettre les citoyens au cœur du processus législatif peut produire des effets pervers, car elle ne prend pas en compte le processus de formation de l'opinion publique. En effet, les citoyens à qui l'on confierait le pouvoir de prendre des décisions à la place des représentants élus ne sont pas nécessairement plus libres ou éclairés que leurs élus à qui on reproche d'être *encarcanés* dans la partisanerie politique.

Dans ce débat, on oublie trop souvent que les médias jouent un rôle actif dans la construction de l'opinion publique et qu'ils orientent bien souvent les choix des citoyens en fournissant les critères de jugements qui seront employés pour évaluer les politiques et les politiciens. On peut même à ce propos s'interroger sur leur responsabilité dans le cynisme ambiant envers la classe politique dans la mesure où leur couverture de la vie politique est centrée sur la négativité. On sait aussi que les électorats sont instables et qu'ils réagis-

sent de plus en plus aux facteurs à court terme ce qui amplifie l'influence des fabricants d'opinions. Dans ce contexte, on peut facilement imaginer que des groupes d'intérêts qui sont bien dotés financièrement pourraient organiser des campagnes d'opinion pour faire adopter par référendum des mesures qui leur seraient favorables. Ces référendums d'initiative populaire ne menaceraient-ils pas certaines valeurs fondamentales ou encore les droits des minorités ? Autrement dit, le système de représentation n'a pas que des torts, il a aussi des avantages, dont celui de résister aux idéologies populistes qui donnent à la passion un pouvoir démesuré et imprévisible.

Briser la ligne de parti

Briser la discipline de parti et permettre le vote libre serait une autre façon de faire de la politique. Notre système a l'inconvénient de combiner deux types de représentation. Le candidat est élu sous une étiquette partisane et doit défendre le programme législatif de son parti. Mais il représente en même temps une circonscription électorale qui a des intérêts particuliers. Il est donc soumis à un conflit de loyauté qui, en raison de notre système parlementaire fondé sur la responsabilité ministérielle, est résolu à l'avantage des partis. Le seul pouvoir qui reste aux électeurs après l'élection de leur député est d'attendre la prochaine élection pour juger de son bilan et lui renouveler ou lui retirer sa confiance. Le député quant à lui abandonne sa liberté d'expression et se soumet à la discipline de parti pour maximiser l'efficacité de l'action partisane en chambre. Il devient une machine à voter soit pour faire adopter des projets de loi, soit pour combattre les politiques gouvernementales. Un des travers de cette logique est évidemment de concentrer le pouvoir aux mains du chef et de la direction du parti et de museler le représentant du peuple.

Il serait possible d'introduire plus de souplesse sans bouleverser le fonctionnement du régime parlementaire en autorisant le vote libre des députés sur tous les projets de loi à l'exception de ceux qui entraînent un vote de confiance : soit le vote sur le discours inaugural, sur le budget et sur les motions de censure. Mais cette réforme ne règle pas la question de la liberté de parole du député au sein de son propre parti. La politique ne se passe pas uniquement dans l'enceinte parlementaire, mais aussi sur la place publique. Le député pourra-t-il s'exprimer librement dans le débat public et prendre position contre son parti sur des enjeux fondamentaux ? Celui qui le fera ne sera-t-il pas accusé de semer la division et d'affaiblir le parti ? Comment les citoyens pourront-ils influencer les prises de position de leur député ? Devra-t-on aller jusqu'au mandat impératif ? Là encore, les implications du vote libre sont complexes et sa portée sera probablement restreinte aux partis d'opposition, car les députés du parti au pouvoir ont intérêt à ne pas exprimer leur dissidence pour maintenir la cohésion gouvernementale et surtout pour accéder à un poste de ministre qui suppose une loyauté à toute épreuve.

Une réforme des partis politiques

La crise de la représentation résulte du décalage entre la diversification des courants d'opinion dans la société et la rigidité du système parlementaire fondé sur des partis oligarchiques. Les partis dans leurs structures traditionnelles ne peuvent plus faire cohabiter la diversité des tendances idéologiques. Comme il est fondamental pour le citoyen d'agir conformément à sa pensée, il est réduit à choisir entre les deux options suivantes : soit s'exclure de l'action politique puisqu'il ne trouve pas sa place dans les partis existants, soit fonder un parti avec ceux qui pensent comme lui pour participer au débat public et tenter d'accéder à la représentation nationale.

On pourrait toutefois imaginer des structures partisans plus souples qui permettraient de coaliser différents courants d'opinion non antagoniques qui partagent une ambition commune sans nécessairement s'entendre sur tout. Pour éviter la fragmentation des partis politiques, il faut revoir leur fonctionnement et passer de l'ère des partis monolithiques à l'ère des partis parapluie. On pourrait imaginer un parti qui à partir de valeurs communes coaliserait plusieurs groupes qui proposent des façons différentes de les réaliser. Tolérance, autonomie organisationnelle et respect de la diversité de pensée seraient les principes structurants de ces nouveaux partis. À partir d'un tronc commun, un parti pourrait se donner une organisation qui reconnaisse l'existence de tendances différentes, mais compatibles idéologiquement. Ces tendances pourraient s'exprimer librement sur la place publique et obtenir la possibilité de se présenter aux élections sous la bannière du parti. Le nombre de circonscriptions qui leur serait alloué dépendrait du nombre de membres qui s'identifient à cette tendance dans le parti. Ce système dynamiserait la vie des partis puisqu'entre les élections chaque groupe devrait faire campagne pour rallier le plus grand nombre de militants. Cette compétition intrapartisane multiplierait les événements politiques et la visibilité du parti dans l'espace public. Cette forme de parti réconcilierait la liberté d'expression, la cohésion et l'efficacité politique. □

Gilbert Paquette*

CHANGER LA CONJONCTURE! CHANGER DE CAP!

La conjoncture n'est pas très bonne actuellement, mais une conjoncture, cela se change! Et peut-être est-elle en train de changer! Laissons parler Hélène Pedneault qui écrivait dans le numéro de mai 2003 de *L'Action nationale*:

Il n'y a pas de conjoncture favorable ou défavorable. Il n'y a que la force et la clarté du désir, qu'il s'agisse d'un individu ou d'un peuple. [...] Une conjoncture n'existe pas en soi, c'est une vue de l'esprit. Ce n'est pas un complot organisé, ni un groupe de pression puissant, ni une fatalité. Une conjoncture, ce n'est rien d'autre qu'un ensemble de facteurs qu'on peut analyser à son gré selon son désir profond, des pièces de Lego qu'on bouge sans arrêt, des faits qu'on nourrit ou qu'on décide d'ignorer pour qu'advienne le rêve caressé. [...] À partir de maintenant, il faudra faire de la place pour le désir de pays. Personne ne peut résister à une telle énergie cumulée. Les plus incertains se laisseront porter par la vague, les adversaires n'auront d'autre choix que de nous laisser passer (p. 196).

Belle attitude qu'on aimerait sentir chez tous les porte-paroles indépendantistes. Souvent, on ne voit plus la vision, le désir de changement profond d'être maître chez nous, ce désir profond, déterminé, irrésistible d'émancipation nationale.

* Président des Intellectuels pour la souveraineté

Encore une fois, la famille souverainiste se questionne, s'interpelle, craint la défaite et, plus grave, se prépare à accepter la mise au rencart temporaire de l'Option. Les sondages ne sont pas bons, les médias bloquent le message, la conjoncture est pourrie. Il faut donc «protéger» la souveraineté. On en reparlera après la prochaine élection qu'il faut d'abord gagner sur un programme de gouvernance dans le cadre provincial qui nous a été imposé. Un gouvernement souverainiste sera mieux placé que maintenant pour faire la promotion de l'indépendance affirme le nouveau président du Parti québécois. D'ici là, faisons une campagne publicitaire sur le programme du Parti, en oubliant l'article 1.

Un peu d'histoire

Vieilles craintes, vieux débats qui nous ramène au temps où de larges sections du Parti québécois et du mouvement souverainiste ont changé de cap, optant pour introduire l'étapisme, pensant ainsi mieux favoriser l'accession du Québec à sa souveraineté.

Cela n'a pas toujours été comme cela. En 1972, les ténors du Parti québécois, René Lévesque, Jacques Parizeau et Jacques-Yvan Morin en tête, publiaient un manifeste affirmant clairement qu'un vote pour le PQ était un vote pour la souveraineté. Une fois au pouvoir s'engagerait immédiatement le processus d'accession à l'indépendance. Grâce à ce programme plus clair et déterminé que tous ceux qui suivront par la suite, un parti fondé en 1968 obtenait 23,1% d'appui à l'élection de 1970, et en 1973, il passait au statut d'opposition officielle à Québec, avec 30,2% des suffrages, ce qui conduira à son élection comme gouvernement du Québec en 1976.

On peut certainement parler d'une émergence extrêmement rapide à l'échelle de l'histoire des peuples, favorisée par une

convergence des forces citoyennes à l'œuvre dans la société à la fin de la Révolution tranquille. Soutenu par une mobilisation militante sans précédent, le Parti comptait alors plus de 200 000 membres. À ce moment, le PQ était encore un mouvement d'émancipation nationale. En même temps, il était un parti politique solidement organisé, prêt à gouverner comme rarement un parti politique au Québec l'avait été.

Cependant, entre 1973 et 1976 se produisit un virage stratégique, un changement de cap, auquel plusieurs attribueront la victoire de 1976, mais qui, de fait, initiera des années d'impuissance du PQ à faire avancer la souveraineté, allant de compromis en compromis, paralysant ainsi l'ensemble du mouvement indépendantiste qui, s'étant identifié à la démarche du PQ, croyait pourtant l'objectif à portée de main.

Suite à un détournement de programme, un référendum «si nécessaire» devenait obligatoire, une étape obligée avant d'entreprendre toute démarche vers la souveraineté, plutôt qu'un référendum démocratique de ratification qui interviendrait une fois la démarche solidement engagée. L'objectif de ce changement de cap était évidemment, comme maintenant, comme à toutes les élections depuis, de dissocier un vote pour le Parti d'un vote pour le pays. Comme l'a souligné lui-même Claude Morin par la suite, «L'analyse méticuleuse des sondages du Parti indiquait clairement qu'une campagne sur le thème du vrai gouvernement avait toutes les chances de séduire les Québécois.» Cette démarche serait plus démocratique. Le Parti québécois arriverait plus vite au pouvoir pour faire les réformes de son programme. Au gouvernement, il disposerait de moyens considérables pour promouvoir son option jusqu'au référendum. Ces arguments sont maintenant bien connus puisqu'ils prendront par la suite le statut de dogme au sein du mouvement souverainiste et dans la société en général.

Certains rétorquaient pourtant qu'une fois élus sans un appui de la population à la souveraineté, les moyens du gouvernement seraient mobilisés par ses responsabilités provinciales plutôt que par la promotion de son option. Le débat électoral lui-même serait détourné de la souveraineté au profit d'une compétition entre partis en lutte pour constituer le gouvernement provincial. Le Parti ne devrait-il pas plutôt mettre son option de l'avant à chaque élection pour construire une majorité souverainiste, quitte à arriver au pouvoir plus tard, mais avec la force nécessaire pour se rendre à l'objectif. On voit que les «pressés» ne sont pas toujours ceux que l'on pense.

Or, comme on sait, le résultat du référendum fut exactement le même qu'à l'élection, 40 %. Malgré l'exceptionnelle qualité des réalisations du premier mandat du gouvernement Lévesque, l'exercice du pouvoir n'avait pas fait augmenter l'appui à la souveraineté d'un iota. Par la suite, on s'engagea même en 1981 à ne pas tenir de référendum au cours du second mandat. Après quatre ans de gestion d'une crise économique avec les moyens réduits que laisse le Canada aux provinces, ce fut l'épisode du «beau risque» où on s'engageait à renouveler le fédéralisme, puis le retour à l'opposition. On atteignait le fond du baril, comme ce fut le cas à quelques reprises par la suite.

Une conjoncture en évolution

La conjoncture actuelle est évidemment très différente de celle de la fin des années 1970. Nous ne sortons pas d'une révolution tranquille où l'indépendance apparaissait comme la conclusion logique de la construction de notre État national. Nous sortons de trente années de néo-libéralisme et de dénationalisation tranquille qui ont laissé l'État du Québec démuné et assiégé de toutes parts : de l'intérieur par la vente d'actifs publics au privé, les odeurs de corruption et l'absence

de projets mobilisateurs dans lesquels les jeunes pourraient se reconnaître; de l'extérieur par l'emprise de plus en plus forte sur le Québec d'un gouvernement canadien aux antipodes des valeurs québécoises et un contexte international créant toujours moins de démocratie et toujours plus d'inégalités sociales et de déséquilibres écologiques.

Cela est inquiétant. Devant cette situation, trop de citoyens se sentent impuissants, défaitistes ou cyniques, convaincus qu'ils n'ont pas d'impact sur leur société. Ils réclament du même souffle des changements pour sortir du cul-de-sac qu'ils ressentent, jusqu'à donner leur vote au premier venu qui semble apporter du nouveau et qui les libérera des appareils et des gens en place.

Par contre, certains, une minorité encore – mais les minorités changent le monde – s'engagent dans des luttes citoyennes. Les jeunes surtout, se politisent: lutte pour la démocratie politique et économique (Occupons Montréal), lutte pour le Québec français, lutte pour la justice sociale, lutte pour le contrôle de nos richesses naturelles (gaz de schiste), lutte pour le développement durable, lutte pour une autre mondialisation.

Là réside l'espoir, car chacune de ces mobilisations contribue au développement d'une attitude de prise en charge de nos affaires. Cette lutte au défaitisme et au cynisme prépare l'indépendance. L'initiative et la mobilisation citoyenne sont valorisées. Les mobilisations dépassent les clivages partisans et font appel aux valeurs profondes de notre peuple et à son désir de justice, de responsabilité et de liberté, à notre solidarité nationale et au contrôle de notre État national. De nouveaux dialogues et de nouvelles solidarités deviennent possibles.

Chacune de ces mobilisations prépare l'indépendance... mais chacune nécessite aussi l'indépendance pour être

menée à terme. Pas de véritable démocratie sans indépendance, car nous vivons dans une constitution imposée unilatéralement, sans l'accord du peuple et de ses représentants élus. Pas de Québec français sans indépendance, car il faut établir la langue française comme vecteur d'intégration dans la nation. Pas de justice sociale sans indépendance, car il faut orienter les politiques publiques en fonctions de nos valeurs de solidarité et coordonner l'action de l'État. Pas de développement économique durable sans indépendance, car il faut faire converger les politiques énergétiques, d'environnement, d'aménagement, de transport dont une grande partie nous échappe. Pas de participation directe au monde qui se construit, en fonction de nos valeurs, de nos désirs, de nos espoirs, sans indépendance, car seuls les États indépendants ont accès aux tables internationales.

Changer de cap

Pour changer la conjoncture, il faut changer de cap. Le Parti québécois a attendu ou cherché honnêtement à créer les conditions gagnantes pour l'indépendance pendant la majeure partie de ses quarante ans d'existence. Mais sa pratique politique a plutôt pris la forme d'orientations récurrentes perdantes qui semblent difficiles à extirper de la culture du Parti et du mouvement indépendantiste en général : référendum obligatoire pour amorcer la démarche d'accession ; lors des élections, dissociation du vote pour le Parti d'un vote pour le pays ; élections où la souveraineté n'est pas défendue et où seuls les adversaires en parlent ; appui soi-disant « stratégique » au fédéralisme renouvelé et au rapatriement de certains pouvoirs ; dissociation de la démarche de l'indépendance des défis sociétaux.

Les divergences au sein du mouvement souverainiste ne sont pas nouvelles. La croyance populaire entretenue par les médias (et que certains souverainistes ont intégrée dans leur discours)

veut que «le Parti dévore ses chefs». En réalité, il y a des contestations de direction chaque fois que le Parti québécois semble mettre en veilleuse son option fondamentale. Ses membres sont alors placés devant un choix déchirant: appuyer la direction pour ne pas nuire aux chances de prendre le pouvoir, ou sortir du parti comme viennent de le faire des députés et des militants. Ce n'est pas la première fois que cela arrive et ce ne sera pas la dernière s'il n'y a pas un véritable changement de cap, un rejet des positions qui n'ont pas fonctionné depuis 30 ans et leur remplacement par une approche claire et transparente vers une nouvelle solidarité nationale, une démarche déterminée et résolue vers l'objectif de l'indépendance.

Les crises successives comme celle que nous vivons actuellement ont fait en sorte qu'il y a maintenant plus de souverainistes/indépendantistes à l'extérieur du Parti québécois et de Québec solidaire qu'à l'intérieur. C'est ce que montrent de façon persistante les sondages d'opinion depuis plusieurs années, quelles que soient d'ailleurs les personnes qui dirigent ces partis. Il est d'ailleurs incompréhensible que même sur un strict plan électoraliste, on ne fasse pas la promotion de l'indépendance qui constitue la pierre d'assise et la raison d'être d'un parti indépendantiste. On ferait ainsi le plein des électeurs souverainistes, ce qui doublerait l'appui électoral actuel tout en nous rapprochant d'un moment majoritaire! Mais plus important encore, réconcilier la pratique politique et l'objectif de l'indépendance donnerait de la crédibilité et de la force aux partis et aux mouvements indépendantistes, en élevant le débat au-dessus des luttes partisans et parlementaires dont les citoyens ne veulent plus; et surtout en sortant de ce manège où on a l'impression débilante de tourner en rond, de faire du surplace.

Un premier élément serait d'accepter que le mouvement indépendantiste est désormais multiforme. Il faut s'adapter

à la situation. Faire de la politique autrement. Le jeu électoral partisan veut que, pour se faire élire, pour gagner la confiance des citoyens, une ligne de parti soit nécessaire. Soit, mais une ligne de parti respecte mal la diversité d'opinion qui existe dans un vaste mouvement national. L'indépendance du Québec ne peut se faire que par des citoyens ayant une variété de valeurs, de points de vue et d'orientations. Il faut accepter cette diversité sans laquelle l'indépendance n'est pas possible. Pour réussir, le projet d'un pays doit être porté par une variété de mouvements qui auraient du mal à cohabiter au sein d'un même parti politique. Penser que cela peut encore se faire au sein d'un seul parti arc-en-ciel comme on l'a cru à l'origine du Parti québécois est une dangereuse illusion! Coalisons plutôt les composantes du vaste mouvement souverainiste dans une optique non partisane, citoyenne. Sur le plan électoral, il faut une nécessaire alliance des candidats et des partis qui veulent résoudre notre question nationale, un pacte de solidarité nationale, pas sur tout, mais sur la question essentielle. Cela veut dire collaborer la question nationale, quel que soit les positions sur des questions spécifiques. Ainsi, chaque groupe pourra convaincre ses partisans, sa part de pays.

En second lieu, le contenu du débat public devrait embrasser tout l'espace national pour concrétiser la logique indépendantiste qui vise l'agir collectif par l'État-nation. Actuellement, tant que l'indépendance n'est pas faite, les partis politiques indépendantistes opèrent dans le cadre d'une constitution canadienne illégitime. Les députés et les ministres doivent s'occuper constamment de questions locales, certes importantes pour les citoyens à court terme, comme la réfection des ponts, les projets d'amphithéâtre ou les sinistres qui frappent les populations, des questions qui masquent la subordination du Québec. Même pour ces questions, le Québec doit quêter une partie des budgets qu'il a pourtant

payés. Le débat politique ne dépasse pas le cadre du régime que nous voulons remplacer. Chaque jour ou presque, le Gouvernement du Canada utilise nos impôts et son pouvoir de faire des lois ou de mener des relations internationales à l'encontre des besoins et des valeurs québécoises. Il faut non seulement contester les mesures spécifiques, mais surtout mettre en évidence que nous ne reconnaissons pas ce droit illégitime d'intervenir dans nos affaires. Il faut traiter toutes les questions comme si étions indépendants, identifier les blocages du régime et mettre en évidence tout ce qu'on pourrait faire de plus hors du régime actuel.

Congédier le référendum inaugural

Mais le plus important consiste à mettre au rencart le référendum inaugural avant lequel rien ne peut être accompli vers notre émancipation nationale. Ce choix qu'a fait le parti québécois depuis 1976 a eu pour effet d'orienter la majeure partie des énergies des politiciens indépendantistes à arriver ou à demeurer au gouvernement de la province, en compétition avec d'autres équipes provinciales, cette activité étant présentée aux militants comme moyen incontournable pour se placer en position de déclencher un référendum... un jour.

Cette approche électoraliste dite du «bon gouvernement» place le terrain de discussion sur un autre plan que celui du changement de statut politique et de l'avenir national du Québec. Lors d'une élection classique, le terrain est celui de questions importantes certes, mais accessoires par rapport à la souveraineté: qui fera le meilleur premier ministre? Quels sont les engagements électoraux les plus intéressants? Qui pourra le mieux défendre les intérêts du Québec dans le cadre du régime fédéral? Les périodes électorales sont les moments où la discussion politique est la plus intense, ceux où les citoyens sont à l'écoute, où ils participent le plus à l'échange des idées. Une option qui n'occupe

pas l'espace public à ce moment-là est vouée à la disparition, surtout si on laisse les adversaires en parler négativement, sans réplique. Pendant que les souverainistes expliquent tant bien que mal qu'ils ne sont pas en campagne référendaire, que l'on doit faire «une chose à la fois» et attendre le référendum, rien n'empêche les adversaires de dire tout le mal qu'ils pensent de la souveraineté et d'accuser les souverainistes de cacher une option qui ne serait pas défendable.

Une fois au gouvernement, le Parti québécois dispose théoriquement de moyens d'action inaccessibles à un parti d'opposition, mais il ne s'en sert pas. Puisqu'il n'a pas demandé de mandat à la population, il craint de se faire accuser d'utiliser les fonds publics à des fins partisans, accreditant ainsi l'idée fausse que l'indépendance soit une question partisane. Pendant ce temps, la gouverne provinciale, avec des moyens de plus en plus réduits, occupe la majeure partie du temps et la promotion de la souveraineté est reportée aux calendes grecques. Lorsque des crises économiques et budgétaires éclatent, comme en 1982-1983 sous René Lévesque ou en 1996-1998 sous Lucien Bouchard, le gouvernement, n'ayant plus de marge de manœuvre, doit sabrer des services importants pour la population dans la santé, l'éducation et l'aide sociale. L'insatisfaction des citoyens à l'égard d'un gouvernement souverainiste finit par déteindre sur la confiance accordée au projet d'indépendance qu'il propose. Le gagnant est alors le maintien du régime canadien.

Il y a quelque chose de fondamentalement faux à proposer un «bon gouvernement» dans le régime fédéral. Pour un indépendantiste, il y a une seule façon pour le Québec de se donner un bon gouvernement, c'est de se donner un vrai gouvernement, un gouvernement complet.

Congédier le référendum inaugural, c'est faire en sorte qu'à chaque élection, celle-ci se gagne ou se perd suite à un débat

sur le contenu de la souveraineté, jusqu'à ce qu'un vote pour les candidats indépendantistes leur permette d'enclencher la démarche d'accession à l'indépendance. Cela n'exclut pas l'usage du référendum par la suite, à initiative gouvernementale ou populaire, à un moment donné du processus, par exemple pour adopter une constitution d'un Québec souverain. Mais cela sécurise le cheminement du Québec. Perdre un référendum c'est effectivement très grave. Perdre une élection, cela veut tout simplement dire que le peuple n'est pas prêt à entreprendre le début du voyage. Alors, pour paraphraser Jacques Parizeau, «on se crache dans les mains et on recommence!»

La prochaine élection doit servir à inverser le fardeau de preuve par un rejet explicite de la loi constitutionnelle de 1982 qui fut imposée au Québec par un coup de force. Les indépendantistes doivent inviter la population à rejeter cette constitution canadienne que le peuple du Québec n'a jamais approuvée. Il doit du même souffle proposer une solution capable de briser le cul-de-sac actuel. Le peuple du Québec a évolué depuis 1995. Il ne fait peut-être pas de la question nationale sa priorité actuellement, mais il peut être à nouveau sensible au fait que nos problèmes écologiques, économiques, démographiques et linguistiques ne pourront être résolus sans sortir de notre dépendance actuelle à l'égard de l'État canadien. Beaucoup sont réticents à un autre référendum parce qu'aucune solution crédible ne semble se dégager, mais la plupart seront d'accord si une démarche démocratique menant obligatoirement à un résultat leur est proposée.

Remplaçons le référendum inaugural par l'élection-déclenchement. Le référendum consultatif à initiative gouvernementale n'est qu'un des moyens d'expression démocratique de la volonté d'une population. Quand on examine la voie empruntée par de nombreux États maintenant indépen-

dants, le plus souvent, un vote majoritaire d'un Parlement élu par la population met en branle le processus d'accession à la souveraineté. Par la suite on assiste souvent, mais pas toujours, à un référendum de ratification qui doit être majoritaire à 50 % plus une des voix exprimées.

L'élection-déclenchement fera en sorte que les candidats indépendantistes, possiblement de plusieurs partis proposeront une solution, un pacte de solidarité nationale visant la prise en charge de nos affaires. Cette élection permettra une critique du régime canadien dans lequel nous n'avons d'autre avenir que la minorisation et l'assimilation en douce. Elle situera l'élection au niveau national plutôt qu'à celui de la gouverne provinciale, à celui de la prise en charge de nos affaires sur tous les plans.

Il faut réhabiliter le sens démocratique d'une élection. Il est déjà acquis qu'une solide majorité des citoyens se définissent comme Québécois d'abord ou exclusivement et qu'ils souhaitent des changements substantiels au régime politique. Le débat électoral mené par les partis et les candidats du pacte de solidarité nationale se fondera sur ce consensus. En ce sens, l'élection-déclenchement n'est pas une élection référendaire puisque la décision finale sera prise à la suite d'un débat large avec la population, une démarche de démocratie participative. Mais il s'agit d'un geste déterminant, d'abord quant au refus de la loi constitutionnelle de 1982 imposée unilatéralement au Québec par l'État canadien, et aussi d'un geste déterminant puisqu'il déclenche une démarche dont l'aboutissement est garanti par le fait qu'une majorité d'élus y auront adhéré au préalable.

Imaginez que d'ici et pendant la prochaine élection, ou peut-être dans le cadre d'États généraux indépendantistes, on remette l'indépendance au cœur du débat politique comme un objectif de liberté, de responsabilité et de dignité, et aussi

comme un moyen de mener à terme nos projets, de nous donner une démocratie plus pleine, d'assurer un Québec français, de contrôler nos richesses naturelles, notre environnement et notre développement économique, d'avancer vers un Québec sans pauvreté, de participer pleinement à la vie internationale sur toutes ces questions. Supposons que pour une fois, les citoyens sentent qu'il y a une lumière au bout du tunnel, un avenir, qu'il y a des candidats et des partis à l'élection qui se sont engagés à nous en donner les moyens en rapatriant nos budgets, nos compétences et nos traités internationaux. Supposons enfin que ces candidats, s'engagent, s'ils sont élus majoritairement, à mettre en œuvre une démarche de démocratie participative, avec comme objectif de remplacer la constitution canadienne qui nous a été imposée, par une constitution d'un Québec indépendant.

Réaliser cela est possible maintenant. Il suffit de le vouloir. Dans un tel contexte, la conjoncture pourrait changer, car la perspective d'un débat démocratique et d'une solution que nous construisons ensemble remobiliserait les meilleures énergies, referait l'unité, éliminerait le cynisme et le défaitisme qui minent la solidarité nationale.

Donnons-nous cette chance de changer pour le vrai, de nous donner un avenir comme nation! □

Anne Legaré*

RETROUVER LE CHEMIN DE LA SOUVERAINETÉ

Le désarroi est grand, le pessimisme est lourd à porter. Tous ressentent que quelque chose s'est abîmé au cours des derniers mois. Le rêve? Mais lequel? Tous, ou presque tous, diront que c'est le rêve d'un pays dont l'objet semble de plus en plus leur échapper. Chacun s'était laissé enfermer dans une logique étatiste au lieu de cultiver son appartenance à une société libre, seul ferment de démocratie et d'avenir. Le moment demande de revenir sur soi, de redevenir le sujet éclairé de nos actes. Le moment demande de s'interroger sur les représentations plus ou moins conscientes que nous avons de l'objectif poursuivi et des moyens privilégiés pour y parvenir. Le moment est celui d'une conscience réflexive critique de soi-même, celui d'un *mouvement qui s'est perdu de vue*.

Afin de comprendre le présent, ce moment de désarroi et de défaite non assumée, il importe de démêler le sens des mots qui ont régi notre action. Objectif et moyens demandent à être revisités à la lumière de toutes les significations implicites qui les sous-tendent, de celles qui font encore sens et de celles dont on veut se débarrasser, tout en sachant pourquoi. Je tenterai de tirer au clair ces représentations parce que, dans leur confusion, elles sont une cause importante de notre présent désarroi.

* Ancienne présidente du Comité des Relations internationales du PQ, ancienne déléguée du Québec en Nouvelle-Angleterre et représentante du Québec à Washington. Professeur associée à l'UQAM.

Les diverses représentations de l'objectif

Le militantisme en faveur de la souveraineté se greffe à deux grands objectifs, gagner l'élection d'abord puis, dans un moment futur, faire du Québec un État. Dans l'imaginaire souverainiste, ces objectifs sont en principe distincts. La souveraineté représente un enjeu susceptible d'être dénoué à long terme, croyant y arriver par le moyen de l'élection à court terme et par la prise du pouvoir au niveau du gouvernement provincial. Pour certains, dans les faits, ces objectifs finissent par être étroitement liés, l'un se fondant dans l'autre (la souveraineté dans l'élection) et même se *confondant* avec l'autre, l'élection devenant au fil du temps une fin en soi.

De plus, la souveraineté divise les militants entre ceux qui, d'un côté, prennent la souveraineté comme une fin en soi, inscrite dans le mythe du «grand soir» et de la rupture absolue. D'un autre côté, il y a ceux pour qui l'objectif de souveraineté représente d'abord un moyen privilégié de développement du Québec et une forme d'expression ultime de la démocratie. Enfin, on sait qu'il y a aussi ceux pour qui la souveraineté est inscrite dans un projet d'indépendance au sens fort et d'autres pour qui elle est associée à un lien d'interdépendance avec le Canada. Entre ces extrêmes, une modulation plus ou moins nette de positions se décline.

Deux conceptions opposées

Une première tendance incarne la conception de la souveraineté comme moment ultime ou *fondateur*, qui dissocie élections et souveraineté, considérant que, si dans certains cas l'un et l'autre se succèdent et sont relativement interdépendants, en tout temps la souveraineté doit être poursuivie pour elle-même et en elle-même, soit en accord avec le parti, soit sans lui. Pour les partisans de cette démarche, l'élection n'est qu'un *levier parmi d'autres* (éducation, for-

mation, diffusion, mobilisation, analyse, débats, opinion, etc., étant autant de moyens qui peuvent être mis en œuvre sans dépendre du parti). Pour ce groupe, l'élection reste entièrement *subordonnée à l'objectif ultime* et ne peut pas s'y substituer.

Une deuxième tendance incarne, elle, un objectif électoral, conduisant à l'électoratisme, c'est-à-dire à une idéologie étatisante qui prend le moyen pour la fin. Pour ce groupe, l'élection est un *moyen stratégique privilégié* pour atteindre la souveraineté et, à ce titre, elle détient un statut qui donne à ses défenseurs une autorité particulière. Même si tous reconnaissent que le parlementarisme est la voie légitime et nécessaire pour atteindre la souveraineté, les tenants de l'électoratisme n'en reconnaissant pas d'autre, ils réduisent toute action militante (réflexion, formation, prise de parole, débat, opinion, divergence) aux exigences électorales et négligent les autres terrains. Cette conception est la plus répandue.

Pour ceux-là, l'électoratisme, c'est-à-dire la prise du pouvoir par le Parti québécois, est une fin en soi. Sans en être clairement conscients, de nombreux partisans de la cause souverainiste, membres ou non du parti, considèrent que les élections successives du Parti québécois à la tête du gouvernement du Québec représentent des étapes *transitoires* qui devraient conduire, par un effet d'approfondissement cumulatif des victoires, à un objectif de souveraineté *plus ou moins clair*. On trouve ainsi dans ce groupe des militants pour qui la souveraineté est étroitement confondue avec la stratégie électoraliste et *politicienne*.

Pour ces personnes, la définition de la souveraineté est plus ou moins nette; on trouve donc dans ce groupe des militants pour qui l'élection du Parti québécois finit par

représenter une *fin en-soi*, justifiée par l'idée que le recours à des combats dans le cadre des relations fédérales-provinciales pourra procurer au Québec des gains politiques et une meilleure position au sein du fédéralisme canadien. «C'est mieux que rien!» Aux yeux des militants de ce groupe, les finalités poursuivies ne sont pas sans valeur puisque, l'une d'elles, par exemple, peut consister à militer pour qu'enfin une femme accède au statut de premier ministre du Québec... Le Parti québécois est donc conçu ici comme une alternative nécessaire au Parti libéral (comme l'Union nationale autrefois), ce pourquoi il est aussi perçu comme l'instrument privilégié pour défendre les intérêts du Québec dans une optique réformiste, *indépendamment de l'objectif de souveraineté*, même si ce dernier est constamment *réitéré* comme toile de fond.

Pour d'autres, au contraire, le Parti québécois, malgré les règles du jeu électoral, dépend du *mouvement social et de ses forces vives* pour qui c'est l'objectif qui définit les moyens.

Des amalgames inévitables

Sur un plan très concret, la complexité de l'action militante a parfois pour effet le *croisement* de l'un ou de l'autre courant pour lequel se superposent souvent les fins d'un groupe aux fins de l'autre. Un militant œuvrant dans un comté peut en même temps participer à une association souverainiste non partisane, mais son engagement dans ce dernier groupe sera en principe *soumis* aux impératifs du parti. En temps normal, c'est la loyauté au parti qui prévaut.

Il n'est pas facile pour le militantisme partisan de dégager le sens des actions entreprises et de rechercher la cohérence nécessaire. Les sollicitations sont multiples, les urgences se succèdent qui emmêlent les paliers entre fins et moyens:

agir avec discrimination peut apparaître contraire aux intérêts collectifs du moment. Les crises, comme celle que traverse en ce moment le mouvement souverainiste, ont cet avantage de fournir l'occasion de démêler les représentations plus ou moins confuses. Dans le court terme, on peut difficilement saisir le sens des interpellations reçues, étant séduits par les possibilités d'atteindre des résultats immédiats, tangibles et souhaitables. C'est alors le rôle de membres de la société civile, de ceux qui ne sont pas pris dans l'action immédiate, de contribuer à démêler ces interpellations en aidant à rétablir le sens de tel et de tel objectif, en démêlant ce qui est fondateur et ce qui est secondaire, en distinguant ce qui est une fin de ce qui est un moyen, en désignant un levier fondamental d'un moyen parmi d'autres.

Le peuple et l'État

À cette fin, on reconnaîtra qu'il est utile de commencer par cerner quelles autres représentations plus ou moins conscientes sont associées à l'*idée* de souveraineté. Les définitions du peuple, de l'État et de la société et les diverses modalités de leurs mises en relation seront au poste de commande. En effet, la souveraineté engage d'abord une référence au peuple puis à l'État. Au sein de la mouvance souverainiste québécoise, on tient généralement pour acquis que le peuple désigne l'ensemble des citoyens qui résident au Québec avec un penchant particulier pour ce qui est appelé de façon répandue «la majorité canadienne-française». Certains se contentent de réduire tout le peuple à cette composante et tentent d'isoler ou de condamner ceux pour qui la nation est d'abord une communauté civique et inclusive. Je n'entrerai pas ici dans ce débat dont les conséquences sont multiples et qui a été souvent repris. Je me contenterai de rappeler que la nation définie surtout par l'héritage fait fi des mutations sociales et culturelles qui ont

eu cours au Québec au fil du siècle dernier, sans oublier que cette réduction provoque un sentiment d'exclusion chez ceux qui ne sont pas des «*pures laines*», alors qu'ils étaient en droit de se considérer des citoyens comme les autres. Les faits empiriques repérés par la sociologie (par exemple, l'affirmation une «majorité versus des minorités») ne suffisent pas pour armer une politique. Reformuler le rapport entre la société civile et l'État demande plus qu'une comptabilité politicienne.

L'État-instrument d'un groupe ou l'État de tous

Par ailleurs, comme moteurs de l'objectif de souveraineté, on trouve deux représentations courantes de l'État. La conception instrumentale de l'État est celle qui est la plus répandue. Cette conception est née des intérêts particuliers d'un groupe, «la *majorité canadienne-française de souche*», et elle s'oppose à la conception libérale classique qui postule que l'État doit être le représentant de l'intérêt général, une conception portée par un nombre minoritaire de militants. La *conception instrumentale* de l'État conçoit d'abord celui-ci comme l'instrument de pouvoir d'un groupe social, on aura compris qu'il s'agit de la *majorité canadienne-française de souche*.

Ainsi, les *malentendus* qui rôdent dans les rangs militants autour des conceptions de l'État et de son manque de distance par rapport à la société civile sont autant d'explications de la difficulté d'opérer les coalitions nécessaires entre les tendances souverainistes (Parti québécois-Bloc, PQ-QS, PQ-IPSO, Cap sur l'indépendance, Conseil pour la souveraineté, etc.), autour d'une compréhension maîtrisée des finalités de chacun, comprises comme parties et moments d'un mouvement d'ensemble. Il n'y a pas et n'y aura pas d'alliances partagées autour du Parti québécois tant et aussi longtemps que ce parti se considérera exclusivement

comme le rouage de la prise du pouvoir d'un groupe en en faisant payer le prix à un mouvement qui ne peut ainsi que se perdre lui-même de vue.

La stratégie associationniste

On peut aussi constater que d'autres conçoivent l'État à venir comme un *sujet juridique indépendamment* de toute association. L'indépendance du Québec, incarnée dans un État entièrement souverain au sens fort du terme, condense cette aspiration, encore minoritaire. La conception républicaine de l'État, encore peu élaborée, pourrait être une des formes de cette représentation quitte à se débarrasser d'une conception instrumentale de l'État pour lui substituer une définition dite nationale.

Sur le plan stratégique, on trouve d'autres divisions significatives. Les tenants de la tendance *associationniste* visent la formation en État dans le cadre d'un *fédéralisme interétatique* plus ou moins clair et donc plus ou moins assumé. Certains ont parlé d'une confédération, d'autres ont voulu s'inspirer du modèle européen avant que celui-ci ne devienne la proie des banques et de certaines élites. L'idée d'*association* avec le Canada constitue à la fois la tendance forte et modulable des tacticiens de l'*affirmation* sans faire partie d'une véritable *pensée* de la souveraineté. Depuis l'alliance Parizeau-Bouchard, décrétée tactiquement au moment du référendum de 1995, la philosophie des *gains à tout prix* a servi de souffle général pour conduire à une pratique du compromis sans rapport avec le renforcement nécessaire d'un mouvement qui serait une véritable vague de fond.

Les obstacles qui se sont dressés sur le parcours des souverainistes depuis le référendum de 1995 ont entraîné un mutisme rampant et une absence d'analyse à propos du

compromis institutionnel-fédéral-provincial (PQ, Bloc) qui fait que les militants se trouvent aujourd'hui de plus en plus confusément divisés. D'un côté, on trouve ceux qui adhèrent bec et ongle aux orientations du Parti québécois depuis la défaite du référendum de 1995. Les autres expriment une impatience critique en se gardant bien de cautionner les choix tactiques et stratégiques, c'est-à-dire électoralistes, du PQ.

Entre ceux qui favorisent toute concession tactique afin d'obtenir des gains électoraux ou des avantages du fédéralisme canadien, soit les militants du Parti québécois (et de façon convergente ceux du Bloc québécois) et les autres, on trouve une absence de véritable dialogue. Les *tenants de la concession tactique* défendent leur privilège d'être au-devant d'une scène surexposée et les autres sont perçus par les premiers comme des empêcheurs de tournée en rond. Ainsi, le mouvement social qui devrait être sollicité pour sa critique et son recul face à l'action électorale tend à rester divisé en petites chapelles craignant de s'afficher dans une dissidence qui pourrait cependant être créatrice. La formulation d'un discours vrai, qui touche l'ensemble de la population, comme l'a réussi René Lévesque en son temps, si vrai qu'il unisse les partisans du compromis tactique et les indignés de la société civile, ne semble pas possible tant les forces vives sont elles-mêmes mises sous tutelle par le parti.

L'État associé ou l'État indépendant

Une compréhension erronée de ce qu'est l'État entraîne de la confusion dans la définition de l'objectif. Ainsi, on trouvera *dans la réalité* que, malgré le discours et les apparences, c'est la réforme du fédéralisme qui est l'objectif réellement poursuivi par la plupart des souverainistes, et ce, au nom d'un *objectif proclamé* de formation en État. Est-ce par souci de trouver une solution acceptable à la situation inconfor-

table du Québec? Est-ce par sens pratique aigu? Est-ce par crainte de l'indépendance et par peur profonde du changement? Est-ce par réalisme ou par un véritable choix idéologique? Est-ce par attachement au Canada?

Quoi qu'il en soit, on trouvera (est-ce par anticipation?) un usage abusif de la notion *d'État fédéré* puis un glissement vers l'usage répandu de l'expression « État du Québec ». Ces notions appartiennent pourtant au langage juridique et ne désignent pas le statut politique d'un État au sens fort, mais font référence à une instance subordonnée à un autre État au sens constitutionnel et donc soumise à l'union fédérale que représente le Canada. C'est donc un abus de langage et une ingérence du langage juridique dans le politique qui conduisent à l'emploi erroné, mais fréquent de l'expression « État du Québec ». Rappelons, si on observe les multiples cas possibles de fédérations, que les États fédérés n'ont pas les prérogatives des États au sens fort.

Tous ces amalgames, cette distribution de mots lancés à tout hasard sont autant de fausses routes qui détournent le Petit Poucet de son véritable chemin. Mais qui en veut de ce chemin? Là est toute la question. Quels efforts de clarification ont été faits? Et puis, un jour, les uns ne se reconnaissant plus sur le chemin dans lequel ils se sont engagés et ils quittent le bateau de la confusion des genres. Nous sommes en effet à cette croisée de chemins qui incite à se demander où nous allons et où nous voulons aller.

Les incohérences des tacticiens

À travers la popularité du courant dont la démarche est imprégnée de l'idée d'un renouvellement du fédéralisme, « un Québec indépendant dans un Canada uni! », on sera surpris de déceler la présence forte de la conception de

l'État-instrument-de-la-nation-québécoise dite *canadienne-française de souche* au cœur de la stratégie associationniste. La convergence sur le terrain de ces deux courants les amène à se projeter comme État associé et dépendant d'autres États auxquels le Québec serait alors associé (au Canada? Aux États-Unis? À des États du sud des Amériques?), confiant hypothétiquement à l'Union qui réunira ces États la formation d'une *communauté supra nationale d'intérêt*, un nouveau fédéralisme, mais super étatique celui-là! Si on peut objecter que ces distinctions n'ont pas été débattues clairement au cours des luttes souverainistes, il n'en demeure pas moins qu'elles traversent les rangs souverainistes et se manifestent clairement dans les moments forts. On pourra penser, par exemple, à la volonté d'une majorité de dirigeants de solliciter la candidature de Lucien Bouchard pour l'ajouter à celle de Jacques Parizeau dans les mois qui ont précédé le référendum de 1994 afin d'élargir aux partisans d'une association avec le Canada les appuis au vote référendaire (voir à ce sujet le tome 3 de la biographie de Jacques Parizeau par Pierre Duchesne).

Cet exemple permet de voir que des objectifs clairs et des moyens subordonnés aux premiers importent peu pour la grande majorité des souverainistes *quand il s'agit de stratégies et de tactiques* visant l'élargissement de l'influence et de l'adhésion. Devant une direction rassembleuse, les uns et les autres semblent prêts à se contenter du *possible au lieu du meilleur*. Certes, ces comportements sont le propre de la vie politique, mais ils sont aussi des indicateurs de ce qui se passe *réellement*. Autrement dit, sans alternative claire, qu'on ne s'étonne pas que le mouvement s'étiole faute de clarté dans les objectifs. Qu'on ne s'étonne pas qu'il piétine dans l'antichambre du fédéralisme. Ces *replis tactiques* assumés, fruits de l'emprise des techniciens et des experts sur la politique souverainiste, ne passent pas inaperçus et

ne s'oublient pas. Ils imprègnent la mémoire des acteurs souverainistes depuis qu'ils sont en manque de réussites. Et conduisent sur deux voies de plus en plus éloignées : soit le goût du pouvoir à tout prix, soit le doute méthodique et l'amertume qui s'ensuit.

Une culture politique à dominante étatiste

Une autre dérive observable parmi les tendances rampantes, mais non avouées qui ont étreint la culture souverainiste au fil du temps, conséquence de la confusion entre objectif et moyens, est une sorte d'étatisation du militantisme. Le militantisme partisan est devenu la condition *sine qua non* du militantisme tout court. C'est-à-dire que seul le consensus autour du Parti québécois est devenu légitime par rapport à l'objectif de souveraineté. *Tais-toi ou meurs*, telle a été l'impératif catégorique qui a présidé ces dernières années à beaucoup de débats qui tentaient de se tenir aux marges de l'objectif électoraliste. Certes, on peut admettre que la logique partisane et électorale a ses propres règles qui supportent mal la diversité. Mais encore...

Dans une telle conjoncture, le parti lui-même est devenu un *appareil de l'État*. Le parti est devenu un appareil de l'État parce qu'il a renoncé à toute distanciation par rapport à l'emprise aveuglante de l'objectif électoraliste, parce qu'il s'est tout entier soumis à la logique de *l'appât du vote*, pour n'être qu'un rouage électoral. Car il ne faut pas l'oublier, l'électoralisme est par définition une idéologie mise au service de la cohésion de l'État. Grâce entre autres à l'alternance électorale, les citoyens consentent aux processus de domination de l'État, ceux-ci s'exerçant aussi bien et en même temps à travers les institutions fédérales que provinciales. Être prisonnier de l'électoralisme, c'est être prisonnier du consentement à la domination d'un seul État, le Canada,

à travers deux ordres de gouvernement. Dans un contexte où le parlementarisme est la voie royale de la légitimité, l'élucidation des *objectifs*, des *moyens*, de leurs *relations* et du *langage* approprié devrait constituer la condition *sine qua non* d'une action qui ne se laisse pas emprisonner dans les rouages de la subordination soi-disant tactique.

Parti, élections, gouvernement, autant de paliers dans la cohésion de l'ensemble et dans la soumission à l'État. Au fur et à mesure de l'engrenage dans lequel l'étapisme a enfermé l'histoire souverainiste, on a pu observer *le déclin d'un véritable élan jusqu'à ne plus souhaiter que gouverner*. À partir des lendemains de la défaite référendaire de 1995, le Parti québécois a perdu petit à petit sa substance même qui est d'être l'expression d'un *nouvel imaginaire politique*.

Au lieu de poursuivre un idéal de changement, le militantisme, séduit par la conception instrumentale de l'État, s'est trouvé à créer les conditions d'une *culture souverainiste de type étatiste*. C'est-à-dire? Primat de la logique électoraliste sur la créativité de la société civile et, dans un même élan, *primat du parti sur le mouvement*. Primat de l'instrumentalisation de l'action politique au profit d'un seul groupe, «la majorité canadienne-française de souche» et isolement du reste des autres groupes d'intérêt de la société civile. Il ne suffit pas de faire des mégacongrès pour endiguer les forces de la démocratie. Le parti est devenu, dans ces conditions, le *harnais* servant à *harnacher*, c'est-à-dire essayant de se soumettre ceux qui étaient restés des citoyens. Le militantisme a pris une connotation étatiste en empruntant à une logique de gouvernement et de consentement des partisans. Le parti, instrument de l'État, a oublié de compter sur la *libre ferveur* d'une société civile revendiquant son autonomie. Les militants péquistes à la base, dans les comtés, n'y sont pour rien. Ils ont été endigués par la logique des dirigeants.

La culture étatiste a entraîné *le mouvement social* vers son extérieur, *dans* la logique même de son autre, celle de l'État. Dans le cas de l'histoire particulière du mouvement souverainiste québécois, l'acteur central qui poursuit l'objectif de souveraineté, un parti politique, s'est laissé contaminer par la logique étatiste en *perdant de vue* la société civile et sa nécessaire liberté et sa salutaire distance. Le mouvement souverainiste, issu de la société civile, et le Parti québécois, issu d'un objectif électoraliste qui prend le moyen pour une fin, se sont laissé *soumettre ensemble* à la logique d'État qui tend à détruire la distance nécessaire entre l'un et l'autre. Ainsi, le parti oblige les forces vives de la société civile à se soumettre à sa domination exclusive, c'est-à-dire à se taire. On le sait, quand le Parti québécois met en veilleuse l'objectif de souveraineté, il élargit le consentement à sa gouvernance et sa subordination à l'ordre fédéral.

Optimiste malgré tout

Au bout du compte, les faits ont raison et ils valident les théories. Les démissions de quatre députés du Parti québécois représentent en effet ce moment de *catharsis* qui a fait éclore la vérité sous-jacente d'un parti en pleine contradiction avec ses fins réelles qui ne sont pas de prendre le pouvoir à Québec! C'est pourquoi je pense qu'il faut saluer tous ces gestes qui ouvrent sur un mouvement qui s'était perdu de vue.

Au lendemain de ces démissions, on a pu constater le sentiment très général d'une perte. Mais de quelle perte s'agissait-il? D'une perte électorale, voire d'une perte de gouvernement. Perte d'une occasion de gouverner le Québec. Mais non pas la perte d'un gouvernement susceptible de conduire à la quête de souveraineté. Vue à court terme. Perte d'une possibilité d'occuper symboliquement un des lieux du pou-

voir. Preuve que la *culture étatiste* est comme l'angle mort du projet de souveraineté. Cette ombre qu'on ne veut pas voir, qu'on ne veut pas admettre, mais qui, petit à petit, nous hante de sa vérité. En effet, depuis quelques années déjà, les souverainistes que nous sommes n'étaient plus en quête de souveraineté, mais en quête de gouvernance. Notre tristesse était cohérente, elle exprimait ce que nous nous cachions à nous-mêmes.

De plus, si la gouvernance provinciale n'est pas une fin en soi, j'affirmerai que *la souveraineté n'est pas non plus une fin en soi*. La souveraineté, si loin d'être atteinte, serait un *moyen d'exception* pour *agir autrement* pour le Québec. Tant que la souveraineté sera poursuivie pour devenir l'arme étatique au service de la domination d'une majorité culturelle sur des minorités, elle sera la proie d'une société violemment fragmentée. La perte de reconnaissance des minorités y deviendrait la source de tensions encore plus vives qu'aujourd'hui. Et l'imaginaire serait régressif plutôt que créatif! Venons donc au-devant du monde qui se dresse devant nous!

Qu'il est bon d'avoir perdu ses fausses vérités! Qu'il est bon de retrouver ceux qui, à l'échelle du monde, indignés par les abus de pouvoir des États, expriment la santé de la démocratie! Qu'il est bon de se réveiller en harmonie avec ses actes! Fini le temps de prendre des vessies pour des lanternes! Avec le dévoilement des irritants internes d'un projet victime de sa courte vue, nous avons perdu l'illusion de la réussite que le pouvoir gouvernemental générerait. Nous sommes maintenant débarrassés de cette illusion. Mais nous était-elle si indispensable? La crainte véritable que nous éprouvons, au lendemain de ce dévoilement, c'est celle, avec la gouverne du Québec, d'avoir en fait *tout* perdu. *C'est donc que nous n'avions que cela?* Et si, par un revirement abrupt quelque autre candidat à la tête du gouvernement

péquistes réussissait à renverser cette situation, nous ne serions plus avancés que dans la mesure où ce nouveau chef sera capable de dire clairement ce qu'il fait et ce qu'il voit en clair pour le Québec. Sans les mots pour le dire, le réel finit toujours par surgir à travers des crises.

Non. Il est dans la nature des choses que nous n'ayons pas tout perdu. Si le Parti québécois avait œuvré pour la souveraineté, il aurait pu assumer de perdre le pouvoir provincial (comme l'ont fait les quatre démissionnaires) pour s'attaquer de préférence à la profondeur de l'enjeu. Contre nature? Oui, contre nature par rapport à l'ordre institué, comme la souveraineté. Perte de moyens financiers pour œuvrer pour la cause? Oui, perte de moyens financiers pour œuvrer en faveur d'un Canada renouvelé, cela, certes, est une occasion perdue. Dans un moment où tous les sondages disent que les citoyens ne veulent pas entendre parler de souveraineté alors qu'en même temps une constante de près de 40 % considère la souveraineté comme souhaitable ou nécessaire, la priorité est-elle vraiment de gouverner au prix d'y perdre son âme? En allant chercher des votes à tout prix sur des propositions qui ne sont pas conformes à un imaginaire de changement aussi profond que la souveraineté, le parti ne faisait que s'éloigner de l'objectif que lui assigne le mouvement.

Ce dernier doit avoir le premier et le dernier mot. Nous n'en sommes plus au temps où René Lévesque et une dizaine de comparses élaboraient une stratégie dans un sous-sol de Québec. L'objectif d'affirmation du Québec a, depuis lors, pris de l'ampleur quoiqu'il a été deux fois confronté à sa propre perte. Qu'on le veuille ou non, les mots ont un sens. L'État n'est pas une addition de pouvoirs. Sortons de cette mentalité comptable («une *majorité* de Canadiens-français de souche», un «*plus grand nombre* de compétences»...).

Revenons au qualitatif. C'est la société civile, dans sa diversité, dans son irrationalité, dans sa saine liberté, dans son sens inné de la vérité qui le commande. C'est ce qu'elle nous dit à travers les mouvements des indignés. Ne restons pas isolés dans cette perte de repères et rejoignons ceux qui croient en la liberté.

J'ai évoqué des démissions qu'il faut saluer. Non, elles n'ont pas nui, elles ont aidé un mouvement qui se perdait lui-même de vue. Ces démissions, assumées chacune pour des raisons individuelles énoncées différemment, ont ceci de commun : elles émergent d'individus qui sont restés, malgré leur pratique partisane, des *citoyens de la société civile*. C'est le principe de survie de cette nécessaire vitalité qui s'est exprimé à travers eux. Tous ceux qui ont posé des gestes exprimant des inquiétudes, des remises en question, au sein du parti ou en quittant le parti, ont compris que le véritable pouvoir est dans la rue.

Alors, qu'il soit permis d'espérer que la formation en parti ou en organisation non partisane (parti de Jean-Marie Aussant, l'Option nationale, le Bloc, le Nouveau Mouvement pour le Québec, Cap sur l'indépendance, toute autre formation...) reste l'expression d'une conscience aiguë d'une nécessaire dissidence par rapport à toute étreinte étatique. À chacun son rôle et en chaque temps approprié. Le Québec n'est pas encore un État. La cause de la souveraineté est la cause de la société et donc par excellence une cause démocratique. □

Richard Le Hir*

DEMAIN L'INDÉPENDANCE

Il ne faut pas s'y tromper, les événements dont nous sommes présentement les spectateurs sur la scène internationale vont avoir d'importantes répercussions ici même au Québec, ce n'est qu'une question de temps, et à en juger par leur accélération depuis le mois de juillet, ce temps ne sera même plus très long. En effet, les douze à dix-huit mois qui s'en viennent vont modifier radicalement toutes nos perspectives, et des choses qui peuvent paraître encore invraisemblables aujourd'hui vont littéralement se transformer en évidences sous nos yeux au fil des jours.

Mais avant d'aller plus loin, permettez-moi de revenir environ deux ans en arrière, lorsque j'ai pris conscience que la crise économique que nous traversons était extrêmement grave et qu'elle allait nécessairement s'amplifier, ouvrant par le fait même une nouvelle fenêtre pour l'indépendance du Québec.

Vous vous rappellerez peut-être qu'à cette époque, l'indépendance n'était pas exactement un sujet brûlant d'actualité, et que ceux qui en parlaient encore désespéraient de plus en plus de voir ce projet se concrétiser de leur vivant. Il faut aussi dire que les indépendantistes québécois, à de très rares exceptions près, ne se sont jamais attardés à l'incidence de la conjoncture économique sur leurs ambitions nationales.

* Ministre de la Restructuration dans le gouvernement Parizeau (1994-1995)

Je me retrouvais donc assez isolé avec mon constat, et ayant pris mes distances avec la politique et le milieu politique après ma difficile expérience du référendum de 1995, je n'avais plus personne avec qui partager mes analyses. C'est alors que l'idée me vint d'utiliser Vigile comme relais, et j'y ai effectivement publié près de 275 articles sur une période de 20 mois, essentiellement sur la conjoncture économique mondiale, canadienne et québécoise, avec, dans ce dernier cas, une emphase toute particulière sur les richesses naturelles, et sur des sujets de politique internationale, canadienne et québécoise auxquels je m'intéresse et que je suis de longue date, en privilégiant largement la dernière, dans l'optique d'une indépendance à venir.

Ces articles ont suscité de nombreux commentaires, et certaines questions ont soulevé beaucoup d'intérêt, notamment celle qui me vaut aujourd'hui l'honneur d'être invité à m'adresser aux lecteurs de *L'Action nationale*. Malgré les difficultés auxquelles nous devons faire face – certainement parmi les plus grosses de notre histoire – et que nous allons devoir surmonter, je suis très optimiste sur nos chances de sortir de cette épreuve avec l'indépendance en prime, et laissez-moi vous expliquer pourquoi.

Les grands enjeux

1. À l'échelle planétaire

Commençons par les enjeux les plus importants à l'échelle la plus grande, soit celle de la planète.

Nous venons de franchir le seuil des 7 milliards d'habitants. Dans les débuts de la révolution industrielle, vers 1850, la population mondiale n'était que d'environ 1,25 milliard. Et cette population est passée de 3 milliards à 7 milliards entre 1960 et aujourd'hui¹.

¹ Population mondiale : http://fr.wikipedia.org/wiki/Population_mondiale

Pendant la même période, le PIB mondial par tête est passé de quelques centaines de dollars à 28 000 dollars selon les estimations qui ont pu être faites².

La progression de la production mondiale a donc été phénoménale, et l'on peut facilement imaginer l'importance du tribut prélevé sur des ressources naturelles souvent renouvelables et les dommages qui ont pu être causés à l'environnement terrestre. Certains signes nous indiquent désormais que d'importants équilibres sont en train d'être rompus, et nous sommes au seuil d'importantes remises en question sur notre mode de vie et nos habitudes de consommation en vue d'une réorientation radicale.

2. À l'échelle internationale

Sur le plan économique, à l'échelle internationale, nous arrivons à la fin du long cycle de la révolution industrielle, et le système capitaliste à l'intérieur duquel elle s'est déployée montre des signes de plus en plus nombreux d'épuisement comme en témoigne la multiplication des crises depuis une trentaine d'années, au point que certains historiens de l'école de Fernand Braudel et du « temps long » comme le professeur Immanuel Wallerstein³ des universités de Yale et de Binghamton (É.-U.), vont même jusqu'à prédire son effondrement imminent, comme il l'explique dans une entrevue qu'il donnait en 2008 :

Q. : Comment replacez-vous la crise économique et financière actuelle dans le « temps long » de l'histoire du capitalisme ?

2 Introduction à la Macrodynamique, P. Combes Motel, CERDI 2009, Figure 1 p. 4
<http://www.cerdi.org/uploads/sfCmsBlog/html/29/macrodynamique%200910%20intro.pdf>.

Pour explication de la mesure en dollars « USD Geary Khamis 1990 »
Wikipedia http://fr.wikipedia.org/wiki/Dollar_Geary-Khamis

3 Wikipedia http://fr.wikipedia.org/wiki/Immanuel_Wallerstein

R. : (Immanuel Wallerstein) : Fernand Braudel (1902-1985) distinguait le temps de la «longue durée», qui voit se succéder dans l'histoire humaine des systèmes régissant les rapports de l'homme à son environnement matériel, et, à l'intérieur de ces phases, le temps des cycles longs conjoncturels, décrits par des économistes comme Nicolas Kondratieff (1882-1930) ou Joseph Schumpeter (1883-1950). Nous sommes aujourd'hui clairement dans une phase B d'un cycle de Kondratieff qui a commencé il y a trente à trente-cinq ans, après une phase A qui a été la plus longue (de 1945 à 1975) des cinq cents ans d'histoire du système capitaliste.

Dans une phase A, le profit est généré par la production matérielle, industrielle ou autre ; dans une phase B, le capitalisme doit, pour continuer à générer du profit, se financiariser et se réfugier dans la spéculation. Depuis plus de trente ans, les entreprises, les États et les ménages s'endettent, massivement. Nous sommes aujourd'hui dans la dernière partie d'une phase B de Kondratieff, lorsque le déclin virtuel devient réel, et que les bulles explosent les unes après les autres : les faillites se multiplient, la concentration du capital augmente, le chômage progresse, et l'économie connaît une situation de déflation réelle.

Mais, aujourd'hui, ce moment du cycle conjoncturel coïncide avec, et par conséquent aggrave, une période de transition entre deux systèmes de longue durée. Je pense en effet que nous sommes entrés depuis trente ans dans la phase terminale du système capitaliste. Ce qui différencie fondamentalement cette phase de la succession ininterrompue des cycles conjoncturels antérieurs, c'est que le capitalisme ne parvient plus à «faire système», au sens où l'entend le physicien et chimiste Ilya Prigogine (1917-2003) : quand un système, biologique, chimique ou social, dévie trop et trop souvent de sa situation de stabilité, il ne parvient plus à retrouver l'équilibre, et l'on assiste alors à une bifurcation.

La situation devient chaotique, incontrôlable pour les forces qui la dominaient jusqu'alors, et l'on voit émerger une lutte, non plus entre les tenants et les adversaires du système, mais entre tous les acteurs pour déterminer ce qui va le remplacer. Je réserve l'usage du mot «crise» à ce type de période. Eh bien, nous sommes en crise. Le capitalisme touche à sa fin⁴.

4 http://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2008/10/11/le-capitalisme-touche-a-sa-fin_1105714_1101386.html

Si cette analyse ne trouvait pas sa confirmation dans les événements que nous sommes en train de vivre, la tentation serait facile de l'ignorer, tant elle est provocante et nous interpelle. Le réflexe naturel de l'homme est de vivre et de voir les événements en continuité, et non en rupture. Or nous sommes en situation de rupture, et cette rupture va se répercuter jusque dans notre quotidien avec une force, voire une violence, à laquelle nous ne sommes pas habitués.

3. À l'échelle du Canada

3.1 Sur le plan économique

Mais, un peu à la façon des images captées par un satellite d'observation dont il est possible d'ajuster la définition à une échelle donnée, examinons maintenant la situation telle qu'elle se présente au niveau de l'ensemble géographique et politique du Canada avant d'en arriver au Québec.

Notons au passage que cet exercice nous permet de comprendre que, de la même façon que c'est le chien qui agite la queue et non le contraire, la situation du Québec sera bien plus largement déterminée par les événements qui l'atteignent de l'extérieur que par ceux qu'il induit par son propre fonctionnement. Toute société distincte ou unique que nous soyons, nous n'échappons pas aux lois de la nature.

Or ce qui se passe au Canada depuis une soixantaine d'années est majeur, tant sur les plans historique qu'économique, social et culturel.

On ne réalise pas suffisamment au Québec que l'introduction de nos grands programmes sociaux est une conséquence directe de la crise des années 1930 et de la découverte par les autorités fédérales que l'absence de filet social constituait un important facteur de déstabilisation sociale et politique. Qui plus est, la fin de la Deuxième Guerre mon-

diale allait marquer l'ouverture d'une longue période d'enrichissement collectif favorisé par la demande mondiale de matières premières dont le Canada est doté en abondance.

Dès la fin des années 1940 et le début des années 1950, le gouvernement fédéral entreprend de relancer le pays sur de nouvelles bases, les anciennes étant fondées sur le développement de l'axe Est/Ouest qui avait commencé par la construction du lien ferroviaire transcontinental. Et le «train» des temps modernes sera celui des programmes sociaux dont le gouvernement fédéral favorisera l'implantation dans toutes les provinces en les finançant par des transferts aux provinces et la péréquation.

L'exploitation des matières premières canadiennes a pu se faire grâce à d'importants investissements étrangers et l'importation d'une main d'œuvre essentiellement européenne qui s'est relativement bien intégrée à son nouvel environnement. L'explosion démographique qui s'ensuit (la population canadienne double presque entre 1960 et 2011, en passant de 18 millions à 35 millions d'habitants) va favoriser le développement d'un important secteur manufacturier qui profitera surtout à l'Ontario sous l'impulsion des politiques fédérales.

Malgré tout, les premiers signes de tension dans les comptes publics fédéraux se mettent à apparaître dès 1978 et connaissent une accélération brutale à partir de 1984. Au moment du référendum de 1995, l'OCDE s'inquiète ouvertement de l'ampleur des déficits fédéraux et prévient le Canada qu'il court tout droit à la faillite.

L'exploitation pourtant bien timide de cet argument dans la campagne référendaire, Lucien Bouchard l'ayant jugé «trop indécent»⁵ pour en tirer un parti plus large, n'en fait

5 Aux dires de Jacques Parizeau à qui j'avais suggérer de l'utiliser de manière beaucoup plus agressive alors que j'étais ministre délégué à la Restructuration.

pas moins grimper les fédéraux aux rideaux, et dès 1996, le ministre des Finances d'alors, Paul Martin, se lance dans une opération de redressement qui, si elle a produit des résultats spectaculaires à court terme, aura des résultats catastrophiques inattendus à long terme, car sont venus s'y greffer d'autres facteurs de déstabilisation.

En effet, ce redressement s'est accompagné à partir de 2002 (creux historique de 0,6179 USD atteint le 21 janvier 2002) d'une hausse correspondante de la valeur du dollar canadien qui atteindra un sommet un sommet de 1,0717 USD le 2 novembre 2007.

On imagine sans peine qu'une augmentation aussi importante dans un laps de temps aussi court a eu des effets dévastateurs sur le secteur manufacturier canadien, effets qui seront ensuite amplifiés par la crise de 2008, la chute brutale de consommation qui s'ensuit et l'effondrement de l'industrie automobile américaine qui se solde par la faillite de deux de ses trois géants.

Or le Canada est devenu un joueur important de cette industrie à la faveur du Pacte de l'automobile de 1965, aboli en 2001 pour être remplacé par les règles de l'Accord de libre-échange nord-américain, et c'est l'Ontario qui en a été la plus grande bénéficiaire par l'implantation de grandes usines d'assemblage et d'un imposant réseau de sous-traitance. L'Ontario est donc durement touché, d'autant plus qu'en parallèle, elle n'échappe pas au mouvement de mondialisation qui entraîne une délocalisation des activités de production vers les pays aux coûts les plus bas.

Le Canada encaisse un choc très dur dont les effets sont en partis masqués par sa bonne santé financière qui lui permet d'adopter un important programme compensatoire d'investissement dans les infrastructures.

Mais le mal est fait, et l'Ontario, de vache à lait du système fédéral des transferts sociaux et de la péréquation qu'il était encore jusqu'en 2008, est devenu un fardeau pour le Canada. Ce n'est pas moi qui le dit – j'aurais trop peur d'être taxé de menteur – c'est le réputé chroniqueur du *Globe and Mail* dans un billet daté du 25 mars 2010 intitulé « Ontario lifted Canada up. Now it'll drag it down », passé largement inaperçu et prestement escamoté pour cause d'excès de franchise et injure grave à l'image que le fédéralisme canadien se doit de maintenir en tout temps face aux ambitions nationales du Québec.

Je me permets de citer son texte en entier car vous ne trouverez jamais un portrait plus véridique de la situation dans laquelle se trouve désormais le Canada (la version anglaise originale est en annexe de cet article):

Les Canadiens doivent comprendre qu'à partir de maintenant, la confédération ne sera jamais plus la même. En effet, l'Ontario, qui fut un temps la vache à lait du système, est devenu un poids plume financier.

L'époque où les surplus de l'Ontario pouvaient être redistribués ailleurs en toute impunité politique sans contrecoups économiques est révolue. Plutôt que de porter le Canada à bout de bras, l'Ontario va l'entraîner par le fond.

Quelle est la gravité de la situation ? Imaginez l'inimaginable : d'ici quatre ans, et peut-être même trois seulement, le fardeau de la dette de l'Ontario en proportion de son PIB sera équivalent à celui du Québec, pendant longtemps le plus lourd au Canada.

Au Québec, cependant, on cherche à réduire ce fardeau en raison du vieillissement de la population et de la décennie de faible croissance qui s'annonce. La question de savoir si le Québec prendra les mesures nécessaires pour réduire son endettement demeure ouverte, mais au moins, les Québécois les plus sérieux en débattent.

Mais en Ontario, le premier ministre Dalton McGuinty et la plupart des Ontariens semblent se soucier comme d'une guigne que leur province passe du statut d'homme fort à celui de mauviette.

Le budget ontarien déposé hier décrit la lugubre réalité : un déficit de 21,3 milliards \$ cette année, suivi de six autres années d'encre rouge qui ajouteront un autre 100 milliards \$ à la dette de la province. Et la situation risque d'être pire, et même bien pire, que le budget ne le suggère.

Pour commencer, les projections du ministre des Finances Dwight Duncan sur sept ans sont, par définition, totalement fantaisistes. Ni M. Duncan ni M. McGuinty n'ont de chance d'être encore là dans sept ans. Il est déjà suffisamment grave que le gouvernement Harper à Ottawa se soit mis à faire passer ses lectures à cinq ans dans le marc de café pour des prévisions solides. Mais voilà que l'Ontario surenchérit avec des prévisions encore moins crédibles sur sept ans.

Et puis, il y a la question des taux d'intérêt. Ils sont très bas maintenant, mais ils finiront par grimper. La seule question est de savoir quand et de combien. À chaque fois qu'ils grimperont d'un point, le déficit de l'Ontario grimpera d'un demi milliard.

Et puis il y a le plus gros monstre de tous, le déchaînement des coûts du système de santé. Depuis des années, les dépenses de santé croissent au rythme de 6 % en Ontario. Puisque ces dépenses comptent pour 46 % de toutes les dépenses de programme, l'absence totale de tout effort sérieux pour en limiter la progression est en train d'obérer le budget provincial au complet.

Il y a quelques années, le gouvernement McGuinty avait promis que la progression annuelle de ces dépenses serait maintenant ramenée à 3 %. Cette promesse était totalement fantaisiste. Et le budget d'hier la reprend en annonçant que le rythme annuel de progression des dépenses de santé passera de 6 à 3 % dans un délai de deux ans, et demeurera à ce niveau par la suite.

Les chances que cela se produise sont nulles. L'effet combiné de l'inflation et de la croissance démographique va à lui seul induire une progression de 3 % à laquelle vont se greffer les effets de la hausse des salaires et des prestations, de l'augmentation des dépenses de médicaments, du coût de nouvelles procédures, et de l'accroissement de la demande de service causée par le vieillissement de la population.

Ce qui nous amène à la dernière raison pour laquelle on ne peut accorder aucune fois au budget d'hier. Le gouvernement ne va pas rouvrir les conventions collectives du secteur public, mais il va chercher à geler les conditions de travail à leur expiration. Les syndicats du secteur public en Ontario sont bien organisés, ils ont des poches profondes, et ils ont une longue tradition de militantisme. Leur faire entendre raison ne sera pas une tâche facile, et encore moins de leur faire accepter un gel des salaires sur une longue période.

La situation budgétaire risque donc d'être infiniment pire que le gouvernement ne le prévoit.

Et il n'y a qu'à regarder le budget sous un angle différent pour comprendre que les services publics vont faire eau de toutes parts.

Les hôpitaux vont voir leur budget augmenter de 1,5 %, ce qui, dans un contexte où leurs coûts grimpent à un rythme beaucoup plus rapide, va se traduire par une réduction du nombre des interventions et une augmentation des temps d'attente.

Les universités se font dire de se préparer à recevoir 20 000 étudiants ontariens de plus, et le double des étudiants étrangers alors qu'on leur verse des sommes dérisoires pour de nouveaux édifices et rien du tout pour des nouveaux professeurs. Le résultat est prévisible, des classes surpeuplées au premier cycle dont les étudiants font déjà les frais au plan de la qualité de l'enseignement.

Le Grand Toronto, la zone urbaine la plus importante du pays, a un métro vétuste dans lequel aucune somme importante n'a été investie depuis des décennies. Le nouveau budget coupe 4 milliards \$ qui devaient être investis dans

un plan à long terme pour développer les transports rapides. Un réseau qui ne parvient pas à suivre la croissance de la population qu'il dessert est voué à la régression.

En d'autres termes, l'effondrement de l'Ontario va se poursuivre, sans éveiller la moindre sympathie ailleurs au pays. Les répercussions, elles, vont se faire ressentir à travers tout le pays.

[Traduction : Richard Le Hir, texte original en annexe]

Songez-y! En quelques lignes bien fournies en épithètes péjoratives généralement réservées au Québec, Simpson sonne le glas non seulement de l'Ontario, mais aussi du Canada.

Et son diagnostic aujourd'hui ne pourrait être que plus noir à la lumière des dernières données sur la performance de l'Ontario et du Canada au chapitre de l'emploi⁶, et de la stagnation qu'elles annoncent (au mieux) pour les mois et les années à venir.

L'effondrement de l'Ontario place le Canada dans la situation d'avoir à dépendre essentiellement, comme il y a cinquante ans, de ses matières premières pour la création de richesse et la redistribution. Cependant, les besoins sont infiniment plus grands aujourd'hui qu'ils ne l'étaient alors, ce qui le place dans une position très précaire.

Ainsi, pour ne prendre que l'exemple du pétrole, tout ralentissement de la demande mondiale aurait immédiatement pour effet de plonger le Canada en situation de crise, dans la mesure où le seuil de rentabilité du pétrole qu'il tire en plus grande partie des sables bitumineux de l'Alberta est très élevé (aux alentours de 70 \$ le baril).

6 <http://www.statcan.gc.ca/subjects-sujets/labour-travail/lfs-epa/lfs-epa-fra.htm>

Or tous les indicateurs mondiaux annoncent désormais un ralentissement important de l'activité économique, et il est donc tout à fait raisonnable de penser que le prix du pétrole va baisser au niveau du seuil canadien de rentabilité, et peut-être même en deçà, comme ce fut le cas lors de la récente crise financière. On se souviendra que le prix du pétrole avait atteint un creux de 33,87 \$ le 21 décembre 2008.

3.2 Sur le plan politique

À ses problèmes économiques viennent s'en greffer d'autres, d'ordre politique. En effet, les Québécois sont portés à voir le ROC (le « Rest of Canada ») comme un monolithe.

C'est loin d'être le cas, et les tensions qui l'agitent sont très nombreuses, comme j'ai eu l'occasion de l'expliquer dans un article paru sur Vigile assez récemment⁷, et le Québec n'est pas le seul à se plaindre de la centralisation des pouvoirs à Ottawa, comme en témoigne le programme du parti du premier ministre Harper qui souhaite la transformation du Sénat en Chambre des provinces pour donner plus de poids aux provinces de l'Ouest dont il est issu.

Il faut également comprendre que les mesures que prend à l'heure actuelle le gouvernement fédéral pour rompre avec l'héritage de Pierre-Eliot Trudeau constituent le signe du malaise profond que ses initiatives avaient provoqué ailleurs au pays. Ce malaise était masqué par le rôle qu'on lui savait gré d'avoir joué pour empêcher le Québec de se séparer, mais plus cette menace semblait s'atténuer, plus le malaise refaisait surface.

Il faut d'ailleurs voir dans les récentes décisions du gouvernement Harper de redonner un rôle central à la monarchie,

7 <http://www.vigile.net/La-pensee-magique-n-est-pas>

ou de se dispenser de respecter les exigences du bilinguisme pour les nominations à des postes aussi importants que juge à la Cour suprême ou Vérificateur général, un signal que le Canada n'est plus disposé à vivre avec ce malaise.

En fait, toute la démarche de Trudeau s'en trouve délégitimée, et son héritage apparaît désormais sous son jour véritable, soit une simple parenthèse égomaniacale dans l'histoire canadienne. En effet, si cet héritage ne survit pas, c'est qu'il n'avait aucune racine profonde, même pas, et surtout pas, au Québec.

Mais le retour du Canada au «statu quo ante» met en relief sa satisfaction avec son statut de colonie, un statut qu'il confirme en se rangeant résolument dans le camp des intérêts américano-britanniques. Et il le fait au moment même où ces intérêts sont non seulement plus menacés qu'ils ne l'ont jamais été, mais où leur domination dans le monde apparaît irrémédiablement compromise. Le Canada renonce à jouer tout rôle original ou indépendant dans le monde au moment même où il pourrait avoir le plus d'influence. Trudeau doit se retourner dans sa tombe.

Délibérément ou non, le Canada s'est donc positionné sur une trajectoire politique dans laquelle les Québécois vont de moins en moins se reconnaître et qui va même provoquer des étincelles de plus en plus dangereuses au fur et à mesure que la nouvelle donne va s'imposer, tant sur le plan économique que politique. Le fédéralisme rentable agonise, bienvenue à l'ère du fédéralisme instable.

En effet, comme toutes les autres grandes structures fédérales, le Canada est aujourd'hui menacé d'effondrement sous le poids d'engagements économiques intenables dans un environnement de croissance économique faible, nulle, voire

même négative. En période de crise, et surtout lorsqu'il s'agit d'une crise grave qui peut se prolonger sur une période aussi longue que dix ans, les transferts deviennent inacceptables, car ce n'est plus de la richesse qu'on redistribue, c'est de la misère.

Du coup, l'appareil de redistribution, qui est également l'appareil de contrôle, perd toute sa légitimité, apparaît dictatorial, et devient de plus en plus insupportable. La dynamique centrifuge devient irrésistible. C'est certainement le cas de l'Europe, et c'est aussi le cas des États-Unis, comme nous le découvrons un peu plus chaque jour dans nos médias qui ont tenté de nous cacher la vérité le plus longtemps possible, des fois que ça nous donnerait des idées.

4. À l'échelle du Québec

Mais peine perdue. Des idées, et surtout des idées d'indépendance, les Québécois en ont toujours eues. Et ce qui est en train de se passer dans le monde, au Canada et au Québec en ce moment ne va faire qu'aiguïser leur volonté de régler la question une bonne fois pour toutes.

En effet, en raison de sa taille, de sa géographie particulière, de l'abondance de ses ressources hydriques et des richesses de son sous-sol, de sa petite population, le Québec est une cible de choix pour tous les prédateurs souhaitant les accaparer à leur bénéfice exclusif, en ne laissant à la population qu'une portion congrue.

Tout comme le crime organisé⁸, les prédateurs sont parvenus à s'infiltrer aux plus hauts niveaux de l'État et à y influencer

8 Rapport Duchesneau

http://www.google.ca/#q=rappport+Duchesneau+infiltration+du+crime+organisé%C3%A9+aux+plus+hauts+niveaux&hl=fr&safe=off&prmd=imvns&ei=4na1TrGrHuLm2gWqsuHMDQ&sqi=2&start=10&sa=N&bav=on.2,or.r_g.c.r_pw.,cf.osb&fp=406cd94b42dcbbcd&biw=1680&bih=935

les décisions en leur faveur. J'ai pour ma part largement documenté le cas de «l'empire» Desmarais dans une quinzaine de textes parus sur Vigile au cours des 20 derniers mois⁹.

Les manœuvres en cours pour déposséder les Québécois du contrôle de leurs richesses naturelles suffiraient à elles seules à justifier la nécessité pour le Québec de devenir indépendant, car les prédateurs cherchent par tous les moyens à les faire passer sous le contrôle du gouvernement fédéral comme l'ont mis en lumière la tentative avortée d'Hydro-Québec d'acquérir du gouvernement du Nouveau-Brunswick Énergie NB, son entreprise de production et de distribution d'électricité, et l'Accord de libre-échange Canada-Europe, taillé sur mesure pour servir les intérêts de Power et de l'empire Desmarais dans le Plan Nord, en transférant au gouvernement fédéral, du fait de la conclusion d'une entente internationale, le dernier mot sur les richesses naturelles du Québec (voir note 9).

On notera que la question de la propriété de nos richesses naturelles se trouve à rouvrir une question que les Québécois croyaient avoir réglée en 1962 en donnant au gouvernement libéral de Jean Lesage le mandat de nationaliser les entreprises d'hydro-électricité. Par la suite, les gouvernements qui s'étaient succédé au pouvoir avaient étendu la portée de cette politique à d'autres secteurs en mettant sur pied toute une kyrielle de sociétés d'État comme SOQUIP, SOQUEM, SOQUIA, REXFOR, etc. pour favoriser le développement économique du Québec.

9 Les 10 premiers sont identifiés avec leur référence dans le texte suivant
<http://www.vigile.net/Le-Plan-Nord-et-l-Accord-de-libre>

Les quatre derniers, tous écrits en octobre et en novembre 2011, se retrouvent à l'adresse suivante coiffés du surtitre «Le modus operandi des spoliateurs» (2) à (5)

http://www.vigile.net/_Le-Hir-Richard,2138_

Évoquant un contexte mondial de privatisation très suspect dans la mesure où ses promoteurs (entre autres l'Institut économique de Montréal financé par Paul Desmarais et présidé par sa bru, Hélène Desmarais) en sont ultimement les bénéficiaires, le gouvernement Charest a multiplié les initiatives de privatisation dans lesquelles il se départit d'actifs ou d'activités au bénéfice du «secteur privé», une expression très commode pour occulter le fait que les bénéficiaires sont essentiellement des «p'tits-zamis» du régime.

Ne serait-ce parce que les prédateurs tentent d'exploiter le régime fédéral pour mettre la main sur les richesses du Québec au détriment de l'intérêt collectif des Québécois, l'indépendance serait l'option à privilégier. Mais il y a aussi tout le reste, la liberté de nos choix et de nos priorités, l'autodétermination, l'affirmation de notre identité, le plein espace pour notre langue et notre culture, la préséance de nos intérêts, etc.

Nous nous retrouvons aujourd'hui dans la conjoncture la plus favorable que nous n'ayons jamais eue pour réaliser l'indépendance du Québec. Les Anglais ont une expression qui perd beaucoup de son impact à la traduction, c'est pourquoi je me permets de vous la livrer telle quelle: «It is ours to lose».

Cela dit, il ne faut pas pour autant croire qu'elle va nous tomber «tout cuit dans l'bec».

Il y a du travail à faire pour gagner la confiance des Québécois, pour leur démontrer qu'un Québec indépendant s'en tirerait certainement aussi bien qu'à l'intérieur du Canada, et peut-être même mieux.

Ainsi, on parle souvent dans les rangs indépendantistes du coût des chevauchements de pouvoir ou des dédoublements de responsabilité. Or ce n'est même pas là que se trouve le plus important potentiel d'économies pour un Québec indé-

pendant. En effet, le gouvernement fédéral est engagé dans nombre d'activités qui n'ont aucun intérêt pour le Québec.

Il y a donc un travail systématique d'épluchage des comptes publics fédéraux à faire à partir des lois et règlements et des dépenses de programme qui s'ensuivent pour identifier toutes ces activités et les budgets qui y sont affectés. Ce ne sera pas la pêche miraculeuse, mais presque.

Et, pour éviter qu'un gouvernement favorable à l'indépendance ne se retrouve piégé comme en 1995, ce travail doit être fait par les promoteurs de l'indépendance eux-mêmes, tout comme les fédéralistes font eux-mêmes la promotion de leur option. En 1995, les études favorables à l'option fédérale émanaient du CD Howe Institute, du Conference Board, du Fraser Institute, du Conseil du patronat, etc., et ils n'avaient de comptes à rendre à personne, que ce soit sur le choix des auteurs des études, de la méthodologie utilisée, ou de leur coût, pour ne s'en tenir qu'aux questions les plus importantes. Et l'idée n'est jamais venue à personne de demander que leur coût soit inclus dans les dépenses du camp du NON, alors que, en qualité de ministre chargé des études référendaires, j'ai dû passer le plus clair de mon temps à défendre tous nos choix, même les plus anodins, face à l'opposition et aux médias. Le processus choisi m'a même obligé à travailler avec des gens qui étaient hostiles à notre option et qui ne cherchaient qu'à la faire déraiper, et à publier, transparence dans l'utilisation des fonds publics obligeant, des études qui n'y étaient pas favorables.

Pensez-vous un seul instant que le camp adverse aurait publié une étude qui lui était défavorable? On n'en aurait même jamais connu l'existence. Au gouvernement, on est constamment à la merci d'une enveloppe brune envoyée à un journaliste.

Signe également que les temps sont mûrs, une évolution très nette des mentalités dans la région de Québec. Certains croient que c'est pour le pire. Ils ont tort. Québec se sent désormais mûre pour jouer des grands rôles, et même si elle ne pense pas à celui de capital d'un État indépendant en ce moment, elle serait rapidement appâtée par les bénéfices qui vont de pair avec un tel statut. Il n'y a qu'à regarder Ottawa, et Québec a des atouts auxquels Ottawa ne peut que rêver.

En 1995, Québec était encore une ville très provinciale qui pensait petit et à laquelle toute audace faisait peur. Le gouvernement Parizeau n'a pas du tout compris la partie qui allait s'y jouer, et il l'a perdue. Depuis lors, Québec s'est bâti une confiance. Qu'on soit d'accord ou non avec les projets sur lesquels celle-ci s'est bâtie, il faut prendre acte du résultat et miser dessus pour réaliser le nôtre.

Les exemples que je viens de donner me servent à illustrer mon dernier point. Trop de précipitation gâte la sauce. Aujourd'hui, après tant d'années où l'indépendance a été remise au placard, il ne faudrait pas faire l'erreur de croire qu'il ne suffirait que de quelques mois pour relancer la machine et atteindre notre but, tout résolu que nous soyons. En fait, cette résolution ne serait que le terreau d'efforts qui prendraient de trois à cinq ans avant de porter ses fruits.

Le temps pour un gouvernement sympathique à la cause de l'indépendance de reprendre en mains le contrôle de l'État, de s'assurer que les intérêts collectifs reprennent le dessus sur les intérêts particuliers, de purger le système des éléments infiltrés, et d'assainir ses mœurs et pratiques.

De trois à cinq ans, ça peut paraître long, mais en termes historiques, c'est demain.

Conclusion

En terminant, j'aimerais vous laisser sur cette réflexion tirée de l'entrevue du professeur Immanuel Wallerstein, citée plus haut:

Nous sommes dans une période, assez rare, où la crise et l'impuissance des puissants laissent une place au libre arbitre de chacun: il existe aujourd'hui un laps de temps pendant lequel nous avons chacun la possibilité d'influencer l'avenir par notre action individuelle (voir note 4).

Si le présent est chaotique et l'avenir indéterminé, il ne tient qu'à nous de mettre de l'avant notre projet pour le substituer au chaos. L'avenir sera ce que nous en ferons. Pour l'heure, le Québec se retrouve confronté à la fois à une occasion unique et à l'obligation impérieuse d'accomplir son destin. □

Annexe**Jeffrey Simpson, The Globe and Mail, 25 mars 2010**

Canadians should realize that, from now on, Confederation will be different because Ontario, once the country's cash cow, has become a fiscal featherweight.

The days when Ontario's surplus wealth could be redistributed elsewhere with political impunity and economic ease are over. Rather than lifting Canada up, Ontario will be dragging it down.

How bad are the province's prospects? Consider the unthinkable: Within four years, and possibly three, Ontario's debt load as a share of provincial income will be that of Quebec's, for a long time the highest in the country.

In Quebec, though, people are contemplating how to reduce their debt load, given the aging population and a decade of slow economic growth ahead. Whether Quebec will take the steps required to reduce that debt load remains unclear, but at least serious Quebecers are talking about their predicament.

In Ontario, however, Premier Dalton McGuinty and most Ontarians don't seem to give a hoot their province is going from strongman to weakling.

Yesterday's Ontario budget laid out the doleful and dubious math – a \$21.3-billion deficit this year, followed by six more years of red ink that will add more than \$100-billion to the province's debt. The fiscal situation is likely to be worse, perhaps much worse, than the budget suggested.

For starters, Finance Minister Dwight Duncan's seven-year forecast was, by definition, nonsense. Neither Mr. Duncan nor Mr. McGuinty are likely to be around in seven years. It's bad enough the Harper government in Ottawa has taken to five-year guesses masquerading as precise budgetary forecasts. But now Ontario is offering even less credible seven-year ones.

Then there's the matter of interest rates. Rates are rock-bottom now, but they're going up – the only question being when and by how much. Each point they rise will add about half a billion dollars to the yearly Ontario deficit.

Then there's the biggest whopper of all: restraining health-care costs. For years now, health costs have been rising at 6 per cent in Ontario. Since health care consumes 46 per cent of all program spending, the remorselessness of this annual increase distends the entire provincial budget.

A few budgets ago, the McGuinty government promised that, by now, the yearly increase would have dropped to 3 per cent. The promise was a fantasy then. Yesterday's budget repeated the fantasy that, within two years, health-care spending increases will drop from 6 per cent to 3 per cent, and remain at that level thereafter.

There's not a chance of this happening. Inflation and population growth alone will produce increases of 3 per cent – before wages and benefits rise, the costs of new drugs and procedures appear, and the fiscal pressures of an aging population are factored into the equation.

Which leads to the final reason why yesterday's budget math should not be believed. The government will not open existing collective bargaining agreements, but it wants to freeze public-sector salaries when the agreements expire. Public-sector unions in Ontario are well organized, with deep pockets and a tradition of militancy. Getting them to be reasonable, let alone to accept long-term wage freezes, will be difficult, to say the least.

So much for the fiscal situation that will almost certainly be worse than the government suggests.

Look at the budget from another perspective and you can see why Ontario's public services will be cracking.

Hospitals will be given a 1.5-per-cent increase, which, given that their costs are rising much faster than that, will mean fewer operations and longer wait times.

Universities are being told to accept 20,000 more Ontario students, plus a doubling of foreign students, with paltry sums for new buildings and none at all for new faculty. The result will be even bigger class sizes for undergraduates, too many of whom are already getting a raw teaching deal.

Metropolitan Toronto, the country's biggest urban area, has a subway system that looks old and hasn't had a major infusion of cash for decades. Now, the budget removes \$4-billion from its long-term plan to expand rapid transit. A system that hasn't kept pace with population growth isn't going to catch up.

The crumbling of Ontario, in other words, will continue. No sympathy will be found outside the province for its plight, but the repercussions will be felt across the country¹⁰.

¹⁰ <http://www.theglobeandmail.com/news/opinions/ontario-lifted-canada-up-now-itll-drag-it-down/article1512510/>

Benoît Lévesque*

Réflexions sur la conjoncture
économique et politique**UN MONDE QUI SE
DÉFAIT, UN MONDE À
RECONSTRUIRE**

Les raisons d'être déprimé aujourd'hui sont nombreuses et sérieuses. Sans être exhaustif, mentionnons le fossé qui s'élargit entre les plus riches et les plus pauvres, y compris dans les pays de l'OCDE¹, le réchauffement climatique et la dégradation de l'environnement combinée à l'épuisement des ressources naturelles, les politiques aveugles qui conduisent au désastre, sans oublier des pratiques politiques relevant d'une intégrité trop souvent douteuse, les réductions dans les services publics alors que la redistribution a été amendée en faveur des plus riches depuis trois décennies : réductions d'impôt, progressivité réduite, exemptions avantages fiscaux et autres cadeaux fiscaux qui expliquent en partie la croissance de l'endettement public. À ces facteurs plus structurels, il faut ajouter la cupidité et l'arrogance d'une grande partie de l'élite financière, l'impuissance et souvent le silence des dirigeants politiques à l'égard des dérives financières, l'absence de vision des partis politiques dont les programmes ne suscitent guère d'enthousiasme, une société civile de plus en plus active et même imaginative, mais de plus en plus fragmentée et faiblement organisée.

* Professeur émérite, UQAM.

¹ OCDE (2008), *Croissance et inégalités – Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, Paris, 341 p.

Comparativement à la déprime et au découragement, le mouvement des indignés à travers les « occupations », dans le sillage d'Occupy Wall Street, représente une réaction plus saine. En effet, la déprime conduit au découragement, au décrochage et souvent à l'indifférence, la pire des attitudes, alors que l'indignation constitue le premier pas d'un engagement civique. L'indignation ainsi partagée motive la résistance comme l'a très bien expliqué Stéphane Hessel dans un fascicule qui a connu une très large diffusion². De telles occupations sont des mini-espaces publics, sans doute très fragiles, où la parole circule très librement portée par une conviction, celle de la nécessité de faire quelque chose pour un changement en profondeur. Même si de telles mobilisations « n'ont pas une pensée politique à leur disposition qui leur permette de les organiser et de les orienter³ », elles mettent de l'avant des droits sociaux qui ont une forte légitimité au regard des intérêts des puissances de l'argent qui dominent maintenant le monde⁴.

Pour nous inspirer davantage, nous ne disposons pas d'une grande théorie comparable à celle de Keynes (et de Beveridge) qui avait justifié sur le plan de l'économie politique l'arrimage du développement économique et du développement social comme réponse à la grande crise de 1929 et qui avait favorisé par le fait même le soutien des travailleurs (et même plus largement encore) aux partis sociaux-démocrates. Les défis plus spécifiques à notre époque, notamment ceux de la mondialisation et du respect de la nature, suffisent à montrer que les solutions d'un passé même récent sont nettement insuffisantes. Toutefois, l'histoire nous enseigne que les grandes transformations se sont le plus souvent produites

2 Stéphane Hessel (2010), *Indignez vous*, Montpellier, Indigène Editions, 32 p.

3 Stéphane Hessel et Edgar Morin (2011), *Le chemin de l'espérance*, Paris, Fayard, p. 7

4 Alain Touraine (2010), *Après la crise*, Paris, Seuil (La couleur des idées), p. 106.

qu'à la suite de catastrophes ou encore d'une forte prise de conscience du caractère intolérable d'une situation donnée. À défaut d'une révolution que personne apparemment ne souhaite et qui ne semble pas souhaitable non plus, il faut s'en remettre à une transformation en profondeur qui, même si elle se déployait par étapes, doit avoir un commencement bien identifiable pour marquer le départ. Cela suppose non seulement une large conscientisation des citoyens, mais aussi une alliance sociale qui propose un projet d'avenir voire une utopie concrète et qui soit capable de mettre en œuvre rapidement des réalisations significatives pour solidifier sa base et convaincre les indécis. En somme, une transformation de cette ampleur ne peut faire l'économie du politique.

Dans cette perspective, notre contribution est plutôt modeste. Nous tenterons simplement de montrer d'une part qu'une grande transformation est indispensable, puisque nous sommes proches du point de rupture, et d'autre part qu'elle n'est pas impensable, si l'on prend en considération la portée des réalisations existantes sans doute insuffisamment visibles. Dans un premier temps, nous caractériserons donc à grands traits la crise actuelle selon diverses dimensions révélant ainsi un monde qui se défait. Dans un deuxième temps, nous montrerons qu'un nouveau monde est possible comme le suggèrent aussi bien les nombreuses initiatives venant d'en bas, à l'échelle locale ou même nationale, que les réalisations venant d'en haut, notamment celles orientées vers une autre mondialisation.

Une crise multidimensionnelle: un monde qui se défait

La plupart des économistes hétérodoxes et des sociologues économiques s'entendent pour affirmer que la crise actuelle est financière, économique, sociale, politique et écologique et que toutes ces dimensions ont interdépendantes, emboîtées

ou entremêlées. Autrement, cette crise multidimensionnelle ne saurait être résolue de manière durable sans la prise en charge de chacune de ces dimensions. Bien que le capital financier soit au cœur de la crise actuelle, son contrôle – par ailleurs indispensable pour éviter un désastre – ne saurait suffire pour s'orienter vers un développement soutenable. Ce dernier suppose aussi que la crise écologique et la crise sociale, qui «s'entremêlent et se codéterminent⁵», soient surmontées et que nous réalisions «un lent et coûteux réajustement des techniques, des localisations, des modes de vie, des systèmes de valeurs et de l'ordre géopolitique⁶.» En somme, «la sortie de crise ne saurait être définie en termes purement économiques» puisqu'elle suppose «la construction d'un nouveau système d'acteurs⁷» et un contrat social qui permettrait la prise en charge des divers éléments à la base d'un modèle de développement durable.

Cela dit, il ne faut pas sous-estimer le rôle central du capital financier dans les déséquilibres économiques actuels, y compris pour l'endettement des ménages et des États. Ainsi, la mondialisation, notamment la délocalisation de la production des pays du Nord vers la Chine et d'autres pays du Sud, a été encouragée fortement par la recherche de rendements plus élevés. Cela entraînera des effets négatifs sur l'emploi et les salaires dans les pays du Nord, réduisant par le fait même la demande finale pour ces biens. Pour maintenir leur consommation, les ménages touchés négativement n'auront d'autres choix que de s'endetter, ce que favorisera le système financier avec l'appui des gouvernements qui décideront de réduire les ponctions fiscales pour soi-disant relancer l'emploi, ce qui aura pour effet d'endetter également les États. Aux États-

5 Éloi Laurent (2011), *Social-écologie*, Paris, Flammarion, p. 217.

6 Robert Boyer (2011), *Les financiers détruiront-ils le capitalisme?*, Paris Economica, p. 12.

7 Alain Touraine (2010), *opt.cit*, p. 137.

Unis, cela s'est traduit par la bulle immobilière et par suite la crise des *subprimes* (prêts à haut risque) alors qu'en Europe continentale ce fut par un filet social plus généreux et des dégrèvements fiscaux au profit des plus riches qui ont entraîné la crise de la dette souveraine. Cette montée de la finance et de la mondialisation s'est faite avec l'accord et même le soutien des gouvernements qui ont adopté des réformes apparemment marginales, lorsque considérées une à une.

La crise actuelle est constituée non seulement d'une domination du capital financier sur la production, mais d'une séparation du monde financier et du monde de la production. Ainsi, avec la financiarisation des entreprises, la logique industrielle a été remplacée par la logique financière qui s'est orientée quasi exclusivement vers la valeur actionnariale. Ce faisant, l'entreprise est vue d'abord comme un portefeuille d'actifs, d'où son dépècement éventuel et sa délocalisation lorsque cela apparaît favorable aux actionnaires. Ceux qui avaient des liens plus forts avec l'entreprise qu'il s'agisse des salariés et même des cadres sont maintenant exclus et impuissants quant au devenir de cette dernière. Il en est ainsi des communautés dont la prospérité dépendait en grande partie de la présence de ces entreprises. La séparation de la finance de l'économie est d'autant plus lourde de conséquences que la première évolue dans le temps court comme on peut l'observer à la bourse alors que la reconfiguration d'une économie nationale, par exemple, s'apprécie plutôt en termes de décennies.

Les pouvoirs publics sous la gouverne de partis de droite et même de gauche ont favorisé cette autonomisation de la finance en autorisant sa mobilité à l'échelle mondiale et sa libéralisation à l'échelle nationale. Maintenant, la finance est non seulement au cœur de l'économie qu'elle domine, mais aussi des gouvernements. Outre l'importance qu'elles

accordent au lobbying, les élites financières et économiques sont aujourd'hui en lien direct avec les dirigeants politiques, les administrations publiques et les académiques supposément indépendants. Ainsi, les dirigeants politiques même les moins à droite, comme c'est le cas de Barak Obama, consultent en premier lieu les financiers pour leurs grandes décisions, supposant que ces derniers sont le mieux placés pour relancer la croissance et éventuellement l'emploi. Il n'est pas difficile de comprendre que les aides massives aux institutions financières sans grande contrepartie peuvent trouver là leur explication de même que les projets de lois et de règlements favorables qui leur sont favorables. Comme l'écrivent S. Blankenburg et J. G. Palma, « *the banks are inside the government* », d'où la résistance des gouvernements à procéder à des changements en profondeur⁸. Pour François Chesnais, le tour de force le plus invraisemblable a été de transformer une grande partie des dettes des institutions financières en dettes des États que doivent maintenant rembourser les citoyens alors qu'une partie de leur épargne a disparu. Selon l'économiste français, un examen de la source de cette dette pourrait bien montrer qu'elle est en grande partie illégitime⁹. En somme, aux États-Unis comme ailleurs, les intérêts de la société sont remplacés par ceux des financiers et des classes aisées « qui peuvent utiliser à leur profit les processus spéculatifs qui en dérivent¹⁰ ». Il est pertinent de rappeler ici que la spéculation est constituée principalement d'« opérations à la fois risquées, motivées par l'espoir d'une plus-value, et sèches, c'est-à-dire sans

8 Stephanie Blankenburg et José Gabriel Palma (2009), « Introduction: the Global Financial Crisis », *Cambridge Journal of Economics*, No 33, p. 531-538.

9 François Chesnais (2011), *Les dettes illégitimes. Quand les banques font main basse sur les politiques*, Paris, Raisons d'agir Éditions, p.23. L'économiste considère comme légitimes les dettes à l'égard des épargnants et éventuellement illégitimes les dettes provenant d'activités spéculatives que doivent rembourser les contribuables.

10 Robert Boyer, *op. cit.*, 215.

contrepartie directe dans la sphère réelle de l'économie¹¹». Comment mieux expliquer que la finance (spéculative) et l'économie sont de plus en plus séparées ?

Depuis plus de deux décennies, les banques elles-mêmes se sont transformées en s'éloignant de l'intermédiation pour une finance de marché, renvoyant ainsi à des tiers les risques à travers la titrisation. Les innovations financières combinées aux nouvelles technologies de communications ont favorisé une hypertrophie de la finance. Ainsi, «une situation où les transactions afférentes au PIB mondial ne représentent que 1,6 % des transactions totales traduit un degré très élevé d'hypertrophie de la sphère financière par rapport à celle de l'économie réelle, là où la richesse est produite¹²». Autres chiffres révélateurs de cette hypertrophie, les échanges mondiaux de marchandises et de services qui s'élèvent à 19 505 milliards de dollars représentent moins de 0,2 % des 101 500 milliards de dollars de transactions sur le marché des changes¹³. Lorsqu'on regarde les rendements escomptés et les rémunérations offertes aux dirigeants du monde de la finance, on se doit de conclure que les incitations à produire de la richesse sont pratiquement inexistantes pour ceux qui veulent s'enrichir. Laissé à lui-même sans véritable contrôle, le capital financier entraîne l'économie mondiale vers une catastrophe.

De plus, le modèle de croissance des pays qui en sont maintenant le moteur, tels les pays les plus importants d'Asie, d'Amérique latine et même d'Afrique, est lui-même non soutenable. En 2011, ces pays contribuent davantage à la croissance que les pays membres de l'OCDE, d'où un «grand basculement» réalisé en quelques décennies

11 Dominique Plihon cité par François Chesnais (2011), *Les dettes illégitimes. Quand les banques font main basse sur les politiques*, Paris, Raisons d'agir Éditions, p. 42-43.

12 *Ibid.*, p. 45

13 *Ibid.*, p. 47.

en faveur de quatre modèles de croissance extravertie¹⁴. D'abord, la Chine qui est devenue l'atelier du monde (*Cargo Export*) s'est donné un modèle axé sur les exportations de biens dont les avantages reposent sur de bas salaires et de faibles contraintes environnementales combinées à une politique de change agressive et à une collaboration étroite de l'État et du secteur privé alors que le marché intérieur est à la fois réprimé et protégé. De même, l'Inde devenue le bureau du monde (*Soft Workers*) exporte vers les pays du Nord des services dans le domaine de l'informatique, de l'ingénierie et de la comptabilité en misant sur l'avantage des bas salaires. Ce pays est passé d'une économie reposant largement sur l'agriculture à une économie de service sans avoir connu une industrialisation massive. Les deux autres modèles reposent également sur une croissance extravertie, il s'agit de pays du Sud qui exportent leur main d'œuvre (*Walkshop*), tels les Philippines, dont une grande partie des salaires obtenus au Nord sont transférés dans le pays d'origine, ce qui représente pour les dix pays plus importants 20 % de leur population et un apport de revenus correspondant plus ou moins à 10 % de leur PIB. Pour plusieurs de ces pays, l'exportation de la main d'œuvre représente apparemment une stratégie de développement. Enfin, certains pays tels les pays du golfe Persique pour le pétrole connaissent une croissance également extravertie fondée sur l'exportation de matières premières (*Serial Renters*). Souhaitons que le Plan Nord de Jean Charest ne contribue pas à inscrire le Québec dans ce modèle de croissance extravertie.

Dans un premier temps, la croissance extravertie de ces divers pays a pu être considérée comme avantageuse pour toutes les parties. Elle représentait un progrès au sud alors que dans les pays du nord «leurs multinationales pouvaient

14 Jean-Michel Severino et Olivier Ray (2011), *Le grand Basculément. La question sociale à l'échelle mondiale*, Paris, Odile Jacob, p. 38-63.

produire à bas coût, et leurs citoyens acheter des marchandises et des services à des prix défiant toute concurrence.¹⁵». Maintenant, elle apparaît de plus en plus fragile puisque la demande des pays du nord repose sur un endettement de moins en moins soutenable et, dans certains cas, dépendant des pays du sud. Pour ces pays, elle engendre des inégalités de plus en plus marquées de même qu'une dégradation de l'environnement, sans oublier l'épuisement des ressources naturelles. Si la création d'un marché interne dans les pays du Sud pourrait constituer une solution, il apparaît en même temps qu'une généralisation du mode de vie occidentale ne serait pas soutenable en raison de l'empreinte écologique en résultant. De plus, les pays du Nord n'auraient plus d'intérêt de poursuivre leur importation de biens et de services si les pays du Sud y intégraient les coûts environnementaux et du travail décent, sans oublier ceux du transport en croissance. Entretemps, «cette dissociation des consommateurs du nord de produits manufacturiers avec les producteurs du sud profite à une partie des salariés du nord qui accroissent ainsi leur pouvoir d'achat, mais au détriment d'une grande partie de la classe ouvrière d'hier aujourd'hui sans travail et à faible pouvoir d'achat¹⁶». En somme, le modèle de croissance se révèle à terme insoutenable aussi bien au Nord qu'au Sud.

Comme nous venons de l'entrevoir sans doute trop rapidement, la crise actuelle est constituée de trois grandes séparations : séparation entre l'économie et la société, séparation entre l'économie et la finance et séparation au sein même de la finance entre des activités financières d'intermédiation et une finance spéculative. Ces trois séparations auxquelles il faut ajouter la non-prise en charge des coûts environnementaux entraînent une destruction du monde qui était le nôtre jusqu'ici. Comme l'explique Alain Touraine, la crise

¹⁵ *Ibid* : 62

¹⁶ *Ibid* : 63

actuelle n'est pas simplement la crise du capitalisme, mais une crise de la société capitaliste qui pourrait conduire à la disparition des acteurs sociaux au cœur de cette société, des conflits traditionnels qui surgissaient le plus souvent dans la production et dans les interventions de l'État, notamment la culture qui permettait à l'État d'intervenir «poussés par les victimes de la gestion économique imposée par les dirigeants capitalistes.¹⁷» Mais comme l'affirme le sociologue français, une société capitaliste n'a jamais été complètement dominée par le capitalisme. Il faudrait ajouter que la production de biens et de services, et donc l'économie (au moins substantive dans le sens de Polanyi), n'a jamais été complètement capitaliste puisqu'une partie priorisait le service aux membres comme dans les coopératives et les mutuelles, une autre partie relevait d'une économie non marchande, ce qui était le cas principalement du secteur public, et une troisième partie pouvait être considérée non monétaire en raison de la contribution du bénévolat dans les associations, par exemple. Enfin, l'économie capitaliste elle-même s'est toujours appuyée sur des contributions provenant notamment des États, des collectivités, des associations et plus largement de l'entraide qui reposent principalement sur le non marchand et le non monétaire. Nous tenterons maintenant de voir comment un monde a déjà commencé à se reconstruire, à partir de quelques indices sans doute modestes, mais qui devraient être suffisants pour laisser voir qu'«un autre monde est possible».

Un monde à reconstruire, des raisons d'espérer

La crise actuelle n'entraîne pas nécessairement un au-delà progressiste. Elle révèle sans doute le cul-de-sac où nous mènent le productivisme et la croissance comme principale finalité sociale. Mais, loin de fournir spontanément les moyens de s'en sortir, elle a entraîné une réduction des res-

¹⁷ Alain Touraine, *op. cit.*, p. 40

sources collectives, elle a affaibli les acteurs sociaux et l'État lui-même et elle a appauvri la majorité de la population, à commencer par les plus faibles. En revanche, cette crise a été perçue par plusieurs comme une invitation pressante à réaliser une grande transformation voire une révolution, d'où l'importance de bien profiter de l'opportunité qu'elle représente. Pour ne pas prendre ses désirs pour des réalités, il nous semble nécessaire d'identifier les initiatives et les efforts tentés au cours des dernières années pour repenser notre mode de production et de consommation, notre façon de penser la politique et plus largement encore nos rapports au monde et à la nature. Dans cette perspective, nous examinerons sans doute trop rapidement comment la reconstruction semble s'amorcer d'abord à partir d'en haut, avec la mouvance altermondialiste, puis à partir d'en bas entre autres avec la myriade d'expérimentations et d'initiatives allant dans le sens d'un développement plus durable et d'une économie plus ancrée dans le territoire et plus solidaire. Notre contribution demeure d'autant plus modeste et partielle que nous ne visons qu'à suggérer la poursuite d'une recherche et d'une réflexion dans cette direction.

Reconstruire par en haut: vers une autre mondialisation ?

À bien des égards, la mondialisation représente à la fois le pire et le meilleur¹⁸. Le pire puisqu'elle a favorisé la domination de la finance sur l'économie et la société, l'augmentation des inégalités entre les plus pauvres et les plus riches, l'extraversion de la croissance, au moins dans les pays du sud, et à l'impuissance des États nationaux. Le meilleur puisqu'elle a également favorisé de nouvelles formes coopération internationale, une conscience plus nette de l'unité solidaire de l'humanité et d'une communauté de destin sur cette planète, et l'émergence de nouveaux acteurs et de nouveaux espaces

18 Edgar Morin (2010), *Ma gauche*, Paris, François Bourin, p. 13

de débat public. Il apparaît maintenant plus clairement que de nombreuses questions ne peuvent trouver réponse qu'en prenant en considération à cette échelle des questions telles que celles concernant l'environnement, la dégradation de la biosphère, la gestion de certains biens mondiaux et la mise en place de normes sociales touchant le travail décent, sans oublier la régulation des conflits entre entités nationales. En somme, nous devons à la fois *démondialiser* en *reterritorialisant* certaines activités économiques (comme nous le verrons dans les initiatives venant d'en bas) et *remondialiser* (comme nous tenterons de le suggérer maintenant) à travers une autre mondialisation ouverte sur une solidarité élargie à l'ensemble de l'humanité et orientée vers un développement durable et des échanges plus équitables entre le nord et le sud. Même si les forces dominantes de la globalisation sont encore celles des grandes entreprises capitalistes et des instances internationales telles la Banque mondiale (BM) et le Fond monétaire international (FMI), la mouvance altermondialiste issue de la société civile représente un contrepoids et de plus en plus une force de proposition.

Le mouvement tiers-mondiste de lutte contre l'endettement et les ajustements structurels constitue sans doute l'ancêtre de la mouvance altermondialiste. Cette dernière s'affirme dans les années 1990 par sa présence dans les grandes conférences de l'ONU à commencer par le Sommet de la terre de Rio en 1992 et par l'opposition aux politiques proposées par les grandes institutions internationales à commercer avec la rencontre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle de 1999, un tournant où la force de mobilisation citoyenne s'est imposée aux yeux du monde. Les thématiques mises de l'avant se sont alors élargies pour inclure l'environnement, la démocratisation des instances internationales, la lutte contre les inégalités, une autre mondialisation (passage de l'antimondialisation à l'altermondialisme) et un autre modèle de développement.

Les Forums sociaux mondiaux, qui ont débuté en 2001 à Porte Allegre et qui se poursuivent régulièrement depuis, mettent bien en lumière certaines spécificités de la mouvance altermondialiste comme acteur social engagé dans une autre mondialisation et un autre développement. Comme tel le Forum social mondial constitue un espace ouvert pour ceux et celles qui remettent en question la mondialisation et le capitalisme, un espace ouvert qui refuse de s'enfermer dans des recommandations bien arrêtées¹⁹. On se situe donc principalement sur le terrain de la société civile et de débats qui demeurent politiques. Après plus d'une décennie, l'expérience des Forums montre clairement que cette mouvance ne constitue pas un mouvement social comme on l'entend généralement. Nous sommes plutôt en présence d'un ensemble hétéroclite où l'on retrouve des participants provenant de divers mouvements sociaux (nouveaux et anciens), soit sans doute, des groupes écologiques, des groupes de femmes, des groupes de jeunes, des organisations relevant de l'économie solidaire, mais aussi des syndicats, des organisations paysannes, des organisations coopératives et de l'économie sociale. Cette diversité représente à la fois une richesse et une alliance large, comme plusieurs le souhaitaient sans y croire, mais elle soulève manifestement d'importants défis tant sur le plan du fonctionnement démocratique que de la cohérence quant aux perspectives d'avenir²⁰.

Les thématiques principales, qui intéressent la mouvance altermondialiste, circonscrivent un espace de débat public qui correspond à ce qu'on pourrait appeler un nouveau paradigme, une nouvelle vision concernant le modèle de déve-

19 Emmanuel Wallerstein (2005), « Le Forum social mondial à la croisée des chemins », in *Alter-démocratie, alter-économie. Chantiers de l'espérance*. Revue du MAUSS semestrielles, No 26, p. 33-40.

20 Pour aperçu des défis, voir Louis Favreau, Lucie Fréchette et René Lachapelle (2010), *Les défis d'une mondialisation solidaire*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 160 p.

loppement, le rapport à la nature et à l'environnement, la démocratie, la lutte contre les inégalités, le rôle de la finance, la place de l'économie dans la société, etc. Comme plusieurs l'ont relevé, «ce qui a manqué jusqu'ici c'est d'avoir une vue d'ensemble de la nouvelle société qui se forme²¹» et du nouveau monde qui serait possible. À cet égard, les thématiques traitées par les Forums sociaux mondiaux sont suffisamment larges pour permettre la confrontation des points de vue nécessaire à un renouvellement de la pensée. Ce travail se fait également dans d'autres organisations relevant de la mouvance altermondialiste telle ATTAC (Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens) qui a été créée en 1998 et qui est présente maintenant dans 38 de pays. Bien que centrée plus sur les méfaits de la globalisation financière, et ayant donné lieu à l'occasion à des controverses, cette association internationale tente maintenant d'établir des liens avec des expérimentations et des initiatives de la société civile relevant du développement durable et même de l'économie sociale et solidaire.

Parmi les débats qui ont cours au sein de l'altermondialisme, on peut relever ceux opposant la croissance et de la décroissance, l'anticapitalisme et la transformation du capitalisme, le réformisme et la révolution (pour certains). Il n'est pas question de reprendre ici ces débats, sinon pour mentionner que des compromis s'élaborent parfois à partir d'une meilleure compréhension des enjeux, parfois en acceptant de demeurer dans le doute tout en s'engageant dans des directions dont la portée n'est pas manifeste à court terme. De même, l'opposition de la croissance et de la décroissance est en partie désamorcée lorsqu'on pose la question : «que doit-on faire croître et que fait-on décroître²² ? » Ainsi la décroissance de ce qui est toxique et de ce qui exige davantage d'énergie fossile peut

21 Alain Touraine, *op. cit.*, p. 113.

22 Alain Lipietz (2009), *Face à la crise l'urgence écologiste*, Paris, Les éditions Textuel, p. 118.

s'imposer au moins en principe²³. De même, la croissance pour les biens et services qui reposent sur une haute qualité énergétique (HQE) et une haute qualité sociale (HQS) apparaît désirable comme c'est le cas du transport en commun et de l'aménagement plus humain des grandes villes. Plus largement, «corriger la croissance économique par une mesure du bien-être ou de la qualité de vie permettrait de sortir du faux dilemme croissance/décroissance en instituant d'autres évaluations du développement de la société²⁴».

Les débats qui mettent de l'avant l'anticapitalisme, la sortie du capitalisme ou son dépassement peuvent se rejoindre dans la perspective d'un mode de développement qui fasse du développement social et individuel sa priorité et de l'économie un moyen tout en considérant l'intégrité écologique comme incontournable. Il va de soi qu'une telle hiérarchisation ou conjugaison de l'économique, du social et de l'environnement n'est pas possible sans un approfondissement et un élargissement de la démocratie. Quant à savoir si cette grande transformation peut se réaliser dans le cadre du capitalisme (sans doute transformé), on peut en douter, mais «la question doit demeurer ouverte²⁵». Comme Alain Lipietz le propose, «il ne faut pas attendre d'avoir renversé le capitalisme pour entreprendre de sauver la planète²⁶» et, nous ajoutons, pour s'orienter vers un développement plus soutenable et plus équitable. Dans cette perspective, «la réduction des inégalités est absolument décisive pour que tous accèdent à des modes de vie soutenables et désirables²⁷». Comme on l'entrevoit, le débat et la référence à des

23 Jean Gadrey

24 Bernard Perret (2008), *Le capitalisme est-il durable?*, Carnets nord, 2008, p.173.

25 *Ibid*: 179.

26 Alain Lipietz, *op.cit.* p.83.

27 Jean Gadrey, *Adieux à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*, Paris, Alternatives économiques (Les Petits Matins), p. 18.

pratiques conséquentes donnent à l'idée d'un autre modèle de développement une existence et une conviction de plus en plus partagée par ceux qui recherchent une alternative à la globalisation néolibérale. Cette vision plus ou moins intégrée constitue également la base d'une espérance.

Cette vision du développement questionne la façon dont la croissance dans les divers États et dans les organismes internationaux est mesurée. En 1990, le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) a mis au point l'indice de développement humain (IDH) avec l'aide de deux économistes originaires des pays du Sud, l'économiste indien Amartya Sen et l'économiste pakistanais Mahbub ul Haq. Cet indice prend en considération l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le niveau de vie. Un indice dérivé de l'IDH rend en compte les disparités entre les hommes et les femmes (Gender-related Development Index). En 2011, l'OCDE a proposé un indice du mieux vivre dont les indicateurs sont le logement, l'emploi, la santé, la satisfaction vis-à-vis la vie, la sécurité, le lien social, le bien-être, l'environnement (qualité de l'air dans les villes), l'équilibre famille-emploi, les revenus et la gouvernance²⁸. Même si cet indice du mieux vivre repose sur onze critères plutôt que trois avec l'IDH, ces derniers demeurent trop dépendants du PIB par habitant. Cependant, ce nouvel indice comme celui du PNUD a le mérite de contribuer au débat sur la mesure de la richesse et de montrer les limites du PIB pour en mesurer la croissance.

Dans la mesure où le paradigme d'un autre modèle de développement réussit à s'imposer au sein de la société civile et à l'échelle du monde, une autre façon de concevoir la richesse et sa mesure s'imposera. Il sera également plus facile de voir comment être plus équitable non seulement entre le Nord et le Sud, mais aussi au sein de chacune des

28 Voir le site suivant : <http://www.oecdbetterlifeindex.org/>

sociétés nationales. La reconstruction d'une autre économie suppose aussi un autre imaginaire ce qui ne saurait s'imposer sans une nouvelle compréhension des rapports entre l'économie, la société et la nature. Sur ce point, il faudrait poursuivre la recherche et la réflexion pour voir comment les très nombreuses ONG et leurs regroupements évoluant à l'échelle internationale contribuent non seulement à l'approfondissement et à la diffusion de cette compréhension, mais également à des pratiques et des réalisations conséquentes. De même, dans la plupart des grandes organisations internationales, il existe aussi des niches tels le programme LEED (Local Economic and Employment Development) de l'OCDE et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) où des chercheurs, des acteurs et des hommes politiques non seulement mènent de telles réflexions, mais aussi soutiennent à l'occasion des initiatives de la société civile et l'élaboration de politiques qui vont dans le sens d'un autre modèle de développement. Il y a là non seulement des brèches dans le système, qui peuvent s'élargir en période de crise, mais aussi des motifs d'espérance qui viennent d'en haut et parfois de là où on ne s'y attend pas.

Reconstruire par en bas : l'exemple de l'économie sociale et solidaire

À l'occasion de la crise financière, Joseph Stiglitz relevait qu'on n'accorde pas suffisamment d'attention à cette autre économie que représentent les entreprises relevant de l'économie sociale et de l'économie publique²⁹. Ces entreprises évoluent parfois dans le cadre du marché, mais elles ne s'en remettent pas à la soi-disant autorégulation des marchés ni à la recherche irraisonnée du rendement maximal puisqu'elles ne sont pas administrées par des actionnaires et que leur finalité est le service à leurs membres. En même temps, ces entreprises non capitalistes sont généralement

²⁹ Joseph Stiglitz (2009) », «Moving Beyond Market Fundamentalism to a More Balanced Economy», *Annals of Public and Cooperative Economics*, Vol.80 no 3, 3560

reconnues pour la qualité de leur service et pour leur résilience devant les grandes turbulences que représentent les grandes crises. Autrement dit, elles ne sont pas des entreprises capitalistes puisque ces dernières confient le pouvoir aux seuls actionnaires (ou leurs représentants) et recherchent les rendements les plus élevés. L'économiste américain, prix Nobel, qui a été entre autres l'un des conseillers économiques du président Clinton et vice-président sénior et économiste-chef à la Banque mondiale concluait que ce qui fonctionne le mieux aux Etats-Unis, c'était ce que nous appelons l'économie sociale, soit des coopératives et des organisations sans but lucratif que l'on retrouve par exemple dans l'éducation et le logement social. En conséquence, il ajoutait que nous devrions accorder plus d'attention à cette autre économie.

Un autre américain, Lester M. Salamon, qui a mené de nombreuses études sur les associations sans but lucratif et le travail bénévole aux Etats-Unis et dans le monde, a bien montré leur poids en termes d'emplois et d'activités économiques. La part de l'emploi de ces associations est de 5,6 % de la main d'œuvre pour les 42 pays qu'il a étudiés, mais elle atteint 15,9 % en Hollande, 12,3 % au Canada, 11 % au Royaume-Uni, 9,6 % en Suède, 9,2 % aux Etats-Unis et Japon 8 %³⁰. Leur poids économique est toutefois un peu moins important, soit de 7,3 % pour le Canada (6 % si l'on exclut le travail bénévole). Les revenus de ces associations proviennent à 50 % de revenus générés par leur activité, à 36 % du gouvernement et à 14 % de la philanthropie.

Ces associations se retrouvent dans un très grand nombre d'activités relevant pour la plupart de l'intérêt général, soit dans les hôpitaux, les universités, les organisations pro-

³⁰ Lester M. Salamon (2010), « Putting the Civil Society on the Economic Map of the World », *Annals of Public and Cooperative Economics*, Vol. 81 no 2, p. 167-210.

fessionnelles, les centres de soins, les services de garde, les organisations de développement communautaire, les cliniques médicales, les groupes environnementaux, les agences de conseil aux familles, les groupes d'entraide, les associations sportives, les groupes religieux, les centres de formation professionnelle, les organisations de défense de droits, les associations communautaires, l'aide alimentaire, les centres d'accueil pour les sans domicile fixe, etc. Enfin, dans une autre étude, Lester M. Salomon a montré l'importance du seul travail bénévole dont la population représente à l'échelle du monde environ un milliard de personnes, qui si on les réunissait dans un pays, ce pays serait le second après la Chine en termes de population (données de 2005)³¹ et la septième économie du monde avec un PIB de 1 348 milliards \$.

En ce qui concerne le Québec, les associations ont connu une croissance considérable passant de 5302 en 1956 à 23330 en 1976³² pour atteindre 57070 en 2011³³. En 2003, les associations sans but lucratif représentaient 29 % de celles existant au Canada. En excluant les hôpitaux, les universités et les collèges qui font plutôt partie du secteur public, les associations sans but lucratif avaient des revenus atteignant 17 milliards de dollars, des effectifs de salariés s'élevant à 324 000 et un effectif de bénévoles de

31 Lester M. Salamon, S. Wojciech Solowski et Megan A. Haddock (2011), « Measuring the Economic Value of Volunteer Work Globally: Concepts, Estimates, and Roadmap to the Future », *Annals of Public and Cooperative Economics*, Vol. 82 no 3, pp.217-252.

32 Roger Levasseur (avec coll. de Raymond Boulanger) (1990), « La dynamique des associations au Québec : démographie et morphologie : 1942-1981 », in Brault, Marie-Marthe T., Saint-Jean, Lise (dir.), *Entraide et associations*, Québec, IQRC, 153-180 (voir page 156 pour le nombre d'associations).

33 Ce chiffre représente le nombre d'associations personnifiées selon le Registraire des entreprises de Revenu Québec. Voir le site Registraire des entreprises (REQ) : http://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/fr/a_propos/registre/obligation_immat.aspx

4,4 millions³⁴. Les revenus de ces associations proviennent à 49 % du gouvernement, à 36 % de revenus générés et à 15 % de dons et d'autres sources. Les chiffres concernant les coopératives et les mutuelles sont plus facilement disponibles, mais sont néanmoins indispensables pour rendre compte de l'importance de l'économie sociale et solidaire au Québec. À l'exception de certaines coopératives évoluant dans le secteur des services d'intérêt général, les revenus des coopératives proviennent principalement de la vente de biens et de services. En 2008, on comptait 3300 coopératives et 39 mutuelles pour un chiffre d'affaires de 22 milliards \$ (dont 9 milliards dans le non financier) avec des effectifs salariés de 88 000 (dont 45 000 dans le non financier), sans oublier 22 000 dirigeants bénévoles³⁵.

L'économie sociale et solidaire à travers ses diverses composantes que sont les coopératives, les mutuelles, les associations, les fonds de travailleurs et certaines fondations (dont Centraide) réussit dans divers domaines à faire le lien entre l'économie et la société en donnant la priorité à la finalité de services et en s'appuyant pour ce faire sur une gouvernance démocratique où le pouvoir n'est pas donné aux actionnaires. De même, dans le cas où il y a distribution de surplus pour les coopératives, ceux-ci sont distribués à la réserve (fonds propre), à la communauté et aux membres. Les décisions concernant les surplus et les orientations stratégiques ne peuvent faire l'économie d'un fonctionnement démocratique qu'assure un statut juridique bien connu. C'est sans doute ce qui manque aux entreprises capitalistes qui s'engagent dans la responsabilité sociale. Bien que cette

34 Imagine Canada (2004), «Le secteur sans but lucratif et bénévole au Québec.» *Enquête nationale des organismes à but lucratif et volontaire* (réalisée par Statistique Canada), Toronto, Imagine Canada (tiré à part).

35 Joëlle Noreau (2011), «Coopératisme et économie sociale. Le milieu coopératif et mutualiste, une force indéniable de l'économie sociale», *Perspective, Revue d'analyse économique*, Vol. 21 (automne 2011), pp.5-10.

dernière suppose également la participation des parties prenantes à l'opération de triple reddition de compte (économique, social et environnemental), aucune loi ne les oblige à une telle opération, à l'exception des entreprises publiques qui doivent le faire en vertu d'une loi les concernant.

L'économie sociale au Québec est constituée non seulement d'entreprises, mais de divers regroupements sectoriels, régionaux et nationaux qui tissent ainsi une sorte de toile relativement serrée. Au départ, ces entreprises se diffusent le plus souvent à partir de l'essaimage selon le modèle de la talle de fraises. Chacune entité conserve généralement son ancrage local et son autonomie, mais elle est reliée aux autres dans un même secteur ou dans un même territoire pour former une sorte de mouvement. Dans cette perspective, la participation des bénévoles comme dirigeants favorise la mise en place de mini-espaces publics. Lorsqu'une entreprise se donne une finalité sociale (une finalité autre que le profit maximal), elle doit donner un contenu précis à cette finalité cette dernière qui peut signifier aussi bien la création d'emploi que des services à la communauté, il faut donc la préciser et la discuter. D'où la nécessité d'instances de décision démocratique pour y arriver. Enfin, l'économie sociale a émergé le plus souvent par grappes dans des contextes historiques et sociaux bien définis.

Ainsi, les grandes crises du capitalisme depuis le mieux du XIX^e siècle ont presque toujours donné lieu à un nouveau cycle d'économie sociale et solidaire³⁶. À cet égard, la crise actuelle présente des aspects relativement spécifiques, soit son caractère multidimensionnel (comme nous l'avons montré dans la première partie), mais également le fait qu'elle résulte de crises contemporaines qui n'ont

36 Benoît Lévesque et Martin Petitclerc (2008), « L'économie sociale au Québec à travers les crises structurelles et les grandes transformations (1850-2008) », *Économie et solidarités*, Vol. 39 n° 2, p.14-37. Disponible : <http://www.erudit.org/revue/es/>. (paru en 2009)

pas été complètement résolues, la crise culturelle de la fin des années 1960, la crise économique des années 1980 et maintenant une crise multidimensionnelle. Le premier cycle celui des années 1960 répond à la crise des valeurs du travail, de la production et de la consommation de masse. Les innovations font alors appel à l'autogestion et à la démocratisation des rapports de travail et de consommation où prédominent les aspirations et des projets dits alternatifs. Ces innovations sociales sont portées par de nouveaux mouvements sociaux qui commencent à être diversifiés (culturels, antinucléaires, féministes, écologiques, etc.) même si le mouvement ouvrier est alors prédominant. Beaucoup des expérimentations de cette époque, qui misaient sur le volontarisme et le communautarisme, ont été incapables de relever les défis de l'institutionnalisation et du marché. Certaines se sont maintenues jusqu'à aujourd'hui passant bien souvent d'une vision de société alternative à celle d'entreprise alternative. Ce qu'il convient de retenir, c'est que plusieurs des valeurs postmatérialistes alors mises de l'avant (épanouissement des individus, convivialité, autonomie, créativité, la qualité de vie) demeurent encore actuelles, d'autant plus que les changements escomptés ne se sont pas produits en raison justement de la crise économique qui s'impose par la suite.

La crise des années 1980 et 1990 a été celle de la crise non pas du travail, mais de l'emploi et de l'État providence qui sera de plus en plus incapable de répondre aux nouvelles demandes sociales pour des raisons entre autres financières. Les expérimentations et les initiatives qui surgissent alors cherchent d'abord à répondre à des besoins selon un certain pragmatisme et une valorisation de l'entrepreneurial collectif, mais elles sont également portées par des aspirations de démocratie participative de la part non seulement des travailleurs, mais de plus en plus des usagers, notamment

dans les services aux personnes, d'où un compromis avec l'État pour une institutionnalisation. Parmi les filières d'activités les plus importantes relevons celles du développement local (gouvernance participative, fonds de développement, centres de service, guichet unique), de l'insertion et formation professionnelle, des services de proximité (services de garde, aide domestique), de la finance solidaire avec des fonds dédiés à l'économie sociale et de la finance responsable avec des fonds orientées vers la création d'emploi et d'entreprise, notamment les fonds de travailleurs et leurs filiales. C'est d'ailleurs au cours de cette période que l'économie sociale sera reconnue avec la création du Chantier de l'économie sociale en 1996 et la revitalisation du Conseil québécois de la coopération (CCQ) qui deviendra par la suite le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM).

Aujourd'hui, ce cycle a atteint sa maturité, soit une certaine pérennité et une irréversibilité. Il continue d'être important d'autant plus que certains réseaux comme celui des services de garde avec les CPE et celui de l'aide à domicile ne sont pas encore complètement terminés. Enfin, ce qui est le plus déterminant pour l'avenir a sans doute été la mise en place d'un système québécois d'innovation sociale qui fournit à ces entreprises non seulement du financement, mais aussi des services plus adaptés sous l'angle de la formation de la main-d'œuvre, des services aux entreprises et de la recherche en partenariat avec les universités, par exemple. À cela s'ajoute des regroupements régionaux concernant aussi bien l'économie sociale à travers des pôles régionaux en liaison avec les Chantiers d'économie sociale que des coopératives avec les coopératives régionales de développement en liaison avec le CQCM, sans oublier la revitalisation des milieux ruraux avec Solidarité rurale et ses agents de développement rural et enfin l'ouverture des communautés

autochtones à l'économie sociale (les coopératives étaient fortement présentes chez les Inuits depuis longtemps).

Depuis 2000 et surtout avec la crise actuelle, un nouveau cycle semble en voie d'émergence comprenant deux grands volets : un premier qui tente de répondre aux urgences et un volet pour contribuer plus directement à une grande transformation qu'exigent les grands défis identifiés précédemment. Pour répondre aux urgences, relevons des initiatives devant les besoins élémentaires non satisfaits (ex. logement et alimentation), le besoin de reconversion professionnelle et économique, l'endettement des ménages, les activités et les territoires orphelins négligés par la finance parce qu'insuffisamment rentables. Pour la transition vers une grande transformation, relevons la production de services basés sur la proximité et l'immatérialité, la culture et le loisir, les services liés à des droits sociaux (santé, éducation, mobilité, justice, etc.), les transports notamment dans les milieux ruraux, la finance solidaire et socialement responsable, le commerce équitable, l'économie immatérielle reposant sur les compétences et le savoir, les *commons* naturels (eau et air) et artificiels (patrimoine, culture), les productions artisanales et du terroir, les énergies renouvelables, et plus largement une croissance fondée sur la qualité et la faible consommation d'énergie, y compris celles provenant des sources renouvelables.

Ce nouveau cycle d'innovation sociale au sein de l'économie sociale que l'on peut observer sur l'ensemble du territoire du Québec existe également dans des petites entreprises artisanales soucieuses de qualité et en lien direct avec leurs clientèles dans des domaines de plus en plus nombreux tels les micro-brasseries, les chocolateries artisanales, les boulangeries et les pâtisseries de quartiers, la production des fromages fins et la restauration notamment celle soucieuse d'une alimentation plus saine. Plus largement, mention-

nons certaines entreprises qui se sont engagées sérieusement dans des démarches de responsabilités sociales et qui s'ouvrent aux parties prenantes pour leur audit selon la triple reddition de compte (sociale, économique et environnementale). En somme, si la crise actuelle avec notamment la financiarisation entraîne une séparation de l'économie et de la société, nous avons ici de nombreux exemples où les passerelles entre l'économie et la société ont été posées à partir justement de ce qui relève d'une démocratisation de l'économie, un domaine où l'économie sociale a été jusqu'ici plus systématique que toutes les autres formes d'entreprises. Si ces initiatives plus récentes de même que celles plus anciennes participent à la reconstruction de l'économie à partir d'en bas et d'un ancrage dans le territoire, elles apparaissent par ailleurs de plus en plus en phase avec un modèle de développement susceptible de répondre aux grands défis que soulève la crise actuelle et également en convergence avec les grandes thématiques soulevées dans les Forums sociaux mondiaux, ce qui expliquerait d'ailleurs leur rencontre.

Conclusion

La crise actuelle laisse bien voir comment la croissance tirée par la finance qui a marqué les deux dernières décennies nous a conduits dans un cul-de-sac voire au bord de la catastrophe. Il est paradoxal que cette même finance arrive encore aujourd'hui à dominer les pouvoirs publics et à mettre en tutelle quelques États européens comme elle l'avait fait à l'époque des ajustements structurels pour des pays du sud en difficulté. Pourtant, cette même crise a révélé clairement que la mondialisation n'entraînait pas nécessairement la convergence des trajectoires nationales selon le modèle néolibéral anglo-saxon. La diversité des trajectoires nationales apparaît plus clairement avec les

réponses nationales relativement contrastées à la crise, ce qui ne facilite pas une concertation pourtant nécessaire entre ces États. Cette crise a également conduit à un déclasserement du modèle anglo-saxon dont les États-Unis et le Royaume-Uni qui représentaient le modèle à imiter. Cependant même affaiblis, les gouvernements apparaissent maintenant incontournables puisque c'est à cette échelle que s'expriment principalement les demandes et les luttes sociales, c'est à cette échelle également que les biens publics nécessaires au développement d'une société et de son économie sont reconnus, favorisés et préservés. Comme l'écrit Robert Boyer, «c'est dans ce contexte qu'il faut interpréter les stratégies du retour à l'État-nation, espace sur lequel peut-être mieux assurée la légitimité politique. La tâche des gouvernements sera alors de réduire l'écart entre espaces économiques et politiques³⁷».

Par ailleurs, la déprime qui atteint de plus en plus de citoyens de même que l'indignation manifestée à l'égard de la globalisation financière proviennent en grande partie de l'impuissance des pouvoirs publics, notamment l'incapacité des partis politiques de gauche à se donner un programme politique qui permettrait d'entrevoir comment une transformation du modèle de développement pourrait s'opérer. N'est-ce pas ce qui explique que ce sont vers les chefs les plus populistes, y compris au sein de la gauche, et vers les partis conservateurs à tendance néolibérale que se tournent citoyens lorsqu'ils se présentent aux urnes ? On conviendra qu'un parti politique même de masse ne peut pas à lui seul redéfinir un nouveau paradigme, une nouvelle vision du développement qui permettrait peut être de faire de la politique autrement. La libéralisation et la globalisation financière ont détruit les instruments qui permettaient aux

³⁷ Robert Boyer, *op. cit.*, p. 213.

États de réguler l'économie et d'harmoniser le développement économique et social comme le faisait la social-démocratie dans le passé. Il n'existe plus de grande théorie ni de coffre à outils prêts à être utilisés. Un paradigme sociétal se construit à une autre échelle qui est celle des mouvements sociaux et plus largement de la société civile sans doute en interaction étroite avec l'État.

Dans cette perspective, nous avons centré notre attention sur la mouvance altermondialiste qui représente une sorte de contrepoids au discours dominant et sur l'économie sociale et solidaire qui a connu un renouvellement significatif depuis plus de deux décennies. Cela dit, il s'agit de deux ensembles plus ou moins hétéroclites dont le poids économique et politique ne se compare pas à ceux qui ont l'oreille des plus hauts dirigeants politiques à l'échelle des pays et du monde. Toutefois, ces mouvements expriment bien les défis paradoxaux du développement aujourd'hui, soit ceux de *mondialiser* et de *démondialiser*, d'assurer à la fois la croissance et la décroissance dans la perspective d'un développement durable où l'économie devient un moyen pour le développement social et individuel et où l'intégrité écologique est posée comme incontournable. Ce modèle de développement suppose également de nouvelles solidarités entre le nord et le sud et entre les générations présentes et à venir. Il suppose aussi une démocratisation de l'économie puisque ce développement soulève plusieurs défis dont celui du rapport de l'économie et du social pour être équitable, celui du rapport de l'économie et de l'environnement pour être viable et celui du social et de l'environnement pour être vivable. La résolution de ces défis suppose la participation des parties prenantes à l'entreprise, y compris la communauté environnante. Il suppose également des politiques publiques correspondantes.

En somme, alors que la grande finance tente par tous les moyens de contourner les pouvoirs publics et l'expression de la démocratie, les expériences que nous avons examinées trop rapidement font l'hypothèse inverse, soit en affirmant le rôle incontournable de l'État dans la régulation et la nécessité d'investir dans l'expression démocratique. Si ces seuls paramètres sont insuffisants pour renouveler les programmes des partis politiques, ils présentent un premier cadrage qui pourrait permettre de penser une social-démocratie renouvelée reposant sur une diversité de mouvements sociaux avec une grande ouverture sur la société civile, une social-démocratie soucieuse d'harmoniser non seulement le développement social et le développement économique, mais aussi de faire de l'intégrité écologique un incontournable et donc de questionner la croissance tout en donnant la priorité à l'emploi (ce qui n'est pas contradictoire puisque la qualité est intensive en emploi). Cette vision qui commence à prendre forme quant à notre avenir collectif et les efforts tentés pour reconstruire à partir d'en haut et à partir d'en bas ne fournissent-ils pas quelques raisons pour espérer un avenir meilleur, à commencer ici et maintenant ? □

Dominic Desroches*

Le Québec confronté
au retour de ses fantômes

**PENSER LA POLITIQUE
SPECTRALE****
(première partie)

Résumé – Cet article pose l'urgence d'une politique attentive aux fantômes qui affolent le peuple québécois dans l'écriture de son histoire. Il situe le retour de certains revenants pour montrer que les fantômes, sous différentes formes, sont parmi nous. Loin de la paranoïa, attentif aux faits, il montre que le Canada est une *Haunted House* coresponsable de politiques d'horreur et de peur qui nous oblige à envisager une *spectropolitique* à la hauteur de notre destin historique. Il est écrit en deux parties. S'il présente tout d'abord notre histoire à travers le prisme des revenants, cet article s'achève sur un point positif: le Québec doit former une jeune élite capable de rencontrer les fantômes, interpréter leur message afin de les affoler dans le but ultime de persuader le peuple de l'importance de sa liberté.

Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es.

Don Quichotte, Cervantès

Le Québec traverse des moments difficiles et les signes de sortie de crise sont pratiquement inexistants. Les nouvelles sont la plupart du temps mauvaises et le climat politique général a rarement été aussi étranger à la majorité et aussi insupportable. Que ce soit en raison des révélations concernant les habituelles corruptions politiques (fédérale, provin-

* Ph. D, département de philosophie, collègue Ahuntsic
dominic.desroches@collegeahuntsic.qc.ca

** Première de deux parties d'un article réunissant quatre textes d'opinion (revus et augmentés) publiés à titre de collaboration spéciale sur le site Vigile.

ciale et municipale), des sabotages juridiques répétés, de la justification néolibérale des injustices économiques, de la disparition du français à Montréal ou de la nouvelle vision du monde, à savoir celle d'un État qui disparaît lentement, importe peu. Si les nouvelles sont souvent étouffantes, elles ne peuvent masquer une vérité, qui ne mérite d'ailleurs pas qu'on écrive des lettres dans les journaux – ils sont en crise, en *lock-out* ou objets de monopoles éconopolitiques –, voulant que le Québec soit paralysé, *car il est hanté par une histoire qui revient sans cesse l'effaroucher*.

Écrit en deux parties, cet article rappelle d'abord combien l'atmosphère actuelle et les discours ambiants sont aux disparitions, aux fantômes et à ces monstres que nous avons créés nous-mêmes. Il veut montrer que la politique se fait souvent dans le *noir*, au-dessous de la vie publique officielle, et qu'il est devenu urgent de se doter, au Québec, d'une politique spéciale pour contrer la peur¹. Il ne s'agit pas d'une politique nouvelle qui regarde le futur ou qui veut recycler l'avenir, mais d'une politique qui veut exorciser un passé qui revient hanter le présent. Ce texte prend très au sérieux l'image du fantôme politique qui s'incarne dans le retour des problèmes non résolus d'un peuple épris de vertige devant son avenir². En jetant les bases d'une *spectropolitique* – l'ap-

1 Dans *Spectres de Marx*, Derrida avait proposé l'idée d'une *hantologie*, c'est-à-dire une science de la hantise par le passé non résolu. Nous travaillons très librement dans son sillage ici.

2 Le terme fantôme (du grec «*phainen*»: apparaître) est utilisé d'ordinaire pour qualifier le retour d'une personne morte, tout se passant comme si elle refusait de mourir et désirait par delà l'existence communiquer un message en revenant. Le fantôme est celui qui, ne voulant pas se faire oublier ou s'éclipser, s'impose par des apparitions non planifiées et souvent effrayantes. En psychopolitique, on entend par ce mot le retour à la conscience d'un problème que l'on croyait avoir vaincu, réglé, du moins oublié. Il est presque un synonyme de l'«*irritant*» dans la pensée chronopolitique, c'est-à-dire d'image problématique restant dans la mémoire d'une société. Cf. Innerarity, D., *Le futur et ses ennemis*, Paris, Climat, 2008. Quant au spectre, qui est l'apparition «*blanche*» d'un mort, il se distingue du fantôme en raison de

plication politique de l'idée de spectre –, il veut montrer que nous sommes en partie responsables de la « constitution » des peurs qui se trouvent en nous, autour de nous, au-dessus de nous, et qui nous paralysent et nous enferment³. S'il présente d'abord notre histoire à travers le prisme des revenants, ce texte s'achève sur un point positif : le Québec doit former une jeune élite capable de comprendre les fantômes du passé, les chasser dans le but de persuader le peuple de l'importance de sa liberté à venir.

I. APPARITIONS : LES REVENANTS ET LE REFUS DE LA GRANDE POLITIQUE

Les vieux fantômes anglais sont des revenants habitués au retour

Nous partirons ici des fantômes qui reviennent souvent et qui traduisent bien l'idée que le futur ne peut pas se construire par l'effacement du passé. Les fantômes aiment à revenir, notons-le une fois pour toutes, lors d'événements les mettant en évidence, les Fêtes par exemple et les commémorations.

Les anniversaires de la ville de Québec, le fameux 400^e, et de la Conquête britannique sur les plaines d'Abraham, le 250^e de la défaite française, nous ont rappelé à quel point le passé revient vite nous hanter et combien notre destin demeure fragile en Amérique. Les visites soudaines de la famille royale, au Canada ou au Québec, ne sont jamais innocentes : elles montrent que le passé peut-être plus important pour

son caractère menaçant et de la blancheur de sa lumière. Le spectre politique renvoie, par extension, à une décomposition du champ d'action et à la limite dans lesquels il enferme les acteurs.

3 Sur la fermeture et l'enfermement, lire Laplante, R., *Chroniques de l'enfermement*, Éd. de L'Action nationale, Montréal, 2004. L'enfermement renvoie toujours à l'idée de la cage.

un peuple que ses préfigurations de l'avenir⁴. Ces fantômes sont en fait des «revenants», ils reviennent, mais sans être visibles à l'horizon. Ils sont, en bonne partie, les produits collaboratifs d'une mémoire collective qui cherche à rester attachée à son passé.

Or ils montrent que les conquêtes et les guerres ont un effet durable, qui vaut partout, pas seulement au Québec⁵. Le revenant est un fantôme politique lorsque l'histoire n'est pas terminée et que l'avenir reste toutefois déterminé par les apparitions de ce que nous croyons ancien, dépassé et révolu, donc sans horizon. Quand nous nous identifions aux événements passés, c'est leurs ruines qui nous hantent et qui favorisent le retour imprévu du revenant. Le fantôme prend la forme du revenant lorsqu'il revient nous livrer à notre passé, de génération en génération, jusqu'à la mort.

Or ce problème du revenant est plus subtil que la défaite historique, car les Québécois n'ont pas seulement connu les

4 Pour les visites de revenants, notons celle de 1964 lors de laquelle des souverainistes menacent la sécurité de la reine si elle se montre dans la «belle» province, ce qui oblige les autorités britanniques à reconsidérer la visite. Les policiers de la Ville de Québec freinent brutalement les ardeurs de quelques centaines de manifestants. En 1976, toute la famille royale assiste aux Jeux olympiques de Montréal. En 1982, année canadienne par excellence, la reine et le prince Philip visitent Ottawa pour célébrer la proclamation de la Constitution. L'année suivante, des foules se massent dans les rues de plusieurs villes canadiennes pour accueillir le prince Charles et sa femme Diana. En 1991, ceux-ci reviennent hanter le Canada, pour la première fois avec leurs fils, William et Harry. La reine poursuit des visites régulières, notamment en 1994, 2002 et 2005. Plus récemment, en 2009, le prince Charles est venu hanter Montréal et son spectre a été accueilli par une centaine de manifestants. À l'été 2010, la reine Élisabeth II est venue planer au-dessus du Canada pour une tournée de neuf jours, mais elle a évité le vol sur Québec.

5 Sloterdijk rappelle dans *Écumes* que la «terreur des bombardement» des alliés en 1940-1945 sur le régime nazi visait à affaiblir l'infrastructure physique, mais aussi l'infrastructure *mentale* du pays. À ce titre, les guerres «créent», dans l'identité collective et la mémoire, des fantômes – des problèmes psychologiques irrésolus –, surtout chez les perdants.

affaires du souvenir⁶, ils ont aussi assisté, dans l'impuissance relative, à l'effacement de l'événement (nous ne parlons pas de sa mémoire véritable, car les cours d'histoire des conflits ne semblent pas intéresser le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport⁷) du 400^e par le gouvernement fédéral, à la joie d'un nouveau maire se félicitant de chanter en anglais avec le Sir des Beatles. Les Québécois en effet ont assisté aux volontés publiques d'une Commission fédérale qui a voulu faire de la défaite un *happening*, faire d'un traumatisme historique une fête. Un peu plus et les historiens postmodernes qui obtiennent des subventions du fédéral nous expliquaient, non sans arguments «politiquement corrects», que la défaite de 1759 n'avait jamais existé et que les Québécois se vautraient dans le récit «mal écrit» de la souffrance et du repliement identitaire⁸. Ces historiens, qui aiment parler de cession et d'abandon là où il y a eu conquête, se trompent sur eux-mêmes, car s'il y a des fantômes qui prennent la forme de revenants, c'est précisément parce que l'événement passé a existé et que des êtres reviennent en témoigner. Les spectres se reconnaissent, ce qu'oublient évidemment les nouveaux historiens, au travail du deuil, au travail des générations et au travail de l'esprit dans le temps, thèmes qui reviendront bientôt.

6 Le souvenir n'est pas la mémoire: le souvenir correspond à l'apparition persistante du passé par la resurgance d'impressions, rendu possible par exemple lors de la visite d'un lieu, alors que la mémoire se rappelle des événements et les fixe dans le temps historique. Le souvenir est vague mais sensible, alors que la mémoire trouve des dates et leur donne un caractère indélébile.

7 Il convient de rappeler que le professeur d'histoire Gilles Laporte (Collège du Vieux-Montréal) avait tiré la sonnette d'alarme en publiant un article-choc dans *La Presse* au sujet de la disparition des cours d'histoire du Québec. Depuis, un collectif fort actif tente de sauver ce qui en reste. L'heure, qui commence à être grave, est aux articles et aux pétitions électroniques.

8 Parmi les historiens qui, au nom d'une postmodernité qu'ils interprètent mal, s'attaquent au récit historique et à l'historiographie contemporaine, on retrouve Jocelyn Létourneau. À sa manière, Gérard Bouchard a aussi voulu supprimer la souffrance et les fantômes dans l'écriture historique des Québécois par eux-mêmes, mais il a contribué, on le verra, à leur retour.

Que la chose soit dite une fois pour toutes : confondant la mémoire et le souvenir du passé, les historiens à la mode, forçant les dates historiques à se relativiser, participent à la disparition de l'identité. Comment expliquer – nous ne posons la question qu'à titre de preuve atmosphérique – que les vieilles défaites deviennent des victoires au Québec ? Comment expliquer, avec ou sans considérations inactuelles⁹, que les dates historiques et les anniversaires se transforment chez nous en cérémonies pour les morts-vivants – ceux qui refusent de s'endormir et qui veulent marcher sur les plaines¹⁰ – ou soient récupérés par les organisateurs extérieurs, c'est-à-dire ceux qui n'habitent pas le territoire, mais qui prennent un malin plaisir à venir le hanter ? Questions difficiles certes, mais qui méritent peut-être une interprétation spectrale.

Pour nous, il s'agit de la preuve que les fantômes sont plus importants que l'on voudrait bien le dire. Sans avoir réponse à toutes ces questions, force est de constater que les apparitions se poursuivent, et ce, après l'Halloween et les commémorations. Qu'on se demande un instant pourquoi le Prince Charles, le représentant officiel de la couronne britannique, s'invite au Québec. Qu'on se demande aussi ce que peut signifier ce retour, sinon notre propre marginalité ou notre incapacité à faire l'histoire et à régler nos problèmes. Il ne s'agit pas que d'une apparition, d'une confusion politique dans le temps commun, une apparition sans horizon, il s'agit plutôt du retour d'un revenant. Ce type de fantôme politique revient précisément parce que l'histoire passée n'est pas terminée et que certains hommes au pouvoir refu-

9 Il est de notoriété historico-philosophique que Nietzsche s'attaque à la mémoire du passé qui paralyse la vie. Voir Nietzsche, F., « Les inconvénients de l'histoire pour le vie » dans les *Considérations inactuelles*.

10 Par cette formule, nous nous référons au Moulin à parole des résistants dont le succès fut boudé par les grands médias. On peut comprendre, il fallait le critiquer avant de l'entendre puisqu'il avait été associé à une frange du mouvement nationaliste.

sent de sortir du passé. Ils veulent conserver le passé dans une identité nouvelle, comme nous le verrons sous peu.

Retenons ici une leçon d'importance: le Québec, loin de vivre dans la lumière, se trouve plongé dans la *noirceur* et s'affole à l'idée de rencontrer des images de lui-même qu'il espérait oubliées. Le passé n'est jamais loin derrière nous lorsque l'altérité, que nous acceptons d'héberger au nom d'une idéologie de l'hospitalité imposée, revient nous hanter. Or, au lieu d'en tirer profit en s'érigeant en tiers pour nous-mêmes, l'on finit plutôt par payer le prix de la facture. Le passé hante toute notre politique, et cela vaut aussi pour le Parti québécois qui est aux prises avec son passé. Quant à ceux qui pensent que la *spectropolitique* doit s'arrêter ici, qu'elle a assez fait de dégâts conceptuels, ils ont tort. L'image visant l'explicitation des fantômes hantant notre imaginaire collectif n'est pas morte, il faut se méfier de la précipitation, car les fantômes, ces figures spectrales qui hésitent entre le visible et l'invisible – il faudra le démontrer –, appartiennent aussi à la culture sportive et notre sport national.

L'appel désespéré et nostalgique aux « fantômes » du Forum

Les fantômes au Québec s'intéressent aussi au sport, car celui-ci est le lieu de grands *événements*. Les Québécois – la thèse n'est pas encore comprise, bien qu'elle soit facile à démontrer – sont incapables de réaliser la Grande Politique¹¹ ou s'ils veulent la réaliser, ils veulent la faire en dehors de l'État québécois. Ils préfèrent le hockey, les gâteries et les téléphones cellulaires à la liberté politique. Leur histoire n'est pas une épopée, mais une suite de coups du sort dont l'amour du sport ne fait qu'illustrer les limites de leur destin

11 Cf. Jacques, D., *La fatigue politique du Québec français*, Boréal, 2008. On se rappellera les intuitions prophétique d'Hubert Aquin dans « La fatigue culturelle du Canada français », dans *Blocs erratiques*, 1962, pp. 69-103. Une version est disponible en ligne sur Vigile.net.

collectif. Le sport apparaît sans doute comme l'exutoire viril de ceux qui n'ont jamais appris à se battre politiquement et culturellement. Pour ceux qui n'ont pas de modèle, pas de héros intellectuels, il ne reste qu'une victoire dans le terrain de jeu de l'autre. Ici, on joue au jeu victorien de l'autre afin d'être reconnu, c'est-à-dire sans avoir la force de se reconnaître soi-même. Au lieu de se battre pour se libérer et pour se représenter sur la scène internationale, nos *habitants* plient l'échine; ils connaissent l'angoisse, ils s'enferment et espèrent une rédemption dans le sport des autres. Quand vient le temps de s'unir et de s'entendre autour d'une action collective, on peut les affoler facilement parce qu'ils se replient ou s'isolent, comme des moutons. Ils se dénoncent entre eux et perdent par leur propre faute. Quand ils font face à un défi collectif, ils ne forment pas une équipe mais recherchent des héros individuels. Incapables du consensus politique visant à se donner un avenir, les Québécois se divisent et rencontrent les défis dans la peur, ce sont des sujets de *spectropolitique*.

Pour saisir cette incapacité politique, rien ne vaut le rappel de notre passion immodérée pour les Canadiens, nos ancêtres «Habitants» (*Habs*). De nombreux Québécois sont tristes quand les *Montreal Canadiens* perdent une partie. La majorité silencieuse, celle qui aime à crier trois soirs par semaine «*Go Habs Go!*», ne veut pas trahir la brasserie Molson, une entreprise célèbre dans la construction, la planification et la promotion de l'identité canadienne¹², et l'establishment anglophone qui préside aux destinées de l'équipe. Parfois, les «vrais fans» n'en dorment plus la nuit. Cadavériques – ils sont «bleu, blanc et rouge» –, ils se regar-

12 Ne serait-ce qu'un raison du nom de son produit vedette, la Molson Canadian, mais aussi parce que le Club de Hockey Canadien, sous la gouverne très appréciée de la grande famille Molson, s'était farouchement opposé à l'entrée des Nordiques dans la Ligue nationale en 1979. À ce sujet, Larochelle, C., *Les Nordiques: 10 ans de suspense*, Sillery, Lotographie, 1982.

dent dans le miroir et se disent qu'une défaite au hockey, c'est dur à avaler. Présentons ici la hantise des *fans*, la peur de ceux qui arborent de petits drapeaux sur leurs voitures.

Ces *fans* ne sont pas hantés par leur histoire, ni par la disparition de la langue de leurs parents d'abord, non : ils font toujours le même cauchemar, celui de voir leur équipe centenaire disparaître après avoir connu un passé glorieux. Les Montréalais, sportifs ou non, sont hantés par le Canada anglais. Quand les *fans* se réveillent, ils ne peuvent qu'implorer le retour des fantômes du vieux Forum, car seuls les vrais Canadiens français, entendons les « *Flying Frenchmen* », peuvent encore les libérer de leurs malaises. Eux, au moins, ils avaient réussi à marquer des buts gagnants dans le monde anglais... Dans un jeu victorien servant la domination des francophones depuis plus d'un siècle, à l'image de la fédération canadienne sans aucun doute, il importe d'appeler les fantômes, les conjurer, afin de regagner un peu en confiance et en « présence ». Si on veut mieux penser « l'externalité » (l'action de déplacer vers un extérieur du présent, en arrière ou en avant) des problèmes politiques non résolus, lorsqu'on veut trouver un exemple du passé problématique qui vient troubler l'avenir, nous n'avons qu'à demeurer au *niveau* hockey et à regarder à *l'autre bout de l'autoroute 20*, comme on dit désormais en langage sportif...

De la volonté politique de réanimer les défunts Nordiques

Le maire de Québec, en effet, ne reculant devant rien pour entrer dans la *spectropolitique*, parle du retour des malaimés. En campagne électorale, il a fait miroiter le désir de réanimer les défunts Nordiques. Tout le monde en parle et se dit content désormais ; les Canadiens d'abord, car ils cherchaient une rivalité, et les *fans* ensuite, car ils voulaient

plus de joueurs francophones dans le grand circuit¹³. On le réalise: le passé n'est pas résolu et revient sans cesse. On le voit de mieux en mieux: au Québec, la logique spectrale envahit tout, partout, aussi le sport où se croisent le travail du deuil et l'image. Ce dont les Québécois rêvent, ce n'est pas d'un pays, mais d'une équipe de fantômes.

Si les Québécois n'ont pas réalisé que le retour des Nordiques signifie de nouvelles blessures sociales, de nouvelles divisions et la confirmation sportive de leur malaise identitaire, on doit reconnaître en toute bonne foi que le plaisir d'assister à des parties de hockey à Noël est d'un intérêt vital pour ceux qui n'ont pas obtenu le droit frontalier de dormir en Floride. Or, faute d'avoir droit au retour du duel Canadiens-Nordiques, les téléspectateurs se consolent, en attendant, devant la «télérivalité» Montréal-Québec, au retour de la rivalité sous forme «amateur». La série *Lance et compte*, qui marquait le malaise il y a une vingtaine d'années, n'est pas dépassée puisque nous produisons aussi notre «trivialité» interactivement, avec des amateurs portant les couleurs et les symboles de jadis. Nous rejouons les matchs mythiques, mais sans leur réalité. Si on a décidé de remplacer l'ancienne rivalité par une émission de télévision, c'est parce que la photographie est la marque du spectre et que le Québec ne vit pas sans sa passion pour le hockey illustrant la division de sa population. Les entraîneurs retenus et les thèmes musicaux de la télé réalité rendent compte de l'importance des fantômes et de la «profondeur de la blessure», c'est-à-dire de la duplicité des Québécois.

Le problème des Québécois est que les fantômes du Forum ne sont plus là, bien qu'ils aient laissé des traces immé-

13 La publication d'un livre, à savoir celui de l'ancien joueur professionnel Robert Sirois (*Le Québec mis en échec*, 2009) reprenant et approfondissant les résultats convaincants de l'enquête de Marc Lavoie n'est pas une pure coïncidence. Cf. Lavoie, M., *Désavantage numérique*, Le vent du Nord, 1996.

moriales dans l'histoire politique. Ils sont redevenus des « Canadiens français » dans un monde postmoderne dont l'émancipation par le terme « Québécois » a perdu son sens. Si les Canadiens français sont revenus parmi nous (c'est la première leçon de la commission Bouchard-Taylor, un simulacre de consultation populaire qui voulait entrer dans la grille *spectropolitique*), ils sont là *sans* le courage de leurs ancêtres. Pour le dire autrement, c'est aujourd'hui la population entière du Québec qui, dévorée par la peur d'être petit, s'agite la nuit en rêvant aux exploits des Vézina, Richard et Lafleur, tout en s'imaginant secrètement que les gagnants de la coupe de lord Stanley pourront un jour remplacer un gouvernement local qu'ils jugent inefficace. Notre incapacité politique est si grande, si totale et si décevante que nous préférons le hockey au débat de chefs. Notre volonté d'oublier est si grande que l'on ne réagit même plus quand les fantômes anglais reviennent nous hanter. Loin de les exorciser, d'entrer en rapport et d'en prendre la mesure, nous nous enfuyons.

L'importance de penser la politique de la peur – la conjuration

Ce saut de la monarchie jusqu'à la passion du hockey repose sur une prémisse à double entente : les Québécois ont peur d'être et sont hantés par leur passé. Ils ont peur de réussir, ils ont peur de ceux qui réussissent et ils ont peur des autres, ceux qui, sans honte, tentent de réussir quelque chose et y parviennent eux-mêmes¹⁴. Il leur faut conjurer les spectres du passé. Le temps est aux fantômes, à ces étranges appari-

14 Voir l'analyse de ce phénomène dans notre compte rendu du livre de J.-F., Lisée (*Pour une gauche efficace*, Boréal, 2008) publié dans *Les Cahiers de L'Action nationale*. Pour contrer la thèse du repliement identitaire et économique des Québécois, Lisée, qui rédige son livre en réformateur, pense le succès planétaire de Céline Dion en parallèle de celui de Ginette Reno, qui a surtout connu le succès au Québec, afin montrer les possibilités des petits et des grands.

tions qui, tous les jours, viennent faire peur aux Québécois en leur racontant que leur passé est leur avenir. Il importe de sortir de la corruption du discours et des pratiques.

Une des façons de dominer la peur qui nous caractérise historiquement et qui revient nous hanter périodiquement n'est pas de revoir la Loi sur le financement des partis politiques, ce n'est pas non plus en se faisant vacciner individuellement contre la grippe H1N1 après quatre heures d'attente, mais en acceptant l'idée que le futur soit encore à faire, construit sur la résilience et les réussites¹⁵. Si l'avenir est incertain – en ce sens, il fait davantage peur aux petits –, il repose en revanche sur un passé que l'on peut apprendre à exorciser. Cet avenir, on l'oublie souvent, attend sa configuration. Mais avant de configurer l'avenir, il faut conjurer les fantômes. La conjuration apparaît comme un appel pour faire venir par la voix des spectres afin de les exorciser. Les Québécois doivent accepter les fantômes, les appeler, et ils viendront ou reviendront. Et c'est à la politique que revient le rôle insigne de s'interroger sur l'identité des fantômes, ceux qui, près de nous, apparaissent dans la «diachronie», c'est-à-dire à travers notre passé le plus actuel, pour nous paralyser et nous faire peur à jamais. «*The time is out of joint*», lit-on dans *Hamlet*. Cette vérité, le fait d'être confronté à un temps désarticulé, vaut ici. Le Québec doit sortir de la confusion des temps par la conjuration. Il doit faire le deuil de son passé imparfait et revoir son rapport aux prochaines générations. La conjuration à venir – l'arrêt des spectres dans leur parole anglaise – n'est pour le Québec rien de moins que la définition de son avenir, car sans conjuration, pas de futur, pas de projet, que la peur du passé et le retour des revenants.

15 Voir d'un point de vue psychologique, Cyrulnik, B., *Le murmure des fantômes*, Odile Jacob, 2003.

II. L'HISTOIRE PRÉSENTE VUE À TRAVERS CELLE DE LA MAISON HANTÉE

Il convient, après ce constat d'ouverture négatif, de remonter à l'origine de ce sentiment de peur et d'effolement. Ici, la *spectropolitique* suggère que les fantômes, notamment la peur d'échouer qui détermine le comportement d'un peuple aux prises avec son avenir, naissent des conflits politiques, notamment des dominations historiques. Comprendre nos peurs implique donc que nous remontions à la construction du sentiment par un survol historique. Il faut bien comprendre que les mots que nous utilisons, comme l'avait bien relevé le poète Gaston Miron, portent nos peurs et nos espoirs. Tout texte, certes tout poème, est une production datée historiquement. Sa provenance est marquée. Tout texte commémore un « événement » qui ne reviendra jamais, mais qui revient quand même à chaque lecture. Ce qui revient, c'est la déconstruction du Québec imaginaire, celui de la Révolution tranquille. Nos mots actuels sont des spectres eux-mêmes qui nous parlent du passé.

Sur l'événement: partir à la recherche de la constitution de nos fantômes

Pour comprendre tout cela, allons-y d'une belle allégorie. Nous allons ici raconter l'allégorie du grand manoir, ou l'allégorie du Canada.

Si le Québec était jadis un vaste territoire, il occupe aujourd'hui l'espace d'une chambre dans un manoir anglais. Parfois, la famille propriétaire décide de venir visiter ses sujets, ce qui donne lieu au retour d'êtres disparus qu'on appelle des « *revenants* ». Ceux-ci, que l'on suppose revenir de l'autre monde, l'Ancien Monde, reviennent visiter les lieux de

leur passé, de leur Conquête¹⁶. La Reine ou les membres de sa famille reviennent à l'occasion se promener dans l'une des plus vieilles pièces de leur maison, une pièce lointaine tapissée d'un bleu royal et agrémentée de fleurs de lys. Et chaque fois qu'un revenant de la sorte s'annonce, c'est *l'événement même*, surtout sur la scène fédérale. Chacune de ces apparitions est singulière, pensons à la dernière en date, celle du *Canada Day 2010*. C'est la première *ou* la dernière fois, on ne sait jamais. Chaque apparition est différente, elle est la fin ou le début de l'histoire. Chaque apparition est «constitutive» de nos peurs, car elle apparaît comme le témoin privilégié de la «constitution» canadienne. Elle se répète, et on attend chaque retour, comme si l'histoire allait s'arrêter, mais elle ne s'arrête jamais.

Or, à quoi ressemble la vie des sujets québécois dans la chambre la plus au nord d'un manoir hérité d'un vieux royaume? Un salon peut être visité à répétition, avec un accueil des plus solennel, par des esprits extérieurs, des esprits intérieurs et des esprits frappeurs. Que signifie hériter politiquement de nuits d'épouvante, tout en continuant à vivre enfermé dans l'esprit d'une domination idéologique?

Être hanté par l'esprit frappeur – Du crime à l'idéologie

La peur québécoise trouve sa première expression (et même une partie de sa constitution) dans la défaite des plaines d'Abraham en 1759. Cette peur s'est aggravée dans nos esprits après la pendaison de Patriotes, en 1837, à Montréal, et celle d'un métis, Louis Riel (métissage américain français

16 La monnaie «royale» canadienne, toujours en circulation au Québec, témoigne de l'histoire et de l'omniprésence des fantômes. Le marché, explique Derrida dans *Spectres de Marx*, n'a ni commencement ni fin. Concrètement, chaque achat réalisé au Canada est hanté du sceau de la Reine, ce qui signifie que l'économie québécoise n'est que l'ombre d'elle-même. On pourrait aussi, sur le plan de la circulation spectrale, étudier le phénomène des timbres et de la poste canadienne, notamment la Société royale de philatélie du Canada.

incarné par Métis vs métissage multiculturel anglais), dans les jardins de l'aile ouest du manoir en 1885. Aujourd'hui, presque tous conviennent que la peur est devenue légitime, que l'on doit vivre dans la peur. On peut établir sans difficulté, livres et films à l'appui, que notre peur caractéristique a connu sa forme la plus aboutie autour des années 1970, années consacrées chez nous à la liberté et qui se sont soldées, peu s'en souviennent, par la terreur et l'épouvante. Si le passé nous échappe toujours, il vient nous hanter, on peut mieux le comprendre en analysant son empreinte psychologique dans les images contemporaines qui lui sont consacrées¹⁷.

À cette époque, le Canada britannique s'estimait heureux d'être dirigé par un fantôme d'amour, Pierre Elliott Trudeau. Qui est cet homme surnommé affectueusement «PET»? D'abord, un spectre de culture. Ici, le spectre est la figure de l'esprit pour le peuple. C'est évidemment un fantôme: on a avec lui un rapport visuel, car il aime être vu, même si on ne le voit pas toujours, car il nous regarde. Il est le droit de regard même. S'il me regarde et me juge, je ne peux pas le voir. Trudeau était là, spectral, il voulait faire loi sur le peuple par sa seule apparition. À la différence de l'idée ou de la pensée, le fantôme, bien que n'étant rien, vient prendre un corps afin d'affoler et de revenir sans cesse.

Or, ce Trudeau est un homme cultivé qui suit la mode. S'il est d'un fonds catholique et salvateur, s'il incarne le défroqué épris d'hospitalité chrétienne, il ressemble en même temps à un prêtre qui affole et qui ensuite peut tenter d'exorciser les possédés. Il ne croit pas son pouvoir mauvais. Son slogan est assez simple: «seul celui qui provient du

17 Pour mesurer la distance historique, le travail de l'oubli et le changement d'atmosphère, on visionnera avec profit trois films sur la Crise d'octobre et la révolte des Patriotes, soit celui de Michel Brault, *Les Ordres*, et ceux de Pierre Falardeau, *Octobre* et *Février* 1839.

Québec sait mieux que quiconque comment faire peur aux Québécois¹⁸». Charismatique et réformé¹⁹, il sait parler de sa voix souveraine. Il est l'As qui sait comment se retourner pour impressionner la cour, la galerie et les médias. Trudeau apparaît comme une figure qui a marqué, par ses dons, son époque et marquera la nôtre.

Parmi ses avantages spectraux, on le reconnaîtra digne héritier idéologique de Monkton, Murray et Durham; on relèvera sa connaissance des garde-robes et ses qualités en espionnage²⁰. Homme de vision bilingue, jouissant du don de la formule, il pouvait taquiner la famille propriétaire du manoir. Audacieux, il ne reculait pas devant ses riches voisins. Le spectre Trudeau se situe ainsi du côté de la puissance de la voix à laquelle il nous livre, il est évidemment du côté du pouvoir. Il travaillait des deux côtés des murs. Mais comment comprendre sa puissance?

18 Le prêtre est celui qui sait affoler et faire peur. Il se comporte en esclave au service des autres. L'être de ressentiment est réactif; il est dans une situation d'impuissance qui engendre des frustrations. Tout homme, quel qu'il soit, à qui l'on interdit l'action, et qui de ce fait se trouve dans l'impuissance, est affecté par le ressentiment. Il ne peut que subir l'impossibilité de s'extérioriser. Voir l'analyse du ressentiment dans *La Généalogie de la morale* de F. Nietzsche.

19 Trudeau ne serait-il pas au fond l'avatar du catholicisme québécois et canadien-français mais affranchi de ses tares politiques, du poids séculaire de ses rapprochements avec le gouvernement britannique. Le catholicisme de Trudeau s'exprime dans sa déclericalisation accomplie; il porte le message à travers le monde, comme un missionnaire, puis revient au pays pour institutionnaliser son message de paix, d'ouverture au monde, au prochain. Derrière la constitution de 1982, qu'y a-t-il, sinon la charité catholique? Le bon cœur du catholique canadien-français rompu au jeu politique, n'ayant pas peur de la «realpolitik» parce qu'imprégné par les bonnes intentions chrétiennes. Trudeau a su être le prêtre moderne. Il fait de la politique d'église sans que l'on s'en soit rendu compte (voir à ce sujet le roman de Jacques Ferron, *Le ciel de Québec*, ou Ferron montre comment se façonnent ces idées).

20 Sur la figure de Trudeau comme espion canadien, voir le fim de J. Godbout, *IXE-13, l'as des espions candiens* (1972).

La fascination qu'il exerça tient à ce qu'il était présent, plus présent que la voix, et en même temps, absent. Sa visibilité comme spectre, le fait qu'il se présente comme un corps dans un corps d'armée, fait croire qu'on peut aisément l'identifier. C'est certes une impression trompeuse. Entre la vie et la mort, il se balade sans identité claire. S'il y a possibilité de *conjuración*, c'est en raison de cet entre-deux. Sa parole est inquiétante: elle attire et effraie. Avec Trudeau et son fils en politique, Justin, on peut saisir l'idée que le spectre soit aussi vivant, sinon aussi puissant, que sa présence réelle²¹.

Or, l'idée de Trudeau, après sa conversion, fut de faire de «l'ombre» à ses compatriotes au nom de l'aile qu'il dirigeait dans le manoir. Il eut une belle occasion de faire «saisir» les esprits en 1970 lorsque des felquistes – des jeunes prêtres à tout pour quitter le manoir hanté – proposèrent le grabuge et le *kidnapping* comme moyens de négociation avec les fantômes, avec ceux qui ne se présentent pas à la table. Le temps était alors aux disparitions politiques²². Pour gagner son combat asymétrique contre les microcellules où vivaient les abeilles de la résistance prêtes à l'enlèvement, Trudeau choisit la raison d'État. Celle-ci offrait l'avantage appréciable d'entrer dans une chambre du manoir avec des soldats et une armée. Le premier ministre du Canada, au mépris des lois et du droit international, entra par infraction chez lui, au Québec. Sans s'en apercevoir, il entra dans la mémoire collective comme un «esprit frappeur», c'est-à-dire un esprit qui, insatisfait de hanter de son vivant par ses politiques intellectuelles, voulait aussi marquer à jamais la descendance de ses sujets de seconde appropriation.

21 H.-G. Gadamer a déjà relevé que le mort est plus vivant dans sa mort que lors de sa propre vie. Avant lui, Shakespeare avait mis en dialogue . avec son père (le spectre). Dans la pièce, il l'appelle, l'interpelle, il s'entretient avec lui, plus efficacement que lorsqu'il était vivant.

22 Pour illustrer le climat, nous pensons à quelques faits décisifs préparant la Crise d'octobre.

Depuis ce moment charnière pour la *spectropolitique* québécoise, la Crise d'octobre signifie, avec les «jours de la matraque», que dans le salon du manoir, l'État fédéral est prêt à tout pour faire régner les Ordres. La stratégie de l'esprit frappeur, qui s'accompagnait de simulacres de démocratie, allait montrer son efficacité redoutable lors de deux soirées d'épouvante, celle de 1980 et de 1995, appelées politiquement «référendums». Revenons un instant à notre histoire de manoir afin de mieux se rappeler ces événements décisifs pour le peuple québécois.

Soirs d'épouvante – les référendums de 1980 et de 1995

Or, le jardinier entendit un jour que les résidents voulaient organiser une fête populaire dans la pièce la plus au nord-est du manoir. À ce moment, comprit-il, les locataires pourraient tenter de quitter le manoir sans payer leur dû. Au nom de la justice, il rapporta des informations précieuses aux autorités de l'aile et du manoir selon lesquelles certains préparaient des festivités. Les autorités décidèrent de ne pas perdre la face en restant neutres, autrement dit ils refusaient aux locataires de résilier un bail qu'ils n'avaient jamais signé. Et pour s'assurer que les hébergés connaissent la peur aussi bien la nuit que le jour, on les menaça de couper leurs vivres, leurs pensions, ce qui eut pour effet fantasmagorique d'affoler les personnes les plus vulnérables. Le premier référendum, lors d'une soirée d'épouvante des plus captivantes de notre jeune histoire, couronna les partisans du NON.

Dans le manoir, au lendemain de cette victoire par 20 % des voix, les choses n'allaient pas en rester là. Les propriétaires mirent sur pieds des moyens pour baliser toutes les fêtes à venir. En 1995, le passé, imparfait, devait revenir hanter la majorité. La souveraineté était rejetée à 50,6 % des voix, bien qu'elle ait été soutenue par plus de 60 % des

francophones. Malgré cette nouvelle défaite traumatisante, les résultats de la nuit d'épouvante de 1995 sont restés dans la tête de plusieurs grâce à la déclaration affolante de Jacques Parizeau. Pour d'autres souverainistes, il fallait encore contester ces résultats étant donné la faible marge séparant l'aile du manoir de la chambre, et les allégations que le gouvernement de l'aile, avec l'aide du jardinier et des argentiers du manoir, aurait violé les lois électorales de la chambre et même leur loi en matière d'immigration et de citoyenneté par l'entremise d'Option Canada. Au lieu d'agir, les locataires, dans l'épouvante, sentirent le sang se glacer dans leurs veines. Lentement, ils réalisaient que les autres réussissaient et qu'eux, paralysés, ne pouvaient qu'échouer. Trente ans de travail de sape portaient, en 1995, et avec l'aide des tribunaux du grand manoir, ses premiers fruits défendus : dans l'inconscient collectif, on put graver les mots suivants «tu ne mordras plus à l'arbre des référendums». (La loi de Stéphane Dion, loi sur la clarté, cadenas dans la porte du manoir : ils ne sortiront pas.)

Ces événements ont dégénéré dans le «scandale des com-mandites» de 1996 à 2003, au cours duquel des employés du manoir, dont un étage est situé à Ottawa, ont été impliqués dans des détournements de fonds publics afin de promouvoir la visibilité du manoir au sein de la population de la pièce. Dans la foulée du rapport de la vérificatrice, la commission Gomery est mise sur pied en 2004 avec le mandat de faire la lumière sur les actes du gouvernement de l'aile et de ses proches collaborateurs en matière de fêtes populaires.

Après les soirées d'épouvante et la disparition de l'esprit frappeur, certains ont cru que l'horreur était terminée et que la vie normale allait reprendre son cours. Mais pour ne pas être oublié de sitôt, Trudeau n'avait pas pris de risque : il avait eu des enfants. Non seulement avait-il partagé son

destin spectral avec celui de la famille royale, mais ses enfants auraient un jour la chance de rappeler son héritage. Actuellement, le fils Justin tente de ramener, par les moyens de la politique partisane, l'âme de son père et se rendre aussi utile que lui à la cause du manoir. Après avoir théorisé ces soirées mémorables, nous reviendrons sur l'œuvre idéologique de l'esprit frappeur, car celle-ci hante aujourd'hui encore la petite pièce bleue du grand manoir.

La résistance et la peur d'être soi – la victimisation contemporaine

Si les Canadiens français étaient résistants, c'est parce qu'ils résistaient à leur réalité, à leur extériorité. Les Québécois, eux, connaissent la résistance à ce qu'ils sont: ils ne veulent pas voir la réalité en face. En vérité, ils ont peur des fantômes de ce qu'ils sont eux-mêmes. Ils résistent en refusant le discours sur eux-mêmes, ils ne veulent pas entendre les limites de ce qu'ils sont devenus. Ils résistent comme des victimes d'eux-mêmes, des victimes des fantômes qu'ils ont appris à aimer. Les Québécois veulent être reconnus par la Reine, ils veulent gagner une coupe, sans s'apercevoir qu'ils tremblent de ce qu'ils trouvent au fond d'eux. Bref, ils sont devenus des victimes dans le nouveau siècle de la reconnaissance qui les oublie sans cesse.

Le multiculturalisme comme idéologie «spectrophobique»

Après la Crise de 1970 et la soirée d'épouvante de 1980, Trudeau avait eu l'idée de s'imposer comme un grand esprit canadien, un spectre bilingue, dans le sillage d'anciens revenants de la trempe de Sir J. A. Mac Donald et W. L. Mackenzie King. Il officialisa une doctrine pour hanter l'aile du manoir, devenu son laboratoire, ainsi que toutes les chambres. Il entérinera un nom pour qualifier l'hospitalité spectrale de type britannique: le multiculturalisme.

Avec le multiculturalisme, on peut comprendre à quel point la voix du spectre n'est pas celle d'un vivant particulier. L'idéologie du multiculturalisme est bien celle qui, comme le spectre à la voix culpabilisante, nous regarde sans être vue. Nous ne pouvons pas l'identifier: nous sommes livrés à sa voix. Les Québécois essaient d'obéir à l'injonction, tout en s'y perdant, entendant sans cesse cette voix qui les force à se perdre dans les autres devenus plus grands qu'eux. Derrière l'idéologie encore à la mode aujourd'hui, le spectre joue de son autorité. Il a pour ainsi dire le pouvoir que lui confèrent les générations successives de politiques spectrales. Voilà comment le multiculturalisme est d'emblée *spectropolitique*: la doctrine, qui visait l'intégration des nouveaux arrivants, présente aujourd'hui l'avantage de venir hanter la majorité à partir de la minorité vivante et diversifiée. Mais d'où vient son effet?

L'effet de l'horreur, on le voit mieux trente ans plus tard, provient d'un miroir culpabilisant qui dit que le résident ou le locataire n'a pas le droit à l'existence si l'on peut prouver qu'il existe dans le monde des personnes différentes de lui capables de lui imposer une culture nouvelle, le forçant par là à s'ouvrir – on postule donc qu'il ne l'était pas – à l'abstraction de l'autre. L'un des objectifs de cette politique effrayante est d'affoler le petit en le mettant, par la force de l'idéologie, en contact avec un grand imaginaire dont la signification est de lui rappeler sa fermeture. On comprendra mieux comment a pu se produire ce phénomène étonnant voulant que vivre au Québec, depuis 1985, c'est rencontrer l'esprit du multiculturalisme, un esprit sans contour, sans objet, planant partout à partir l'idée de la «*political correctness*» que celui qui ne parle pas anglais ou ne se déguise pas à l'année est refermé. Dans le multiculturalisme postmoderne, accompli et peu questionné, on fera l'éloge de celui ou celle qui ose aller voter avec le masque afin de hanter, à partir de l'urne, jusqu'aux résultats finaux

de l'élection. S'il faut bien entendu conjurer le spectre, ce n'est pas seulement parce qu'il est porteur d'une différence qui, parfois, peut devenir intolérance, c'est aussi et surtout parce qu'il remet en question les acquis de la démocratie dans le grand manoir.

Films de peur étatique et médiation quotidienne de l'angoisse d'être

Pour saisir jusqu'aux détails le mode de fonctionnement de la maison hantée, il convient de relever le travail des médias. Car le travail de relais de l'idéologie générale est la première mission de la télévision de l'État. Voilà ce qui explique en partie pourquoi, chaque soir, durant les bulletins de nouvelles, nombreux sont les Québécois qui ressentent un malaise et s'affolent devant les reportages et les témoignages rapportés. Ils ont peur et perdent confiance en leurs moyens. Les organes de diffusion de la maison hantée sont efficaces en ce qu'ils promettent des malheurs à toute personne qui remettrait en question la présence des fantômes et l'omniprésence de leur langage, l'anglais, la nouvelle *franca lingua*. Une leçon est à entendre une fois pour toutes : que celui qui entend ouvrir un jour la porte de la chambre y pense par deux fois, car l'esprit frappeur, bien caché dans un garde-robe, tel un *poltergeist* politique, viendra l'affoler et le tourmenter pour l'éternité.

Un fantôme qui parle l'autre langue : la disparition du français²³

Pour le marcheur attentif aux sons ou le voyageur rentrant d'un séjour à l'étranger, le premier signe du Québec hanté

23 Pour comprendre ce point décisif, voir notre texte intitulé « L'instant du vertige. Notes sur le repliement identitaire québécois », sur le site de Vigile, Chronique Penser le Québec, Collaboration spéciale, 15 oct. 2007. Il a été partiellement repris dans *Le Soleil* sous le titre « Une crise identitaire? Oui! Le français recule à Montréal... », in *Le Soleil*, 21 octobre 2007, Réflexion, Cahier A. Sur le thème de l'autre langue, voir notre « To be or not to be in French », sur le site de Vigile.net.

se trouve dans l'affaiblissement du français à Montréal. L'anglicisation croissante de l'île de Montréal est, en effet, un phénomène indéniable depuis les années 1990. Non seulement le français a-t-il perdu beaucoup de terrain par rapport à l'anglais, mais la raison s'en trouve en partie chez les francophones eux-mêmes qui répondent en anglais, non pas aux touristes, mais aux Montréalais de l'Ouest-de-l'Île. Cela est si évident que les citoyens, trop souvent, loin de s'en formaliser, ne s'en rendent même plus compte. Qui a relevé au demeurant que l'on entend désormais parler la langue d'*Hamlet* à l'est de la rue Saint-Denis, ce qui était exceptionnel en 1990 ? Personne. Pourquoi ? Parce que les effets sont passés dans les mœurs, surtout chez les jeunes, et que la mode est à l'anglais, ce qui vient culpabiliser les personnes qui ne s'expriment pas très bien dans l'autre langue.

Or le recul du français comme langue de travail témoigne aussi de la *spectropolitique*. À Montréal par exemple, la moitié des immigrants travaillent en anglais. Le problème de l'affichage illustre bien sûr l'ampleur du problème. Quant aux raisons sociales, le problème n'est pas québécois : il est mondial. De plus en plus d'entreprises, souvent pour des raisons néolibérales, refusent de traduire, pour la communauté d'accueil, leurs noms. On assiste de plus en plus en effet à des scènes troublantes chez les francophones quand ceux-ci, sans comprendre les lois, insistent pour envoyer leurs enfants à l'école anglaise. La chose est selon nous riche d'enseignement sur le plan historico-culturel : confrontés au discours mondialisant, de nombreux Québécois estiment désormais que l'anglais est la langue de l'avenir et que le français, pourtant une langue internationale parlée sur tous les continents, n'est plus à même d'assurer leur liberté et leur destin. Certains résidents du sud-ouest de l'île, qui avaient peur de l'Union soviétique et du bloc de l'Est en 1970, insistent pour que leurs enfants apprennent le mandarin dès le primaire...

Certes, puisque nous ne sommes pas à une contradiction près et qu'il ne nous revient pas de relever la pléiade d'incohérences d'un peuple, nous nous limiterons à rappeler la signification de ce phénomène. Les peuples conquis ont, souvent pour des raisons de survie, le réflexe d'adhérer au discours que le dominant leur impose. Minoritaires et menacés en Amérique, de nombreux résidents du Québec, loin de se dénationaliser, s'aliènent plus ou moins consciemment en croyant que l'anglais viendra les sauver. Pour qui sait voir globalement, il n'est pas tant question d'un naufrage ou d'une «démission identitaire», mais d'un repli, d'une mise entre parenthèses : dans la sphère publique, on accepte l'anglais et les valeurs que cette langue véhicule et, dans la sphère privée, on parle en français, honteusement.

Certains diront que la jeune société ne montre pas la maturité nécessaire pour s'affranchir de sa position culpabilisante à l'égard de l'autre. Prise au piège, la société québécoise écouterait le discours des nouveaux venus et chercherait dans le passé une solution qui ne s'y trouve pas. Cela n'est pas entièrement faux. Cependant, ce qu'il faut retenir, c'est que les attaques contre le «nous» québécois ne visent pas à améliorer la politique québécoise : elles veulent forcer les citoyens du Québec à accepter le modèle multiculturel canadien. Si le «nous» est une force politique, le «je» juridique le détruit...

Lire

Débats

*Réflexion à partir du document
intitulé L'histoire nationale négligée
Histoire politique et histoire
nationale au Québec*

-Jean-Marie Fecteau 210

Lire les essais

PIERRE NEPVEU 241
Gaston Miron. La vie
d'un homme

DJEMILA BENHABIB 245
Les soldats d'Allah à l'assaut de
l'Occident

ÉRIC BÉDARD 249
Recours aux sources. Essai sur
notre rapport au passé

Index des auteurs 2011 260

Jean-Marie Fecteau*

Réflexion à partir du document
intitulé *L'histoire nationale négligée*

HISTOIRE POLITIQUE ET HISTOIRE NATIONALE AU QUÉBEC

Ce qu'on appelle «histoire nationale» n'implique de soi aucune opposition à ce à quoi on a donné le nom de «histoire sociale». Sur le même plan, c'est plutôt par rapport au local et au mondial qu'elle peut être située dans sa spécificité¹.

La Fondation Lionel-Groulx a récemment commandé et entériné une analyse de l'état de l'enseignement et de la recherche en «histoire nationale» dans les départements d'histoire des universités québécoises². Comme l'affirme son directeur général, «pour la Fondation Lionel-Groulx, son conseil d'administration et son comité d'historiens, le débat sur la place réservée à notre histoire nationale dans nos institutions d'enseignement est un débat important et sérieux, qui mérite d'être mené avec rigueur et respect³». Ce texte a suscité un débat virulent dans la presse écrite,

* Professeur, département d'histoire, UQAM.

1 Bernard, Jean-Paul, «Vraiment "choisir un compartiment de la terre" ?», Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.), *À propos de l'histoire nationale*, Sillery, Septentrion, 1998, p. 17.

2 Bédard, Éric (avec la collaboration de Myriam D'Arcy), *Enseignement et recherche universitaires au Québec: L'histoire nationale négligée*, Montréal, Fondation Lionel Groulx, septembre 2011 (les chiffres entre parenthèses précédés d'un «B» réfèrent aux pages de ce document).

3 Graveline, Pierre, «La ridicule théorie du complot du professeur Létourneau», *Le Devoir*, 30-10-2011.

débat auquel mes collègues professeurs dans les départements visés par ce document, ont pris une part relativement discrète et limitée⁴. Le format de la presse écrite se prête de toute façon très mal à une critique approfondie. Pourtant, ce document me semble révélateur d'une certaine attitude et d'un certain rapport à l'histoire qui se fait dans nos départements, attitude et rapport qui concernent au plus haut point la place de l'histoire nationale et de l'histoire politique dans le destin de la collectivité québécoise, et qui à mon sens méritent d'être dénoncés.

On me permettra, d'entrée de jeu, d'indiquer à quel titre et dans quel but j'ai tenu à produire ce texte. Depuis maintenant près de 30 ans, j'ai mené, avec d'autres, le combat pour le développement de l'histoire politique au Québec, une histoire qui prenne au sérieux le politique et son espace, et qui, sans compromis aux raccourcis nationalistes faciles, fasse de la recherche de la dimension politique en histoire une entreprise scientifique (et ultimement politique) digne de ce nom. Dans cette optique, j'ai participé à la création du *Bulletin d'histoire politique (BHP)*, organe voué à cette promotion (et sur lequel je reviendrai). J'en ai même rédigé le «Manifeste⁵», ainsi qu'une mise au point éditoriale publiée quelques années plus tard⁶, les deux textes précisant quel type d'histoire politique était au cœur de l'entreprise de réhabilitation en cours⁷. J'ai aussi assumé, en remplacement de mon

4 À des degrés divers de virulence, seuls, à ma connaissance, mes collègues historiens universitaires Létourneau, Petitclerc, Bienvenue, Hubert, Baillargeon et Fyson sont intervenus dans le débat.

5 «Manifeste» du *Bulletin d'histoire politique*, vol. 1, no. 1 automne 1992, p. 4-5 : <http://tinyurl.com/3bw828v>. Ce manifeste a été entériné par l'ensemble du comité de la Revue, y compris son directeur Robert Comeau.

6 «Notre histoire politique» *Ibid.*, vol. 7, no. 1 aut. 1998, p. 6-9 : <http://tinyurl.com/3b4b4cz>.

7 Voir aussi une explication de ces principes dans «Le retour du refoulé. L'histoire et le politique», *Ibid.*, vol. 2, no 3 hiver 1994, p. 5-20 : <http://tinyurl.com/3nvufj6>.

ex-collègue Robert Comeau, la direction de la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec (CHF) jusqu'à sa fermeture, une chaire destinée «au développement des connaissances et des recherches en histoire politique du Québec». Je dirige aussi un des plus importants centres de recherche en histoire du Québec, le Centre d'histoire des régulations sociales (CHRS), qui a pour but premier d'étudier les modalités centrales de la régulation du «vivre ensemble» québécois⁸. On comprendra, dans les circonstances, que je prenne la question soulevée par le document d'Éric Bédard très au sérieux et que j'aie quelque titre à le faire⁹. J'ai tenu aussi à publier la présente réflexion dans *L'Action nationale*, car les enjeux soulevés par ce rapport sont en effet importants pour tous ceux et celles qui ont à cœur, comme moi, l'indépendance du Québec à faire. C'est donc en tant qu'historien du politique et citoyen d'obédience indépendantiste que j'écris ces lignes.

Cette mise au point étant faite, je résumerai mon propos: le document d'Éric Bédard est fondé sur une analyse superficielle et profondément erronée à la fois des enjeux sous-jacents à l'histoire politique et nationale, mais aussi sur une ignorance assez stupéfiante du fonctionnement, des objectifs et, finalement, de la pratique de l'histoire en milieu universitaire au Québec. Il fait partie de ce vaste défolement de rancœur pseudonationaliste qui est née au Québec au cœur du débat sur les accommodements raisonnables et a été exacerbée par la réforme de l'enseignement de l'histoire au secondaire. Il n'est que la dernière mouture d'une vaste montée de lait (en fait de bile...) d'une certaine

8 Je ne mentionnerai que pour mémoire les 47 livres, numéros de revue dirigés, articles publiés et conférences prononcées sur la question depuis 25 ans, de même que les 16 mémoires et thèses dirigés ou en cours.

9 Même si, par un procédé d'exclusion auquel tout vétéran du monde universitaire est familier (il permet ainsi d'éviter le débat à moindres coûts...), le document de Bédard tient à classer mes travaux dans «la sous-discipline de l'histoire sociale» (B-26).

droite contre un ensemble de cibles prises un peu pêle-mêle : l'enseignement de l'histoire (au secondaire et au collégial), la didactique, la recherche historique, la politique d'octroi de subventions de recherche, l'histoire sociale, le contrôle [sic] fédéral de la recherche, la politique de nomination aux chaires de recherche, les engagements aux postes universitaires, voire le rayonnement international (B-21), et que sais-je encore... L'analyse qui sous-tend ce document repose sur des amalgames abusifs (notamment entre histoire politique et histoire nationale) comme sur des dichotomies à la fois fautives et dépassées (par exemple entre histoire sociale et politique-nationale). Il constitue en somme non seulement une insulte à l'intelligence collective des chercheurs qui, dans nos universités, ont profondément renouvelé notre histoire nationale depuis plus de 25 ans, mais aussi une intolérable régression des problématiques de recherche (et d'enseignement) qui doivent interroger les conditions d'évolution et de construction de la communauté québécoise. Les lignes qui suivent s'emploieront à démontrer ce triste constat.

I: La démonisation de l'histoire sociale

Dans le document d'Éric Bédard, l'histoire sociale apparaît comme l'ennemi numéro un (après la reconnaissance, consentie du bout des lèvres, de l'importance des résultats acquis dans ce champ) d'une histoire du « fait national ». En fait, tout le document repose sur une dichotomie centrale, qui en constitue la trame principale, entre les suppôts de ce « regard » dominant fondé sur le « social » et la faible cohorte molestée et tourmentée des historiens politiques du national, approche « lourdement discréditée (B-9) » par les ténors de l'histoire sociale.

On ne s'étonnera pas de retrouver ici le mantra d'une certaine conception de l'état de la discipline, dont une des premières manifestations peut être retrouvée (si on se contente

de l'espace canadien), dans les textes virulents d'historiens comme Michael Bliss ou J. L. Granatstein¹⁰: la recherche historique est dominée par une infinité de sujets éclatés regroupés sous l'étiquette d'histoire «sociale», l'ensemble de ces sujets plus ou moins pointus en venant à noyer sous sa masse les sujets jugés importants et «nationaux» comme la bataille de Vimy ou la biographie de Mackenzie King¹¹. Ce pseudo «constat», dont on a depuis longtemps démontré la parfaite inanité¹², est en fait fondé sur une profonde incompréhension des enjeux sous-jacents à la montée de ce qu'on appelle trop facilement l'histoire «sociale». Le document Bédard définit en effet ainsi l'histoire sociale :

L'histoire sociale plus récente appréhende le Québec comme une population d'individus vivant sur un territoire donné. Ces individus appartiennent à toutes sortes de groupes: classes, genres, ethnies, etc. La société globale de ces historiens est fragmentée par les revendications de ces groupes sociaux ou identitaires qui luttent pour se faire une place au soleil ou pour être reconnus par le pouvoir. L'histoire sociale rend compte de ces affrontements et les restitue, la plupart du temps, dans un contexte particulier :

10 Bliss, Michael, «Privatizing the Mind. The Sundering of Canadian History, the Sundering of Canada», *Journal of Canadian Studies*, vol. 26, no. 4, 1992, p. 5-17 et Granatstein, J. L., *Who Killed Canadian History?*, Toronto, HarperCollins, 1998.

11 On retrouve une version à peine modifiée de cette vision dans le texte de Robert Comeau et Jacques Rouillard, «La réforme de l'enseignement de l'histoire et la marginalisation de l'histoire politique dans les universités francophones», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, no 3, printemps 2007, p. 173-180. Ce document constitue, en définitive, une première mouture de l'argumentation développée et enrobée d'une semblance de «scientificité» par le document Bédard. On pourra le consulter en ligne à l'adresse suivante: <http://tinyurl.com/3ku564r>.

12 Je ne citerai que le débat (très bref, et pour cause!), suscité par le livre de Granatstein: la réponse très posée et assez triomphaliste d'un représentant de l'histoire «sociale», A. B. McKillop («Who killed Canadian History? A View from the Trenches», *The Canadian Historical Review*, Vol. 80 no 2 June 1999, p. 269-299), et la réplique critique et cinglante de Brian Palmer («Of Silences and Trenches: A Dissident View of Granatstein's Meaning», *The Canadian Historical Review* Vol. 80 no 4 (Dec 1999), p. 676-686).

celui de l'avènement de la modernité. [...] Cette histoire sociale prend aussi la forme de l'histoire « culturelle » qui se penche sur le discours des élites. Si les méthodes de l'histoire culturelle empruntent davantage à la littérature et à l'anthropologie qu'à la sociologie traditionnelle, l'esprit reste le même (B-7 et 8).

Cette image d'une histoire sociale (et culturelle) se réduisant à celle de « groupes » fragmentés dans le contexte de la modernité n'est en fait qu'une caricature (et on le verra loin d'être la seule dans ce document!) de ce qu'implique la notion d'« histoire sociale ».

On me permettra un bref détour par l'histoire pour expliquer ce point fondamental. Au cours du siècle dernier, deux grands mouvements d'ensemble ont bouleversé à jamais le paysage des sciences sociales, y compris l'histoire.

Dans un premier temps, l'ensemble social, la « société » comme telle, sous la loupe des sciences sociales naissantes, apparaissait de plus en plus, non pas comme un donné mais un problème. Il ne suffisait plus de décrire ces formations sociales comme ces ensembles nationaux finis et cohérents que les historiens du XIX^e siècle, notamment, s'efforçaient de replacer dans une trame historique unitaire marquée par l'action des grands hommes et le choc des événements marquants : il fallait bien au contraire partir des mille formes du lien social, de ce tissu complexe de rapports sociaux et politiques pour reconstituer les tendances fondamentales, les régularités qui permettaient de les comprendre et de les expliquer. Dans ce contexte, ce n'était pas tant l'« histoire politique » comme telle qui devenait désuète, mais la conception de la société qu'elle portait, comme simple résultat de la volonté et de l'action des citoyens. La nation devenait moins une entité à historiser qu'un construit à comprendre, dans l'espace comme dans le temps.

C'est dans ce contexte qu'on peut comprendre la critique féroce que fera le sociologue Simiand de la pratique des historiens du tournant du siècle, dénonçant notamment le culte pratiqué des « idoles de la tribu historienne » :

Il serait temps et il serait bon, semble-t-il, de renoncer dès maintenant à un certain nombre d'habitudes [...] qu'on pourrait appeler [...] des « idoles de la tribu des historiens » et d'entamer sans retard une lutte contre elles. Je donnerais volontiers comme exemples :

1° L'« Idole politique », c'est-à-dire l'étude dominante, ou au moins la préoccupation perpétuelle de l'histoire politique, des faits politiques, des guerres, etc., qui arrive à donner à ces événements une importance exagérée [...] Il ne faut pas que les faits politiques soient ignorés, mais il faut qu'ils perdent la place éminente, tout à fait injustifiée, qu'ils conservent même dans les recherches des autres branches de l'histoire.

2° L'« Idole individuelle » ou l'habitude invétérée de concevoir l'histoire comme une histoire des individus et non comme une étude des faits, habitude qui entraîne encore communément à ordonner les recherches et les travaux autour d'un homme, et non pas autour d'une institution, d'un phénomène social, d'une relation à établir¹³.

C'est cette valorisation de l'individu, et des événements sur-tout « politiques », qui apparaissait, en s'intéressant aux épi-phénomènes, au contingent, à l'éphémère des événements survenus et des vies fragiles, empêcher la perception des grandes lois du devenir humain, des tendances fondamentales de l'agir. Comme le disait Durkheim dans une formule frappante, il s'agissait, d'urgence, d'« aller plus bas dans le réel ». En faisant cela, malgré ce que prétend l'analyse de Bédard, il ne s'agissait pas tant de cibler des « groupes » ou des intérêts particuliers et sectoriels de l'ensemble social : il s'agissait plutôt de comprendre le fonctionnement du lien social et des institutions qui le structuraient. On postulait

13 SIMIAND, François, (1903) 1960, « Méthode historique et science sociale », *Annales E.S.C.*, vol. 15, no. 1, janvier-février, p. 117. Je passe sur la troisième idole dénoncée, l'idole chronologique, moins pertinente à mon propos ici.

ainsi que l'analyse des masses, des grandes séries de l'agir humain, constituait une voie bien plus efficace vers la saisie de la totalité, vers ce que le disciple de Durkheim qu'était Lucien Febvre appellera, avec toute l'histoire des Annales, l'«histoire globale», comme aspiration et attente essentielle de toute entreprise d'étude scientifique des sociétés. On aura aussi compris que cette attente incluait les phénomènes politiques, mais en refusant de leur donner d'emblée une priorité analytique. Ou, plus précisément, derrière la dénonciation de ce que les historiens du «social» définissaient comme l'«histoire politique», il fallait voir la vision réductrice d'un «politique» qui se confinait à la surface des choses, à la survenance des grands événements, à l'action des grands hommes. C'est cette vision du politique qui est apparue comme obsolète et incompatible avec une histoire se voulant scientifique. C'est ainsi qu'un Trevelyan a pu affirmer : «*social history is the history of people with the politics left out*». C'est pourquoi, dans la même logique, Braudel parlait de l'événement (politique) comme de l'«écume» à la surface des choses¹⁴.

Le deuxième grand mouvement, véritable lame de fond qui va, au tournant des années 1930, bouleverser les sciences sociales, est en parfaite continuité avec le premier. Il s'agissait, par l'histoire sociale, de postuler une direction privilégiée aux études historiques, qui partiraient de la base, de la masse, en glissant «vers le haut». Une histoire où il ne s'agissait plus seulement de prioriser les régularités et les tendances de fond face à la superficialité du politique, mais de postuler que la clef de la compréhension des mouvements de l'histoire venait de l'histoire des masses et de leur

14 Voir Fecteau, Jean-Marie, «L'écume des choses... Le statut de l'événement dans la pratique historique contemporaine», Soussana, Gad, Joseph L. Lévy en collaboration avec Marcel Rafie (dir.), *Actualités de l'événement*, Montréal, Liber, 2000, p. 121-133.

action transformatrice. Une histoire «*from the bottom up*» qui, encore une fois, ne niait nullement le politique, mais privilégiait dans son appréhension la présence centrale de l'acteur populaire.

C'est la fusion de ces deux grands paradigmes qui est à l'origine de la «domination» de l'histoire dite «sociale». Non pas une domination d'un «sous-champ disciplinaire», comme dirait le rapport Bédard, mais d'une philosophie fondamentale de la production historique. Les grands paradigmes interprétatifs que sont le marxisme, le structuralisme, le fonctionnalisme, dont certains déplorent aujourd'hui l'effondrement, n'étaient en fait que des modalités interprétatives, de grands récits mettant en scène ces philosophies de l'être-ensemble.

Ce que le rapport Bédard ne permet évidemment pas de comprendre, c'est que la domination de l'histoire sociale a été à l'origine de sa crise profonde et, finalement, de sa perte partielle de sens. Si chaque régularité, chaque phénomène social, chaque modalité du lien social, chaque forme de regroupement devenait l'objet particulier qui retenait l'attention des tâcherons de l'histoire sociale, le postulat de totalité au cœur de cette activité devenait de plus en plus lointain, comme une conséquence de plus en plus improbable, un idéal de plus en plus inatteignable, une aspiration de plus en plus abstraite face à l'éparpillement des travaux dans tous les coins d'un «social» hypertrophié. Pire encore, à force de caricaturer le politique comme étant le lieu du superficiel et du temporaire, on en venait à négliger ces formes essentielles de régularités que sont les institutions politiques, à commencer par l'État. Même la version progressiste de l'hégémonie du social, chez les historiens du «*bottom up*», se contentait souvent de décrire complaisamment la vie à la «base», quitte à décrire admirativement ces «montées au politique» que

constituaient les révoltes et révolutions des masses. Mais par la force des choses, on s'empêchait de penser les caractéristiques propres de cette montée au politique ainsi que les données constitutives de cette sphère et de cette dimension de l'action humaine que constitue le politique.

En fait, il est facile de faire de l'omniprésence des problématiques «sociales» en histoire le bouc émissaire des malheurs de l'histoire politique (et nationale...), mais c'est aux dépens d'un oubli majeur : sous le coup de la multiplication des études sectorielles du social, la notion d'«histoire sociale» en est venue à vouloir dire n'importe quoi et à perdre en bonne part son sens et sa capacité d'unification des problématiques. L'histoire sociale est devenue une immense baudruche plus ou moins vide, une étiquette vague, une identité molle qui permettait de rassembler, sans but et sans programme, tous ceux et celles qui travaillaient sur la «société»¹⁵. Il n'est pas étonnant, en conséquence, que ses principes de base (la possibilité de reconstitution de la totalité à partir des régularités du social) aient été minés par la montée de l'histoire culturelle¹⁶ et plus globalement des théories post-modernes de l'individu et de l'acteur.

15 Ce constat, je le sais, diffère de l'analyse que fait mon collègue Martin Petitclerc (voir «Notre maître le passé? Le projet critique de l'histoire sociale et l'émergence d'une nouvelle sensibilité historique», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Volume 63, Issue 1 2010, pp.83-113). Petitclerc à mon sens néglige la complexité et l'ambiguïté des aspirations au cœur de l'apparition de l'histoire sociale. Il n'en reste pas moins que vouloir maintenir la tradition démocratique et critique «*from the bottom up*» d'une certaine acception de l'histoire sociale m'apparaît comme un projet tout à fait nécessaire, projet que je partage.

16 Ici encore, le document d'Éric Bédard, qui fait de l'histoire culturelle une approche en parfaite continuité avec l'histoire sociale (en la réduisant à une étude du discours des élites!) (voir citation ci-haut), ignore ou sous-estime gravement la crise de sens que constitue la montée fulgurante des approches «culturelles». Pour un aperçu, on pourra consulter Thierry Nootens «Un individu «éclaté» à la dérive sur une «mer» de sens? Une critique du concept d'identité», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 62,1 (été 2008), p. 35-67 et le débat qui s'ensuit dans la même revue (vol. 63, n° 1, 2009).

Mais il est un autre phénomène fondamental que l'auteur du document sous analyse passe complètement sous silence¹⁷ : le mépris, voire la caricature dans laquelle les ténors de l'histoire sociale moderne (du moins les plus conservateurs) ont tenu le « politique » a provoqué de fait une fulgurante renaissance des problématiques politiques en histoire. Au sein même de l'école des Annales, il a fallu faire une place à ces travaux en histoire politique qui, dans la parfaite logique des régularités à trouver au cœur du social, montrait de telles régularités au sein du politique¹⁸. Il s'agissait, en termes clairs, de montrer que le politique ne pouvait se réduire aux événements importants et à la saga des grands personnages. Que l'histoire politique n'était ni une sous-discipline sous surveillance, ni une simple « catégorie » du social, mais une dimension essentielle de l'existence en société, dimension qui permettait de comprendre non pas tant les agrégats du social, les formes multiples prises par les rapports entre les individus, mais plutôt les exigences propres du pouvoir et de la décision collective, de ce type d'agir ensemble où la contrainte sur tous et toutes est centrale, et où l'avenir de la collectivité se joue. Cette dimension ne pouvait se réduire à la comptabilisation des grands nombres, à l'appréhension des masses, même pas à un mouvement du bas de l'ensemble social vers les hauteurs éthérées du pouvoir. Il s'agissait de comprendre, en fin de compte, que le politique résidait dans le social aussi, qu'il représentait moins une « sphère » qu'une modalité de l'action humaine, et que son étude avait des exigences analytiques propres. C'est cette réaction, ce que j'ai appelé ailleurs « le retour du refoulé », et pas simplement la promotion d'un « champ » d'études, comme certains *bourdieusants* pressés ont qualifié le phénomène, qui était en jeu dans l'apparition

17 Et pour cause : elle ruine le postulat même sur lequel est construit tout le document...

18 Un moment important, pour l'historiographie française, a été la publication du livre-programme de René Rémond, *Pour une histoire politique*, Paris, Le Seuil, 1988.

de revues comme le *Bulletin d'histoire politique*. Il s'agissait en fait, au-delà de la conscience immédiate de ses fondateurs, de la version québécoise d'un mouvement de réanimation du politique présent dans l'ensemble de l'Occident. Il n'est d'ailleurs qu'à feuilleter les numéros du *BHP* pour comprendre le processus en action. L'ensemble impressionnant de thématiques sociales, mais interrogées sous l'angle du politique forme l'essentiel du *Bulletin*, bien devant l'histoire des batailles et la biographie des grands hommes.

Et pour cause! Cette mise en valeur du politique n'avait rien à voir avec une quelconque réhabilitation des formes anciennes, rejetées depuis des lunes, privilégiées par l'histoire politique du XIX^e siècle. Qu'on m'entende bien ici, pour qu'il n'y ait pas confusion. Il ne s'agit pas de dénoncer le caractère anecdotique et non scientifique de la biographie ou de l'étude d'un événement particulier. La «nouvelle histoire» elle-même, dénoncée par Bédard, a très bien su utiliser ces formes particulières d'écriture historique pour arriver à ses fins¹⁹. Il s'agit simplement de reconnaître qu'étant donné les exigences de la recherche historique actuelle et le mode de construction de ses objets d'étude, le centrage sur un individu ou un événement ne constitue pas un réflexe premier. Du point de vue de l'histoire qui se fait, revendiquer comme priorité d'étude l'histoire d'une bataille, la biographie d'un grand personnage, c'est prétendre assigner à une personne et à un événement une importance préalable à l'étude. Je reviendrai sur ce point.

Récapitulons. Faire de l'histoire sociale le vilain de l'histoire, dichotomiser abusivement histoire sociale et histoire politique comme deux approches opposées, caricaturer l'histoire

19 Pour mémoire, citons Georges Duby, *Le dimanche de Bouvines*, Paris, Gallimard, 1973, ou l'usage de la biographie chez Alain Corbin (*Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot – sur les traces d'un inconnu 1798-1876*, Paris, Flammarion, 1998).

sociale comme confinée aux groupes et aux divisions non politiques de la société, c'est non seulement ne rien comprendre aux grandes tendances de l'historiographie depuis plus d'un siècle: c'est fausser à la base le problème qu'on prétend résoudre. L'histoire sociale et l'histoire politique ne sont pas un jeu à somme nulle, où ce que l'un gagne est aux dépens de l'autre. Il s'agit de deux modes d'interrogations fondamentales, étroitement interreliées et complémentaires, souvent portées par les mêmes personnes sous des étiquettes différentes qu'elles peuvent choisir²⁰. Il est donc bien inutile de postuler, comme le fait Éric Bédard, un «fossé» qui se creuse entre ces «deux conceptions de l'être-ensemble (B-7)²¹». Il s'agit en fait de formes de recherche de la totalité qui s'englobent l'une l'autre de façon souvent inextricable²². Comme le dit Romain Huret dans un article faisant le point sur la question, «*there is no such thing as political victory without social, demographic, and cultural mobilization*²³».

20 Ainsi, il devrait désormais être clair que l'histoire politique ne doit pas être confinée dans une «spécialité» étroite. Un des meilleurs historiens de l'histoire politique que je connaisse, Bruce Curtis (je pense entre autres à ses travaux novateurs sur les politiques de recensement au XIX^e siècle canadien), refuserait avec virulence une telle étiquette...

21 On notera, en passant, comment cette définition (assez exacte) de l'histoire sociale comme «conception de l'être ensemble» est contradictoire avec sa caractérisation comme histoire segmentée des groupes (voir citation plus haut) ou comme «sous-discipline» (B-26).

22 Marcel Gauchet fait de son côté de la totalité l'apanage du politique, mais sans en faire lui non plus un champ dichotomique par rapport au social: «Ce qui assure en dernier ressort la cohérence globale des sociétés, c'est l'élément politique, de sorte qu'une histoire authentiquement «totale» ne peut être écrite que du point de vue du politique [...] Cela ne veut pas dire, faut-il le préciser, une histoire faite par les historiens de la chose politique [...]. Cela veut dire une histoire intégrant cette dimension problématique de composition globale du champ social à partir du politique, quel que soit son point d'entrée [...] L'histoire politique, ainsi comprise comme histoire englobante, si l'on veut, n'exclut pas l'histoire sociale, elle l'inclut, tout à l'opposé, elle est une autre manière de l'aborder», M. Gauchet, «L'élargissement de l'objet historique», *Le Débat*, no 103, 1999, p. 144-145.

23 Romain Huret, «All in the Family Again? Political Historians and the Challenge of Social History» *Journal of Policy History*, Volume 21, Numéro 3, 2009, p. 258

II: L'amalgame facile (et fallacieux) de l'histoire politique et de l'histoire nationale

Le lecteur pourrait se demander par quelle aberration on ne trouve pas, dans le document d'Éric Bédard sur l'histoire politique et nationale, la moindre mention des développements importants des problématiques en histoire politique depuis 20 ans, ici comme ailleurs²⁴. Ou, dit autrement, par quel processus la longue lutte pour le développement scientifique d'une perspective politique en histoire est-elle devenue surtout une lutte « nationale » avec le politique à son centre ?

La réponse est toute simple. Comme il devrait maintenant être clair pour le lecteur, la montée en puissance ou en hégémonie de l'histoire sociale ne s'est jamais faite aux dépens d'une dénonciation de l'histoire nationale comme telle²⁵. Tous ces gens là faisaient, par excellence, de l'histoire nationale, mais une histoire libérée de ses vieux démons positivistes et de ses naïvetés analytiques²⁶. On a trop peu souligné en effet que la croissance de l'histoire nouvelle,

24 On comprendra que ce n'est pas le lieu de documenter cette expansion. On pourra consulter sur ceci, parmi une vaste littérature, le dossier tout récent que l'American Historical Association a consacré à la question: « Political History Today » dans *Perspective on History*, mai 2011 :

<http://www.historians.org/perspectives/issues/2011/1105/>.

25 Malgré ce que prétend le document: « Les historiens du social ont accusé les historiens du national de ne s'intéresser qu'aux élites, de négliger l'histoire des ouvriers, des femmes, des autochtones et des communautés ethniques, de présenter le peuple comme un bloc homogène (B-9) ». Cette critique, comme on l'a signalé plus haut, s'applique à l'histoire politique en général: la reconnaissance de la collectivité comme référent central n'a jamais vraiment été remise en cause par les historiens du social. La critique de l'« homogénéité » postulée du « peuple » est autre chose, mais elle concerne une certaine vision du national, et pas l'ensemble de l'histoire de la collectivité.

26 Ici encore, le document d'Éric Bédard entretient la confusion en décrivant les historiens du social comme étudiant « des phénomènes qui se sont produits à l'échelle de l'Occident » alors que les historiens du fait national se concentreraient « sur une nation particulière et s'intéressent surtout à ce qui est propre à cette nation (B-8) ». Le « fait national » est pourtant aussi universel que l'histoire de l'immigration. Les deux, également, prennent des formes particulières dans un espace national donné.

dans toutes ses formes, a toujours gardé l'espace national comme centre de ses analyses (et objectif ultime de sa quête de totalité). En d'autres termes, le « national » n'a jamais été un adversaire à terrasser, puisqu'il n'était pas un enjeu : simplement une prémisse.

De toute évidence, le procédé adopté par le document consiste à amalgamer plus ou moins le politique au national, en utilisant par exemple l'expression « histoire politique du fait national (B-17, 34, 36) ». Par une opération digne du Saint-Esprit, le développement de l'histoire sociale devient non seulement pernicieux pour l'histoire politique, mais pour l'histoire nationale aussi. On se désole à la pensée de ces centaines d'historiens et d'historiennes, « révisionnistes » ou non, qui s'imaginaient naïvement contribuer depuis une génération à l'histoire renouvelée de la collectivité québécoise, et qui se retrouvent ainsi, par la puissance de la plume acérée (et pléthorique, mais c'est une autre question...) des contempteurs du social au nom de la Nation, hors de l'histoire nationale, dans le purgatoire (néanmoins dominant, ne l'oublions pas...) d'un social désincarné par péché d'universalisme...²⁷

De fait, si le document, comme on l'a vu, manifeste une ignorance assez stupéfiante des enjeux et de la teneur de l'histoire sociale qu'il dénonce, les choses, on le devinera, ne s'améliorent pas quand il s'agit de définir le politique :

Par politique, nous entendons autant les enjeux internes qu'externes, c'est-à-dire les dynamiques de pouvoir entre les hommes, la concurrence des visions sur la marche à suivre, l'adoption de lois significatives, la diplomatie

27 Dans ce contexte, on comprend la réaction un peu ahurie de ma collègue Denyse Baillargeon à la critique dont elle et les historiens de sa « sous-discipline » font l'objet. Voir D. Baillargeon, « Le soi-disant déclin de l'histoire nationale au Québec », *Le Devoir*, 14-10-2011.

officielle ou parallèle, les batailles militaires, en un mot toutes ces activités qui orientent durablement la vie d'un peuple particulier aux prises avec les défis de son existence nationale. Bien sûr, les enjeux de nature socioéconomique peuvent avoir des répercussions sur la vie nationale; on pense encore, dans le cas du Québec, au phénomène d'infériorité économique des Canadiens français. Mais ce sont surtout les conséquences politiques de ces phénomènes qui intéresseront les historiens du national: la nationalisation de l'hydroélectricité, la création de la Caisse de dépôt et placement, etc. (B-8)

On est stupéfié du caractère à la fois vague et flou de cette définition²⁸, malgré l'allusion au «pouvoir», aux «lois» et à la «diplomatie» et évidemment aux «batailles»... On aura compris que le rapport d'Éric Bédard s'intéresse ici très peu à l'«histoire politique» comme telle, celle dont il affecte d'ignorer les développements des dernières décennies. Il s'intéresse plutôt à cette partie de l'histoire politique qui concerne la «Nation» ou, comme il dit, le «fait national». Évidemment ici, pas besoin de définition, étant donné que le sens de fait national va de soi: la Nation s'impose comme collectivité de sens à promouvoir. Le seul «politique» qui importe ici est évidemment celui qui permet de promouvoir cette «communauté de sens et de destin (B-8, 9, 17, 29)». Est-il besoin de dire qu'en retour, dans un raisonnement parfaitement circulaire, cette communauté dont on parle ici est décrite comme relevant principalement du politique: «L'histoire nationale est le plus souvent politique (B-8)»?

Mais l'est-elle? Dans les deux graphiques qui détaillent les sujets de mémoires et de thèses des étudiants en «histoire nationale (B-32)», seuls 32 % des sujets sont en histoire

28 «Enjeux entre les hommes» «activités qui orientent la vie d'un peuple», «enjeux qui ont des répercussions sur la vie nationale»: en quoi ces aspects ne touchent que le politique et ne concernent pas au premier chef une histoire sociale?

politique comme telle (politique, militaire, relations internationales). Le reste des catégories relève de ces mêmes études des «groupes» sociaux dénoncées dans tout le reste du document (histoire de l'immigration, histoire religieuse, histoire locale, etc.). L'auteur se tire de cette contradiction gênante en disant ici donner «à l'histoire nationale un sens étendu, dès lors que le titre renvoyait au destin d'une nation singulière (B-29)». Le social, expulsé par la porte d'en avant, se faufile comme par hasard par la porte d'en arrière de l'édifice conceptuel déjà branlant de ce rapport... à condition de montrer patte blanche et de «renvoyer» au destin de la collectivité.

Mais on ne peut avoir le beurre et l'argent du beurre. Ou bien l'histoire sociale est une «sous-discipline (B-26)», un «regard (B-7)» particulier, une «conception de l'être ensemble (B-7)», ou bien il s'agit d'une entreprise de savoir qui, autant qu'une autre, peut dégager un savoir sur le national. Dans ce dernier cas, quel est le sens comme la pertinence de tout cet exercice? De dénoncer la place indue d'une histoire sociale de façon à la reconvoquer immédiatement au service du national? C'est armé de ces concepts branlants et de ces catégories contradictoires que notre «chercheur» va examiner nos départements d'histoire.

III : L'enseignement et la recherche universitaire en histoire. Le cas de l'UQAM

C'est ici que le document d'Éric Bédard atteint des sommets de bêtises (on me permettra de le dire respectueusement...). D'abord par l'incohérence totale des catégories du social, du politique et du national déjà analysée. On ne s'étonnera pas de voir que l'auteur va s'organiser pour trouver ce qu'il cherche désespérément à montrer: la «négligence» subie par l'histoire nationale. Cela dit, malgré la définition ridiculement étroite qu'il donne du «national», on pourrait se

féliciter de voir que, quand même, un tiers des mémoires et thèses portaient sur la question...

Mais le problème est qu'on ne peut même pas se fier à ces chiffres, et cela pour plusieurs raisons. La première est que la méthode de sélection des sources (règle de base de tout historien sérieux comme on sait) est fautive. Le fait de s'attacher aux titres (de cours, de mémoires, de thèses ou de projet de recherche) ne permet nullement de connaître vraiment la teneur des thèmes ou des aspects traités. Par exemple, comment savoir si un mémoire sur l'enfermement des ivrognes au Québec²⁹ touche le politique (la réponse est oui, car il traite des législations sur l'alcoolisme) ou sur la nation? Que penser du discours sur le destin de la nation menacé par l'alcool dont traite le mémoire? Voilà de la bonne histoire nationale, dont je suis fier d'avoir dirigé la recherche (moi, humble historien du social)...

Quand il s'agit d'étudier l'enseignement dispensé au département³⁰, le problème est encore pire. L'analyse par les titres des cours dispensés ne permet ni de comprendre la logique de construction d'un programme, ni de saisir le type de cours en cause³¹. Ainsi, la comptabilité des cours donnés en histoire dans le document d'Éric Bédard ne tient par compte

29 Forcier, Maxime, *Alcoolisme, crime et folie: l'enfermement des ivrognes à Montréal, (1870-1921)*, Mémoire de maîtrise en histoire, UQAM, 2004

30 On comprendra que je me concentrerai ici sur le principal département mis en cause, le mien. Je voudrais préciser que ce que je vais en dire n'a aucunement pour but de diminuer la contribution remarquable à l'histoire politique d'autres départements (je pense notamment à Martin Pâquet à Laval, à Michèle Dagenais, à l'Université de Montréal, à Louis-Georges Harvey, à Bishop, etc.).

31 Pourtant, Éric Bédard a été chargé de cours à ce département, et Myriam D'Arcy, sa collaboratrice, y fait sa maîtrise! On me permettra aussi de signaler qu'aucune de ces personnes n'a pris la peine (à ma connaissance) de consulter, ne serait-ce que quelques minutes, les personnes directement impliquées dans l'enseignement et la recherche en histoire québécoise à notre département. Je comprends qu'il ne s'agissait pas de faire une enquête approfondie, mais les erreurs flagrantes mentionnées ici auraient pu être évitées après vérification rapide auprès des intéressés.

des cours à thématiques (qui changent chaque année et qui concernent souvent le politique et le national), ni les cours à visée comparative (qui traitent du Québec, mais au sein d'un espace plus large³²). L'ensemble des statistiques de ce document relève de ces choix douteux...

Mais il y a pire. Reprenant un vieil argument déjà avancé par Comeau et Rouillard³³, l'auteur déplore le « recul » de l'histoire politique nationale dans la réforme adoptée au premier cycle du département d'histoire de l'UQAM il a deux ans. Ici encore, on se contente de comptabiliser le nombre de cours d'après les titres. C'est oublier que la refonte du programme a suivi une planification précise, qui a permis de consolider et de développer l'offre en histoire politique en privilégiant non pas l'éclatement des problématiques plus ou moins en rapport avec cette dimension de notre histoire, mais plutôt du développement de l'enseignement historique dans ce domaine en trois aspects majeurs de l'univers politique québécois, soit le droit (HIS-4501 et 4503), la citoyenneté (HIS-4529) et l'État (HIS-4504)³⁴.

De fait, le département d'histoire où je travaille a toujours été un des leaders dans le développement de l'histoire politique québécoise, tant par l'enseignement dispensé que par la recherche faite (et subventionnée)³⁵. Il a mis en place aussi des structures de recherche importantes, qui ont contribué

32 Ainsi le nouveau cours sur « Les dimensions historiques du politique », que je donnerai à l'hiver.

33 *Op. cit.*

34 Sans compter les cours sur les aspects connexes comme les inégalités (HIS-4517), l'Empire (HIS-4502) et les relations internationales (HIS-4594)

35 L'espace me manque pour aborder ce point pourtant important. Qu'il suffise de dire que les carences analytiques profondes de ce rapport se doublent d'une totale incompréhension du mécanisme d'octroi des subventions au Québec et au Canada.

à accentuer encore ce leadership³⁶. Il n'a donc de leçon à recevoir de personne, surtout en matière de planification de la recherche et d'engagement professoral.

IV: L'histoire nationale: son enseignement, sa portée

Par quelle étrange aberration a-t-on réussi ainsi à viser la mauvaise cible, en faisant de l'histoire sociale la némésis d'une certaine histoire politico-nationale, tout en passant à côté des développements les plus importants en histoire politique au Québec, et en promouvant une définition historiquement dépassée et ridiculement étroite de l'histoire politique³⁷? On aura compris qu'il ne s'agit pas d'une litanie

36 On me permettra de corriger cependant une autre des multiples erreurs de ce rapport quand il s'agit du département où j'enseigne. La Chaire Hector-Fabre, vouée à l'histoire politique du Québec, a en effet fermé ses portes en janvier 2009. Éric Bédard prétend que c'est «faute de ressources professorales en histoire politique du XX^e siècle québécois (B-28)». La vérité est tout autre et jette une lumière crue sur l'étroitesse de vue et le caractère parfois odieux dont font preuve les protagonistes de ce débat. Le document de Bédard omet de mentionner que j'ai assumé la direction de cette chaire pendant trois ans (en remplacement de Robert Comeau), et que si, en effet, le financement de cette chaire n'a pas été renouvelé, c'est malgré un appui ferme du département, de la faculté et de la Fondation de l'UQAM, malgré une évaluation positive d'un comité universitaire réuni à cette fin, malgré une proposition de renouvellement formellement présentée aux organismes subventionnaires (dont la Fondation du Prêt d'honneur, on trouvera cette proposition à l'adresse suivante: <http://tinyurl.com/d68eube>). Toutes ces tentatives pour la faire survivre ont échoué devant le refus têtue du fondateur de la chaire d'appuyer ce renouvellement, sous prétexte que celui-ci ne correspondait pas à la vision qu'il avait de l'histoire politique, vision reprise passivement dans le présent rapport et dont on constate maintenant les contradictions et les faiblesses. C'est le dogmatisme étroit des porteurs d'une certaine vision de l'histoire universitaire qui a fait ainsi perdre à l'histoire politique des ressources importantes, et non pas le pseudo «manque de ressources professorales».

37 On ne peut manquer de souligner un parallèle frappant avec le débat qui a eu lieu il y a une dizaine d'années à propos du «révisionnisme» de l'histoire québécoise dénoncé par Ronald Rudin. À l'époque, prenant la position tout à fait contraire à Bédard, Rudin dénonçait le nationalisme, le centrage étroit des historiens québécois (à commencer par les historiens de l'économie et du social) qui empêchait l'écriture historique québécoise de se mesurer aux grandes questions de la discipline historique. Voir Fecteau, Jean-Marie, «Entre la quête de la nation et les découvertes de la science.

d'erreurs gratuites. Comme le texte de Bédard le mentionne explicitement, le constat du discrédit (B-9) auquel serait soumise notre histoire nationale a commencé ailleurs, au moment de la réforme de l'enseignement de l'histoire au secondaire amorcée il y a quelques années. En parallèle, cette version bancaire de l'histoire nationale repose aussi sur une conception particulière de notre histoire, conception portée (ou accréditée) par les travaux (notamment) de Jacques Beauchemin. Pour comprendre le fondement de ce débat, pour saisir le moment et le lieu où il a été irrémédiablement faussé, il faut dire quelques mots de ces deux aspects. Un peu d'histoire et d'épistémologie seront donc nécessaires avant de conclure.

1. La lutte contre le nouveau programme d'enseignement au secondaire

La réforme du programme d'enseignement de l'histoire au secondaire a cristallisé et exaspéré deux malaises importants qui croissaient depuis des années. D'abord l'inquiétude de certains tenants de l'histoire nationale devant la proposition d'un enseignement de l'histoire plus ouvert sur les différences (notamment ethniques) et les groupes, proposition émise par le rapport Lacoursière en 1996, et la lente montée en influence des didacticiens³⁸ dans la structure étatique responsable des enseignements au primaire et secondaire, comme dans les programmes universitaires (aux dépens de l'enseignement disciplinaire). Le programme de 2006, en plus d'instrumentaliser l'histoire

l'historiographie québécoise vue par Ronald Rudin», *Canadian Historical Review*, vol. 80 no 3. Septembre 1999, p. 440-463. La différence était que l'analyse de Rudin reposait, elle, sur une lecture sérieuse de la production historique québécoise.

38 Julien Prudhomme, « Réformer l'enseignement et réformer les maîtres. La transformation des programmes d'histoire nationale et ses acteurs au Québec, 1963-2006 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, no 2, hiver 2007, p. 185-216.

au profit d'une formation à l'«éducation civique», reposait sur une conception particulièrement affadée et mollement consensuelle de l'histoire de la communauté québécoise. La conception didactique qui l'inspirait était aussi fortement imprégnée du constructionnisme social de plus en plus dominant dans cette discipline. On a souvent oublié, et il est d'autant plus important de le rappeler, que ce projet de réforme a soulevé une levée de boucliers *générale* chez les historiens, nationalistes ou non, du social, du culturel et du politique. Une première lettre de protestation avait d'ailleurs paru dans *Le Devoir*, dénonçant la brutale mise de côté de la question nationale dans ce programme³⁹. En tant que titulaire de la Chaire Hector-Fabre à l'époque, j'avais tenu à ce que la Chaire prenne fermement position face à ce projet de réforme. J'avais aussi insisté vigoureusement pour qu'on distingue, en se concentrant sur le premier, entre deux problèmes d'ordre tout à fait différent: d'une part, le type d'histoire qui était mise en pratique dans ce programme et ses liens avec ce que l'histoire, comme discipline, pouvait réellement apporter à un programme d'enseignement, et, d'autre part, les méthodes pédagogiques et la philosophie didactique qui sous-tendait ce programme (comme l'ensemble des programmes du secondaire)⁴⁰.

39 «Le programme d'histoire au secondaire. Une nouvelle version à recentrer», *Le Devoir*, 28-9-2006. La brochette des signataires de cet article montre l'ampleur et la diversité de ce premier front de protestation: Denise Angers, Jacques Beauchemin, Éric Bédard, Jean-Paul Bernard, Marc Chevrier, Robert Comeau, Micheline Dumont, Jean-Marie Fecteau, Lucia Ferretti, Alain G. Gagnon, Yvan Lamonde, Laurent Lamontagne, Josiane Lavallée, Martin Pâquet, Guy Rocher, Jacques Rouillard, Louis Rousseau, Michel Sarra-Bournet, Michel Seymour, Denis Vaugeois.

40 Ce texte a été publié peu après: Jean-Marie Fecteau, Robert Comeau, Stéphane Paquin, Bernard Dansereau, Mourad Djebabla, Robert Martineau, Michel Sarra-Bournet, «Quelle histoire du Québec enseigner?», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, no. 1, automne 2006, p. 183-190 (consultable en ligne à l'adresse suivante: <http://tinyurl.com/bwj48uo>). À ma connaissance, c'est le seul texte qui a réussi à réunir didacticiens (R. Martineau) et historiens dans la critique de ce programme.

Malgré cet effort de critique de fond, le débat n'a pas tardé à dégénérer. Ce qui avait été d'abord un mouvement de dissidence critique très large des historiens face à la façon dont était traitée dans ce projet de programme la discipline historique et son développement récent⁴¹, est vite devenu une critique du manque d'événements politiques majeurs dans ce programme, critique accompagnée d'une charge à fond de train contre l'approche didactique en matière de compétence à acquérir. La critique était ainsi ravalée à une dénonciation du manque de contenu en matière d'événements politiques nationaux (la Conquête, les Rébellions, etc.) en plus de se rabattre sur une conception de l'enseignement essentiellement axée sur la transmission des sacro-saintes « connaissances ». Il s'est agi, à mon sens, d'un détournement majeur de la critique fondamentale que méritait ce programme, au profit de la détermination de boucs émissaires tout trouvés (les « didacticiens »)⁴². C'est toute une discipline qui s'est tout à coup retrouvée sur les bancs d'accusation, fort injustement et inutilement⁴³.

41 C'est sur cette base qu'était aussi intervenu, de façon critique, l'Institut d'histoire de l'Amérique française, par la voix de son président. Voir Marc Vallières, « Avis sur le projet de réforme du programme Histoire et éducation à la citoyenneté du deuxième cycle du secondaire », août 2006.

42 On a trop sous-estimé la violence de la réaction anti-didacticienne provoquée chez les professeurs d'histoire par le contrôle acquis par les départements d'éducation sur la formation des professeurs en histoire. Il me semblerait urgent de mener ce débat de façon un tant soi peu sérieuse (et enfin sereine).

43 La critique à faire, qui n'a rien à voir avec la question nationale, est celle, il me semble, de l'hégémonie des approches socio-constructivistes en didactique et ses effets sur l'enseignement disciplinaire. La réaction simpliste et à fleur de peau de certains didacticiens (et leurs alliés) aux dénonciations du programme, mettant le « naufrage » de la réforme au compte des « nationalistes », n'a évidemment pas aidé... Voir Michèle Dagenais et Christian Laville, « Le naufrage du projet de programme d'histoire "nationale" », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 60, no 4, printemps 2007, p. 517-550.

Le débat si important sur la façon d'enseigner l'histoire nationale s'est ainsi retrouvé de plus en plus monopolisé par une conception étroite du national, agrémentée d'un mépris souverain de l'évolution de la pédagogie et de la didactique depuis une génération. Combat de troglodytes qui, obsédés par la bataille des Plaines et la « transmission des connaissances », ont réussi à fausser complètement un débat si important en s'aliénant, par la violence de leur attaque et l'ampleur de leur ignorance, la discipline clef au cœur de l'enseignement des jeunes. On en voit aujourd'hui, dans le document d'Éric Bédard, les conséquences aberrantes...

2. L'histoire nationale en question

La réforme du programme au secondaire a donc provoqué un dérapage qui a mené au cul-de-sac actuel de tout ce débat. Mais, dans la violence des polarisations, elle a aussi permis l'émergence d'une certaine vision de l'histoire nationale, vision qui insistait sur sa nécessaire dimension politique. Mais il y a plus. Cet éveil soudain au politique dans l'histoire n'était nullement issu du travail des historiens du politique qui, depuis 20 ans, approfondissaient le questionnement sur le pouvoir, sur les institutions, sur la formation du politique au sein du social, sur l'intégration des luttes diverses dans la sphère politique, etc. Bien au contraire, étant donné que le débat était né essentiellement au cœur de la question de l'enseignement de l'histoire (et non pas de sa production scientifique), le sens du concept d'« histoire nationale » a pris une acception tout à fait particulière. L'histoire nationale est devenue avant tout, non plus un domaine du savoir, mais une trame, le lieu d'un récit plus ou moins fermé, à raconter aux jeunes. D'où l'insistance sur les « connaissances », et sur les événements et les grands hommes. Il ne restait plus qu'à construire autour de cette pulsion une rationalisation, une construction théorique la plus consistante possible. Cela a été le rôle, entre autres, des travaux de Jacques Beauchemin.

Il s'agissait en fait de postuler une trajectoire communautaire comme moyen et instrument essentiel de cohésion collective. Toute la pensée de Beauchemin est ainsi construite autour d'un projet de mise en commun à partir d'un sujet historique assumé constant et unitaire. Il s'agit de «refonder la communauté politique autour d'un sujet politique réconcilié⁴⁴». Bien sûr, cette communauté se pense avec ses conflits et ses rivalités internes, mais ceux-ci sont toujours subsumés (sublimés?) par la «nécessité ontologique et première du sentiment d'appartenance», car il s'agit de «retrouver la continuité dans le désordre des choses»⁴⁵. Dans sa réaction au débat déclenché par le document d'Éric Bédard, mon collègue Beauchemin reprend les termes de ce programme, qui lui permet, comme Bédard, d'assimiler le politique au national, et d'en faire le pilier de notre entité communautaire.

On retrouve aussi le postulat du politique comme forme principale d'unité des identités éclatées: «L'histoire [politique] veut circonscrire le territoire [...] d'une certaine unité à l'intérieur de laquelle peuvent ensuite s'expliquer l'inédit, le particulier, l'évènement et s'inscrire les groupes sociaux que privilégie l'histoire sociale». Cette histoire pose «les clés de compréhension de ce qui les réunit et les divise», en transposant ces conflits «dans la continuité d'une histoire, certes conflictuelle, mais une histoire commune, celle d'un destin collectif à la lumière duquel les conflits peuvent être aménagés⁴⁶».

44 Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop: la mauvaise conscience des souverainistes québécois*, Montréal, VLB éditeur, 2002, p. 167.

45 *Ibid*, p. 168. Et il ajoute: «Les sociétés appartiennent à leur tradition par le dépassement des appartenances nouées dans la culture (175).»

46 Jacques Beauchemin, «Nécessaire défense de l'histoire nationale», *Le Devoir*, 28-10-2011. Même s'il partage l'univers interprétatif du document de Bédard, allant jusqu'à en affirmer la «rigueur», la lettre de Beauchemin montre un malaise certain, relevant l'«opposition simple et un peu commode» de l'histoire nationale à l'histoire sociale, comme le caractère «réducteur» du fait de rapporter l'histoire politique à celle des grands hommes.

On ne peut faire ce postulat d'unicité dernière du politique que si on présume que la trame historique le conforte. Insister sur ce qui unit, conforter (et montrer) les moments (et les personnages) qui ont présidé à cette union peut satisfaire certaines visées politiques (que je partage en bonne partie), voire inspirer un lyrisme sentimental pour nos «valeurs» passées, mais cela n'est pas faire de l'histoire. On confond ici le produit fini auquel il s'agit d'arriver, récit efficace des origines et de la survie, avec l'objet social et politique qu'il s'agit de comprendre dans le temps. L'histoire déconstruit ces mécanismes d'unité pour en saisir la logique de fractionnement; elle s'attache aux mille divisions qui apparaissent au sein de la communauté, non pas seulement pour en comprendre la fusion (temporaire) dans le grand tout national, mais aussi pour illustrer leur capacité de rupture. L'histoire, par devoir de sens, démonte la trame pour mieux analyser le fil, et la reconstruit dans sa vérité nouvelle comme existant historique et non comme simple référent mémoriel ou socle identitaire.

Or cette opération historique ne peut se faire que par deux processus complémentaires et inséparables :

- Étudier la société comme ensemble de liens noués de mille façons et à mille moments, et ne pas faire avancer l'analyse du national en parallèle du social, mais en son sein pour en dégager le sens (et la direction) politique.
- Comparer systématiquement avec le dehors de la communauté, avec les autres formes de coagulation du social qui se sont développées dans les autres communautés en même temps et à des rythmes différents.

Ceci impose de mettre entre parenthèses le postulat du «national», d'en faire non pas le point de départ de nos

questionnements, mais le point d'arrivée (du moins un des points d'arrivée) de notre recherche de sens historique. C'est pourquoi les historiens ne peuvent pas se permettre de céder aux pressions démagogiques de ceux qui prétendent déjà, du haut de leur conscience nationale, savoir ce qui est important, et se permettent de distribuer les sujets à traiter en priorité comme autant de pensums donnés par des professeurs fatigués. Jacques Beauchemin (et trop d'autres), mène un bien mauvais combat en accréditant de brutales opérations de tordage de bras intellectuel au mépris des besoins et des exigences de la science d'aujourd'hui. On devrait pourtant savoir que dans nos «tours d'ivoire» (et l'ivoire se fait bien rare dans nos universités appauvries...), les intellectuels sont tout aussi soumis aux tempêtes de la société qu'ils desservent, que leur devoir premier est d'observer ces tempêtes, d'évaluer leur direction, de mesurer leur puissance comme leur potentiel de direction, en résistant à tout prix à se faire dicter leur quête de sens par les capitaines du navire, et encore moins par les matelots braillards qui voudraient bien que le navire penche vers la droite...

Et pourtant, dire ceci ne revient nullement à proposer un paresseux statu quo à nos départements et à l'histoire qui se fait. La discipline historique, tant au niveau de la recherche que de l'enseignement, ne manque pas de défis majeurs, et des combats autrement importants se profilent, combats dont on chercherait en vain la simple mention dans le document d'Éric Bédard (même si ces combats concernent au premier chef l'histoire nationale).

De fait, s'il faut lutter, ce n'est pas contre les historiens du social, mais contre ces courants de pensée qui les affaiblissent autant que nous, historiens du politique, que ce soit dans les culs-de-sac post-modernes, les raccourcis du plu-

ralisme, les facilités du pragmatisme. Ce sont ces combats qu'il faut mener au sein de nos disciplines notamment, dans la recherche comme dans l'enseignement. Car céder à ces courants donne une histoire désinvolte où le passé est tout au plus un terrain d'excursion pour touriste jovialiste (Jocelyn Létourneau vient à l'esprit ici...) ou, pire encore, devient simple cas d'espèce d'une histoire aseptisée, ramenée au modèle simpliste de la «modernisation» (ou du capitalisme de la fin de l'histoire...). Chaque histoire nationale est incomparable dans son absolue spécificité, mais sa particularité ne peut se comprendre que comme modalité fragile et temporaire des grands vents qui secouent l'histoire du monde.

C'est pourquoi il faut résister, par exigence de sens, tant à ceux qui la noient dans le grand *melting pot* de l'humanité qu'à ceux qui voient dans le caractère (toujours) unique de sa trajectoire une essence quelconque, avec ses traits plus ou moins permanents. Car le passé, quoi qu'en disent les artistes en nostalgie, n'est pas une essence à préserver, une tradition à maintenir, une trame linéaire dont il ne s'agit que de remonter la pente. L'histoire est à quoi on s'arrache, dans un mouvement constant, et douloureux, de reconstitution de la communauté (et de biens d'autres formes d'identité). L'héritage qu'elle nous laisse n'est pas une identité à reproduire, mais, comme toute chose vivante, une aspiration à durer en se transformant. C'est pourquoi cette histoire n'a pas besoin de thuriféraire de son unité, ni d'idéologue lui supposant un destin déjà marqué dans sa «trame» gravée dans le temps. Cette histoire a désespérément besoin d'intellectuels et de chercheurs *critiques*, qui la réinterrogent sans relâche, révèlent ses travers autant que ses gloires, ses contradictions autant que les consensus auxquels elle arrive sporadiquement, ses doutes de l'avenir autant que ses aspirations à se réinventer.

C'est, au risque comme au défi du futur, l'histoire nationale que nous faisons. C'est la seule qui importe à ceux et à celles qui la vivront.

En guise de conclusion

Je laisse les lecteurs de la revue sur deux images. D'abord ces extraits d'un poème rédigé par René Lévesque en 1969, qui vient justement de publier Éric Bédard (sans manifestement en avoir saisi le sens profond...)⁴⁷

[...] Le riche s'enrichit les gros font de la graisse
 Au lieu de liberté des colonels en Grèce
 Et contre l'inflation on chôme à Montréal
 Cadillacs à crédit et vieux pauvres qui brûlent
 Innombrables enfants qu'une faim ridicule
 Fait mourir dans un monde où le blé se vend
 mal... [...]
 Barbus aux cheveux longs cibles de belles
 bulles
 D'excommunication des imberbes inquiets
 Êtes-vous beaux ainsi ou bien si laids ?
 Qu'importe si par vous de vieux tabous
 reculent [...]
 Un jour enfin l'école vint
 Partout la secondaire
 Pour tous l'espoir de faire
 Finir par finir le « p'tit pain »
 Révolution sans grands machins
 Qui change tout sans rien défaire
 Et demain ses contestataires
 Seront ses meilleurs citoyens
 Un peuple entier vient de naître
 Dont le passé n'est plus seul maître
 Qui va oser vivre au présent...
 Mon vieux Québec, tout jeune adulte
 Ton renouveau te catapulte
 Vers la liberté simplement...

47 Éric Bédard, « René Lévesque - Homme de la parole et de l'écrit », *Le Devoir*, 1-11-2011.

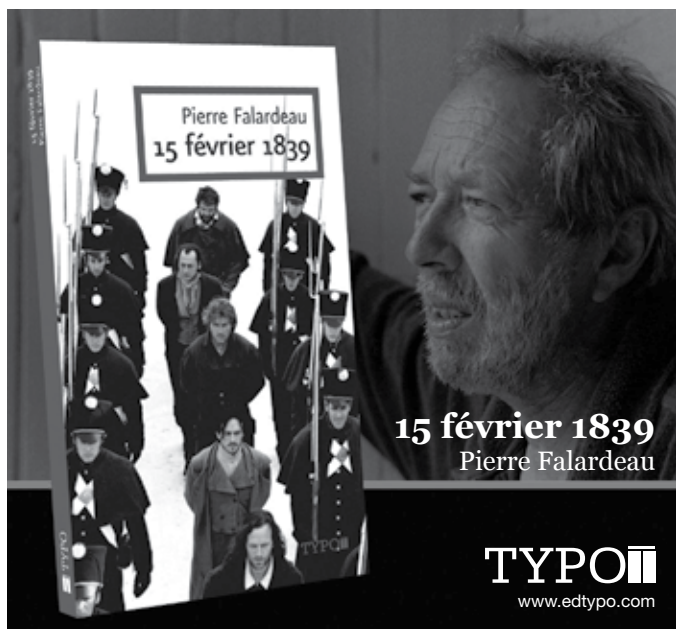
Et puis cette image qui vaut mille mots, prise au square Victoria.



Crédit photo : Mariève Vautrin - Collaboration spéciale
16h50 - La statue de la reine Victoria déguisée... Dans le site du Devoir
<http://www.ledevoir.com/galleries-photos/occupons-montreal-videos-et-temoignages>

L'histoire qui se fait, celle que nous faisons, comme celle qu'ont vécue nos ancêtres et prédécesseurs, est ce mélange fascinant des genres où la révolte contre les injustices du social nourrit la revendication politique, la nationale comme la mondiale en un même combat. Où la volonté de changer se fait avec, mais aussi contre l'histoire, dans une dialectique qui nous ramène à la vie.

Montréal, le 9 novembre 2011



15 février 1839
Pierre Falardeau

TYPO
www.edtypo.com

Les Cahiers de lecture

de L'Action nationale

Pour tout savoir sur les essais publiés au Québec



25 \$ par année

45 \$ pour deux ans
taxes et expédition comprises

Commande par la poste:
L'ACTION NATIONALE
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X3

Téléphone : 514-845-8533
sans frais, 1-866-845-8533

À la boutique internet
www.action-nationale.qc.ca

36 pages couleurs
format tabloïd
3 numéros par année

PIERRE NEPVEU

Gaston Miron. La vie d'un homme, Montréal, Boréal, 2011, 900 pages

Un livre plus qu'impressionnant. Neuf cents pages exactement! Sur un poète, sur Miron, décédé le 14 décembre 1996, à l'âge de soixante-huit ans.

Un livre sur Miron. Il faut s'empresse de dire : un livre sur le Québec, sur la littérature, sur l'histoire intellectuelle du Québec pendant la dernière moitié du vingtième siècle. Et pas seulement du Québec, car Miron a été en contact avec de nombreux écrivains français, italiens, américains et certains d'Amérique latine. Il a été traduit en plusieurs langues et son recueil *L'Homme rapaillé* est le livre de poésie de langue française qui a connu le plus gros tirage à notre époque.

Gaston Miron est né à Sainte-Agathe, en 1928, d'un père «contracteur en portes et châssis», un petit entrepreneur qui aurait souhaité que son fils aille à l'École polytechnique, apprenne l'anglais, car l'anglais était très présent à Sainte-Agathe, et développe une entreprise moderne qui aurait été en quelque sorte la réalisation de ce qu'il rêvait. Mais le jeune Gaston se dirigera bientôt vers la vie religieuse, et après quelques années de séjour chez les frères du Sacré-Coeur dont il gardera un excellent souvenir, il reviendra à

la vie laïque avant de prononcer les vœux perpétuels. Déjà, pendant ses quelques années de vie religieuse, il avait développé un goût prononcé pour la poésie et la vie intellectuelle, et c'est dans cette direction qu'il s'orientera en revenant à la vie laïque.

Comment définir Miron ? Il est un poète, mais il est aussi un éditeur de poésie très important et un animateur extraordinaire qui participe à des rencontres d'écrivains et apporte une contribution originale et toujours très appréciée.

Mais ce qui m'intéresse le plus chez Miron, c'est son oeuvre, c'est le poète. Miron est un poète, un poète québécois. Son oeuvre est probablement l'oeuvre poétique la plus québécoise que nous ayons. C'est cette dimension de son oeuvre que Pierre Nepveu analyse très bien, que je voudrais essayer de décrire, de caractériser.

La poésie de Miron ne se laisse pas caractériser facilement. Elle est étrange, déroutante, à la fois très populaire et très savante, très proche de la langue orale et en même temps imprégnée d'une solide culture littéraire. Miron était un grand lecteur, un grand connaisseur en littérature, mais en même temps un fils d'artisan, de paysan, qui même dans des réunions d'écrivains et d'artistes aimait à faire entendre des chants anciens sur son harmonica !

Miron est certainement le plus québécois de nos poètes, et c'est pourquoi il est aussi le plus universel. On ne peut être plus québécois que Miron, et aucun de nos écrivains, me semble-t-il, n'a exprimé avec la même intensité le drame d'être colonisé dans son identité, dans sa langue, dans son pays. « L'homme agonique » de Miron, c'est l'agonisant qui

est au bord de la mort, mais qui ne meurt pas, qui parle, qui essaie de s'en sortir, mais qui n'y arrive pas. Un homme qui n'a même plus la force de combattre et qui encaisse, se résigne. Miron ressent comme une humiliation le manque de combativité des Québécois et on sent son indignation quand il cite Kant: «Quand on rampe comme un ver de terre, il ne faut pas s'étonner qu'on nous écrase (p. 707)».

Pour Miron, être poète, être Québécois, être humain, c'est la même chose. Il n'a jamais été membre d'un parti politique. Mais il se bat pour l'indépendance du Québec. Pour un Québécois, ne pas être Québécois, c'est n'être rien. L'universel n'est pas une abstraction, il est constitué de particuliers, d'êtres qui existent. Miron écrit: «Si un peuple disparaît, c'est une chose effroyable pour l'humanité (p. 452)». Tout Miron, toute sa poésie est dans cette affirmation.

Miron souhaitait une révolution socialiste, mais non marxiste. Son socialisme était subordonné à l'impératif national (p. 415). La clef d'interprétation de notre marasme intérieur et de nos comportements aberrants résidait pour lui dans le système colonial qui pèse sur l'être canadien-français et affecte l'individu dans ses comportements. C'est pourquoi on ne peut distinguer chez lui l'homme politique du poète. La poésie, pour lui, au Québec, à l'époque, est un acte politique (p. 441). C'est l'individu, c'est le poète Miron qui a été emprisonné pendant la crise d'octobre de 1970. On ne peut distinguer chez lui le citoyen et le poète, l'intellectuel et le poète. Pierre Nepveu écrit que «Miron est davantage un penseur qu'il ne le croit ou le prétend (p. 419)», et cela est vrai en un sens et en même temps, on doit dire que Miron ne s'en tient pas à un système de pensée, à des idées. Son seul sujet, sa seule préoccupation, c'est l'homme québécois, mais l'homme est son chemin vers l'universel. C'est

pourquoi, en un sens, il n'a jamais écrit qu'un livre qu'il n'arrivait pas à achever, qu'il reprenait continuellement, parce que le Québec était toujours inachevé, parce que le sens de sa démarche était de dépasser l'affirmation nationale pour écrire à partir de soi, dans la durée (p. 556-557), il ne pouvait évacuer le national tant que l'indépendance ne serait pas faite.

Miron a écrit: «La littérature a été, est toujours ma vie (p. 747)». Or son oeuvre, son action sont construites sur la prise de conscience d'une aliénation collective, et sur un effort inconditionnel de la surmonter, de l'évacuer. Mais le Québec n'arrive pas à sortir de cette aliénation, il «n'en finit pas de ne pas naître», ce qui donne à l'oeuvre de Miron un caractère sisyphien, ce qui lui confère un caractère tragique. Après avoir parlé des déboires du Québec, de notre grande misère, Miron sortait très souvent son harmonica et jouait des airs traditionnels du Québec, pour échapper sans doute à la détresse présente et pour rejoindre une pérennité que l'histoire lui refusait. Sur son lit de mort, il écoutait du chant grégorien. Pas de désespoir chez lui, mais «une fidélité culturelle tout à fait conforme à son parcours (p. 790)».

L'oeuvre de Miron, «Le Magnifique», me semble plus actuelle que jamais. Ceux que son nationalisme dérange, qu'ils reconnaissent en lui, avec Dominique Noguez, «un militant de la résistance à l'uniformisation culturelle».

Paul-Émile Roy
Écrivain

DJEMILA BENHABIB

Les soldats d'Allah à l'assaut de l'Occident, Montréal, VLB éditeur, 2011, 301 pages

Depuis sa sortie, le dernier livre de Djemila Benhabib, *Les soldats d'Allah à l'assaut de l'Occident*, soulève la polémique. Il a notamment donné lieu à une critique virulente de la part de Patrick Lagacé, qui lui reproche d'énoncer des évidences, comme le fait que la lapidation soit une pratique condamnable, mais surtout d'user de formules «alarmistes» et d'un ton «hystérique» dans sa dénonciation de l'islamisme.

S'il est vrai que la critique du régime de Khomeiny et des pratiques barbares comme la lapidation et l'excision relève de l'évidence, il est parfois bon de rappeler ces évidences à une certaine gauche, toujours prompte à critiquer les États-Unis, mais trop souvent silencieuse face aux atrocités commises au nom de l'islam. De plus, Benhabib ne se contente pas d'énoncer des évidences: elle explique comment ces pratiques ont été introduites par les régimes en place et comment elles ont pu être légitimées à partir de la charia ou de différents textes de loi. On apprend par exemple qu'en Iran «les femmes mal voilées peuvent recevoir jusqu'à 74 coups de fouet (p. 120)» et que le Code pénal «spécifie qu'une femme menstruée ne peut être flagellée. Par contre, elle peut être lapidée (p. 120)».

Quant aux excès de langage, ils sont effectivement nombreux. Affirmer que les militantes pro-voile du Québec sont «des soldates au service d'une idéologie fasciste (p. 227)» et que les féministes qui les appuient «ont décerné au fascisme vert les titres de noblesse que l'Histoire lui a toujours refusés (p. 3)» est sans aucun doute exagéré. La fascisation des adversaires est une arme faible, trop souvent employée par les détracteurs de Benhabib, et dont celle-ci n'avait certainement pas besoin. Celle qui prend le soin de noter, avec

justesse, que Mario Dumont n'est pas Le Pen et que l'ADQ n'a rien à voir avec les partis d'extrême droite européens, devrait également reconnaître que Françoise David n'est pas Ben Laden et que Présence musulmane n'est pas Al-Qaïda ! La démonstration de Benhabib est suffisamment forte pour qu'elle n'ait pas besoin de ces excès de langage qui, plutôt que de renforcer son propos, lui enlèvent de la crédibilité.

Ces formules abusives ne rendent toutefois pas justice à l'analyse de Benhabib qui, contrairement à ce que l'on pourrait penser, n'a rien de radical. Au sujet d'Amir Khadir, par exemple, elle offre une interprétation intelligente et nuancée, qui se tient à bonne distance à la fois des théories conspirationnistes de certains commentateurs de droite et de l'enthousiasme naïf de nombreux partisans de la gauche. Benhabib reconnaît que Khadir s'est parfois opposé aux islamistes, notamment en se prononçant contre l'instauration des tribunaux de la charia, mais elle dénonce vigoureusement chez Khadir «une haine viscérale des États-Unis et une détestation maladive d'Israël, avec cette autre particularité, soit un certain penchant pour les mouvements révolutionnaires, y compris lorsqu'ils sont islamistes (p. 282)». Voilà qui résume bien le caractère détestable de celui qui pratique «le boycott et le lancer de chaussures (p. 282)».

Au sujet des militantes pro-voile qui ont infiltré la Fédération des femmes du Québec (FFQ), Benhabib offre aussi une interprétation originale, qui évite les deux pièges dans lesquels tombent trop de féministes occidentales : le paternalisme et le relativisme culturel. En effet, Benhabib ne croit pas que ces femmes soient de pauvres victimes inconscientes de leurs actes qu'il faut sauver de l'emprise de leur père ou de leur mari, mais elle ne croit pas non plus qu'il faille respecter leurs «choix vestimentaires» au nom de l'ouverture à la diversité. Bien au contraire, Benhabib prend

ces femmes pour ce qu'elles sont: des idéologues, qui font de la politique et qui savent comment instrumentaliser la culpabilité coloniale des Occidentales. Des femmes qui ont appris à développer des stratégies, à nouer des alliances, à infiltrer des organismes influents et à obtenir la sympathie des journalistes. Des femmes qui mènent un combat et qui brandissent leur voile comme un drapeau: «C'est ce refus de l'invisibilité qui caractérise [leur démarche]. L'obsession de se rendre visible, de se démarquer du reste de la société à tout moment, quels que soient le lieu et le contexte, cache un militantisme outrageant qui vise à changer la nature des rapports entre hommes et femmes (p. 222)».

L'auteure vise juste également lorsqu'elle décrit les nouvelles stratégies des islamistes qui ont choisi d'utiliser le langage des Occidentaux, et en particulier celui des droits de l'homme, pour mieux le retourner contre eux: «Tout ce qui fait peur à l'Occident est soigneusement mis de côté au profit d'un langage lisse qui lui est totalement compréhensible, c'est-à-dire son propre discours sur les droits de la personne (p. 12)». Benhabib ne se laisse pas bernier par les expressions faussement vertueuses comme le dialogue, la diversité, la liberté de religion ou le vivre-ensemble. Elle dépeint de façon convaincante l'opération de relations publiques menée par les experts en rhétorique comme Tariq Ramadan et les femmes qui s'en inspirent.

Elle identifie également ses adversaires idéologiques: ce sont, bien entendu, les islamistes d'Orient et d'Occident, mais aussi leurs complices, leurs «idiots utiles»: les multiculturalistes. Elle dénonce la rectitude politique des «élites multiculturalistes et tiers-mondistes (p. 23)» et s'insurge contre les «islamo-gauchistes (p. 183)», un geste courageux de la part d'une femme de gauche. Elle ne se contente pas de déplorer les «excès» du multiculturalisme, elle l'attaque

de front, dénonçant «cette aberration monumentale qu'est le multiculturalisme [...] qui a promu la différence en culte et a érigé la diversité en dogme [et qui] est devenue le mécanisme le plus efficace pour déconstruire le lien social et pour désintégrer la société en y semant des pathologies incurables (p. 256)».

Contre le multiculturalisme, contre l'islamo-gauchisme, Benhabib propose un féminisme authentique, qui s'attaque aux réels problèmes vécus par les femmes dans le monde, et en particulier dans le monde musulman, ainsi qu'un nationalisme québécois assumé. Elle rappelle que «la société québécoise n'est pas une juxtaposition de groupes communautaires (p. 255)» et que le Québec a besoin de «partager une langue commune, une culture commune, une histoire commune et un minimum de mémoire (p. 28)». Comme Joseph Facal l'avait fait en rappelant que ses parents, arrivés au Québec dans les années 70, n'auraient jamais songé à revendiquer un accommodement, Benhabib souligne à son tour que sa mère, lorsqu'elle a quitté Chypre pour immigrer en Algérie, «a mis au placard tout ce qui aurait pu entraver son intégration, à commencer par quelques tenues vestimentaires (p. 262)». Les immigrants qui s'installent au Québec doivent donc, selon elle «s'approprier ses outils, sa culture et ses codes (p. 263)».

En somme, malgré certains excès de langage et quelques passages qui paraîtront redondants aux lecteurs de *Ma vie à Contre-Coran*, *Les soldats d'Allah à l'assaut de l'Occident* est un livre fort instructif sur les stratégies déployées par les islamistes au Québec et ailleurs dans le monde, qui permet d'identifier clairement les postures idéologiques qui s'affrontent dans le débat sur l'intégration des immigrants et les accommodements religieux. Avec une grande lucidité et un sens du détail, Benhabib dévoile une stratégie de marketing

efficace qui a permis aux islamistes de s'allier à une gauche québécoise convertie au multiculturalisme et intoxiquée par la mauvaise conscience, voire la haine de soi. Peut-être que ce diagnostic posé par une femme venue d'ailleurs les convaincra de s'en débarrasser.

Joëlle Quérin

ÉRIC BÉDARD

Recours aux sources. Essai sur notre rapport au passé, Boréal, 2011, 280 pages

«Recours aux sources»: le ton est donné, le titre lui, attire la curiosité. Revisiter notre histoire, la revoir ou se la réapproprier, sous un angle nouveau, plus positif sans doute, voilà un des objectifs d'Éric Bédard. Le titre, en lui-même, contribuera à faire taire des accusations, tout aussi prévisibles qu'insignifiantes, d'un Bédard figé dans le XIX^e siècle et désireux d'y retourner. En fait, l'auteur offre dans son ouvrage – qui est en fait la compilation de 10 textes écrits entre 2002 et 2011, publiés ça et là, et 2 textes inédits – un regard sur notre rapport au passé, empreint de nuance, de prudence, et bien sûr de pertinence.

L'idée de cet ouvrage semble partir d'un constat de la part de l'auteur, d'une appréciation nouvelle remarquée chez la population québécoise, dont sa plus jeune frange particulièrement, d'un passé qui ne serait pas nécessairement avilissant, au contraire. Est cité le groupe Mes Aïeux, dont les airs de violons rappellent les rigodons d'antan, accompagnés par des textes qui eux s'inspirent d'histoires, de mythes et de légendes québécoises. Bédard y voit une nouvelle attitude quant à notre rapport au passé, dans la mesure où ces jeunes

musiciens, et leurs nombreux admirateurs par conséquent, assument la possibilité de regarder en arrière sans amertume. Alors que les plus belles parcelles du folklore québécois, racontées en chant et en musique, font sourire et ameuvent les foules, on constate un sentiment favorable pour ce temps antérieur à la Révolution tranquille, pour cette longue période pourtant dédaignée par plus d'un. Mépris logique, dira-t-on sous prétexte bien évidemment de l'irrationalité de voir d'un bon œil, une noirceur qui fut si grande. Voilà une tendance qui semble changer remarque Bédard.

S'ensuit un triste paradoxe toutefois, lorsqu'on constate le contraste entre cet intérêt manifeste pour l'histoire nationale, ses événements, ses personnages, ses mythes, et la qualité des cours donnés dans les écoles secondaires. L'idée n'est évidemment pas ici d'attaquer les enseignants d'histoire davantage que le programme conceptualisé par le ministère de l'Éducation. Bédard relate les incohérences inhérentes à cette histoire dénationalisée, épurée de long en large, dépecée de ses événements les plus significatifs. Dans cette histoire économique et sociale, les événements politiques les plus importants de la Nouvelle-France jusqu'au Québec, en passant par le Bas-Canada et la Confédération, sont soit raturés, soit présentés comme constituant un «long cheminement vers la démocratie (p. 40)». La quantité des événements historiques volontairement omis ou honnis par les concepteurs du programme est effrayante. On y voit la Conquête essentiellement comme le prélude d'un long parcours de liberté politique succédant à l'autoritarisme royal français. Un parcours qui se termine par l'obtention d'un gouvernement responsable en 1848. On ne présente rien sur les affrontements de 1837, rien sur le «caractère fédéral du Canada» de 1867, rien sur la puissance politique de l'Église catholique de la deuxième moitié du XIX^e siècle, notamment (p. 39-41). S'il critique ces volontaires amnésies,

Bédard dénonce également le découpage de la trame historique québécoise en une Nouvelle-France moyenâgeuse qui précéderait une longue route semée d'embuches vers la modernité. Une histoire de la modernisation du Québec n'est évidemment pas un projet insensé croit-il, mais une telle histoire est autant attribuable à l'expérience historique québécoise qu'à l'occident en entier. «Ce n'est pas leur adhésion aux principes libéraux, à la démocratie, à l'économie de marché ou à l'État providence qui caractérise le mieux l'aventure historique des Québécois, mais leur culture, les grandes utopies invoquées pour la préserver ou lui permettre de se développer (p. 42).» Quant à ceux qui accuseraient Bédard de servir la cause des souverainistes dans sa critique de l'histoire dénationalisée, il rétorque habilement que «l'histoire nationale n'est pas plus nationaliste que l'histoire sociale est socialiste (p. 64).»

Un tel diagnostic est évidemment déprimant, mais on ne peut malheureusement que faire le constat d'une situation qui va de Charybde en Scylla, lorsqu'on se penche sur les cours d'histoire au cégep, où moins de 5 % des étudiants suivent un cours d'histoire du Québec lors de leur formation (p. 43). Mince consolation, diront les plus cyniques, après avoir constaté la qualité des programmes d'enseignement d'histoire gouvernementaux... Toujours est-il, cependant qu'un tel désintéressement au cégep se répercute de fait dans les institutions universitaires, alors que très rares sont les recherches, les mémoires et les thèses qui portent sur un sujet relatif à l'histoire nationale, et ce principalement depuis 1995 (p. 52).

1995, cette année est particulièrement importante pour les raisons que l'on connaît. En effet, comme le souligne Bédard, de même qu'un nombre de plus en plus consistant d'études non moins pertinentes, la période post-référendaire

a été le climat d'instauration d'une nouvelle doxa pluraliste quant à la relecture de notre passé. Bédard fait le parallèle entre la critique que faisaient Trudeau et les modernistes de l'Université Laval dans les années 1950 du clérico-nationalisme et la critique du nationalisme que font aujourd'hui, les pluralistes. Dans les deux cas fusent les accusations d'arriération, de passéisme, d'ethnocentrisme et de xénophobie. Le nationalisme québécois était l'ennemi numéro 1 pour Trudeau, il en est de même pour les pluralistes, passés maîtres dans l'art de délégitimer le nationalisme québécois concerné par le prolongement d'une expérience historique particulière. Comment ne pas voir l'impact des idées de Trudeau, remarque Bédard, voulant que la société canadienne-française, soi-disant ethnociste, se soit définie dans des termes exclusivement sanguins où l'appartenance nationale aurait été foncièrement liée à un atavisme biologique? En réalité nous dit-il, si les principaux penseurs canadiens-français conceptualisaient parfois la nation dans des termes biologiques, il ne s'agissait pas là d'un élément d'exclusivité. On portait une définition de la nation culturelle, et donc il était tout à fait possible de «devenir canadien-français». (p. 165) Ce raccourci facile, «d'ethnie» canadienne-française à ethnocisme nous renvoie aussitôt à exclusion, et à repli sur soi (sauf lorsqu'on fait allusion aux communautés ethniques de Montréal, par exemple...). Cette réduction rapide à une «rhétorique du soupçon (p. 171)» d'ethnie donc d'ethnocentrisme, n'est-ce pas là un exemple de l'influence dominante de la pensée de Trudeau? Ne reconnaît-on pas là également les thèses d'un Gérard Bouchard, pour qui la nation québécoise doit abandonner toutes formes de particularismes dans la définition qu'elle se fait d'elle-même. Sélectionner les événements à caractère universaliste dans notre histoire, voici la solution Bouchard pour embrasser le cosmopolitisme qui nous constituerait déjà. Comment ne pas voir là une réelle «Trudeauisation des esprits»?

Bédard constate le piège dans lequel se sont lancés les souverainistes québécois, en adoptant cette vision essentiellement pluraliste et vidée de références culturelles et historiques communes dans la définition de leur projet. Piège pour les souverainistes, car devant l'idée d'une société fondée essentiellement sur une charte de droits et sur l'abstraction universaliste, quelle différence y aura-t-il dès lors avec le Canada multiculturaliste de Trudeau (p. 102)? Bédard va plus loin en soulignant l'importance selon lui d'attacher à la nation québécoise un volet éminemment conservateur, si l'on comprend «le conservatisme comme un respect du donné, comme un sain scepticisme face à toutes les vulgates progressistes (p. 103).» Tout comme il dénonce une conception de l'histoire vidée de ses particularités nationales, Bédard souhaiterait que l'on pense la nation québécoise, ainsi que le projet souverainiste, comme le prolongement d'une expérience historique, comme d'une nation ayant un «héritage important à préserver et à faire fructifier (p. 90)». Ce conservatisme est de nos jours considéré comme *non grata*, la plupart du temps renvoyé à de vulgaires caricatures. L'obstination au pur progressisme semble pourtant avoir causé la perte de quelques-uns, souligne Bédard, comme le PQ d'André Boisclair, ou le Bloc de Gilles Duceppe (p. 95-104). Pourtant, alors que l'on constate aujourd'hui l'émiettement de la force politique portant la question nationale, les forces souverainistes, ou plutôt l'hydre souverainiste, semblent avoir oublié ce qui faisait la force du mouvement nationaliste jadis, à l'époque où René Lévesque menait un parti composé d'une réelle coalition entre conservateurs et progressistes, gens de droite, du centre et de gauche, tous réunis autour d'un objectif clair et de l'ordre du possible, soit l'idéal d'indépendance (chapitre 7, «René Lévesque et l'alliance avec les bleus»).

Dans l'un des chapitres les plus intéressants de l'ouvrage, Bédard se questionne sur la façon dont nous devrions «pen-

ser le conservatisme canadien-français (p. 205) ». Il y fait état des deux principaux métarécits (libéral et marxien) utilisés pour appréhender l'histoire. Tous deux préconisent un itinéraire progressiste, le premier représente la route vers la démocratie, l'autre, la redistribution égalitaire de la social-démocratie. Bédard note que dans les deux cas, le moment de l'histoire québécoise célébré est celui de la Révolution tranquille. Il fait le même constat que les Fernand Dumont, Joseph-Yvon Thériault et Jacques Beauchemin, à savoir que de telles lunettes d'analyse ne nous permettent guère de comprendre la pensée canadienne-française ni la « vision du monde d'une élite ni tout à fait libérale, ni vraiment réactionnaire et pas du tout radicale (p. 216) ». Constatant que le conservatisme est aujourd'hui l'antithèse de la « bonne pensée », et constatant également les échecs des « promesses progressistes (marxienne, social-démocrate, libérale et néolibérale) » dans le Québec d'aujourd'hui, Bédard invite à changer de perspective. Il invite, entre autres via Thériault, à retrouver les « termes particuliers d'une "tradition de débats" et de suivre ainsi la "trace" d'une discussion sur le Québec (p. 221-222) ». Une tradition, dit Bédard, qui « permettrait d'inscrire la réflexion actuelle dans un contexte, une continuité, un lieu, et qui permettrait aux débats du présent de se nourrir des doutes, des indécisions et des erreurs de nos devanciers (p. 222). »

Cette idée d'une continuité dans la trame historique est un des éléments les plus fondamentaux du livre de Bédard, qui invite à revoir la thèse de la rupture totale, surtout lorsque cette rupture rime avec un découpage manichéen du récit historique. Cette même idée d'une continuité était également prônée par René Lévesque, qui, par exemple, lors du dévoilement officiel de la statue de Duplessis, soulignait que l'idée d'une souveraineté-association était en quelque sorte la suite logique de l'autonomisme duplessiste (p. 108).

Considérant une trame historique continue, Bédard nous offre également une intéressante analyse des cinéastes Arcand et Falardeau, qui ont peu en commun sauf l'influence dominante d'un Maurice Séguin, et de la conceptualisation totalisante que ce dernier avait de l'histoire (p. 65). Bédard perçoit même, dans une moindre mesure, une certaine continuité dans l'argumentaire des felquistes dits « millénaristes », qui malgré leurs inspirations marxistes, s'inspiraient des luttes du passé canadien-français pour justifier leurs luttes révolutionnaires (p. 145-151).

Avec sa façon de conceptualiser l'histoire, dont les influences de la pensée de Fernand Dumont sont assumées en toute quiétude (p. 232), Bédard s'inscrit dans un nouveau paradigme par lequel on réfléchit présentement l'histoire nationale. Paradigme que l'on pourrait identifier comme étant un mouvement de réappropriation et de réaffirmation nationale, par opposition évidemment au paradigme progressiste établi et institutionnalisé depuis deux décennies.

Bédard fait partie de ceux qui s'intéressent au passé et à ses influences sur le présent, prenant un angle d'analyse réasumant l'histoire nationale, quant à elle considérée sur une trame mouvementée, soit, mais continue.

Dorénavant, un discours argumenté se constitue, riposte solide, structurée et assumée envers une intelligentsia pluraliste dominante au tournant du XXI^e siècle. Qu'on se le tienne pour dit: cette courte époque de dénationalisation, de diabolisations anachroniques et *a posteriori*, d'accusations aussi calomnieuses qu'imaginaires de xénophobies et de racisme chez certains de nos personnages historiques, a déjà entamé l'épilogue de son existence monopolistique. L'heure sera venue pour les tenants de cette école de pensée « progressiste » de développer une critique intelligente et

argumentée. Et pourquoi ne pas, du même coup, envisager de cesser des initiatives grotesques, comme des colloques risibles, empreints d'une mauvaise foi qui n'a d'égale que l'incohérence de certains propos tenus. Des propos qui, disons-le, en arrivent parfois à dépasser largement l'incohérence, pour se rapprocher de l'outrage en faisant, à titre d'exemple bien entendu, mention «des néoconservateurs dans le Québec de Weimar»...

Enfin, peut-être pourrait-on diviser les textes de l'ouvrage de Bédard dans deux catégories : la première, centrale sans doute, serait celle d'une vision de l'histoire nationale sur une trame continue. S'inscrivent dans cette catégorie des textes justifiant une telle position et critiquant ses détracteurs. La seconde catégorie correspondrait davantage à la vision de Bédard, mise en pratique dans son analyse de certains personnages ou événements historiques, alors que nous sont donnés à lire de remarquables textes aux sujets divers.

Cela étant, le livre de Bédard ne révolutionnera pas les sciences humaines au Québec. Il s'agit cependant d'une brique supplémentaire dans ce mur que l'on érige progressivement devant cette force déconstructrice qui ravage l'histoire nationale depuis deux décennies. Il faut donc prendre le livre de Bédard pour ce qu'il est : un ouvrage remarquable qui contribuera à faire du bien à une époque d'apathie et d'idéaux aseptisés.

Alexandre Cadieux-Cotineau

Candidat à la maîtrise en sociologie à l'UQAM

LE MOUVEMENT «OCCUPY MONTREAL» ET LA LANGUE DÉLIBÉRATIVE: UNE INCLUSION EXCLUANTE

Curieux de voir ce qui se passe au sein du mouvement «Occupy Montreal», j'ai passé une nuit hier au square Victoria. Autrement dit, j'ai fait à peu près ce qu'en sciences sociales on dit être de l'observation participante.

Premier constat, que toute personne le moins alerte est à même de faire: la multiplicité déconcertante des revendications. Anarchistes, communistes, socialistes, sociaux-démocrates, tout y est (sauf la droite, bien sûr). Ici, on veut sauver l'environnement, là-bas on veut mettre à bas les institutions sociales et tout rebâtir à neuf. Ce constat, il est plutôt évident et sera probablement porté aux oreilles et aux yeux de l'opinion publique plusieurs fois dans les prochaines semaines¹.

Le second constat, observation centrale de cette lettre d'opinion: un petit groupe de «leaders» est en train d'émerger. Comme dans tout mouvement social, c'est une chose inévitable, diront certains. Oui, mais le phénomène ici présent est hautement paradoxal. En effet, ce groupe, constitué des organisateurs des divers «comités» présents sur les lieux, fonctionne en anglais. Du moins, c'est ce qui pouvait être constaté hier soir, alors qu'avait lieu une petite assemblée où se sont discutés plusieurs points d'intérêt public pour le mouvement. Si certains locuteurs présents lors de cette réunion semblaient bien maîtriser les deux langues, une forte majorité choisissait d'utiliser l'anglais.

«Pourquoi serait-ce un paradoxe? N'est-ce pas plutôt un signe d'ouverture sur le monde que d'accommoder la minorité anglophone de Montréal?», rétorqueront d'autres. À ceux-ci, il est bon de rappeler quelques faits:

¹ Catherine Solyom, «Voices of discontent», *The Gazette*, 22 octobre 2011

- au Québec, la seule langue officielle est le français;
- selon le dernier recensement de Statistiques Canada (2006), 79 % des Québécois ont le français comme langue maternelle et 81 % l'utilisent à la maison, alors que 8 % ont l'anglais comme langue maternelle et 10 % l'utilisent à la maison²;
- en ce qui a trait à l'utilisation du français comme langue d'usage public sur l'île de Montréal, un rapport de Marc Termote, pour l'OQLF, révèle un taux de 68 % contre 30 % pour l'anglais³;
- toujours selon Statistiques Canada (2001), la connaissance du français au Québec était de 94,6 % en 2001;
- selon le dernier « portrait démographique » dressé par Michel Paillé pour l'OQLF⁴, sur l'île de Montréal, 31 % des gens parlent uniquement le français, 13 % parlent uniquement l'anglais et 53 % connaissent les deux langues. En élargissant la zone géographique à la région métropolitaine de Montréal, on obtient, respectivement, des taux de 40 %, 9 % et 50 %.

Dans cette optique, est-il souhaitable d'utiliser l'anglais comme langue de délibération au sein du mouvement « Occupy Montreal » ? Deux réponses à cette question sont possibles.

Première réponse

Le mouvement des indignés, qui a d'abord émergé en Espagne ce printemps, s'est ensuite transporté dans d'autres pays. Ainsi, on doit le considérer comme un mouvement transnational, de nature mondiale et qui n'a aucune frontière.

Dans cette logique, il faut donc inclure un maximum de citoyens dans ce mouvement et éviter les facteurs divisifs. Puisque la langue anglaise s'impose aujourd'hui comme la « lingua franca » de la

2 Ces nombres ainsi que les suivants sont arrondis à l'unité près.

3 Termote, Marc. 2008. « Nouvelles perspectives démographiques du Québec et de la région de Montréal 2001-2051 », p. 22

4 OQLF, 2011, « Les caractéristiques linguistiques de la population du Québec : profil et tendances 1996-2006 », En ligne, http://www.oqlf.gouv.qc.ca/etudes2011/20110909_MPaillé.pdf (page consultée le 23 octobre 2011)

planète et considérant qu'elle est parlée internationalement, il est logique de lui donner préséance. Partant, le plus grand nombre sera joignable et pourra participer à la délibération, idéalement dans un processus de démocratie directe.

Deuxième réponse

Il est impertinent d'imposer une vision globalisante aux multiples déclinaisons du mouvement des indignés. Impérativement, les acteurs doivent prendre en compte le contexte dans lequel ils agissent, sans quoi ils risquent de s'aliéner une bonne partie de la population qu'ils prétendent représenter.

Dans cette perspective, il est hautement paradoxal que ces acteurs, qui disent être ou représenter «le 99 %» et se battre contre «le 1 %» de la population, choisissent au Québec d'utiliser la langue de la minorité nationale, l'anglais.

Compte tenu des statistiques précédemment énumérées, il ne fait aucun doute que les «leaders» qui semblent actuellement émerger au sein du mouvement à Montréal s'engagent dans une voie non seulement illégitime, mais contre-productive. En faisant l'hypothèse que le français soit la langue utilisée lors des assemblées décisionnelles des «comités», le pire scénario envisageable serait que 13 % des Québécois habitant l'île de Montréal, connaissant seulement l'anglais, soient exclus du débat. En faisant l'hypothèse inverse de l'utilisation de l'anglais, le pire scénario envisageable serait que 31 % des Québécois habitant l'île de Montréal, connaissant seulement le français, soient exclus du débat.

Il semble donc que la prétendue inclusion, au nom de laquelle les acteurs présents hier soir ont choisi d'utiliser l'anglais, ait un effet davantage exclusif qu'inclusif.

Pierre-Olivier R. Bonin

Candidat à la maîtrise en science politique, Université de Montréal

B

CARL BERGERON

Mafia inc. (cr) Février 120

GASTON BERNIER

L'Asulf, 25 ans durant Janvier 40

MATHIEU BOCK-CÔTÉ

Bilan du souverainisme officiel Janvier 62

JEAN-LOUIS BOURQUE

Chronique des Amériques (cr) Avril 113

ROGER BUCH I ROS

La montée du souverainisme civil et politique
en Catalogne Juin-Septembre 74

MICHELLE BUSSIÈRES

Trente ans de relations Québec-Catalogne Juin-Septembre 201

C

CARLES CARRERAS

Barcelone, une capitale sans État Juin-Septembre 35

FRANCESC CABANA

L'économie de la Catalogne,
une nation européenne Juin-Septembre 48

ALEXANDRE CADIEUX-COTINEAU

Recours aux sources (cr) Novembre-Décembre 249

PIERRE CLOUTIER

La chasse aux communistes est ouverte! Janvier 84

Une grève historique qui scellera le destin
de René Lévesque Février 15

Même devenu ministre, la surveillance continue Mars 97

CHARLES-PHILIPPE COURTOIS

Le mythe d'un Québec fermé et xénophobe (nc) Mai 108

RAFAEL CRESPO (avec Agustí Nicolau)

Migration et diversité culturelle en Catalogne Juin-Septembre 92

D

MYRIAM D'ARCY

La marche des morts illustres (cr) Mai 128

Je ne me souviens plus (avec Gilles Laporte) Février 39

SYLVAIN DESCHÈNES

Michael Ignatieff au service de l'empire (cr) Avril 110

DOMINIC DESROCHES

Penser la politique spectrale Novembre-Décembre 185

CARLES DE ROSSELLÓ PERALTA

La langue catalane au début du XXI ^e siècle	Juin-Septembre	11
--	----------------	----

GRACIA DOREL-FERRÉ

Nations d'Europe: le cas de la Catalogne	Juin-Septembre	183
--	----------------	-----

CATHERINE DORION

Passion, savoir et intelligence	Octobre	15
---------------------------------	---------	----

F**JEAN-MARIE FECTEAU**

Histoire politique et histoire nationale au Québec	Novembre-Décembre	210
---	-------------------	-----

LUCIA FERRETTI

Le testament spirituel de Jacques Grand'Maison	Avril	75
--	-------	----

G**CHRISTIAN GAGNON**

Jean-Jacques Chagnon (1926-2010) et François Baby (1931-2011)	Mai	93
--	-----	----

WILLIE GAGNON

Une colonie ordinaire du XXI ^e siècle (cr)	Mai	121
---	-----	-----

GILLES GAUTHIER

Un affrontement idéologique méconnu entre Claude Ryan et Jean-Marc Léger	Mai	69
---	-----	----

SERGE GAUTHIER

Jean-Paul Filion (1927-2010)	Janvier	137
------------------------------	---------	-----

PIERRE GRAVELINE

La nation québécoise : colonisée, menacée, inachevée	Mars	67
Pourquoi l'indépendance ?	Avril	36
L'indépendance, comment ?	Mai	35

L**HENRI LABERGE**

Illégitime et illégal	Février	11
-----------------------	---------	----

ROBERT LAPLANTE

Ne plus rien souhaiter du tout	Janvier	4
L'impuissance d'une élite aliénée (NC)	Janvier	102
Carrières, dépendance et cohésion nationale	Février	4
Artisan de la grandeur	Mars	4
Le coin de fer	Avril	4
La tentation minoritaire	Mai	4
Raffermir les liens	Juin-Septembre	8
Une crise à bas bruit	Octobre	6
Regarder loin, viser haut, trimer dur	Novembre-Décembre	4

GILLES LAPORTE

L'état du débat	Février	32
L'enseignement de l'histoire au cégep	Février	31
Un cours multidisciplinaire sur le Québec contemporain	Février	88
Je ne me souviens plus (avec Myriam D'Arcy)	Février	39

MAXIME LAPORTE

Pour une nouvelle alliance nationale	Octobre	22
--------------------------------------	---------	----

MARC LAROCHE

L'hydre multiculturaliste	Octobre	45
---------------------------	---------	----

MARTIN LAVALLÉE

Le concept de liberté au Canada à l'époque des révolutions atlantiques (1776-1838)	Mars	125
---	------	-----

ANNE LEGARÉ

Retrouver le chemin de la souveraineté	119
--	-----

JEAN-MARC LÉGER

Pour sortir du mensonge (reprise)	Mars	8
-----------------------------------	------	---

RICHARD LE HIR

Demain l'indépendance	Novembre-Décembre	135
-----------------------	-------------------	-----

JULIE LEMIEUX

Déchets radioactifs ontariens sur le Saint-Laurent	Mars	40
--	------	----

BENOÎT LÉVESQUE

Un monde qui se défait, un monde à reconstruire.	157
--	-----

M**LOUISE MAILLOUX**

La laïcité québécoise : un projet inachevé et menacé	Janvier	20
--	---------	----

SYLVIE MÉNARD

Qui a peur de l'histoire sociale ?	Mars	116
------------------------------------	------	-----

DENIS MONIÈRE

Un premier ministre à la présidence	Avril	19
Que faire du Bloc ?	Mai	15
La gratuité universitaire est possible et socialement productive	Novembre-Décembre	16
Revisiter la démocratie de représentation au Québec	Novembre-Décembre	94

JOSEP M. MUÑOZ

Entre la liberté, le marché et l'État	Juin-Septembre	63
---------------------------------------	----------------	----

N**AGUSTÍ NICOLAU (avec Rafael Crespo)**

Migration et diversité culturelle en Catalogne	Juin-Septembre	92
--	----------------	----

P**MICHEL PAILLÉ**

Vitalité du français et de l'anglais au Québec	Octobre	36
--	---------	----

GILBERT PAQUETTE

Changer la conjoncture!

Changer de cap!

Novembre-Décembre	106
-------------------	-----

GÉRALD PAQUIN

La vitalité de la langue française sur l'île de Montréal	Mars	48
--	------	----

La vitalité de la langue française à Laval	Avril	30
--	-------	----

DANIC PARENTEAU

Pourquoi les Canadiens rejettent l'idée
de l'indépendance du Québec

Octobre	60
---------	----

MATHIEU PELLETIER

Ode au provincialisme librement consenti	Avril	13
--	-------	----

Langue, citoyenneté et identité au Québec (cr)	Avril	121
--	-------	-----

ANDRÉ POUPART

Bilan... prospectif

Novembre-Décembre	22
-------------------	----

Q**JOËLLE QUÉRIN**

Sex@mour (cr)	Février	131
---------------	---------	-----

Manifeste pour une école compétente (cr)	Octobre	127
--	---------	-----

Les soldats d'Allah à l'assaut de l'Occident (cr)	Novembre-Décembre	245
--	-------------------	-----

R**FERRAN REQUEJO**

Reconnaissance politique et autonomie nationale (1979-2010)	Juin-Septembre	143
--	----------------	-----

MATTHIAS RIOUX

Bourgault ou le romantisme en politique	Janvier	48
---	---------	----

L'affaire Michaud ou Le complot du 14 décembre 2000	Mars	58
---	------	----

ÉMILE ROBICHAUD

La Révolution tranquille: une révolution déracinée	Janvier	32
--	---------	----

MICHEL ROCHE

La restructuration politique au Québec et la question nationale	Novembre-Décembre	67
--	-------------------	----

GUILLAUME ROUSSEAU

Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois, tome I, 1834-1968 (cr)	Février	108
---	---------	-----

Pour une gauche à gauche (cr)	Octobre	123
-------------------------------	---------	-----

PAUL-ÉMILE ROY

Promenade dans la littérature québécoise		
en compagnie de Pierre Vadeboncoeur	Janvier	11
Une fin de semaine avec Rosaire Morin	Mars	65
L'Homme et son ombre ou Le désir inassouvi	Avril	70
Pierre Vadeboncoeur devant l'oeuvre d'art	Mai	102
Gaston Miron. La vie d'un homme (cr)	Novembre-Décembre	241

S**PATRICK SABOURIN**

Les yeux grands fermés. L'immigration en France (cr)	Janvier	113
--	---------	-----

CHARLES SAINT-PROT ET ZEINA EL TIBI

Patriote québécois et pionnier de la Francophonie	Mars	6
---	------	---

MICHEL SARRA-BOURNET

Guy Rocher. Entretiens (cr)	Mars	119
-----------------------------	------	-----

SIMON-PIERRE SAVARD-TREMBLAY

L'œuvre de Camille Laurin. La politique publique		
comme instrument de l'innovation sociale (cr)	Janvier	126
Contes et comptes tome 4 (cr)	Avril	128

PIERRE-PAUL SÉNÉCHAL

Le retour en force du « vouloir-vivre » québécois	Mars	15
Qu'il est difficile... qu'il est difficile	30	

PIERRE SERRÉ

L'abandon du Québec	Mai	23
Les chantres du ratatinement	Novembre-Décembre	46

MICHEL SEYMOUR

Que faut-il faire maintenant?	Novembre-Décembre	78
-------------------------------	-------------------	----

ANDRÉ ST-ARNAUD

Les Cercles des jeunes naturalistes et		
les loisirs scientifiques	Janvier	55

VALERIE STREICHER-ARSENEAULT

La planification linguistique au Québec		
et en Catalogne	Juin-Septembre	121

V**ÉRIC VILADRICH I CASTELLANAS**

La Catalogne dans le monde,		
en passant par le Québec	Juin-Septembre	168

16 SEPTEMBRE 2011: JEAN CHAREST COMMENTE
LE RAPPORT DUCHESNEAU QU'IL N'A PAS LU:
« CE NE SONT QUE DES ALLÉGATIONS »

MONSIEUR CHAREST ? MONSIEUR ALLEGAZIONE
DÉSIRE À NOUVEAU VOUS RENCONTRER.





Gestion François Beaudoin

- Évaluation d'entreprises → faisabilité.
- Transfert familial.
- Rachat par cadres.
- Ventes - Achats - Fusions.
- Services conseils en financement.

Une équipe multidisciplinaire
offrant tous les services requis
pour une transaction réussie.

819-397-4920
gfb@tlb.sympatico.ca



GUY BERTRAND AVOCATS

M^e Guy Bertrand

250, Grande Allée Ouest, bureau 801
Québec (Québec) G1R 2H4
Téléphone : 418-683-8585 Télécopieur : 418-614-1458
Courriel : gbertrand@guybertrandavocats.com
Site Internet : www.guybertrandavocats.com



Liberté pour ma nation

Quoi de plus important,
Pour soi-même et pour son peuple,
Que la liberté ?

Ainsi, pourquoi chaque québécois
Ne se poserait-il pas, au moins une fois dans sa vie,
La question suivante :

La nation québécoise est-elle libre ?

Une nation minoritaire, au sein d'un pays,
Peut-elle prétendre à la liberté,
Lorsqu'il lui est interdit par la Constitution
De la nation majoritaire :
D'adopter toutes ses lois,
De percevoir tous ses impôts,
De signer ses traités,
D'être présente dans les instances internationales, et
De participer aux jeux olympiques, sous les couleurs de son drapeau ?

Non, le Québec, au sein du Canada, n'est pas libre,

Voilà pourquoi il est condamné
À faire du surplace
Et à tourner en rond.

Ma nation a soif de liberté et d'indépendance.

Québec, ce 24 juin 2011



Me Guy Bertrand

L'Action nationale en héritage

Legs et dons planifiés

Les dons planifiés constituent un apport essentiel pour un organisme comme la Ligue d'Action nationale; tous les dons qu'elle reçoit sont d'une grande importance puisqu'ils permettent d'offrir à nos abonnés une revue de qualité et ce, sans s'éloigner, même après 90 ans d'existence, de notre mission.

Qu'est-ce qu'un don planifié?

- Les dons immédiats, ceux qui sont mis à la disposition de la Ligue d'Action nationale dès qu'ils sont faits et;
- les dons différés, dons destinés à être remis à la Ligue d'Action nationale à une date ultérieure (ex.: dons testamentaires, d'assurance-vie, fiducie testamentaire, etc.)

Vous avez peut-être une police d'assurance-vie de quelques milliers de dollars que vous avez souscrite il y a plusieurs décennies et qui pourrait être cédée à *L'Action nationale* sous forme de don planifié et contribuer ainsi à la pérennité de la revue. Les dons planifiés font partie intégrante de la planification financière et successorale. Ils peuvent prendre diverses formes, et l'avis d'un planificateur financier professionnel pourra vous aider à choisir l'option la plus avantageuse pour vous. Si dans votre testament vous nommez la Ligue d'Action nationale comme bénéficiaire, faites-le nous savoir afin que nous puissions vous manifester notre reconnaissance.

Si vous désirez effectuer un don planifié à la Ligue, nous pourrions vous émettre un reçu pour dons. Contactez-nous si vous avez besoin des conseils du planificateur financier professionnel de la Ligue d'Action nationale.

Ligue d'Action nationale – Programme de dons planifiés

**a/s: Jacques Martin
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X3**

(514) 845-8533 ou, sans frais, au 1-866-845-8533

CLUB DES 100 ASSOCIÉS DE LA LIGUE D'ACTION NATIONALE

Fernand Allard	Marcel Henry
Patrick Allen †	Henri Joli-Cœur
François-Albert Angers †	Lucie Lafortune †
Gaston-A. Archambault †	Anna Lagacé-Normand †
Robert Ascah	Bernard Lamarre
Jean-Paul Auclair †	Denis Lazure †
Paul Banville	Richard Leclerc
Thérèse Baron	Clément Martel
François Beaudoin	Jacques-C. Martin
Gaston Beaudry †	Yvon Martineau
Dominique Bédard †	Roger Masson
Yvan Bédard	Daniel Miroux
Henri Blanc	Louis Morache
David Boardman	Rosaire Morin †
Antoinette Brassard	Reginald O'Donnell
Henri Brun	Arthur Prévost †
Jean-Charles Claveau	Ghislaine Raymond-Roy
Roch Cloutier	René Richard †
Robert Comeau	Jacques Rivest
Robert Côté	Jean-Denis Robillard
Louis-J. Coulombe	Ivan Roy
Gérard Deguire	Paul-Émile Roy
Bob Dufour	Claudette Thériault
Yves Duhaime	Marcel Trottier †
Nicole Forest	Réal Trudel
Léopold Gagnon	Cécile Vanier
Henri-F. Gautrin †	André Verronneau
Claude Ghanimé	Claude-P. Vigeant
Paul Grenier	Madeleine Voora
Michel Grimard	André Watier
Yvon Groulx	

Le Club des 100 associés regroupe les donateurs de 1000 \$ et plus.

L'Action NATIONALE

LIBERTÉ D'EXPRESSION

L'Action nationale ouvre ses pages à tous ceux et à toutes celles que la question nationale intéresse. Respectueuse de la liberté d'expression, elle admet les différences qui ne compromettent pas l'avenir de la nation. La rédaction assume la responsabilité de tous les titres d'articles, mais les auteurs restent responsables du contenu de leurs textes.

RÉDACTION

Un article soumis sans entente préalable peut varier de 1500 à 3000 mots alors que le compte rendu d'un livre compte généralement de 1000 à 1500 mots. Les textes sont reçus par internet. Le texte vulgarisé est la forme d'écriture souhaitée.

INDEX

Les articles de la revue sont répertoriés et indexés dans « L'index des périodiques canadiens » depuis 1948, dans « Périodex » depuis 1984, dans « Repères » publié par SDM Inc. et à la Bibliothèque nationale du Québec depuis 1985.

REPRODUCTION

La traduction et la reproduction des textes publiés dans *L'Action nationale* sont autorisées à condition que la source soit mentionnée.

MISE EN PAGE

Sylvain Deschênes

IMPRESSION

Marquis imprimeur

Mission

La Ligue d'action nationale est l'éditrice de la revue *L'Action nationale*. Sa mission est d'être un carrefour souverainiste où se débattent les aspirations de la nation québécoise comme collectivité de langue française suivant une tradition de réflexion critique, d'indépendance et d'engagement, à partir des situations d'actualité qui renvoient aux enjeux fondamentaux de notre avenir collectif.

Président

Denis Monière

Vice-président

Christian Gagnon

Secrétaire

Gilles Lavoie

Trésorier

Robert Ladouceur

Conseillers

Isabelle Le Breton

Jacques Martin

Ex Officio

Robert Laplante

Membres

Mathieu Bock-Côté

Jean-Louis Bourque

Charles-Philippe Courtois

Myriam D'Arcy

Pierre de Bellefeuille

Robert Comeau

Pierre Graveline

SiouFan Houang

Henri Laberge

Josée Lacourse

Anne-Michele Meggs

Dominic Parenteau

Joëlle Quérin

Guillaume Rousseau

Patrick Sabourin

Michel Sarra-Bournet

Pierre-Paul Sénéchal

Pierre Serré

Membres honoraires

Christiane Bérubé, Nicole Boudreau, Guy Bouthillier, Jacques Brousseau, Jean-Jacques Chagnon †, Hélène Chénier, Lucia Ferretti, Yvon Groulx, Léo Jacques, Delmas Lévesque, Yves Michaud, Pierre Noreau, Roméo Paquette, Hélène Pelletier-Baillargeon, Gilles Rhéaume

Membres émérites

René Blanchard, Jean-Charles Claveau, Jean-Marc Léger †, Georges Meyers, Jacques-Yvan Morin, Paul-Émile Roy

Grille tarifaire 2011

	1 an 10 numéros	2 ans 20 numéros
Abonnement	80 \$ (70,22 \$ + taxes)	140 \$ (122,89 \$ + taxes)
Abonnement de soutien	175 \$	300 \$
Étudiant	45 \$ (39,50 \$ + taxes)	80 \$ (70,22 \$ + taxes)
Institution	140 \$ (122,89 \$ + taxes)	235 \$ (206,28 \$ + taxes)
Autres pays	150 \$	275 \$

Nouveauté! **Abonnement PDF**

55 \$ 48,28 \$ + taxes TVQ 1012563392 TQ0002	95 \$ 83,39 \$ + taxes TPS 11901 9545
---	--

Paiement par chèque ou carte de crédit VISA ou MASTERCARD

- paiement internet sécurisé Desjardins dans notre site
- par la poste
- par téléphone

Paiement au guichet

- chez Desjardins et dans les institutions financières participantes

L'ACTION NATIONALE
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X3
Téléphone : 514-845-8533
sans frais, 1-866-845-8533

Pour nous joindre par courriel :
revue@action-nationale.qc.ca
www.action-nationale.qc.ca

ISSN-0001-7469

Dépôt légal :

Bibliothèque nationale du Québec

Périodicité : 10 numéros par an

L'Action nationale est membre de la SODEP

www.sodep.qc.ca

Envoi de Poste-Publications - Enregistrement N° 09113

*À compter de 2011, le gouvernement fédéral cesse toute participation
à l'expédition des publications au Canada.*